UNIVERSITY
OF
TORONTO
LIBRARY

RICHARD COBDEN

NOTES SUR SES VOYAGES, CORRESPONDANCES ET SOUVENIRS

SAINT-DENIS. — IMP. CH. LAMBERT, 17, RUE DE PARIS.

RICHARD COBDEN

NOTES SUR SES VOYAGES, CORRESPONDANCES ET SOUVENIRS

RECUEILLIES

PAR

Mme SALIS SCHWABE

AVEC UNE PRÉFACE DE M. G. DE MOLINARI

Membre correspondant de l'Institut

PARIS

LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET Cie

Éditeurs du *Journal des Économistes*, de la *Collection des principaux Économistes*, du *Dictionnaire de l'Économie politique*, du *Dictionnaire du Commerce et de la Navigation*, etc.

RUE RICHELIEU, 14

1879

Tous droits réservés.

DA
536
C6S35

23896
16/4/92
1

PRÉFACE

Mme Julie Salis Schwabe a bien voulu m'adresser la lettre qu'on va lire :

« Cher Monsieur,

« On m'a souvent priée de donner au public ces souvenirs de l'amitié de mon mari et de moi avec M. et Mme Cobden. Mais, jusqu'au commencement de cette année, je restai fidèle à ma première intention de laisser ces lettres en héritage à mes enfants pour être publiées après ma mort. Cependant, au printemps de 1877, les filles de M. Cobden ont exprimé vivement le désir bienveillant que je publie les lettres et les papiers que je possède au profit de l'Institut international d'éducation à Naples, Institut fondé sur des principes complètement en harmonie avec ceux que M. Cobden a professés toute sa vie. L'encouragement que cet Institut a reçu du gouvernement italien en 1873 a été donné en effet parce que le ministre de l'instruction publique, M. Scialoja,

avait reconnu en moi une amie commune et une admiratrice de Richard Cobden. Le télégramme que j'ai ajouté dans l'appendice prouvera que le souvenir de cet homme éminent était associé intimement à la sympathie que me témoigna alors l'honorable M. Scialoja. L'automne dernier, j'avais achevé enfin la préparation de ce petit volume, et j'étais heureuse de penser que le nom vénéré de Cobden serait lié pour toujours avec l'Institution de Naples, lorsque j'appris, et avec une grande satisfaction, que M. John Morley avait commencé une œuvre plus étendue et plus complète sur Cobden. M. Morley pensant que la publication de ces souvenirs de Cobden pourrait diminuer l'intérêt du portrait entier qu'il doit faire du grand homme, je me décidai à ne pas les publier en Angleterre. Cependant, les fragments dont il s'agit ici montrant Richard Cobden autant dans sa vie intime et dans ses relations de famille que dans sa vie publique, M. Renan et d'autres amis de l'éducation et du progrès m'ont encouragée à publier mes souvenirs de cet homme illustre dans la langue française, — la langue universelle! — Ils seront ainsi à la portée de tous ceux qui n'auront pas l'occasion de lire l'œuvre importante de M. Morley, mais qui partagent notre admiration pour le caractère public et privé de Richard Cobden.

« Je crois que vous avez foi comme moi dans le bon résultat des principes des sciences sociales et de l'économie politique, mieux enseignés. Le libre-échange moral de même que le libre-échange matériel reconnus partout, l'homme travaillerait en harmonie avec les

lois divines, qui commandent avant tout la fraternité universelle. C'est dans cette conviction que je vous envoie, cher Monsieur, ces lettres et ces papiers, en vous priant de présenter au public ces souvenirs du grand apôtre du libre-échange. Aux lettres que j'ai eu le bonheur de recevoir de M. Cobden, j'ai joint quelques copies que j'avais faites, avec sa permission, des lettres qu'il écrivait pendant les négociations préliminaires non officielles qui se rattachaient au traité de commerce entre la France et l'Angleterre, signé à Paris en 1860. A cette époque, M. Cobden et sa famille, ainsi que moi et les miens, nous logions dans la même maison.

« En recherchant dans mes papiers et mes lettres les matériaux destinés à ce petit livre, j'ai trouvé les copies de quelques lettres adressées par mon mari à ma chère et bien regrettée amie Mme Rich (la fille de sir James Mackintosh) sur la concurrence, le droit d'association et le socialisme, ainsi qu'une lettre du R^nd^ F. D. Maurice sur le même sujet et quelques notes que mon mari a écrites à la suite d'entrevues avec les hommes les plus distingués de Paris en 1850; puisque ces lettres et ces notes traitent des mêmes sujets et de problèmes semblables à ceux auxquels M. Cobden a dévoué l'énergie de sa vie, problèmes qui possèdent un si grand intérêt général, je les ai ajoutées à ces souvenirs de Cobden. Les amis de Cobden, ainsi que le public, s'intéresseront peut-être au court récit d'un voyage que M. et Mme Cobden, M. Schwabe et moi, nous avons fait ensemble en Espagne en 1846 ; c'est pourquoi j'ai donné ces quelques extraits des lettres que j'écrivais alors à ma famille,

ainsi que des copies des discours prononcés aux fêtes qui eurent lieu en l'honneur de M. Cobden, et les articles de journaux que j'ai recueillis sur le même sujet. En revenant d'Espagne, M. et Mme Cobden ont continué leur voyage par la France en Italie, et mon mari et moi nous sommes retournés en Angleterre. Mme Cobden et moi nous avons continué notre correspondance, et comme plusieurs de ces lettres donnent un récit intéressant de son voyage avec M. Cobden en France, en Italie et en Allemagne, et contiennent aussi des extraits des lettres de M. Cobden écrites à sa femme de Russie, je les ai jointes aux précédentes pour compléter ces souvenirs et pour unir la mémoire de Mme Cobden à celle de son mari.

« Je vous remercie d'avance de votre aide bienveillante, non seulement parce que vous ferez connaître davantage une vie si noble, mais aussi parce que vous contribuerez à unir pour toujours le nom de Richard Cobden à cette Institution, qui, je l'espère, deviendra le premier centre d'une *bonne internationale*, d'une internationale organisée pour le développement moral et intelligent de l'enfance, et pour le progrès de la « paix « sur la terre et de la bonne volonté envers les hommes. »

« Croyez-moi, cher Monsieur, avec la plus profonde estime, votre dévouée. »

« Julie Salis Schwabe. »

La publication de ces « notes, correspondances et souvenirs, » qui concernent le plus illustre des apôtres de la liberté commerciale et de la paix, n'est-elle

pas, en effet, particulièrement opportune au moment où nous sommes? La réaction protectionniste essaie dans toute l'Europe, et même en Angleterre, de défaire l'œuvre de Cobden, et le militarisme entreprend de nous ramener à ces époques de barbarie où les hommes mettaient leur gloire à s'entre-déchirer comme des bêtes féroces. Cette double réaction ne saurait, à la vérité, être durable, et elle ne nous cause qu'une inquiétude modérée. Comment imaginer, en présence des progrès de l'industrie et de la multiplication des moyens de communication de toute sorte, que chaque peuple relève ses barrières douanières de manière à en faire autant de murailles de la Chine? Si la destinée des peuples civilisés était de vivre isolés, et, comme le disent les protectionnistes, indépendants de l'étranger, n'auraient-ils pas commis la plus absurde et la moins explicable des folies en dépensant, depuis un demi-siècle, une cinquantaine de milliards pour diminuer les distances et aplanir les obstacles qui les séparent? On a percé le mont Cenis, on est en train de percer le Saint-Gothard, on étudie le projet d'un tunnel sous-marin pour faciliter les communications entre la France et l'Angleterre. Que faudrait-il penser de ces entreprises, destinées à supprimer les barrières naturelles que les Alpes et l'Océan opposent à l'extension des rapports internationaux, s'il était vrai que l'importation des produits anglais fût ruineuse pour la France, et l'importation des produits français désastreuse pour l'Italie? En admettant que les protectionnistes eussent la vérité de leur côté, n'y aurait-il pas lieu de fermer le mont Cenis, d'arrêter les travaux du Gothard, et de renoncer au tunnel sous-

marin, en bénissant le mal de mer et les tempêtes de la Manche, qui font obstacle aux communications entre la France et l'Angleterre? Quoi de plus insensé que de payer à la fois des ingénieurs pour faciliter les relations des peuples, et des douaniers pour les entraver? Si les protectionnistes sont dans le vrai, si l'extension du commerce international est nuisible, il faudra que l'on renonce tôt ou tard aux chemins de fer, et que l'on prohibe, sous les pénalités les plus sévères, toute invention qui serait de nature à contrecarrer ou à affaiblir l'action tutélaire du régime protecteur de l'industrie nationale. Au moyen âge, on brûlait les inventeurs : on pourrait se contenter aujourd'hui de les déporter; mais, en tout cas, ne devrait-on pas s'abstenir de les récompenser et surtout d'utiliser leurs inventions? C'est grâce à ces inventions malfaisantes que le commerce international s'est élevé de moins d'un milliard il y a trois siècles, à plus de quatre-vingts milliards; c'est parce que les métiers mécaniques à filer et à tisser ont remplacé les métiers à filer et à tisser à la main que le marché national n'a plus suffi à l'industrie progressive, et que le commerce s'est de plus en plus « internationalisé. » Puisqu'on a commis la faute de ne point laisser faire les *briseurs de machines*, ces protectionnistes pratiques! qu'on se garde du moins de laisser inventer des machines nouvelles, et qu'on s'abstienne à l'avenir d'ouvrir des expositions universelles où s'étalent à l'envi ces engins destructeurs de l'industrie nationale.

Mais, est-il besoin de le dire? les nations civilisées ne renonceront pas aux chemins de fer, elles continueront de percer des tunnels, elles ne déporteront pas

les inventeurs, et elles ne se priveront pas du spectacle merveilleux des expositions universelles. Le commerce international ne cessera point de croître, et, à mesure qu'il croîtra, les douanes deviendront de plus en plus gênantes et insupportables : un jour arrivera, et ce jour n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on le suppose, où elles iront rejoindre tant d'autres institutions vieillies et surannées : l'esclavage et le servage, la torture et la guerre elle-même.

La guerre n'est-elle pas, en effet, autant que le régime prohibitif, en contradiction avec tous les progrès matériels et moraux qui ont constitué la société moderne? N'est-elle pas en opposition avec le progrès de l'industrie et le développement des relations internationales? Quand la richesse ne pouvait s'acquérir qu'à grand' peine, à cause de l'imperfection de l'outillage de la production ; quand l'homme lui-même, réduit à la condition d'esclave ou de serf, exécutait la plupart des travaux inférieurs qui sont maintenant dévolus aux machines, on conçoit que la guerre fût considérée comme la plus profitable des industries : les vainqueurs confisquaient non seulement les biens des vaincus, mais encore les vaincus eux-mêmes, et ils les faisaient travailler à leur place. La guerre couvrait alors ses frais. Elle a cessé de les couvrir aujourd'hui. Tandis que le matériel qu'elle met en œuvre est devenu de plus en plus coûteux, elle ne rapporte aux vainqueurs qu'une contribution toujours insuffisante pour compenser, avec leurs dépenses en hommes et en capitaux, le dommage qu'elle a causé à toutes les branches du travail et la démoralisation qu'elle a produite. L'Angleterre ne s'est-elle pas trouvée plus

pauvre et plus endettée après la guerre continentale qu'elle ne l'était auparavant, et la guerre de 1870 a-t-elle enrichi l'Allemagne? D'un autre côté, à mesure que les relations commerciales des peuples se sont étendues et entre-croisées, la guerre a affecté davantage les intérêts de tous les peuples. On a beau essayer de la localiser, elle engendre une perturbation générale. On sait quels dommages et quelles souffrances la guerre civile des États-Unis a causés à tous les peuples manufacturiers de l'Europe, et, en ce moment même, la lutte engagée entre le Pérou et le Chili compromet-elle seulement les intérêts péruviens et chiliens? Lorsque l'industrie était encore dans l'enfance, lorsque le commerce international existait à peine, la guerre n'était une *nuisance* que pour les belligérants; elle est maintenant une nuisance pour tous les membres de la communauté civilisée, et celle-ci est par conséquent intéressée d'une manière positive à l'empêcher. Sans doute, des querelles et des conflits d'intérêts peuvent survenir entre les nations aussi bien qu'entre les particuliers : ces querelles et ces conflits doivent même se multiplier à mesure que les relations internationales se développent; mais pourquoi les procédés dont on se sert avec succès pour maintenir la paix entre les particuliers ne seraient-ils pas applicables aux nations? Avec ce que coûte en six mois, nous ne disons pas la guerre, mais simplement la paix armée, ne couvrirait-on point pendant dix ans les frais d'une justice et d'une police internationales?

Ces vérités, qui semblaient naguère encore de pures utopies, et qui deviendront bientôt des lieux

communs, les économistes ont été les premiers à les mettre en lumière ; mais, en considérant la puissance des intérêts et la ténacité des préjugés qu'elles avaient à surmonter, ils désespéraient de les voir descendre de la théorie dans la pratique. « S'attendre, disait Adam Smith, à ce que la liberté du commerce soit jamais établie entièrement dans la Grande-Bretagne, ce serait une bonhomie aussi absurde que de compter d'y voir jamais réaliser l'*Oceana* ou l'*Utopie*. Non seulement les préjugés, mais, ce qui est bien plus insurmontable, les intérêts particuliers d'un certain nombre d'individus s'y opposent irrésistiblement [1]. » Cependant ces désespérances mélancoliques du père de l'économie politique ont été démenties par l'événement. La liberté du commerce est aujourd'hui entièrement établie dans la Grande-Bretagne, en attendant qu'elle le soit, avec la paix, dans le reste du monde civilisé. Comment cette conquête inespérée a-t-elle été obtenue? Comment les disciples d'Adam Smith ont-ils réussi à triompher de la résistance que leur opposait la plus puissante aristocratie du globe, appuyée sur des préjugés enracinés dans toutes les classes de la population? Ont-ils eu recours à la force? Ont-ils fait appel aux passions révolutionnaires? Non! c'est à la persuasion seule, à l'action pacifique de la tribune et de la presse qu'ils ont demandé le triomphe de leur cause. Comme ces apôtres d'un Dieu de paix qui allaient, il y a dix-huit cents ans, répandant par le monde la bonne nouvelle, ils ont entrepris de convertir les es-

[1] Adam Smith. La *Richesse des nations*, liv. IV, chap. II.

prits à leurs doctrines, en se fiant pour le reste à l'irrésistible puissance de la vérité. En vain on leur disait que leur tentative était chimérique, qu'il serait plus facile d'abolir la constitution britannique que de supprimer les *corn laws*, ils se sont pas laissé décourager; pendant sept ans, la *Ligue contre les lois sur les céréales* a agité l'Angleterre en réclamant « l'abolition totale, immédiate et sans condition, de tous les monopoles, de tous les droits protecteurs quelconques en faveur de l'agriculture, des manufactures, du commerce et de la navigation, en un mot, la liberté absolue des échanges [1]. » Et ce programme chimérique, les hommes d'État les plus illustres de l'Angleterre, les Robert Peel, les Russell, les Gladstone, ont fini par l'accepter et par se faire gloire de le réaliser.

C'est un modeste manufacturier de Manchester, Richard Cobden, qui a été l'âme de ce grand mouvement; c'est à sa foi active, à sa persévérante énergie, à sa parole éloquente et persuasive, que la cause de la liberté commerciale a dû en Angleterre un triomphe qui sera, quoi qu'on en dise, définitif.

« Le nom qui doit être associé au succès de ces mesures, disait Robert Peel à la Chambre des communes après l'adoption du bill abrogeant les lois céréales, ce n'est ni le nom du noble lord-chef de ce parti (lord John Russell), ni le mien; le nom qui doit être et qui sera associé au succès de ces mesures, c'est le nom d'un homme qui mû, je le crois, par des motifs purs et désintéressés, a su, avec une énergie infatigable, en faisant appel à la raison, prouver leur nécessité avec une éloquence d'autant plus admirable qu'elle

[1] Résolution du conseil de la Ligue, mai 1845.

était moins entachée d'affectation et d'ornement; le nom qui mérite d'être associé au succès de ces mesures, c'est le nom de Richard Cobden. (Applaudissements bruyants et prolongés [1].) »

Cet hommage solennel rendu à l'apôtre de la liberté commerciale par un des plus grands hommes d'État de l'Angleterre, la postérité se chargera de le ratifier, et le nom de Richard Cobden demeurera attaché à l'une des plus bienfaisantes réformes de notre siècle.

En même temps qu'il imprimait une impulsion décisive à la cause du *free trade*, Cobden prêtait son concours dévoué et infatigable aux amis de la paix, et il faisait une propagande active en faveur de l'instruction du peuple. Aucune bonne cause ne le laissait indifférent; et quoiqu'il n'ait jamais cherché la popularité, quoiqu'il n'ait point hésité, en mainte occasion, à se mettre en travers du courant de l'opinion abusée, peu d'hommes ont mieux mérité d'être populaires.

Tout ce qui touche une existence aussi complètement consacrée au bien de l'humanité mérite d'être recueilli avec un soin pieux. C'est pourquoi, nous qui nous glorifions du titre de disciple du grand apôtre du *free trade*, nous savons gré à Mme Schwabe, son ancienne et fidèle amie, d'avoir songé à publier ces « Notes, Correspondances et Souvenirs, » en associant en même temps le nom de Cobden à l'œuvre de saine propagande qu'elle a entreprise par la fon-

[1] Discours de sir Robert Peel à la Chambre des communes, 26 juin 1846.

dation de son *Institut international d'éducation*. Elle a choisi, avec son délicat instinct de femme, la meilleure manière d'honorer une des plus nobles intelligences et l'un des caractères les plus purs de notre époque, l'homme dont Bastiat disait, dans une lettre adressée à M. Schwabe :

« C'est un grand homme, et je le reconnais à ceci : que son intérêt, sa réputation, sa gloire, ne sont jamais mis par lui en balance avec l'intérêt de la justice et de l'humanité [1]. »

G. DE MOLINARI.

[1] Correspondance de Bastiat. Lettres à M. et Mme Schwabe.

RICHARD COBDEN

I

Lettres de Mme Salis Schwabe, écrites des Pyrénées et de l'Espagne, à des amis en Angleterre.

Pau, 27 septembre 1846.

Nous arrivons ici, où nos chers amis, M. et Mme Cobden, nous ont fait le meilleur accueil. Peut-être, serez-vous étonnés d'apprendre que M. Schwabe et M. Cobden s'occupent ce matin d'étudier le *Guide* de Murray et la carte d'Espagne. Mais, on n'entend parler partout que des fêtes qui doivent avoir lieu à Madrid, à l'occasion du prochain double mariage de la reine et de sa sœur cadette, et comme trois jours de voyage suffisent pour se rendre à Madrid, nous nous sentons très portés à aller jeter, en passant, un coup d'œil sur les curiosités

de cette capitale, intention que le plaisir d'avoir deux compagnons de route aussi aimables que M. et Mme Cobden ne pouvait que fortifier naturellement.

---

28 septembre 1846.

Je vous dirai maintenant que, malgré les bandits et les contrebandiers, nous allons décidément en Espagne. Comme on nous assure que, dans ce pays, il n'est pas encore prudent de voyager en voiture particulière, nous comptons faire le trajet en grande partie par la malle-poste. Déjà M. Cobden a eu la bonté d'écrire au maire de Bayonne, qui est son ami, pour qu'il veuille bien retenir, en notre nom, toutes les places de coupé et une d'intérieur pour le 3 ou le 4 octobre, les seuls jours, jusqu'à la fin du mois prochain, où il reste encore des places disponibles. Ce matin, en compagnie de M. et Mme Cobden et d'une dame française, nous avons visité le vieux château de Pau, où Henri IV est né; nous avons vu le grand berceau en écaille de tortue dans lequel il couchait dans sa première enfance, ainsi que d'autres objets intéressants de cette même époque. En ce moment, le roi actuel fait restaurer le château tout à fait dans le style du temps de Henri IV. Ce travail est en partie terminé, et les pièces qui sont complètement achevées ont été spécialement préparées pour le duc de Montpensier et sa future femme, la princesse d'Espagne, lesquels doivent passer par ici lors de leur retour à Paris, après la célébration de leur mariage, c'est-à-dire vers le 25 du mois prochain. Ils séjourneront quelques

jours à Pau. La vue qui se déroule du château est très belle; mais n'est-ce pas une circonstance remarquable que les deux bons et grands monarques qui sont nés ici, aient dû changer de religion pour arriver au trône? « Paris vaut bien une messe, » disait Henri IV, en se faisant catholique, et Bernadotte, fils d'un pauvre sellier de Pau, n'est monté sur le trône de Suède qu'à la condition de devenir protestant.

M. Cobden est très courtisé en France : des personnes de la plus haute classe lui rendent visite ainsi qu'à Mme Cobden, et les invitent à venir chez elles. Le numéro d'aujourd'hui du journal local contient même un panégyrique en vers de M. Cobden.

Bayonne, mercredi soir, 30 septembre 1846.

C'est vraiment plaisir que d'écouter toute la journée un homme de talent comme M. Cobden. Il nous a raconté les entrevues intéressantes qu'il avait eues avec Louis-Philippe, M. Thiers, etc. Nous avons vu de beaux paysages : dans le lointain se dressaient les hautes cimes des Pyrénées, et tout le long de la route nous côtoyions des figuiers chargés de fruits et des vignes festonnantes. M. Schwabe a été heureux de recevoir une invitation à dîner de la part de l'ex-maire de Pau, chez qui il est sûr de rencontrer des gens qui nous agréent beaucoup, entre autres le président de la chambre de commerce de Pau. M. Cobden est toujours l'objet de toutes les prévenances, et il semble vraiment tout à fait plaire aux Français. Il a prononcé quelques discours en leur lan-

gue. On voulait lui offrir un banquet à Pau, mais il s'est excusé gracieusement.

Bayonne, mardi, 1er octobre 1846.

Ce soir les fils du maire de la ville, d'aimables jeunes gens, sont venus rendre hommage à M. Cobden et sont demeurés avec nous. M. Cobden, accompagné de M. Schwabe, s'est rendu chez le consul anglais, qui lui a fait le meilleur accueil.

Bayonne est une ville assez agréable ; en ce moment on n'y pense qu'au duc de Montpensier, qui est arrivé ce matin, en route pour Madrid, où il doit se marier, le 10 octobre, avec la princesse d'Espagne. Quand nous sommes arrivés hier soir, dans une voiture à quatre chevaux, on nous a pris pour le prince et sa suite, et c'était chose amusante que de voir le peuple accourir et nous regarder ; quelques-uns ont crié : Vive le prince ! Naturellement, nous avons salué et remercié avec la dignité convenable à l'occasion.

Madrid, 8 octobre 1846.

Irun est la ville où nous avons mangé notre premier dîner en Espagne et où nous avons franchi la douane espagnole. Trois fois, depuis, on nous a soumis à une ennuyeuse visite de nos bagages : une fois à l'entrée de Saint-Sébastien, la seconde lors de notre départ des provinces basques, et la troisième fois aux barrières de Madrid. Les préposés de la douane ont tous été très

polis; mais vous pouvez aisément concevoir que tout cela ne pouvait plaire à M. Cobden, lui qui voudrait si vivement que tous les pays échangeassent librement et fraternellement leurs marchandises. Malgré les nombreuses douanes, il n'y a, je crois, aucun pays où l'on fasse plus de contrebande. Ici, ce trafic interlope n'est pas d'ailleurs considéré comme honteux, ni blâmable même ; les riches comme les pauvres y prennent part. Les marchandises qui en font l'objet, sont transportées en France par des routes détournées, à travers les montagnes et à dos de mulet. Il arrive quelquefois que leurs conducteurs se font prendre, et ils ont alors à payer de lourdes amendes; mais, je le répète, le métier n'a rien ici de dégradant. Dès son entrée en Espagne, M. Schwabe a reconnu dans la robe d'une servante une cotonnade de sa fabrication, et ici, à l'hôtel, des couteaux de Sheffield, qui certainement sont entrés en contrebande, car les cotonnades anglaises et la coutellerie de Sheffield sont des articles entièrement prohibés en Espagne.

Madrid, 8 octobre 1846.

Nous avons passé, sur le bateau qui remonte la *rivière* d'Hatigarraja à Saint-Sébastien, une heure bien agréable, et la vue des montagnes environnantes est très belle. A bord, il y avait une troupe de musiciens, pour la plupart amateurs, qui se rendaient de Saint-Sébastien à Hatigarraja pour donner une aubade au duc de Montpensier, lors de son passage à la dernière de ces loca-

lités. Ces jeunes musiciens avaient presque tous la figure intelligente; ils jouèrent pour nous leurs plus beaux airs, mais principalement des mélodies d'un caractère triste. Il y en avait qui parlaient bien le français, et ils nous dirent en cette langue que la tristesse de leur musique marquait leur mécontentement du mariage de leur princesse avec le duc de Montpensier, et qu'en allant le saluer, ils avaient seulement cédé à un désir exprimé par leurs magistrats. Il nous a été donné d'apercevoir bien d'autres signes d'antipathie entre les deux nations.

---

9 octobre 1846.

Il était trop tard hier pour expédier cette lettre, et maintenant j'ajoute à la hâte que M. Cobden et M. Schwabe sont invités pour demain chez M. Bulwer, le ministre anglais, qui nous attend également tous à dîner chez lui dimanche prochain.

Voyager par la malle-poste n'est pas aussi incommode que nous le supposions, mais y passer deux nuits de suite, c'est assez fatigant; M. Cobden vient de me rappeler que je dois faire savoir à ceux de mes amis qui voyagent au coin du feu que, de Burgos jusqu'à Madrid, nous étions accompagnés d'un soldat, avec son fusil chargé, pour nous défendre au cas de la rencontre de quelques bandits.

Madrid, 10 octobre 1846.

Ce matin nous avons visité le musée, qui nous a

enchantés plus qu'aucune collection du même genre. Ce musée seul vaut vraiment un voyage à Madrid. Ce ne sont partout que des merveilles, et de quelque côté que l'œil se dirige, il tombe sur des chefs-d'œuvre de la grande école espagnole des Murillo et des Vélasquez, ou sur les splendeurs des grands maîtres italiens : Raphaël, Titien, Giovanni Bellini, etc. Il y a aussi de très beaux tableaux de Claude Lorrain, et des salles sont remplies des plus belles œuvres des écoles allemande, flamande et française. Rubens et Van Dyck y brillent dans toute leur gloire ; mais, en vérité, on rencontre là tant et tant de magnifiques productions de l'art que les nommer toutes me serait impossible. Dans l'après-midi, nous sommes allés au jardin botanique, grand terrain couvert d'arbres séculaires de toute espèce, de berceaux verdoyants et de tonnelles de vignes ; mais le jardin lui-même est mal entretenu. On voit ici, chose commune en Espagne, un sol naturellement riche et fertile auquel l'art ne prête aucun secours, et qui finit par se stériliser faute de soins.

---

12 octobre 1846.

Ce matin nous avons assisté, à l'église, au double mariage de la reine d'Espagne avec son cousin et de la princesse sa sœur avec le duc de Montpensier. Hier matin, au moment du déjeuner, M. Isturitz, premier ministre d'Espagne, pour qui M. Cobden avait une lettre de recommandation, nous avait envoyé quatre billets d'entrée pour voir la cérémonie. Nous devions nous

habiller à la mode espagnole, avec des voilettes noires. Nous étions rendus à l'église à onze heures, et les mariages ne devaient se célébrer qu'à une heure. Nous étions placés à vingt mètres de la reine et de tout le cortège nuptial, en position par conséquent de bien voir tout. La cérémonie ne ressemblait à rien de ce que j'avais vu jusqu'alors. D'abord le prêtre, magnifiquement vêtu et coiffé d'une sorte de couronne, répandit de l'encens et célébra la messe ; ensuite la reine et sa sœur furent liées chacune à son époux. Ceci fut fait par la reine douairière Christine, qui enveloppa d'une écharpe blanche brodée d'or, d'abord la reine et son époux, et puis le duc de Montpensier et l'infante, les deux couples étant agenouillés. La reine et sa sœur avaient la tête entièrement couverte, mais l'écharpe ne montait que jusqu'au cou des mariés. Autour des écharpes, la reine douairière lia chaque couple au moyen d'un ruban de satin blanc qu'elle noua plusieurs fois. Pendant près d'un quart d'heure, les deux couples restèrent à genoux, le prêtre lisant quelques prières en latin.

On m'a dit que le ruban blanc est coupé en morceaux, après la cérémonie, et distribué parmi les parents et les amis, à la façon du gâteau de noce en Angleterre.

La robe de la reine était blanche, richement brodée d'or et d'argent. Son diadème et ses nombreux ornements étaient en diamants. Les deux mariées portaient de longues traînes blanches, mais la reine mère portait sur sa robe une traîne de velours rouge. La reine m'a beaucoup plu; elle est un peu forte, mais sa figure me paraît bonne et intelligente.

En quittant l'église, elle monta dans une voiture à glaces; mais, à cause de la foule, le cortège dut attendre un bon quart d'heure pour se mettre en mouvement. La reine s'est montrée très affable: le peuple s'avançait jusqu'à la voiture en la saluant, et elle rendait les saluts d'une manière aimable. Pour ma part, je fus favorisée d'un salut amical. La reine et son jeune mari étaient dans la même voiture; le duc de Montpensier, avec l'infante et la reine mère, en occupaient une autre. Des détachements d'infanterie et de cavalerie stationnaient dans les rues. Le coup d'œil était très beau. Pendant que le cortège attendait devant l'église, nous sommes partis, et nous avons réussi à trouver une place dans la grande rue, d'où nous pouvions voir toute la procession. Il était près de quatre heures quand nous sommes rentrés.

A mon retour à l'hôtel, j'ai trouvé quelques lettres d'Angleterre; je n'ai eu que le temps de les parcourir à la hâte, pressées que nous étions, Mme Cobden et moi, de nous habiller pour nous rendre chez le ministre anglais.

---

18 octobre 1846.

Nous avons été tous charmés du dîner chez M. Bulwer, ainsi que des personnes que nous y avons rencontrées. M. Bulwer a été très poli. Il n'est pas encore marié. Il donna le bras à une dame américaine, femme du ministre du Brésil. Mme Cobden fut conduite à table par lord Foley et placée en face de M. Bulwer. Tous les égards particuliers qu'on témoignait à M. Cob-

den, montraient bien qu'on le regardait comme le personnage de la soirée; ce fut lui qui me conduisit à table, où je me trouvai placée, à ma grande satisfaction, entre lui et le ministre du Brésil. Celui-ci est un homme intelligent et aimable. Nous dûmes converser en francais, parce qu'il ne sait pas bien l'anglais, et il me donna des détails sur l'empire brésilien, l'Espagne, etc. Il a étudié pendant trois ans à l'Université de Gottingue, en Allemagne, et a également habité Hambourg. Dans le cours de la conversation, il mentionna plusieurs noms qui me sont bien connus, et en somme je fus charmée de son entretien. Le ministre des États-Unis et sa femme étaient également au nombre des convives. M. Schwabe trouve que c'est un homme capable et, de mon côté, sa femme m'a laissé une fort bonne impression.

Après le dîner, j'ai eu un moment fort agréable. Lord Foley et M. Fortescue, ayant su probablement que j'étais Allemande, ont eu l'amabilité de m'adresser la parole dans mon idiome natal. Tous les deux sont grands admirateurs de M. Cobden et partagent ses opinions. Les Espagnols semblent être contents de sa visite dans leur pays. On vient constamment le voir, et les journaux parlent de lui dans les meilleurs termes. Demain, quelques libres échangistes vont lui offrir un banquet auquel M. Schwabe est aussi invité.

II

Extraits d'articles publiés sur M. Cobden par des journaux de Madrid.

Octobre 1846.

M. Richard Cobden, le célèbre chef de la ligue anglaise contre les lois des céréales, vient d'arriver dans notre capitale. Son éclatant triomphe a changé la politique mercantile du monde, et a ouvert un vaste champ de commerçe à nos blés espagnols.

M. Cobden va maintenant faire la connaissance d'un pays qui attire l'attentîon de l'Europe, et le peuple espagnol, hospitalier et reconnaissant, ne manquera point d'accueillir comme il convient cet homme célèbre, qui a réussi à répandre les principes de la fraternité parmi toutes les nations du monde.

Que les défenseurs entêtés du monopole, encore trop puissants ici, ne s'imaginent pas que M. Cobden soit venu proclamer chez nous une croisade contre nos tarifs. Le grand champion du libre échange, le premier homme d'État qui se soit levé en faveur des classes ouvrières de l'Angleterre, voyage sur le continent pour rétablir sa santé affaiblie par les fatigues d'une longue et glorieuse lutte de sept années. Pendant son séjour en France, M. Cobden a été l'objet des plus vifs témoignages de sympathie et même d'enthousiasme de la part des économistes et d'autres personnes qui ont

épousé le principe de la liberté commerciale. Mais, quoique malheureusement cette classe ne soit pas assez nombreuse en Espagne pour nous donner l'espoir qu'elle puisse, à elle seule, rendre à cet illustre voyageur tous les honneurs qu'il mérite si bien, nous ne laissons pas d'avoir la confiance que personne, quel que soit son parti ou son opinion politique, ne fera rien qui pourrait amener une comparaison défavorable entre l'hospitalité de ce pays et celle d'autres contrées peu sympathiques à l'Espagne.

III

Discours de M. Cobden à Madrid, au banquet des libres échangistes.

14 octobre 1846.

Messieurs,

J'accepte cette démonstration avec la plus profonde reconnaissance. Je l'accepte comme une preuve de votre approbation des principes de libre échange et des moyens par lesquels les libres échangistes d'Angleterre ont obtenu leur victoire. Nous n'avons plaidé la cause de la liberté commerciale ni dans un esprit de parti politique, ni pour le bénéfice exclusif d'une classe quelconque, mais dans l'intérêt de tout le monde, et nous avons atteint notre but par des moyens honnêtes, qui

seront approuvés, je l'espère, par les hommes de bien de tous les pays. Depuis le commencement jusqu'à la fin de notre lutte, nous avons répudié tout recours à la force physique, et mis toute notre confiance dans la puissance du bon sens et du raisonnement. La plume de l'écrivain a été notre arme la plus sûre, la voix de l'orateur notre artillerie la plus retentissante. Nous n'avons jamais cherché la mort du pécheur, mais sa conversion seulement. Nous avons, à la vérité, fait de nombreux captifs; mais ils se sont rendus à nous convaincus, non forcés. Pendant sept ans on a eu le spectacle d'un combat livré au milieu de trente millions d'hommes sans qu'une seule goutte de sang ait été versée. La bataille a été longue et difficile; mais une victoire remportée par la discussion n'a point à craindre le danger d'une réaction: une fois gagnée, c'est pour toujours.

Vous savez probablement tous le but précis de notre lutte en Angleterre pour le libre échange. Un grand principe était en jeu : nous voulions conquérir pour chaque Anglais le droit d'échanger librement les fruits de son travail contre les produits de toutes les parties du globe. Nous demandions l'abolition de tous les droits de douane protecteurs; nous disions à notre gouvernement: « Faites de vos douaniers de simples agents fiscaux, et rien de plus; n'en faites pas des protecteurs d'une industrie quelconque, au détriment de la masse des consommateurs, partant des auxiliaires involontaires du contrebandier. »

Nous avons appliqué ce principe avec une égale jus-

tice à toutes les classes. Nous avons réclamé pour les manufacturiers anglais le droit d'acheter le blé, le bétail et la laine d'Espagne aux mêmes conditions que les produits similaires de notre propre sol. Nous avons proposé de percevoir les mêmes droits sur les sucres de Cuba que sur ceux de la Jamaïque, et, du même coup, nous avons proclamé le droit pour l'agriculteur de faire venir de l'étranger tous les articles manufacturés qu'il peut lui fournir, sans être obligé de les payer plus cher que ces articles ne valent réellement. Telle est maintenant la politique commerciale qui prévaut chez le peuple anglais.

Messieurs, le libre échange n'est pas la cause d'un pays seul, c'est la cause de tout peuple qui se préoccupe des intérêts de l'humanité et de la civilisation. Où puis-je espérer trouver de la sympathie pour nos principes, si ce n'est dans cette métropole éclairée de la Péninsule? Le libre échange n'offre à aucun pays des avantages plus grands qu'à ce pays-ci, car la nature nulle part ne s'est montrée plus prodigue de ses dons, et c'est de la main la plus libérale qu'elle a départi à l'Espagne des productions que les autres nations ne demanderont pas mieux que de lui prendre en retour des fruits de leur propre industrie.

Mais, je n'ai pas besoin de vous le dire, le commerce n'est qu'un échange d'équivalents; si une nation ne veut pas consentir à importer, par contre, il lui sera impossible d'exporter.

Je sais qu'il y a des gens dans tous les pays qui disent: Nous produirons tout ce qu'il nous faut chez

nous, et nous repoussons toute dépendance de l'étranger. Mais, si la nature avait voulu un pareil isolement, c'est sur un autre plan qu'elle aurait fait la terre; elle aurait accordé à tous les pays indifféremment les mêmes avantages de sol et de climat. Mon pays, par exemple, aurait possédé le vin, l'huile, les fruits et la soie dont il est privé, tandis que d'autres se seraient trouvés dotés de cette richesse en houille et en fer qui dédommage les Anglais de l'absence d'un soleil plus chaud. Mais non, la Providence, dans sa sagesse, a gratifié chaque latitude de produits spéciaux, afin que les différentes nations se fournissent les unes aux autres les nécessités et les aises de la vie, afin qu'elles puissent aussi se réunir par des liens de paix et de fraternité.

Messieurs, je suis sûr qu'avant peu de temps, l'opinion publique de cette grande nation voudra délivrer son commerce de ces mêmes entraves qui, jusqu'à une époque récente, ont gêné l'industrie de mon propre pays. Je me rappelle qu'un grand homme partit de vos côtes, il y a plus de trois siècles, à la découverte d'un nouvel hémisphère; mais, sans vouloir diminuer la gloire d'une telle entreprise, je crois cependant pouvoir dire que l'homme d'État qui doterait l'Espagne des bienfaits de la liberté commerciale, procurerait à sa patrie des avantages plus grands et plus durables que ceux mêmes qu'elle a retirés de la découverte de l'Amérique. Le génie de Colomb a donné à vos ancêtres un continent inculte, peu peuplé et habité par des races barbares : le libre échange ouvrirait à votre activité un

monde civilisé, et toutes les nations s'empresseraient de vous apporter les produits variés de leur industrie et de leur travail, en échange des richesses naturelles de votre pays si beau et si favorisé.

Pour terminer, je porte un toast au succès universel du libre échange, la plus sûre garantie de la paix des peuples.

IV

Lettres de Mme Salis Schwabe, écrites de l'Espagne à des amis en Angleterre.

Madrid, 16 octobre 1846.

En ce moment nous revenons d'un combat de taureaux, c'est-à-dire Mme Cobden et moi, car ces Messieurs y sont encore. Mais nous n'avons pu nous-mêmes supporter ce spectacle plus d'une demi-heure. En vérité, rien ne m'a jamais plus émue et dégoûtée tout ensemble, et cela fait peine de penser qu'on puisse voir en plein dix-neuvième siècle des divertissements de cette sorte. Ce fait qu'il existe encore des Européens capables de se plaire à ces spectacles, qui rappellent le temps des autodafés, m'afflige profondément. Pendant la demi-heure que nous sommes restées à cette fête espagnole, à laquelle présidaient les reines, les princes et toute la haute noblesse de Madrid, nous avons vu tuer deux taureaux, ainsi que plusieurs beaux chevaux, et

deux hommes ont été gravement blessés. Mais, je ne veux pas mettre votre sensibilité à l'épreuve en vous faisant le récit de ces horreurs en détail ; je me contenterai de vous dire que c'est un spectacle affreux. Mon cœur est toutefois moins disposé à s'apitoyer sur le sort des hommes que sur celui des bêtes qui ont succombé dans cette sanglante arène. Les hommes ont assez de raison pour savoir ce qu'ils font ; mais ces pauvres chevaux, on les mène au combat les yeux bandés, et ces taureaux, on les rend furieux en les privant de nourriture douze heures d'avance. Maintenant, je puis mieux comprendre les scènes cruelles de la guerre civile dont l'Espagne a été le théâtre ; ces combats de taureaux finissent par rendre les hommes indifférents à l'effusion du sang, et par les conduire à faire bon marché de la vie humaine.

L'arène est sur une grande place entourée de belles maisons à balcons, au-dessous desquelles on dispose un amphithéâtre à gradins : gradins et balcons regorgeaient de spectateurs, et il y avait bien là de quarante à cinquante mille personnes. La famille royale, y compris les deux couples nouvellement mariés, était présente : la reine avec son époux François, le duc et la duchesse de Montpensier, la reine douairière, étaient assis en face de nous sur un balcon tout spécialement décoré. Ils avaient l'air d'être habitués à ce spectable et de s'y complaire, et les deux reines restent toujours jusqu'à la fin. Les matadors sont présentés à la reine avant que le combat commence. Trois *Hidalgos* sont les premiers à prendre part au combat. Arrivés sur l'arène en équipages magnifiques, ils des-

cendent de voiture sous le balcon de la reine, à qui ils offrent leurs hommages. Au premier coup d'œil, c'est un bel et imposant spectacle, et l'on se croirait revenu à l'époque de l'antique chevalerie, alors que de nobles paladins combattaient dans les tournois. A voir ces préparatifs et cette foule élégante de dames et de messieurs, on a de la peine à croire tout d'abord que tout ce monde s'est réuni simplement pour regarder un divertissement aussi cruel. Ce qui a encore augmenté mon déplaisir, c'est de voir le clergé y assister. Le primat d'Espagne, celui-là même qui a marié la reine, se trouvait en face de nous, et nos maris, qui viennent de rentrer, nous racontent qu'il est resté jusqu'à la fin.

Demain et le jour suivant il y aura d'autres combats de taureaux, et la reine y présidera encore, du moins à ceux de demain ; mais, quoique nous ayons des billets, nous nous garderons bien de nous y rendre : c'est le premier combat de taureaux que j'aie vu, et sûrement ce sera le dernier aussi.

Madrid, 18 octobre 1846.

Aujourd'hui, dans l'après-midi, plusieurs députés ont rendu visite à M. Cobden, et j'ai entendu quelques propos intéressants. Il me semble que les Espagnols ne manquent pas d'intelligence, mais leur manque d'esprit libéral m'inspire une certaine pitié. La presse est sous un contrôle rigide. Un certain nombre de députés, hommes d'élite, ont fait remettre à M. Cobden une lettre qui est pour lui un témoignage très flat-

teur. J'oubliais de dire que vendredi matin nous sommes allés, avec M. Kelly, Espagnol intelligent dont les parents étaient Irlandais, visiter la collection royale d'armures, qui est regardée comme une des plus belles au monde : on y voit des armes de toute espèce et de toutes les nations, parmi lesquelles il y en a qui, dans le temps, ont appartenu aux Mores.

Hier matin M. Kelly nous a accompagnés au musée, où nous avons passé quelques heures fort agréables. J'ai été heureuse d'y rencontrer Alexandre Dumas ; il a été envoyé à Madrid par son gouvernement, pour écrire une narration historique du mariage du duc de Montpensier avec l'infante.

Madrid, jeudi, 22 octobre.

Hier soir, tandis que M. Cobden et M. Schwabe dînaient chez le ministre anglais, nous autres dames nous avions décidé que nous profiterions de notre liberté pour nous entretenir avec nos amis absents ; mais, vers les 8 heures, j'ai reçu un petit mot de M. Schwabe me disant que la reine et la famille royale se trouvaient au théâtre. Se procurer des billets était chose naturellement impossible ; mais M. Bulwer avait eu la bonté de nous offrir deux places dans sa loge, et un autre monsieur en avait aussi mis deux à la disposition de M. Cobden. A 9 heures et demie nous sommes arrivées au théâtre et, tout rempli de monde qu'il fût, Mme Cobden et moi y avons trouvé d'excellentes places en face du couple royal et du duc et de la duchesse de Montpensier.

M. Bulwer n'était pas lui-même au théâtre ; mais il y avait dans la loge la comtesse de Chicala et d'autres dames qui furent toutes pleines d'amabilité pour nous. La comtesse, qui parle bien l'anglais et le français, nous indiqua tout ce qui méritait d'être remarqué. La reine et sa suite étaient dans une loge particulière près de la scène. Elle était très simplement habillée d'une robe de satin blanc à corsage montant, et portait une coiffure de dentelle avec une rose de côté ; elle avait peu de bijoux : son air m'a beaucoup plu. La duchesse de Montpensier était aussi habillée en satin blanc et en corsage montant, et avait une simple coiffure sur la tête. Le programme de la soirée ne consistait qu'en un ballet. Il fut bien exécuté, et la reine semblait bien s'amuser. A diverses reprises, elle a encouragé du geste la première danseuse, tandis que le duc de Montpensier applaudissait.

Lundi matin, nous sommes allés, selon notre intention, à l'Escurial. Je n'ai jamais vu d'édifice aussi colossal. Quoique commencé par Philippe II, au XVIe siècle, il a l'air d'un édifice neuf et moderne. Nous avons eu le plaisir d'y rencontrer Alexandre Dumas ; il avait un billet spécial pour visiter le palais, et il eut l'amabilité de nous prendre avec lui. Autrement nous n'aurions pu y entrer : il faut pour cela une permission spéciale et, ne le sachant pas, nous avions négligé de nous en munir. La bibliothèque contient beaucoup de livres arabes ; les murs des salles sont tendus de riches tapisseries des Gobelins.

Ce matin, le duc et la duchesse de Montpensier sont partis pour la France. La reine et sa sœur, en se sépa-

rant, ont versé beaucoup de larmes, à en croire au moins le bruit général.

Ce soir, nous sommes rentrés chez nous à 9 heures, après un dîner chez M. O'Shea, un des premiers banquiers de Madrid. Son installation est princière; sa famille va souvent à la cour ainsi qu'aux grandes réceptions de la reine. M. O'Shea et sa femme voulaient nous mener au bal de l'ambassade française; mais, ayant déjà vu tous les grands personnages que nous désirions voir, nous n'avons pas accepté leur politesse. M. Cobden et M. Schwabe avaient fait la connaissance chez M. Bulwer, de M. Salamanca, notable espagnol, qui a une campagne à Aranjuez. Quoiqu'il ne fût possible ni à lui ni à sa femme de quitter Madrid en ce moment, M. Salamanca n'en invita pas moins nos maris à nous conduire à Aranjuez et à s'installer dans sa maison comme chez eux. Il donna l'ordre à ses domestiques de tout préparer pour notre réception.

Aranjuez, 24 octobre 1846.

Hier matin nous sommes arrivés dans cette belle ville, qui m'inspire un intérêt tout particulier, parce qu'elle a sa place dans l'immortel « *Don Carlos* » de Schiller.

Nous sommes installés dans la belle maison de M. Salamanca, et après avoir vécu quelque temps dans les hôtels, nous nous sentons comme transportés dans le pays des fées. A notre arrivée, un déjeuner somptueux nous attendait, et à 7 heures du soir le dîner, avec toute espèce de vins, nous était servi. Nous avons tou-

jours deux ou trois laquais à notre disposition, et hier on illumina pour notre agrément une vingtaine de grands et beaux salons. C'est charmant d'être seuls ici et entourés de domestiques qui font de leur mieux pour devancer nos désirs : nous nous sentons tout à fait à l'aise.

Cette réception nous montra l'hospitalité espagnole sur une grande échelle. Une curieuse remarque, c'est qu'à Aranjuez il y a un beau jardin sans palais, tandis qu'à Madrid il y a un beau palais sans jardin.

La diligence qui doit nous conduire à Séville passera par ici à 9 heures ce soir, et nous voyagerons quatre nuits sans désemparer.

Séville, 28 octobre 1846.

Pendant qu'on changeait de chevaux entre Cordoue et Séville, M. Cobden continua le chemin à pied, et il cueillit pour moi quelques petites fleurs odoriférantes, ainsi que quelques petites branches de bien beaux arbustes ; mais c'est pitié que là où la nature est si libérale, l'homme soit si négligent ; et je ne pouvais m'empêcher de penser, en voyant cette terre si fertile mais laissée ici inculte, aux pauvres Irlandais qui meurent de faim [1]. Pendant sa promenade d'hier matin, M. Cobden rencontra un homme auquel il acheta trois grenades pour trois sous, et, s'il l'avait voulu, il n'aurait eu qu'à les cueillir lui-même sur les arbres, puisqu'on ne les récolte point et qu'on les abandonne aux oiseaux. Je n'ai jamais vu de pays aussi riche ; pendant neuf ou dix

[1] En 1846, la famine régnait en Irlande.

lieues, ce n'étaient que champs d'oliviers ; et aux approches de Séville, nous traversâmes des bosquets d'orangers et de citronniers. Involontairement je me rappelle ce que dit la vieille légende. Le Seigneur avait demandé à chaque peuple ce qu'il désirait encore pour compléter son bonheur ; l'Espagnol répondit : « De bonnes lois et un gouvernement sage, » sur quoi le grand juge répliqua : « Non, cela ne se peut pas, car alors vous auriez tout. » Je suis vraiment affligée de voir que, dans un pays envers lequel le ciel s'est montré si généreux, les hommes soient encore aussi malheureux et restent aussi en arrière des autres nations sous le rapport de l'intelligence et du confort.

Le caractère naturel des Espagnols parait être bon : ils semblent également doués d'une grande amabilité native, et mon expérience personnelle me porte à croire que les gens des basses classes sont complaisants et d'un bon naturel.

Dans la figure de l'Espagnol on discerne un air d'intelligence ; pourtant on ne rencontre dans ce pays que peu d'esprits cultivés, et le goût des divertissements cruels est très répandu. Le gouvernement n'a rien fait jusqu'ici pour l'instruction ou la science ; mais il encourage les combats de taureaux et autres amusements de ce genre. Il est possible que ce peuple, énervé par le climat, n'ait pas assez d'énergie pour développer les qualités dont la nature l'a doué. Il se contente de se plaindre et de tout critiquer, sans essayer de trouver le vrai remède.

Séville, 29 octobre 1846.

Mme Cobden et moi nous sommes restées chez nous ce matin, pendant que M. Cobden et M. Schwabe allaient faire des visites. M. Prats, le consul portugais, et d'autres messieurs sont venus nous voir, et la matinée s'est passée agréablement. A une heure, nos maris étant rentrés, une députation de libres échangistes espagnols est arrivée. Ces messieurs doivent donner lundi prochain un banquet à M. Cobden, auquel M. Schwabe est aussi invité. Entre autres visites, nous avons reçu celle de M. Shilly, capitaine général et gouverneur de l'Andalousie : il nous a tous invités à dîner chez lui dimanche prochain.

Séville, 2 novembre 1846.

Que ne pouviez vous m'accompagner dimanche dernier dans ma visite à la cathédrale! Elle est vraiment superbe ; mais ce matin-là elle avait quelque chose de particulièrement solennel, à raison des préparatifs qu'on avait faits pour commémorer l'anniversaire du tremblement de terre, qui, en 1755, dévasta Lisbonne. Au même moment une secousse violente se fit sentir à Séville ; mais, grâce à Dieu, la ville échappa à la ruine. La terre chancela, mais elle ne s'ouvrit pas.

Après la grand' messe, accompagnée d'une excellente musique d'orgue, il y eut une procession de prêtres et de magistrats, les premiers portant leurs plus riches vêtements. C'était un spectacle vraiment solennel, re-

haussé qu'il était encore par la présence des nombreuses personnes en noir, qui s'agenouillaient devant le saint sacrement sur tout le parcours de la procession. Dimanche soir, nous avons dîné chez le capitaine général; nous avons trouvé sa femme, qui n'a que dix-huit ans, fort belle et fort aimable. Nous nous sommes rencontrés avec lord Foley, M. Fortescue, le colonel Waugh, gendre de M. O'Shea, de Madrid, M. Murphy, Espagnol dont le père était Irlandais, et une vieille dame espagnole, belle-sœur de M. Murphy. J'étais placée entre le capitaine général et le colonel Waugh, qui m'avait conduite à table. Je fus très contente de la société : Mme Shilly m'a spécialement charmée. Après le dîner, elle nous fit entendre quelques chansons andalouses; elle a une voix magnifique, et chante très bien.

A bord du paquebot de Séville à Cadix.

Vendredi matin, 6 novembre 1846.

Revenons maintenant à Séville; et, pour être méthodique, je commencerai par ce que nous y fîmes mardi matin, jour où M. Pickman, un Anglais qui a une immense poterie aux environs de la ville, mit sa voiture à notre disposition. Après quelques heures passées à la cathédrale, nous visitâmes une partie de cet intéressant palais moresque, l'Alcazar, et à midi nous allâmes à la Cartuja, un ancien couvent transformé par M. Pickman en fabrique de poteries. Il y emploie beaucoup d'Anglais. A notre arrivée nous trou-

vâmes les ouvriers rangés à l'entrée, et ils saluèrent M. Cobden de leurs vivats. Nous avons parcouru l'établissement et assisté aux diverses opérations de la fabrication, le tout nous intéressant beaucoup. Sur les portes de quelques-uns des bâtiments on lisait ces mots : « Vive M. Cobden ! » écrits en gros caractères. Je vous croirais maintenant assez au fait de nos agissements à Séville, si je n'avais omis de vous narrer le banquet de lundi dernier. Il a eu un assez joli succès; mais je vous enverrai un journal qui en donne les détails et renferme le discours de M. Cobden.

V

M. Cobden à Séville (extrait du *Times*).

Quien no ha visto Sevilla
No ha visto a maravilla.

Novembre 1846.

Un étranger qui eût visité Séville pendant ce mois-ci aurait pu voir quelque chose de plus merveilleux que ses arcades moresques ou ses tours gothiques, et de plus frappant que sa grande cathédrale ou sa bizarre Giralda : les fiers citoyens de la capitale de l'Andalousie réunis pour faire honneur à un industriel anglais. L'Espagnol, si jaloux et si exclusif, prêtant une oreille complaisante et favorable aux idées d'un commerçant étranger, qui veut mettre sur un pied d'éga-

lité les habitants et les productions des divers pays de la terre; et dans cette même ville, qui était jadis le centre d'un puissant monopole, qui avait réclamé et gardé pour ses ports favorisés tout le commerce d'un nouveau monde, cet étranger aurait pu entendre des doctrines établissant la justice et la convenance du libre échange, d'un commerce sans restrictions entre toutes les nations de l'univers depuis Canton jusqu'à Cadix. Nos lecteurs se souviennent peut-être de la description que nous donnions dernièrement du banquet offert à M. Cobden à Séville par les marchands, les propriétaires territoriaux et les fonctionnaires de cette ville. Les services qu'il a rendus à la civilisation y furent l'objet d'un discours éloquent, où l'on demandait l'application de ses idées à l'état économique de l'Espagne et où l'on retraçait, par anticipation, les conséquences d'une pareille mesure. C'est à peine si Christophe Colomb a été plus loué et plus honoré pour le nouveau monde dont il fit don à la Castille et à Léon. Le monde pressenti et prédit par Cobden n'est pas encore visible; mais il a démontré et convaincu des millions d'hommes de son existence et de ses trésors. Nous n'avons aucun doute sur l'issue de l'entreprise dans laquelle nous nous sommes embarqués, ou sur la vérité d'un principe qui s'impose à l'assentiment de tous les gens intelligents. Mais l'avenir dût-il prouver que le libre échange est une illusion et le protectionnisme une saine doctrine; dussions-nous plus tard reconnaître la vanité de nos espérances et confesser l'insuccès de notre expérience, nous aurions du moins la satisfaction de pouvoir nous dire que nous

avons tenté un effort courageux pour le bien public, et que la moitié de l'Europe applaudit à notre entreprise et partage notre erreur.

VI

Récit du banquet offert à M. Cobden par les partisans du libre échange à Séville. (Extrait du *Manchester Guardian*.)

2 novembre 1846.

Plusieurs marchands, propriétaires fonciers et fonctionnaires publics, ont offert à Séville un banquet à M. Cobden. Le banquet était présidé par le Señor Miguel Chacon y Duran, directeur de la Société économique de Séville, et plusieurs membres de cette même société assistaient à la réunion. Le señor Chacon a proposé un toast « à M. Cobden et à l'application de ses idées à l'état économique de l'Espagne. » M. Cobden a répondu, en anglais, dans les termes suivants. Son discours a été traduit par le Señor Alberto Prats y Soler.

Messieurs,

« Je vous remercie bien sincèrement de l'accueil cordial que vous m'avez fait dans cette belle capitale de l'Andalousie. Je sais bien que personnellement je n'ai aucun droit aux égards et aux attentions dont je

suis comblé; mais il m'a été fort agréable de trouver ici un grand nombre de personnes éclairées qui partagent les principes dont je me suis fait l'interprète.

Maintenant que je vous ai remerciés de cette expression de votre bienveillance, c'est à peine s'il me reste autre chose à dire. Si j'étais votre compatriote, j'aurais été tenté, je l'avoue, d'imposer à votre patience un long discours. J'aurais tâché de démontrer que le libre échange conférerait les plus grands bénéfices à ce pays; qu'il susciterait de l'activité dans vos ports et sur vos marchés; qu'il enrichirait l'agriculture et qu'il rendrait vos finances florissantes. J'aurais insisté sur les avantages moraux qui naissent des rapports de peuple à peuple. J'aurais pu aussi vous faire un séduisant tableau des avantages tout pacifiques qui s'attacheraient à l'adoption générale des principes du libre échange. Enfin, je me serais efforcé de vous démontrer que, s'il était possible aux différentes nations de se communiquer librement leurs idées et de dépouiller leurs préventions réciproques, elles apprendraient les unes des autres bien des choses utiles et instructives. Si j'avais été Espagnol, dis-je, je me serais attaché avec plaisir au développement de ces idées; mais, étant Anglais, je regarde comme convenable de laisser ce soin aux Espagnols eux-mêmes, car je ne veux pas qu'on m'accuse de faire, en dehors de mon pays, de la propagande en faveur de doctrines dont les avantages sont suffisamment connus.

Mais je crois apercevoir dans cette réunion de gens éclairés des hommes doués de l'éloquence naturelle à leur nation, et qui sauront heureusement défendre avec

succès ces principes d'humanité et de philanthropie sur lesquels il ne m'est pas permis de m'étendre moi-même. Je serais heureux si, maintenant que je vous ai communiqué mes sentiments, vous vouliez y répondre en montrant comment mes doctrines pourraient être appliquées à votre pays. Je voudrais proposer un toast en faveur de l'Andalousie, mais il n'est pas facile d'en trouver les termes pour un pays tellement favorisé de la nature et abondant en toute espèce de produits. Que pourrais-je désirer pour lui? Il ne manque qu'une chose pour que sa richesse soit doublée, — la liberté commerciale. Buvons donc à son établissement chez vous. »

Ce discours a été suivi d'un autre, que M. Salis Schwabe a prononcé en français.

« Je suis bien sensible à l'honneur de votre réception cordiale. Quoique le français soit pour moi une langue étrangère, je m'en sers à présent, parce qu'il est probablement compris par la plupart d'entre vous. Quant à moi, malheureusement, je ne parle pas le castillan. Je crois voir dans l'honneur que vous m'avez fait une nouvelle preuve de la décision que vous avez prise à l'égard de la grande question de la liberté commerciale. Il est plus que probable que jusqu'ici vous ignoriez jusqu'à mon nom même; mais, en me voyant à côté de mon éminent ami, vous n'aurez aucun doute à l'égard de mes opinions. Je ne voudrais pas vous cacher que, si je ne partage ni ses talents, ni sa réputation, j'ai au moins comme lui le vif désir de voir

la liberté commerciale s'étendre de toutes parts. Ce que nous soutenons n'est la cause ni d'un individu, ni d'une seule nation, mais bien celle de toutes les nations du globe. Si la liberté du commerce régnait dans tous les pays, on assisterait à l'avénement de la paix perpétuelle, le plus grand bien terrestre dont la race humaine pût jouir. Mais aucune nation au monde ne recueillerait cet avantage plus promptement que la vôtre. Votre sol fertile produit tout ce qui manque à tant d'autres, et vous trouverez facilement à l'étranger les choses qui vous manquent à vous-mêmes, et qui se trouvent plus abondamment ailleurs. Je ne doute pas que vous ne partagiez mon opinion, à savoir que la richesse d'un pays se mesure plutôt par ses importations que par ses exportations, et, nécessairement, c'est sur les premières que retombe dans ce pays, comme dans tant d'autres, le fléau des restrictions douanières. Vos manufacturiers se flattent d'être protégés, mais ils se trompent : le contrebandier se fait leur concurrent, et il l'emportera toujours sur eux. Ils persévèrent dans une ignorance fatale, probablement parce qu'ils sont mal renseignés sur ce qui se passe ailleurs. J'espère que le jour viendra où vous verrez vos plus grands manufacturiers embrasser nos doctrines ; on comprendra nettement alors que le principe pratiqué en Angleterre est le bon, à savoir qu'il ne faudrait tolérer aucun impôt visant la protection d'un intérêt au détriment de tous les autres, et qu'en outre, la douane ne devrait contribuer au revenu public que par des droits modérés. Voilà ce qui serait une vraie protection pour vos industriels, et ce qui ren-

drait du même coup vos finances florissantes. La prospérité se développerait de toutes parts ; vous augmenteriez vos moyens de communication, et il n'y aurait pas de classe en Espagne qui ne fût appelée à recevoir l'heureux contre-coup de telles mesures. En terminant, Messieurs, je vous prie de boire à « la liberté commerciale chez toutes les nations de la terre. »

VII

Lettre de Mme Schwabe à ses amis d'Angleterre.

Cadix, 10 novembre 1846.

Lundi dernier a eu lieu le grand banquet des partisans de la liberté commerciale, et M. Cobden y a été accueilli d'une façon très enthousiaste. On a porté quatre fois sa santé. Vous n'apprendrez pas sans étonnement que M. Schwabe, animé par cette agréable réunion, a, lui aussi, prononcé un discours en français, qui fut compris par tous ses auditeurs et qui fut fort applaudi, m'a-t-on dit. M. Cobden a eu la bonté de me donner l'original de son discours. Sachant que vous aurez tous du plaisir à le lire, je vous l'expédierai, ainsi qu'un exemplaire du journal espagnol qui l'a reproduit.

VIII

Banquet de Cadix et discours de M. Cobden. (Traduit du *Comercio* de Cadix.)

18 novembre 1846.

Le banquet avait été préparé dans une des plus belles salles du « *Casino,* » que ses propriétaires avaient prêtée pour la circonstance. La table était ornée de belles fleurs et couverte d'une riche argenterie et d'une grande profusion de fruits. A cinq heures et demie, M. Cobden est arrivé, accompagné de M. Salis Schwabe, de Manchester, l'ami qui voyage avec lui, et de Don Jorge Urtelegui, un honorable commerçant qui, lui aussi, est un ami du grand chef de la Ligue anglaise. C'est à lui qu'appartient la première idée d'organiser cette réunion, qui est en elle-même une preuve de la sympathie qu'ont rencontrée en Espagne les doctrines de M. Cobden.

A dix heures, le banquet a commencé, sous la présidence de Don Jorge Urtelegui, ayant à sa droite M. Cobden, et à sa gauche Don Jose Maria Elizalde. Il y avait en tout quarante-quatre personnes, tous gens bien posés dans le monde et pour la plupart commerçants.

Le président se leva et dit : « Messieurs, je vais porter un toast auquel certainement vous vous associerez tous avec plaisir : Je vous propose de boire à la santé de M. Richard Cobden, l'illustre convive qui honore aujour-

d'hui cette table de sa présence. Que le ciel prolonge sa vie, de telle sorte qu'il puisse assister au triomphe complet de ses saines doctrines par toute l'Europe, comme il en a déjà vu le succès dans sa patrie même. »

M. Cobden alors s'est levé, et a répondu en ces termes :

Messieurs,

Je regrette de ne pouvoir exprimer la reconnaissance dont me pénètre votre cordiale réception en un langage que vous compreniez tous. Je ne suis nullement surpris, toutefois, de voir que les principes dont je me suis fait l'avocat en Angleterre, aient de chauds adhérents à Cadix. C'est à ces principes, et non à leur champion lui-même, que s'adressent les hommages de cette réunion. Messieurs, les partisans du libre échange en Angleterre n'ont visé qu'un seul objet, qui peut s'exprimer en un seul mot, celui de liberté. Notre commerce était assujetti à mille entraves, et le gouvernement gênait constamment l'initiative particulière. Nos marchands et nos fabricants pouvaient bien pénétrer dans tous les coins du globe; mais, à leur retour, quand ils rapportaient avec eux les productions des pays étrangers, ils voyaient ces produits repoussés de leurs côtes natales par des tarifs absurdes et oppressifs. Ce fut pour mettre fin à ces restrictions à la liberté des transactions que la ligue anglaise se forma. Nous avions pour objet de renfermer le fonctionnement de notre législation dans ses propres limites, et de soustraire complètement le commerce à ses empiétements

séculaires. Chaque individu deviendrait ainsi libre d'exercer son industrie à sa façon et à sa guise. Voilà le but de la Ligue, but qui n'a été atteint qu'après une lutte de sept ans.

Désormais, le marchand anglais ne risque plus d'être contrarié dans ses entreprises, sous le prétexte que le législateur doit protéger les intérêts d'un autre sujet anglais ou de quelque colon. Désormais, tous sont placés sur le terrain de la liberté et de l'égalité, et personne ne jouit d'un privilège qui le mette au-dessus de ses concitoyens.

Je n'ai besoin de rien dire pour vous convaincre que la liberté favorise le commerce : toute l'histoire est là qui le prouve.

Comparez à l'heure actuelle les différentes nations du monde les unes avec les autres, et vous trouverez que partout le commerce y fleurit ou dépérit en raison même de la liberté dont il jouit, ou des entraves qu'il rencontre. Comparez même un port de mer qui est libre à un autre qui ne l'est pas, et voyez la différence. Vous vous souvenez tous que, pendant une année, Cadix a joui d'une prospérité extraordinaire. Vous vous rappelez la flotte de vaisseaux qui couvrait les eaux de sa baie, le vaste trafic qui remplissait ses rues, les produits de tous les pays qui s'entassaient dans ses magasins. Qu'est-ce qui avait, comme par magie, transformé ainsi votre ville ? Le climat, le port, les produits, tout était comme autrefois. Mais, durant une année, Cadix fut un port libre, et ce seul changement explique toute cette prospérité.

Dans tous les pays, il y a des intérêts particuliers qui craignent la liberté, et, en Angleterre, la perspective de la libre entrée des blés inspirait à nos agriculteurs une peur terrible. Maintenant ils rient de leur ancienne frayeur. En Espagne, le Catalan s'effraie du mot même de liberté commerciale. Eh bien ! lui aussi il finira par se moquer de son inquiétude, tout comme les fermiers anglais, mes anciens adversaires, sont parfaitement rassurés à cette heure. Je n'ai jamais connu une industrie qui ait souffert de la liberté. L'ombre de la protection a fait dépérir bien des industries ; mais, sous le souffle de la liberté, toutes ont vécu, toutes ont prospéré.

Messieurs, si vous pensez que l'Espagne ne pourrait que gagner à l'adoption de la politique commerciale qui prévaut à présent en Angleterre, il faut vous servir de moyens semblables à ceux que nous avons nous-mêmes employés pour faire triompher nos opinions. Il faut encourager la discussion de nos principes de toutes les façons possibles, et toute personne qui est convaincue de leur vérité devrait se faire un devoir de convertir son voisin. Ce n'est que par des efforts et des sacrifices individuels qu'on arrive à propager les grandes vérités, tant de la religion et de la philosophie que de la politique. Il est inutile d'attendre de votre gouvernement des actes favorables au libre échange, tant que le peuple lui-même ne sera point pleinement convaincu de ses avantages. A mon avis, presque tous les gouvernements européens devancent leurs peuples dans l'intelligence des questions économiques, et ils n'attendent que la dispa-

rition de l'ignorance et des préjugés populaires pour avancer dans la voie de la liberté commerciale.

Messieurs, je vois autour de cette table plusieurs personnes prêtes, j'en suis sûr, à se donner la tâche patriotique de répandre les saines doctrines économiques. Je leur promets que, quelle que soit la distance qui me sépare d'elles, je ne cesserai pas de prendre un vif intérêt à leurs travaux et, en terminant, je bois à la prospérité de l'ancienne ville de Cadix.

IX

Lettres de Mme Salis Schwabe à ses amis en Angleterre.

Cadix, 19 novembre 1846.

Mercredi matin, à neuf heures, pour répondre à l'invitation de M. Haurie, nous sommes allés en paquebot à Port-Sainte-Marie. La traversée de la baie de Cadix prend environ quarante minutes. M. Haurie attendait l'arrivée du bateau pour nous montrer une grande cave à vins de Port-Sainte-Marie, avant de nous conduire à Xérès. Il était à cheval ; mais la belle voiture à trois chevaux du maire de Port-Sainte-Marie était à notre service. Ce magistrat est aussi un partisan de la liberté commerciale.

La journée était belle, le ciel clair et le soleil brillant.

Au lieu d'aller directement à Xérès, M. Haurie nous a conduits premièrement dans un bosquet, où nous avons vu des orangers chargés de fruits et des asperges sauvages. Les haies, le long de la route qui mène à Xérès, étaient formées de gigantesques cactus et d'aloès entretenus par la nature seule. L'homme, comme je l'ai déjà dit, ne fait rien ici pour augmenter les dons de la nature. Nous avons cueilli des oranges, et en les cueillant nous regrettions que vous ne pussiez être tous avec nous sous ce beau ciel, au lieu d'être réunis autour du feu en Angleterre. On nous conduisit ensuite au couvent de la Catuja, le plus grand et le plus bel édifice de ce genre en Espagne, qui n'était habité que par dix moines énormément riches. Ils en furent chassés subitement par le gouvernement, il y a six ou sept ans, et leurs propriétés, au nombre desquelles se trouvaient quelques beaux tableaux, furent confisquées et vendues. Ce magnifique édifice, qui porte encore les traces de sa grandeur et de sa richesse passées, se trouve maintenant vide et désert.

L'extérieur de l'église est richement sculpté et entouré de petits jardins pleins d'orangers et de belles fleurs. Chaque moine en possédait autrefois un à lui seul. Il était quatre heures quand nous sommes arrivés à Xérès. La maison vraiment princière de notre hôte nous étonna beaucoup. Sa jolie femme, qui parle bien le français, nous reçut de la manière la plus amicale; elle nous avait même préparé un foyer à l'anglaise. Enfin, on avait tout fait pour nous être agréable.

M. Haurie nous a fait voir les Lions de Xérès, c'est-à-dire les immenses caves que l'on appelle ainsi. Nous avons commencé par celles de M. Gordon, les plus grandes de l'endroit. Celui-ci nous a offert quelques belles roses et des azalées cueillies en plein air dans un joli jardin adjacent aux caves. Ensuite nous avons visité les caves de M. Haurie, qui sont aussi très grandes, et nous avons terminé l'après-midi en allant voir des vignes qui produisent le raisin avec lequel on fait le vin de Xérès.

A bord du bateau *The Royal Tar*.

Dimanche matin, 15 novembre 1846.

Ce matin, à neuf heures, on annonçait l'arrivée du paquebot anglais. Nous commençâmes tout de suite à faire nos malles, et à midi nous partions pour Gibraltar. Cette ville s'étend maintenant sous nos yeux, dominée par un rocher gigantesque; mais elle n'ouvre pas ses portes fortifiées pour nous laisser entrer, et nous devrons dormir cette nuit à bord du bateau.

Avant de quitter Cadix, nous sommes allés voir la *Casa de misericordia*, hospice pour les pauvres : hommes, femmes et enfants. Environ mille personnes y sont logées. Parmi celles-ci on compte à peu près quatre cents enfants, qui sont bien nourris, habillés et instruits. Le reste des hôtes de la maison sont des hommes et des

femmes très âgés qui ne peuvent gagner leur vie. C'est une excellente institution, qui semble être assez bien entretenue, quoique sous quelques rapports elle laisse à désirer.

Vous serez peut-être étonnés d'apprendre que nous avons passé hier une journée agréable à la campagne. M. Tagle, un jeune Espagnol, avait mis à notre disposition sa maison de campagne, comme on fait souvent en Espagne. A dix heures, notre ami M. Urteléguí est venu nous prendre dans la voiture de M. Tagle, qui était attelée de quatre chevaux richement harnachés, et il nous a conduits à Chiclana, à douze milles anglais environ de Cadix. Ce fut une course charmante et qui nous donna une bonne idée des environs de cette ville. La langue de terre sur laquelle Chiclana est située est presque entourée d'eau, et nous eûmes sous les yeux un spectacle grandiose. En traversant l'isthme étroit, nous suivîmes pendant dix minutes une petite route charretière, et les vagues du grand Océan venaient jusqu'aux deux côtés de la voiture, comme si nous avions été en mer. D'un côté était le détroit qui sépare l'Afrique de l'Espagne, de l'autre la baie de Cadix. Le long de la route, nous vîmes des salines avec leurs petits monticules de sel marin. Ces marais sont alimentés d'eau de mer par de nombreux canaux; pendant les grandes chaleurs, l'eau s'évapore, et le sel reste.

Gibraltar, 17 novembre 1846.

Ce soir M. Cobden et M. Schwabe sont invités par le capitaine Walker, secrétaire militaire, à la table des officiers de la garnison. Notre arrivée ici hier matin, ou plutôt celle de M. Cobden, a été bientôt connue, et beaucoup de personnes sont venues lui rendre visite. A deux heures, après le départ du premier courrier pour l'Angleterre, nous avons fait l'ascension du rocher, les dames montées sur des mulets, les messieurs à cheval ; le capitaine Walker et M. Castello, procureur général, nous accompagnaient. Pour cette fois, nous n'avons pas visité les célèbres fortifications ; nous nous sommes contentés d'aller jusqu'au sommet du rocher, qui est élevé de près de 500 mètres au-dessus de la mer, afin de jouir de la vue magnifique qu'on a de ce point. Quand nous eûmes atteint son sommet, ne voyant que de l'eau entourée de montagnes et de petits bourgs éparpillés sur les pentes, j'ai failli, pour un moment, me croire en Suisse. La petite baie de Gibraltar ressemble à un lac, et ses beaux rivages font oublier qu'on est réellement en face d'un bras de l'Océan. De l'autre côté, on aperçoit le détroit de Gibraltar et les côtes du continent africain. Celles-ci ne se présentent pas ici sous l'aspect d'un désert sablonneux, mais bien d'une chaîne de montagnes qui surgiraient directement de la mer. Quelques milles d'eau salée séparent les pays du savoir, de la liberté et de la civilisation, des contrées de la barbarie, de l'ignorance et de l'esclavage. Les montagnes, les rives et les champs se ressemblent ; mais, à l'endroit de l'homme, de ses lois,

de ses actes, de ses travaux, tout est changé. On voit distinctement deux villes d'Afrique, dont l'une, Ceuta, située en face du rocher de Gibraltar, est aussi une forteresse appartenant aux Espagnols, comme Gibraltar est aux Anglais. Dans le lointain, les murailles blanches de Tanger se dessinent, adossées à de sombres montagnes, et tout à fait à l'arrière-plan s'étend le désert.

Il y a ici beaucoup de Mores, mais pas une seule dame moresque. Les Mores sont pour la plupart de beaux hommes, et ils ont la réputation de bien se conduire. Le spectacle qui se voit de nos fenêtres est très animé. Tous les matins il y a en plein air une vente à la criée, à laquelle se rendent des Turcs, des Mores, des Espagnols, les trois nations qui se rencontrent ici. Toutes les langues se font entendre et tous les costumes se coudoient dans les rues; mais ces différentes races semblent d'accord dans un sentiment commun, le culte de Mammon.

Ce matin, le capitaine Walker est venu encore nous chercher, et nous sommes tous allés à cheval visiter les excavations appelées les Galeries. Un grand nombre de canons garnissent le rocher; on y a pratiqué un long passage et percé des trous jusqu'à l'extérieur, pour que cette artillerie puisse tirer dans toutes les directions. De toutes les forteresses que j'ai visitées, celle-ci me paraît la plus formidable et la plus étonnante. Pourtant c'est chose pénible de penser qu'à notre époque, il se dépense encore tant de travail et d'argent pour mettre les hommes à même de s'entre-détruire. Espérons que la liberté du commerce viendra bientôt réunir tous les peuples dans

des sentiments de concorde et de fraternité tels, que tous ces travaux, devenus désormais inutiles, n'auront plus d'autre valeur que celle de vestiges de l'art humain dans un temps moins éclairé.

En nous rendant aux Galeries, nous passâmes près d'un ancien château que l'on dit le plus vieil édifice bâti par les Mores d'Espagne. Il est encore en bon état. Beaucoup de forçats travaillent constamment au pied du rocher pour rendre ses fortifications encore plus formidables. Ces forçats sont bien entretenus, mieux que les soldats, dit-on; leur figure respire du moins la bonne santé et le bien-être. Outre la nourriture et le vêtement, ils reçoivent chacun deux sous par jour pour s'acheter du tabac. Deux autres sous par jour sont également alloués à chaque détenu; mais ceux-ci sont destinés à former une petite masse qui leur est remise à l'expiration de leur peine seulement.

A bord du paquebot *Barimo*, en face de Malaga.

19 novembre 1846.

Je viens de me réveiller, ayant dormi tout le temps qu'a duré la traversée de Gibraltar à Malaga. Comme les portes de Gibraltar se ferment au coucher du soleil, nous avons été obligés de retourner à bord dès cinq heures et demie, quoique le bateau ne dût partir qu'à huit heures. M. Barr, gentleman écossais, vint nous prendre en voiture hier matin, et nous fit promener tout

le long du rocher, qui forme la pointe la plus méridionale de l'Europe. Cette promenade est très belle : arrivés à l'extrémité du promontoire, nous sommes montés dans une petite tour, et de là nous avons aperçu les montagnes de l'Atlas, dont les sommets se perdent dans les nuages. En revenant, nous avons vu quelques grands singes qui grimpaient sur le rocher. A notre rentrée à midi, nous avons appris que la quarantaine venait d'être levée à Malaga, et que le *Barimo,* bon paquebot, devait partir le soir pour cette ville. Notre décision fut rapidement prise; nous fîmes à la hâte quelques visites, bouclâmes nos malles, et à cinq heures et demie du soir nous étions à bord.

Grenade, 24 novembre 1846.

Nous sommes partis de Malaga samedi matin, à six heures, dans une voiture à cinq chevaux que nous avions louée pour une semaine. Nous allions à Grenade, et ce jour-là nous avons fait treize lieues de la route. Le chemin franchit une montagne haute de 2,000 mètres, de laquelle on jouit d'une vue splendide; mais la route elle-même, quoiqu'elle mène à ce qu'on appelle la *Prima Donna* de l'Andalousie, est tout bonnement exécrable. Les *posadas,* c'est-à-dire les auberges, qu'on rencontre chemin faisant, sont si mauvaises que nous avions dû nous munir de provisions. Par bonheur, l'habile guide que nous avions amené de Séville a fait de son mieux pour nous procurer tout le confortable que la route pouvait nous

offrir. A minuit, nous descendions à Loja, petite ville entourée de rochers, où le climat est si beau que peu de maisons ont des fenêtres vitrées. Quant à l'air nocturne, les habitants s'en garantissent au moyen de volets en bois.

Partis de Loja le lendemain à six heures, nous traversions de riches vallées, et bientôt le sommet de la Sierra Nevada, couronné de neige, se dressait à l'horizon. Nous sommes arrivés à Grenade à huit heures du soir, et nous avons pu nous y installer fort bien, pour l'Espagne du moins. Le lendemain, Matteo, un cicerone qui s'intitule fils de l'Alhambra, est venu s'offrir pour nous faire visiter ce lieu enchanteur, où l'imagination et le roman peuvent se donner un libre champ. Il me serait impossible de vous dépeindre l'Alhambra et ses délicieux environs. C'est un spectacle qui impressionne jusqu'à en faire perdre la parole. Quand j'y pense, mon émotion est telle que mes sentiments ne peuvent se faire jour. Je vous conseille de lire les *Contes de l'Alhambra* de Washington Irving : ils vous donneront une juste idée de ce que l'Alhambra était comme forteresse, avant que les Français en eussent démoli les défenses. Irving est un très bon peintre de cette magnifique architecture, comme de la romantique histoire de l'édifice. Il est vraiment fâcheux que les hommes aient pu porter leur main destructrice sur un tel monument, dont les restes grandioses gardent encore un aspect aussi enchanteur.

Nous avons appris aujourd'hui que les amis de M. Cobden à Malaga l'invitaient à un banquet public, qui aura lieu lundi prochain. M. Cobden ne sera pas, je crois, très satisfait de ce contre-temps, qui dérange tous nos

plans. Nous désirions tous, en effet, continuer notre voyage; et lui-même, qui, en quittant l'Angleterre, cherchait du repos, se trouve un peu importuné de ces manifestations publiques.

Barcelone, 11 décembre 1846.

Après que nous eûmes fait une quarantaine de seize heures à bord du paquebot la *Ville de Madrid*, sur lequel nous sommes venus de Malaga, la commission de santé publique nous permit de débarquer à neuf heures du matin. Tandis que nous étions occupées, Mme Cobden et moi, à lire les lettres qui nous étaient arrivées d'Angleterre, ces deux messieurs sont allés présenter quelques lettres de recommandation et rendre visite à M. Penleaze, consul britannique. Les aimables manières de M. Cobden commencent déjà à gagner les gens. Les manufacturiers de Barcelone sont peu admirateurs de la liberté commerciale; pourtant, un d'entre eux est venu nous chercher pour nous conduire ce soir à l'Opéra italien, où nous avons pris place dans sa loge et entendu *Roméo et Juliette* de Bellini, qui a été fort bien joué.

Jeudi matin, 13 décembre.

M. Cobden et M. Schwabe sont allés visiter quelques fabriques, et nous attendons M. Penleaze, qui doit nous conduire en voiture à sa maison de campagne, pour nous donner une idée des environs de Barcelone.

Marmande, 19 décembre.

Nous avons passé bien agréablement la soirée de vendredi chez le consul français à Barcelone, lequel, comme tous ses collègues d'ailleurs, a fait preuve des plus grands égards à l'endroit de M. Cobden. Avant d'aller chez M. de Lesseps, un ami de M. Cobden nous mena voir l'édifice magnifique qui sert de bourse à Barcelone. Au premier étage nous vîmes environ mille jeunes gens, auxquels on enseigne gratuitement les arts du dessin, de la peinture et de la sculpture, et auxquels on fournit à cet effet du papier, des crayons, et tout ce qu'il leur faut. Pauvres et riches sont également admis, pourvu qu'ils suivent régulièrement les cours et que leur conduite soit irréprochable. L'école est ouverte chaque soir de six heures à huit heures. Beaucoup de peintres et de dessinateurs doivent à cet institut le succès de leur avenir. Samedi matin, le consul français mit sa voiture à notre disposition, et ces messieurs profitèrent de sa politesse pour visiter les prisons de Barcelone, qui leur parurent bien tenues. Ensuite, ils nous ont conduites à la cathédrale, qui a l'air assez sombre et assez triste. Elle renferme pourtant plusieurs reliques d'un intérêt historique.

Vendredi, à quatre heures, nous prenions la diligence, voiture qui laisse beaucoup à désirer, et qui nous secouait bien rudement, pour notre dernière étape sur les routes d'Espagne. Nous voyageâmes toute la nuit; et le lendemain, à six heures de l'après-midi, nous apercevions les sommets blancs des Py-

rénées. La glace flottait sur quelques ruisseaux et, pour la première fois pendant notre voyage, le paysage portait les marques de l'hiver. Arrivés à Perpignan dimanche soir à neuf heures, nous avons tout trouvé préparé pour notre réception, par les soins de nos domestiques. Je ne cacherai pas qu'il me semblait revenir, non d'un pays voisin, mais bien d'une autre partie du monde, telle que l'Amérique ou l'Australie. L'Espagne diffère beaucoup, assurément, de tous les pays qu'il m'a été donné de voir. Je ne suis pas bien désireuse de retourner bientôt dans cette « Ibérie affamée, » comme dit Murray; néanmoins, je ne voudrais pas, pour tout au monde, laisser le souvenir de ce voyage intéressant s'effacer de ma mémoire. Bien des choses, ce me semble, sont restées en Espagne ce qu'elles étaient au temps de Don Quichotte, et, à ce propos, un Espagnol m'a raconté une histoire qui caractérise si bien le peuple espagnol que je ne résiste point à la tentation de la reproduire. « Adam, me dit-il, étant ressuscité pour visiter le monde, alla d'abord en Angleterre. Ce pays était si différent de tout ce qu'il avait jamais vu qu'il se déclara en pays tout à fait inconnu. Notre grand aïeul passa ensuite en France, et il put se rappeler de l'avoir déjà vue, quelques grands changements qu'il y constatât d'ailleurs. Après la France, ce fut le tour de l'Espagne. « Oh! s'écria Adam, dès qu'il y eut mis le « pied, oh! ici, je me retrouve chez moi! Ici, tout est « exactement comme je l'avais laissé il y a si long- « temps. »

Pour en revenir au récit de nos propres faits et gestes

nous nous sommes mis en route, mercredi matin, pour Narbonne, où nous avons passé la nuit. Jeudi matin, j'ai eu le grand chagrin de me séparer de nos chers amis, M. et Mme Cobden. Ils ont pris la route d'Italie, tandis que nous nous dirigions vers le Nord.

X

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe et discours de M. Cobden à Gênes.

Gênes, janvier 1847.

Je vous envoie le discours que M. Cobden a prononcé au dîner qui lui a été offert à Gênes, samedi, le 16 janvier. Cinquante-trois personnes y assistaient, et les consuls d'Angleterre, de France, d'Espagne et de Belgique y étaient fraternellement assis les uns près des autres. L'assistance se composait principalement d'hommes d'affaires; mais il y avait aussi quelques seigneurs, descendants des anciennes familles patriciennes de Gênes.

DISCOURS DE M. COBDEN.

Messieurs,

Permettez-moi de vous remercier cordialement de cette réception si aimable et si hospitalière. Mais, tout reconnaissant que je sois personnellement de vos atten-

tions, je le suis encore plus de la sympathie que vous exprimez tous pour le principe auquel mon nom se trouve associé. Les partisans du libre échange, en Angleterre, n'ont travaillé que dans un seul but, savoir : la disparition des obstacles qui s'opposent au libre développement du commerce entre les différentes nations de la terre. Nous ne nous sommes jamais engagés dans une politique de parti, et, n'attaquant jamais les formes de gouvernement en elles-mêmes, nous nous sommes strictement renfermés dans une question relevant de la science économique. Cette question concerne également la prospérité et le bonheur de chaque nation, quelle que soit d'ailleurs la forme de son gouvernement; car où est le gouvernement qui ne désire pas que son peuple soit riche, heureux et content? Et c'est précisément parce que la liberté commerciale est aussi avantageuse aux gouvernements qu'aux peuples, que nous souhaitons vivement son introduction dans tous les pays. On est en face ici d'une grande leçon, leçon dont, jusqu'ici, il n'y a que deux nations qui aient profité : c'est que le moyen le plus efficace d'augmenter le revenu public, est d'abaisser les droits d'entrée. Le libre échange tend à augmenter la population, le commerce et la richesse d'un peuple, et, par conséquent, il rend ce peuple plus capable de contribuer aux charges de l'État.

Je vous citerai un ou deux faits à l'appui de ce que je viens de dire. Les États-Unis d'Amérique ont probablement le tarif le plus modéré qui existe, et, dans ce pays, les neuf dixièmes du revenu public viennent de la douane. En Angleterre, où l'on marche depuis

vingt-cinq ans vers la liberté commerciale, le tiers d'un énorme budget est également tiré des droits de douane. La France, au contraire, qui n'a pas encore fait le premier pas dans la voie de la réforme de son tarif, ne retire des douanes qu'un dixième seulement de ses impôts, et, en Espagne, où le système de restriction trouve son expression suprême, cette proportion tombe au treizième. Si j'avais à citer d'autres pays, je pourrais aisément démontrer qu'à mesure qu'on s'éloigne des principes de la liberté commerciale, on diminue les ressources des finances publiques. Aussi, convaincu qu'en l'espèce, les intérêts du gouvernement et ceux des peuples se confondent, je me sens plein de confiance dans la diffusion générale des vrais principes qui devraient régir le commerce et les échanges internationaux.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, que les intérêts de Gênes sont liés à la disparition de ces vieilles entraves. La nature a doué votre ville d'un port vaste et profond, et cela sur une mer qui n'est pas renommée pour l'excellence de ses ports. Ses marchands possèdent de grands capitaux et un esprit entreprenant; ses matelots se sont toujours distingués par leur courage, leur sobriété, leur persévérance; et je n'oublie pas que c'est de leur sein que sortit cet homme, d'un génie grand et hardi, qui partit pour découvrir un nouveau monde. Vous réunissez ici tous les éléments d'un grand commerce, et vous n'avez qu'à donner une libre carrière à vos facultés pour assurer à votre belle ville la plus haute prospérité, une prospérité qui durera, parce qu'elle reposera sur les principes de la justice et de l'humanité.

XI

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Rome, février 1847.

... Si cette lettre-ci suit de si près ma précédente, c'est que j'étais désireuse de vous donner quelques petits détails sur un banquet offert à mon mari mercredi dernier. Vous apprendrez certainement avec plaisir que les choses se sont passées pour le mieux. J'ai rarement vu mon mari aussi satisfait que dans cette occasion. Le banquet était l'œuvre des Italiens seuls, et l'honneur n'en était que plus grand. Je ferai en sorte de vous envoyer un de ces jours le journal qui l'a raconté, ce qui me dispensera de le faire moi-même. Le rédacteur de ce journal, qui s'imprime à Rome, est fils de la célèbre Mrs Hemans, et on le regarde ici comme un jeune homme d'une grande intelligence. On a réuni dans un même toast la santé du pape et celle de la reine d'Angleterre ! Parmi les assistants se trouvait un célèbre *improvisatore*, qui, pendant la soirée, a improvisé quelque chose sur M. Cobden. Les derniers vers ont arraché des larmes à toute l'assistance. « Quand vous retournerez en Angleterre, s'écria-t-il, dites que vous avez trouvé l'Italie semblable à un cadavre, mais que dans cet arbre, mort en apparence, il reste cependant

une branche encore verte, qui se couvrira un jour de fleurs et rapportera de bons fruits. » Voici la description que M. Cobden m'a faite du docteur Masi, le susdit improvisateur : « Son aspect et ses gestes avaient une vraie éloquence, même pour moi qui ne comprenais pas ses paroles. Sa figure exprimait l'exaltation inspirée du poète, sa verve ardente; et l'effet était encore rehaussé par de longs cheveux noirs qui, partant d'un front pâle et élevé, descendaient sur ses épaules. L'auditoire reflétait bien l'ardeur et l'enthousiasme du poète, qui tantôt s'abandonnait à une excitation fougueuse, tantôt versait des larmes. A un moment, on le pria de répéter une strophe qu'il venait de réciter; il s'arrêta, passa les doigts à travers ses cheveux, et s'efforça de reproduire littéralement ce qu'il venait de dire. Mais, dans cette deuxième édition, si l'idée fut la même, elle revêtit une nouvelle forme et de nouvelles rimes. »

Le dîner fut très animé. Comme il avait lieu tout près du Vatican, M. Cobden fit remarquer que cette circonstance était la preuve la plus réjouissante qu'il lui avait été encore donné de rencontrer de la sympathie croissante pour les principes du libre échange et du pouvoir d'expansion de ces principes. Notre pays était principalement représenté par M. Sharpe, consul d'Angleterre, et par le comte Arundel, qui est né en Angleterre, quoique d'origine italienne. M. Cobden a eu une entrevue avec cette merveille de notre époque, un pape réformateur, et cette entrevue n'a fait que confirmer tout le bien qu'il en avait entendu dire. Les manières de Pie IX

sont simples et faciles, sans manquer d'une certaine dignité. Il paraît sincèrement désireux de faire le bien ; mais, dans l'accomplissement de ce désir, il semble plutôt guidé par le bon sens que poussé par un génie éclatant. On peut douter qu'il ait assez de force de caractère pour abolir le régime corrupteur inauguré par ses prédécesseurs, et on craint qu'il n'ait trop de bienveillance pour bien remplir toute cette tâche. Je dois lui être présentée à mon retour à Rome.

Dans l'audience particulière qu'il a eue du pape, M. Cobden trouva l'occasion de dire un mot contre les combats de taureaux. Il s'aperçut que Sa Sainteté connaissait bien la langue et le caractère espagnols. Elle est sur le point d'envoyer un nonce en Espagne, et Elle a promis d'appeler l'attention du gouvernement de ce pays sur les atrocités des *Corridas* ; mais, tout ce qu'Elle espère, c'est que le clergé leur retire son appui.

XII

Dîner offert à M. Cobden à Rome. (Extrait du *Journal d'Annonces de Rome.*)

13 février 1847.

Un banquet a été offert, le 10 du mois, à M. Cobden par des membres de la noblesse et de la haute bourgeoisie de Rome. Parmi les assistants, on remarquait le

prince Corsini, le prince de Canino, le marquis Dragonetti, le duc de Bracciano et les membres de la Chambre de commerce. Les seuls convives anglais étaient le comte Henri Arundel, M. Sharpe et M. Freeborn, agent du consulat britannique. Le dîner était servi dans la grande salle de la Chambre de commerce. Le marquis Patenziani présidait, et s'est exprimé ainsi :

« Que Dieu, qui a si merveilleusement accordé Pie IX à l'Église et à l'État, le conserve pendant de longues années ! Vive le magnanime Pie IX ! Vive Sa Majesté la reine d'Angleterre ! Vive sir Robert Peel ! Vive Richard Cobden ! Vive la liberté commerciale !

La grande famille chrétienne, remplie d'admiration pour les sublimes et bienfaisantes vertus du souverain pontife, croit voir en lui le pasteur universel destiné par la Providence à devenir le lien indissoluble d'une charité fraternelle. Sous son règne, les vertus qui font la joie et l'honneur de notre époque triompheront des vices qui l'affligent et la déshonorent. Les peuples parmi lesquels la foi de l'Évangile n'a pas encore pénétré salueront dans la chaire de saint Pierre la source de la vérité, le sceau de la justice, le centre de la civilisation. Les sujets des États pontificaux eux-mêmes verront se réaliser leurs désirs et leurs espérances. Dieu, qui a confié une mission sublime à ce modèle des princes, lui soufflera son esprit, afin qu'il édicte des lois convenables à l'époque où nous vivons, et qu'il les fasse rigoureusement exécuter. Alors nous verrons régner le bon ordre, la loi, la paix publique, et chaque instant nous rappellera la source de notre bonheur et

de notre prospérité. En attendant, notre souverain protège le développement de l'intelligence et de l'industrie. Il s'efforce de s'opposer au triomphe de ces intérêts particuliers qui sont habiles à revêtir le masque du bien public, mais qui, en réalité, ne travaillent que pour eux-mêmes et se font, dans ce but égoïste, les champions du monopole commercial.

Et vous, illustre Anglais dont le nom glorieux s'identifie avec le grand principe de la liberté commerciale, je vous prie d'agréer de ma part, moi qui suis un vieux partisan de ces mêmes doctrines, comme de la part de tous ceux qui assistent à cette réunion, l'expression de nos hommages les plus sincères. En même temps, nous désirons vous remercier de la visite rendue à notre pays et de l'honneur que vous faites, par votre présence, à ce banquet hospitalier. Nous et tous ceux de nos concitoyens qui aiment tout ce qui est juste et utile, nous ne pourrons jamais assez louer ce zèle énergique avec lequel vous cherchez à réunir tous les peuples de la terre par un lien indissoluble d'intérêts réciproques. Vous voulez ainsi détruire cet égoïsme national qui, entretenu longtemps sous l'égide du monopole, a engendré tant de préjugés, tant de rivalités, tant de discordes et finalement la guerre, avec son cortège de calamités de toute sorte. Nous aimons à saluer dans l'avénement de la liberté commerciale le début d'une ère nouvelle, qui verra les peuples en pleine possession de leur indépendance mutuelle, et qui assurera leur paix, leur prospérité et leur tranquillité. La génération actuelle trouverait ainsi un champ d'action proportionné

à son activité ardente. Le jeune homme avide d'instruction et disposé à bien faire, verrait s'ouvrir devant lui le chemin de beaucoup d'occupations utiles, dont l'absence actuelle, jointe à son aversion d'une oisiveté insupportable, le pousse souvent dans la voie des chimères et des utopies, source perpétuelle pour lui d'erreurs, de mécomptes et de malheurs. La pratique du libre échange, n'ayant rien de commun avec les complications de la politique, deviendrait, sous toutes les formes de gouvernement, un élément d'ordre inappréciable; elle améliorerait la condition du peuple, elle enfanterait une prospérité naturelle qui ne serait pas sujette à des réactions violentes. Ce bien-être aurait pour effet de stimuler le progrès moral de la société et de le faire triompher de tous les obstacles.

Dans la personne de l'illustre Cobden, l'homme qui a tant fait pour dissiper la barbarie séculaire du vieux système commercial, nous rendons hommage aux principes qu'il représente et qui se sont incorporés en lui. En Angleterre, ce pays qui tient une place si élevée dans l'histoire de la civilisation moderne, ce pays dont la puissance nationale est si grande, il a ressuscité ces principes auxquels l'Italie du moyen âge dut sa richesse et sa grandeur, et l'heureux résultat du système que les Anglais viennent d'adopter convaincra le monde entier de la justice, de l'utilité, de la nécessité même du principe de la liberté commerciale. Ils auront la gloire d'avoir répandu partout cette grande réforme que, pour mon compte, j'invoquais depuis longtemps avec ardeur et avec une conviction profonde. C'est le palladium

de la race humaine, et je ressens une grande joie quand je le vois s'acheminer, plus tôt que je ne m'y attendais, vers un triomphe rapide et complet. »

Le président proposa ensuite la santé de sir Robert Peel, proposition qui fut accueillie par les applaudissements les plus vifs ; puis le marquis Dragonetti se leva et prit la parole en ces termes :

« Faisons des vœux, Messieurs, pour la prolongation de la vie de l'illustre Richard Cobden et la continuation de son bonheur. Il est un admirable exemple de cette résolution tenace et de cette fermeté d'âme qui ne connaissent pas d'obstacles, et qui font vraiment l'homme maître du monde. M. Cobden avait contre lui une puissante aristocratie, riche comme les princes des contes de fées, douée de fortes qualités et dont une longue histoire de hauts faits consacrait le prestige. Elle a lutté avec acharnement contre le dessein hardi mais généreux d'affranchir d'un impôt onéreux le pain du peuple. Ces ministres libéraux, ces hommes d'État éclairés qui s'étaient fait, quelques années auparavant, les promoteurs d'une réforme à jamais mémorable, traitaient eux-mêmes cette idée de folle. Ils frémissaient à la pensée de porter la hache sur cet édifice de privilèges légaux, qu'ils s'étaient habitués à considérer comme le fondement de la grandeur nationale et son égide.

Mais rien n'a pu arrêter l'énergie de M. Cobden, rien n'a fait échec à sa volonté, et, servi tant par la puissance de cette volonté que par la force même de la vérité, il est venu à bout de tous les obstacles ; il a conquis l'opinion

publique et l'a maîtrisée finalement. Le plus redoutable de ses adversaires, qui est en même temps le premier homme d'État de son pays, sir Robert Peel, se convertit à la nouvelle doctrine ; il n'hésita point à risquer sa haute position comme chef du parti dominant, et, avide d'une gloire jusqu'alors inconnue, à devenir le champion de la liberté commerciale. C'est ainsi que la ligue glorieuse des Cobden, des Bright et des Wilson, d'abord raillée et conspuée, est venue à bout de ses desseins, et qu'elle a eu raison d'errements séculaires et de principes qui se croyaient bien inébranlables. Elle a donné au monde le consolant spectacle du renversement des plus fortes barrières qui puissent diviser la grande famille des nations.

Qu'un honneur immortel soit rendu à l'incomparable constance d'un homme ! Et vous, Monsieur, qui êtes cet homme, réjouissez-vous de vous voir applaudi et fêté dans la ville des triomphes éternels, près de la roche qui portait le Capitole des vieux Romains. C'était sur des chariots dorés que les anciens conquérants étaient menés à ce Capitole, parce qu'ils avaient fait du monde entier une province de Rome et assujetti les nations à son empire. Vous, avec votre victoire pacifique, vous avez donné une forte impulsion à l'association universelle de ces mêmes nations, et la gloire des conquêtes sanguinaires pâlit devant la vôtre, que sanctifie cet amour qui purifie tout, l'amour d'une vertueuse liberté. On pourrait attribuer bien des maux dont la société s'afflige à la négligence ou à la timidité de ces hommes qu'on appelle prudents, qui cher-

chent, en les qualifiant du terme dédaigneux d'utopies, à détruire notre foi dans les grandes entreprises et dans les projets magnanimes. Vous, par votre héroïque constance, vous avez fait voir au monde comment on peut transformer ces prétendues utopies en faits d'une valeur incalculable. Vous avez ainsi acquis une véritable gloire, rendu à l'humanité un grand service, et c'est le cœur ému que nous adressons cet hommage à vos éminentes qualités, qui sont celles aussi de vos courageux et illustres collègues. C'est avec un respect religieux que nous nous inclinons devant cette persévérance qui vous distingue à un si haut degré, parce que c'est une vertu dont nous, fils de l'Italie, nous avons particulièrement besoin pour relever notre patrie de sa déchéance, et faire revenir dans son sein cette déité dont vous êtes un prêtre, et que nous aimerions tant à réinstaller, dès ce soir même, pour la consolation de l'Italie, en ce lieu même où jadis Jupiter Capitolin avait son temple. »

M. Cobden a répondu, et voici en quels termes :

Messieurs,

Je suis très content, mais je ne suis nullement surpris de trouver dans cette auguste capitale, maîtresse des arts et protectrice des lettres, beaucoup d'hommes éclairés qui s'intéressent à une question de politique commerciale. Elle a, d'ailleurs, des racines historiques dans ce pays, car l'Europe moderne ne doit pas beaucoup à l'Italie seulement sous le rapport des arts et des lettres ; elle lui est encore redevable de la renaissance de son

commerce et de ses manufactures. Le commerce anglais, par exemple, conserve encore aujourd'hui bien des traces de sa première origine. Les livres de comptes des marchands anglais sont toujours tenus selon le modèle italien, et la rue de Londres où s'assemblent nos banquiers garde encore son nom italien : elle s'appelle *Lombard Street*.

Je dirai cependant que la politique commerciale des États du moyen âge s'était généralement inspirée d'une erreur fatale, erreur que toutes les nations modernes ont plus ou moins imitée. L'esprit belliqueux d'un âge barbare s'était trop souvent introduit dans les entreprises pacifiques du commerce, et chaque pays regardait son voisin avec la jalousie d'un rival et la haine d'un ennemi. Loin de comprendre que le commerce librement pratiqué entre deux pays pouvait contribuer à la prospérité de tous les deux, on se persuadait que l'agrandissement de l'un entraînait fatalement l'abaissement de l'autre. Par là, chaque pays visait un but impossible à atteindre, la possession pour lui seul du monopole commercial, et, trompé dans son espoir, il s'en prenait au pays voisin; il guerroyait avec lui, et les rivalités amenaient des massacres perpétuels, ainsi que la déperdition de ces éléments de richesse qui constituent les ressources et les soutiens du commerce moderne.

L'Italie a grandement contribué à la formation de cette science de l'économie politique qui a répandu une nouvelle lumière sur les vrais principes commerciaux, en leur imprimant un caractère en rapport avec les

besoins et les idées d'un siècle plus civilisé. Cette science nous enseigne que le commerce, quand il est libre, est un échange de bénéfices réciproques, et que, dès lors, quand deux pays trafiquent volontairement l'un avec l'autre, il est impossible que les intérêts de l'un soient satisfaits d'une manière permanente sans que ceux de l'autre en reçoivent un égal bénéfice. Sous un système général de libre échange, chaque communauté commerciale est donc intéressée à la prospérité et à la richesse de toutes les autres. Et fournir la preuve qu'avec le libre échange, on peut obtenir les produits si variés de la surface terrestre à des conditions plus avantageuses que par les conquêtes territoriales, c'est supprimer le mobile qui poussait autrefois les nations mercantiles à prendre les armes pour se conquérir une clientèle.

Je ne prétends pas affirmer que ce principe soit déjà bien compris partout; mais sa démonstration théorique date d'une époque lointaine et fut l'œuvre d'écrivains instruits et d'un esprit philosophique. L'Angleterre a, la première, adopté le libre échange, et d'autres gouvernements se préparent à suivre son exemple. La liberté de commerce est discutée partout, et je suis heureux de voir qu'en Italie ce soit un thème de discussion favori. Je compte beaucoup sur la coopération de vos compatriotes, dont le génie fin, à la fois logique et pratique, ne manque jamais de répandre la lumière sur tout objet qu'il entreprend d'élucider. Il me serait facile de montrer combien une application de nos principes serait avantageuse aux États pontificaux; mais je m'en abstiens,

parce que je ne crois pas très convenable pour moi de paraître m'immiscer dans les affaires d'un pays où l'on m'accorde une si généreuse hospitalité. Je me vois, d'ailleurs, entouré de plusieurs personnes qui sont beaucoup plus capables que moi-même d'aborder ce sujet et d'appliquer mes théories à leur pays natal.

Je termine en vous remerciant, Messieurs, de votre aimable accueil. Laissez-moi en même temps exprimer fermement l'espoir que l'homme illustre qui est maintenant assis sur le trône pontifical, et qui a rempli le monde de la renommée de ses vertus publiques ; que cet homme, dis-je, tiendra à rendre son règne fameux en développant dans ses États les principes paisibles et philanthropiques du libre échange.

Dès que M. Cobden eut terminé, le Dr Pantaleone traduisit en italien son discours, que tout le monde couvrit de bravos. Puis, le marquis Dragonetti adressa à la réunion quelques paroles d'une haute éloquence, et qui furent, elles aussi, accueillies par des applaudissements enthousiastes. Le président enfin ayant appelé M. Sharpe, celui-ci se leva, et dit qu'il demandait la permission de proposer comme toast la santé du Saint-Père. « Le souverain, ajouta-t-il, que la Providence a bien voulu placer à la tête des États romains, se trouve être en ce moment l'objet de l'ardente attention du monde entier, et sa situation a un relief extraordinaire. On peut espérer de l'influence de son règne l'avènement d'une nouvelle ère sociale fondée sur les éternels principes de la justice, conforme aux inspirations d'une sagesse

éclairée, en harmonie enfin avec les bienfaisantes vertus et les impulsions généreuses du Pontife lui-même. L'exercice de ces grandes qualités ne se ferait pas ressentir dans ses seuls États ; il aurait son contre-coup dans toute l'Europe, et même dans les pays les plus lointains. »

Traduit par le Dr Pantaleone, ce discours excita le plus grand enthousiasme. Les assistants se levèrent tous ensemble, et portèrent la santé de Pie IX au milieu des bravos les plus vifs. M. Freeborn dit ensuite quelques mots, et proposa la santé de la reine Victoria. La proposition fut acclamée, et la salle retentit aussitôt des cris de « Vive la reine Victoria ! » Le Dr Mais enfin vint accroître et diversifier l'intérêt de la soirée, en improvisant d'une façon très spirituelle une espèce d'ode patriotique appropriée à l'occasion. Sur la proposition de M. Cobden, on porta la santé du noble président, qui fut chaudement accueillie, et on se sépara enchantés de la réunion et de son succès.

XIII

Lettre du comte Giulio Verzaglia au rédacteur du *Journal d'Annonces de Rome.*

Février 1847.

Cher Monsieur,

Ayant eu l'honneur dernièrement de faire votre connaissance, je voudrais vous communiquer quelques idées

dont j'ai pris note, au moment même où l'impression qui les a fait naître était encore toute fraîche. Vous avez pleine liberté de les publier, si vous les en trouvez dignes.

Un banquet national offert à un illustre étranger est pour nous une chose si nouvelle, que quiconque y assiste éprouve un plaisir jusqu'alors inconnu, mais mêlé d'un certain étonnement. L'hommage rendu à M. Cobden était bien fait pour exciter une émotion particulière. C'était un tribut d'admiration payé au grand homme dont les fermes convictions ont fait triompher un principe destiné à faire disparaître bien du mal, et à produire un grand bien. C'était encore la reconnaissance d'une force intellectuelle devant laquelle toute injustice tombe, et tout obstacle s'évanouit. Je ne puis à présent vous faire un récit minutieux de cette mémorable réunion; il me suffira de vous dire que l'assistance était composée de la haute aristocratie de Rome, de ses plus riches financiers et commerçants, auxquels s'étaient joints quelques gentlemen anglais qui étaient en parfaite communion d'idées et de sympathies avec eux. Il serait inutile de citer tous les noms ou d'analyser tous les discours, tous ces détails devant se trouver bientôt dans les colonnes de *la Contemporanza*, journal si bien rédigé. Mais je voudrais appeler l'attention sur le point que voici : les nombreux et chaleureux applaudissements d'un auditoire intelligent ont souligné, à diverses reprises, les idées que développaient les divers orateurs. Mais il y eut un moment où l'enthousiasme atteignit à son

comble : ce fut l'instant où M. Cobden évoqua les souvenirs de l'ancienne civilisation italienne. Recevez-en mille remercîments, illustre étranger ! Oh ! vous ne connaissez pas toute la consolation qu'un cœur italien éprouve à entendre l'éloge de sa patrie ! Ce peuple qui, par deux fois, répandit la civilisation dans l'Europe ; qui, à travers tous les temps et tous les changements, a su conserver un cœur toujours jeune, un génie toujours vivace et vigoureux, ce peuple ne s'est que trop amèrement aperçu de ce qu'il lisait dans les yeux de l'étranger, ou de ce qu'il entendait s'échapper de ses lèvres, pour ne pas serrer cordialement la main de l'homme qui lui rend ainsi justice. Qu'il soit béni de nous avoir rappelé nos gloires au moyen âge, alors que l'Italie était forte, comme l'Angleterre de nos jours, par ses flottes nombreuses, son industrie florissante, son vaste commerce. M. Cobden, qui est Anglais, nous appelle ses maîtres ; il cite les rues de Londres qui portent des noms italiens ; il parle des livres de comptes, qui se tiennent encore chez lui selon la méthode italienne, comme d'autant de preuves que c'est bien nous qui initiâmes l'Angleterre à ce rôle commercial et maritime auquel elle doit sa grandeur et sa haute position politique. Quels beaux souvenirs, et que ces allusions sont bien faites pour éveiller les plus douces émotions dans nos cœurs, pour faire jaillir de nos yeux des larmes joyeuses ! Oh ! convive illustre, dont le cœur est aussi grand que généreux, vous ne vous laissez pas égarer, vous, par un faux amour de votre propre patrie, jusqu'à trahir l'histoire et falsifier la vérité ! Votre souvenir vivra à jamais parmi nous, et votre séjour en Italie ne restera pas sans

fruit pour les Italiens. Ardent patriote et intelligence puissante, aussi inébranlable dans vos convictions que persévérant dans vos desseins, prêt à ouvrir vos mains pleines de trésors, aussi modeste que glorieux, vous êtes le type du vrai citoyen; votre nom et ceux des généreux amis qui vous secondèrent dans votre difficile entreprise seront gravés dans nos âmes en traits ineffaçables, et quand notre propre pays réclamera nos sacrifices et notre concours, nous pourrons alors nous dire : C'est l'exemple de Cobden que nous suivons !

En vous priant, cher Monsieur, d'agréer l'expression de ma plus haute estime,

Je suis, etc.

XIV

Lettres de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Florence, 2 avril 1847.

Je mettrai cette lettre, ainsi que quelques vers adressés à M. Cobden à un dîner que lui a offert un gentilhomme des environs de Florence, dans le petit paquet que je vais expédier en Angleterre par le courrier de l'ambassadeur. Je n'essayerai pas de traduire les vers, car vous savez l'italien mieux que moi. Un ami m'a promis de les rendre en prose, de sorte que vous les aurez dans les deux styles. L'amphitryon était M. Tenzi, dont la maison de campagne est si bien située, à

quelque deux lieues d'ici, sur une de ces nombreuses collines qui s'étagent en forme de cônes tout autour de Florence. Ses terres, très étendues, sont mieux entretenues que celles que nous avons jusqu'ici visitées en Italie.

Nous étions plus de trente personnes à table. Après le dîner, le signor Zannini récita un discours en vers en l'honneur de M. Cobden. Ce discours fit pleurer les dames, tandis que les hommes échangeaient entre eux de sombres regards et serraient les dents de colère.

Florence, 23 avril 1847.

J'ai pour vous une petite brochure qui rapporte le discours prononcé par M. Cobden devant l'Académie de Pontaniana, à Naples, dont il a été élu membre. Je ne sais pas quand la brochure vous parviendra, mais je la mettrai dans les paquets du courrier de l'ambassadeur de Londres, et je prierai mon frère de vous l'expédier de là. J'attends tous les jours l'arrivée d'un journal de la « cité éternelle ; » il doit contenir un récit intéressant de notre visite à Pérouse. Dès que je l'aurai, je vous l'enverrai par la poste, comme d'habitude. Je vous assure que rien ne m'a jamais plus satisfaite que la réception enthousiaste qu'ont faite à mon mari les habitants de cette aimable petite ville. Le soir de notre arrivée, ils envoyèrent à notre hôtel une troupe de musiciens qui nous charmèrent par leurs chants. Une députation de la Société d'économie agricole de Pérouse,

vint ensuite présenter à M. Cobden une médaille d'argent, diplôme qui le constitue membre honoraire de l'association. Le jour suivant, quelques personnes nous firent voir les curiosités de la ville et des environs. Puis, le soir, une nombreuse compagnie de messieurs et de dames s'étant réunie au *Casino*, nous avons joui d'un concert de musique instrumentale et vocale, après lequel le signor Bertoli a lu un discours de félicitation en l'honneur de M. Cobden. Des vers écrits sur les murs faisaient l'éloge de ses travaux en faveur du libre échange, et ces mêmes vers, imprimés sur papier blanc, furent distribués à toutes les personnes présentes. L'exemplaire remis à mon mari était en lettres d'or, imprimées sur fond de soie bleue frangée d'or, le tout renfermé dans une reliure cramoisie. Je n'oublierai jamais cette scène ; elle sortait tout à fait du cadre de notre prosaïque réalisme.

XV

Banquet offert à M. Cobden à Florence. (Extrait du *Morning chronicle.*)

14 mai 1847.

Un banquet a été offert, le 29 avril, à M. Cobden, notre célèbre compatriote, dans la magnifique galerie du palais Borghese, à Florence. Le signor Vincenzi Perruzzi, « gonfalonier » de la ville, présidait la réunion. Quand

on eut porté un toast enthousiaste à M. Cobden, celui-ci se leva, et parla en ces termes :

« Messieurs, je me sentirais fort embarrassé si je pouvais croire que vous avez voulu donner à cette magnifique démonstration un cachet purement personnel. Quelque bonne opinion, en effet, que l'on puisse avoir de ce que j'ai fait ailleurs, je n'ai ici d'autre droit et d'autre titre que celui d'un libre échangiste anglais au milieu de libres échangistes toscans. En réalité, c'est ici une réunion de frères animés d'une foi commune, et dont je ne fais partie moi-même qu'à titre de cadet, pour unir nos vœux en faveur de cette liberté commerciale que la Toscane a été le premier de tous les pays à mettre en pratique.

En fait, d'autres peuples, tels que les Hollandais et les Suisses, ont dû à leur situation géographique d'échapper, partiellement du moins, au régime restrictif ; mais, incontestablement, c'est à la Toscane que revient la gloire d'avoir devancé, d'un demi-siècle, le reste du monde dans l'application des théories de la science économique à la législation, et ce fut chez elle que, pour la première fois, le code commercial s'inspira des principes de cette science.

Rendons donc un hommage solennel à la mémoire des hommes qui donnèrent au monde une si mémorable leçon de science gouvernementale. Honneur à Bandini, qui, il y a un siècle, aperçut cette vérité, ignorée encore à cette heure de la moitié du monde civilisé, à savoir : que la liberté de commerce est le seul remède aux disettes, de même qu'un sûr instrument de prospérité

commerciale et agricole! Honneur immortel à Léopold, qui, saisissant le flambeau de la science des mains de Bandini, entra résolûment dans les voies du libre échange, alors obscures et inconnues, et y marcha sans broncher un instant, sans jamais s'effrayer des obstacles que l'ignorance, les préjugés et l'égoïsme semaient sur ses pas! Honneur à Neri, à Jean Fabbroni, à Fossombroni, en un mot, à tous ces hommes d'État qui ont conservé jusqu'à nos jours la grande œuvre de leur maître, en dépit de tous les assauts du sophisme protectionniste! Voilà les vrais bienfaiteurs du genre humain: c'est pour eux que l'on devrait voter des honneurs et décréter des monuments. Leurs pacifiques triomphes profiteront encore à une foule de générations futures, longtemps après que tant de sanglantes victoires seront tombées dans l'oubli et le néant, ainsi que leurs causes et leurs conséquences.

Messieurs, ce n'est pas mon habitude de flatter mes auditeurs, et je voudrais bien faire comprendre que les quelques paroles qui me restent à dire sont à l'adresse des personnes du dehors, sous les yeux desquelles elles pourront tomber, et non un compliment à cet auditoire toscan.

Ma première visite à l'Italie m'a fait naturellement éprouver le désir de constater les effets du libre échange, spécialement dans le commerce des blés, sur l'état moral et matériel d'un peuple. Je dois avouer que je suis arrivé en Toscane avec ces sentiments d'enthousiasme qui animent un dévot visitant les sanctuaires de sa foi. J'ai essayé néanmoins de jeter un regard impartial

sur tout ce que je voyais, et si ce que je vais donner comme le résultat de mes observations paraît être inexact, d'autres auront toute faculté de le rectifier. Depuis huit mois, j'ai voyagé dans presque tous les pays de l'Europe méridionale, et, sans vouloir déprécier les autres nations, je me vois forcé de dire que l'état de la population toscane m'a paru supérieur à tout ce que j'avais vu ailleurs. L'aspect du pays est celui d'un jardin bien cultivé; partout le peuple est bien vêtu, et, sauf quelques boiteux et quelques aveugles, je n'ai rencontré de mendiants nulle part. A cette époque de disette générale, les souffances sont moindres ici, où la liberté d'importer les blés ou de les exporter est plus complète, que dans tout autre pays d'Europe. J'ai trouvé les industries indigènes dans un état prospère, et la fabrication des objets en paille a notamment atteint un développement qui m'a surpris.

Mais je ne veux pas limiter mes remarques à la condition matérielle du peuple. Là où, depuis cinquante ans, on jouissait des avantages de la liberté commerciale, j'étais préparé à constater que l'esprit du libre échange avait eu son contre-coup dans le caractère du peuple, qu'il avait diminué les préjugés, détruit l'esprit d'égoïsme, inspiré enfin des sentiments de fraternité internationale. Eh bien! à cet égard, les Toscans ne m'ont causé aucun désappointement. En disant, à mon tour, qu'ils sont tout à fait courtois et complaisants envers les étrangers, je ne fais que répéter l'opinion de tous les voyageurs. Les étrangers font de ce pays leur demeure favorite, non seulement parce qu'ici la vie est à bon

marché et qu'il est très-facile de s'y approvisionner, à un prix peu coûteux, des mille objets que le luxe, l'aisance même recherchent et qui affluent chez vous de toutes les parties du monde, mais aussi parce que la population est aimable et pleine de cordialité. Tel est le tableau du seul pays de l'Europe méridionale qui jouisse des bienfaits du libre échange. Je ne veux pas y ajouter un mot de commentaire, laissant les faits que je viens de citer parler d'eux-mêmes pour l'instruction des autres peuples.

Messieurs, je vous remercie très sincèrement de l'accueil cordial que vous avez fait à un homme qui, lui aussi, travaille pour la même bonne cause, et je garderai précieusement le souvenir des bons moments que nous venons de passer ensemble. Je termine en proposant un toast à la rapide diffusion dans le monde des principes du libre échange. »

XVI

Extrait d'un discours de Lord Palmerston, prononcé à un dîner chez le Lord-Maire de Londres, dans le même mois où M. Cobden haranguait les libres échangistes de Florence. (Extrait du *Morning chronicle*.)

14 mai 1847.

« C'est le caractère spécial des temps où nous vivons que les mérites et les avantages du commerce soient, de la part de tout le monde, l'objet d'une juste et saine

appréciation. Dans les premiers âges de la civilisation, ce que les hommes admirent, c'est le pouvoir de conquérir et de subjuguer un voisin inoffensif. Mais, à mesure que l'instruction se répand et que la civilisation progresse, les idées changent, et le genre humain commence à s'apercevoir que l'essor de l'industrie et le développement de la prospérité commerciale méritent toute son attention et tous ses soins. Maintenant on est bien convaincu que la gloire d'un pays consiste non à détruire les libertés de ses voisins, mais à fortifier et agrandir ces rapports commerciaux qui forment la principale base de la paix internationale. On est également persuadé que le fondement de la paix, c'est le commerce et que, par contre, ce qui fournit au commerce sa seule protection certaine, c'est la paix. »

XVII

Lettres de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Turin, 21 mai 1847.

Nous sommes arrivés ici hier au soir, et nous avons trouvé à l'hôtel où nous sommes descendus nombreuse compagnie, à cause de la quantité de voyageurs qui, d'habitude, affluent à Turin après avoir visité le midi de la France. Le ministre d'Angleterre nous a déjà envoyé une invitation à dîner chez lui pour aujourd'hui même,

et deux autres pour la semaine prochaine. Lundi, il y aura un banquet public en l'honneur de Richard. Celui de Livourne a eu beaucoup de succès. Richard parle maintenant le français sans la moindre difficulté.

Cinquante personnes assistaient au dîner de Livourne, et le nombre en eût pu aisément être double, tant l'empressement était grand ; mais la salle n'était point assez vaste, et il y eut beaucoup de gens désappointés. On voyait à table des représentants de presque toutes les nations de l'Europe, et je puis ajouter de toutes les croyances, les musulmans exceptés.

En arrivant à Gênes, nous avons appris que le pauvre O'Connell venait d'y mourir la veille. Le lendemain même, nous sommes allés rendre visite à son fils. Nous avons vu le vieux domestique d'O'Connell, Diggins, qui était attaché à sa personne depuis treize ans : la perte de son maître l'a profondement affligé. Il dit à Richard que l'intention prêtée à O'Connell de quitter l'Angleterre pour s'établir à Rome, n'était qu'un faux bruit. Quant à son voyage en Italie même, il avait suivi en cela le conseil de quelques amis ; mais sa propre inspiration l'aurait fait aller plutôt à Derrynane. Richard a vu le docteur Miley, son chapelain, qui est un homme très distingué, et de cette conversation il a rapporté une idée de l'état mental d'O'Connell, pendant sa dernière maladie, plus favorable qu'il ne l'avait espéré. O'Connell n'était pas tombé dans cette grande prostration dont j'avais entendu parler; il souffrait physiquement, mais il garda conscience, presque jusqu'au dernier moment, de ce qui se disait ou se fai-

sait autour de lui. Le docteur Duff, qui assistait à son autopsie, affirme qu'un ramollissement du cerveau a été la cause de la maladie.

Richard avait reçu une lettre d'invitation aux obsèques d'O'Connell, mais malheureusement il n'a pas pu y assister.

Nous voilà maintenant depuis près de six semaines en Italie; mais il y a tant de choses à voir dans ce beau pays, que nulle part nous n'avons pu faire connaissance avec la moitié des merveilles qui sollicitaient nos regards. La ville de Rome exigerait à elle seule un séjour de six mois. Rien ne pourrait dépasser les façons aimables et les dispositions hospitalières dont mon mari est l'objet de la part tant du public que des particuliers. Il est étonné et charmé tout à la fois de l'intelligence individuelle du peuple italien.

Turin, 23 mai 1847.

Aucun de nos futurs projets n'est encore arrêté et moins encore notre voyage en Russie. Le bruit que M. Cobden a reçu une invitation directe de l'empereur Nicolas est dénué de tout fondement; mais quelques personnes qui ont été dernièrement en Russie sont d'avis qu'il y serait très bien accueilli; il est probable pourtant que ce voyage ne se fera pas sur-le-champ. En attendant, les libres échangistes génevois pressent fort M. Cobden de se rendre chez eux.

Turin, 25 mai 1847.

Le banquet d'hier a eu un grand succès.

La première fois que M. Cobden prit la parole en français, c'était devant la société *Georgophile* de Florence, dans une réunion à laquelle plusieurs centaines de personnes assistaient, et il s'en tira assez bien. Il fut même si vivement applaudi qu'il résolut depuis de continuer à se servir en public de ce même idiome, et c'est ce qu'il fit hier précisément.

Dimanche dernier, dans la matinée, nous sommes allés au palais pour voir le roi et la reine, suivis d'un nombreux cortège d'officiers et de courtisans, traverser les antichambres et se rendre à la chapelle. Le roi avait à côté de lui le grand écuyer; venait ensuite la reine, la seule qui portât une traîne à sa robe. Les dames de la cour étaient toutes habillées en moire noire; elles portaient sur la tête des mantilles blanches coquettement disposées de façon à grandir la taille et à rendre le costume pittoresque.

Le comte de Pollone, aide de camp du roi, nous a conduits visiter le palais, qui possède quelques belles salles dont les parquets sont en marqueterie. Le lendemain matin, le grand écuyer nous rendit visite. Il nous raconta que le roi avait demandé si nous avions bien vu le palais, politesse raffinée et vraiment inattendue venant de la part d'une tête couronnée. Il est heureux, en vérité, que M. Cobden n'ait pas une trop haute estime de lui-même, autrement les Italiens lui auraient fait perdre la tête, et cela depuis longtemps, tant ils l'ont en-

touré d'égards et comblé d'attentions, tant il a été de la part de toutes les classes l'objet, en public ou en particulier, de l'hospitalité la plus aimable et la plus empressée! Partout il a rencontré des individualités remarquables, et certes, en voyant ce peuple doué de si riches qualités naturelles, on a le droit d'en espérer beaucoup. Bientôt nous entrerons dans les États autrichiens, où nous ne pouvons guère compter sur des manifestations en faveur du libre échange.

Belvédère, lac de Côme, 8 juin 1847.

Nous sommes restés à Milan plus longtemps que ce n'avait été notre première intention. Nous fûmes très agréablement surpris en apprenant que les autorités autrichiennes avaient permis aux partisans du libre échange de donner à M. Cobden un banquet, auquel quatre-vingts personnes ont assisté. Il était présidé par le signor Basevi. Sous le règne de Napoléon, celui-ci avait eu le courage de défendre Hœfer, le chef des insurgés tyroliens, devant le conseil de guerre qui le jugea et le condamna à être passé par les armes.

Venise, 24 juin 1847.

Le 21 de ce mois, un banquet a eu lieu ici en l'honneur de M. Cobden, dans une île en face de notre hôtel, sous un berceau de vignes. L'assistance comptait

plus de soixante-dix personnes. Le comte Pricili présidait, ayant à ses côtés le podestat, c'est-à-dire le maire de la ville. Mon mari a fait en français une courte allocution improvisée, et dont je ne puis, conséquemment, vous envoyer le texte. Le dîner fini, la société prit place dans des gondoles qui l'attendaient, et, aux accords d'une excellente musique, descendit processionnellement le Grand-Canal jusqu'au pont du Rialto. La musique et les belles livrées de quelques-uns des gondoliers attirèrent bientôt d'autres gondoles, et tout le monde se mit aux balcons. Au retour, la lune, qui venait de se lever, prêta un nouveau charme à cette scène pittoresque et assez romantique, selon le mot de mon mari, pour exciter une poétique émotion, même chez un économiste. Ce spectacle était fait pour rappeler les jours où le doge allait, en grande cérémonie, épouser l'Adriatique.

Vienne, 16 juillet 1847.

Ici, pas la moindre démonstration publique en faveur du libre échange ! Le prince de Metternich, ayant toutefois exprimé le désir de voir M. Cobden, celui-ci, naturellement, est allé lui rendre visite. Il ne trouve pas au prince l'air d'un homme de soixante-quinze ans. Sa tête et sa figure portent l'empreinte d'une haute élégance plutôt que d'une grande force de caractère, et sa conversation a paru à mon mari plus subtile que profonde. Quelques jours après cette entrevue, nous fûmes invités à dîner chez le prince et la princesse. Nous nous mettions à

table à cinq heures, et à six heures et demie tout était terminé. Nous avons pris alors congé, mais pour revenir à dix heures assister à une soirée dansante qui nous fit tout l'effet d'être une politesse spécialement à notre adresse. Les réceptions de cette sorte ne sont guère habituelles à Vienne dans cette saison de l'année. Le prince fut pour moi d'une politesse toute particulière, naturellement par égard pour mon mari; mais je vous assure qu'au moment de prendre place près de lui, je me sentis mal à l'aise. Je ne pouvais m'empêcher de penser à nos bons et aimables amis d'Italie, qui regardent le prince de Metternich comme le principal auteur des malheurs de leur bien-aimée patrie.

Berlin, 29 juillet 1847.

Nous avons eu tort de venir en Allemagne à cette époque de l'année, car partout les personnes distinguées sont parties pour les villes d'eaux. Il est bien probable que je serai chez moi, en Angleterre, une quinzaine de jours après l'arrivée de cette lettre; mais M. Cobden ne reviendra pas avec moi, puisqu'il veut pousser jusqu'à Saint-Pétersbourg, afin de se renseigner sur l'état du commerce de la mer Baltique. Il complétera de la sorte ses études sur ce sujet dans tous les pays de l'Europe. Il est maintenant en bonne santé, et je lui ai dit qu'il pourra dès lors très bien se passer de moi. Ce me serait maintenant un trop grand crève-cœur que de tourner une fois encore le dos à mes enfants.

Markynlyth, 22 août 1847.

. . . . . .

J'ai reçu de Kœnigsberg, il y a quelques jours, une lettre de M. Cobden. Je vous en transmets un extrait.

XVIII

Lettres de M. Cobden à Mme Cobden.

Kœnigsberg, 12 août 1847.

Je suis arrivé à Stettin dans la matinée du jour même où nous nous séparions. J'y fus bientôt entouré de quelques bons libres échangistes, qui ont vivement insisté pour que j'assistasse le soir même à un banquet public. J'y ai reçu un accueil on ne peut plus enthousiaste. Le lendemain à midi, malgré toutes les remontrances qui m'étaient faites, je suis parti pour Dantzig, et la distance, qui est de 220 milles anglais, a été parcourue en 33 heures environ. Le pays en général présente un aspect sablonneux et pauvre ; néanmoins, on s'arrange pour y récolter du blé. Cependant, le beau froment dont vous avez entendu parler comme arrivant de Dantzig, n'est pas cultivé près de la côte ; on le fait venir de l'intérieur par la Vistule ou le Bug.

Encore un banquet arrangé à la hâte. J'y ai prononcé un amusant discours. J'ai dit qu'on me devait bien un banquet à Dantzig, car cette ville m'avait beaucoup gêné dans ma propagande libre échangiste en Angleterre. Le duc de Richmond ne cessait de faire des habitants de Dantzig un épouvantail pour les fermiers anglais, en leur disant que, si les lois protectionnistes venaient à être abrogées, ces habitants verseraient malicieusement sur le marché anglais d'énormes masses de céréales, au prix le plus vil, pour rien même. « Je « suis donc tout étonné, » ajoutai-je, « de trouver en « vous des gens à l'air honnête et bienveillant. » Dantzig est une ancienne ville dont l'aspect est assez intéressant; les pignons des maisons, richement ornés, regardent la rue. Il y a quelques vieux édifices, tels que la bourse et l'ancien palais sénatorial; autrefois Dantzig appartenait à la Hanse, et était par conséquent une ville libre et indépendante, la Venise de la Baltique. Quelques pièces de ces édifices sont richement peintes et décorées; mais, sous le rapport du goût, elles le cèdent à ce que l'on voit à Gênes ou à Venise.

Je suis parti hier matin à 6 heures, par le paquebot, pour Kœnigsberg, où je suis arrivé à 5 heures du soir. Je m'étais étendu tout de mon long sur le pont, et je suis resté pendant six heures entièrement immobile dans cette posture; j'ai eu ainsi la chance d'échapper au mal de mer. Kœnigsberg est le plus grand des ports de mer que possède la Prusse sur la Baltique, et la ville est peuplée d'environ 70,000 habitants. Vous verrez sur la carte que ce port est situé dans un angle de la

Prusse, tout près de la frontière de Russie. On me dit que c'est une ville d'opinions très radicales. Jusqu'à présent je n'ai vu que le consul d'Angleterre. Je tâcherai d'éviter ici un grand dîner ; car, à dire vrai, je suis las de ces banquets allemands qui durent quatre ou cinq heures. Hier soir, je suis allé, avec le consul anglais, rendre visite au représentant russe, chez qui nous avons pris une tasse, ou plutôt un verre de thé d'un arome exquis ; c'est le meilleur thé que j'aie jamais goûté, il ressemblait par sa couleur à du vin de Xerès. Aux approches de la frontière russe, j'entends dire que les facilités pour voyager dans ce pays sont assez grandes ; la malle-poste y va plus vite qu'en Allemagne.

D'ici à Tilsitt il y a environ dix ou douze heures de route, et de là, au bout de trois autres heures, je me trouverai dans le pays des Cosaques. Je suis fâché de vous annoncer que la maladie des pommes de terre a fait son apparition, depuis quelques jours, le long de la côte, et y sévit fortement. J'ai vu quelques champs qui sont devenus tout à fait noirs.

Saint-Pétersbourg, 19 août 1847.

J'ai quitté Riga par la diligence, lundi soir à 7 heures, et je suis arrivé ici aujourd'hui à 10 heures du matin. Il n'y avait personne dans la voiture qui parlât français ou anglais, de sorte que mes poumons se sont bien reposés. Après avoir quitté Kœnigsberg, je suis allé en voiture jusqu'à Jowroggen, petit village situé en Russie, à une distance d'un peu plus de cent milles anglais. Le

consul russe de Kœnigsberg, qui est un juif converti, avait eu la politesse de me faire accompagner par un de ses commis. Celui-ci est un jeune israélite de Russie très éveillé, et qui sait une demi-douzaine de langues. Aux abords de la frontière russe, je m'étais aperçu de son air abattu et je l'en avais raillé, en lui demandant si la pensée de rentrer dans son pays natal en était la cause. « Je ne sais pas ce qui m'attriste toujours quand j'arrive ici, » me répondit-il, « peut-être y a-t-il dans l'air quelque chose qui me suffoque, » et, en disant ces mots, il gonflait sa poitrine. Au dernier bureau de poste prussien, je continuai la route à pied pendant que l'on changeait de chevaux. La nuit commençait à tomber, et j'avais traversé d'un pas rapide à peu près deux milles d'un pays sauvage quand j'aperçus une longue poutre, à raies diagonales noires et blanches, qui barrait horizontalement le chemin. Je m'apprêtais à passer dessous lorsque, tout à coup, un soldat sortit d'une guérite et pointa sur moi sa baïonnette, comme si j'eusse été l'avant-garde d'une nouvelle invasion française. Je perdis également mon français et mon anglais près de cette sentinelle cosaque, et je m'apprêtai à me retirer, tout en essayant de lui faire comprendre que ma voiture allait me rejoindre. Mais il ne parut ou ne voulut rien comprendre à ma pantomime, et, se plaçant à mes côtés, m'accompagna jusqu'à ce que je fusse arrivé à la hauteur d'une petite tranchée pratiquée de chaque côté de la route. Il me l'indiqua, et je compris que cette tranchée faisait la démarcation des deux frontières. Me voilà donc planté là avec cet aima-

ble compagnon, au crépuscule, attendant que mon jeune israélite vînt fournir des explications sur ma personne. A son arrivée, nous pûmes franchir la barrière noire et blanche, qui fut soulevée pour nous livrer passage et redescendre immédiatement après. Maintenant, nous étions véritablement en terrain russe. Arrivé à Jowroggen, le directeur de la douane refusa de visiter mes bagages, et se montra très courtois à mon égard ; il m'invita à prendre le thé avec lui, et je n'ai nullement regretté la journée que j'ai dû passer dans ce hameau tranquille. Mais quelqu'un me déroba ma carte d'Europe, et cela me gêna beaucoup pour le reste du voyage.

Pour me rendre à Riga, je pris la malle-poste, qui transporte les voyageurs d'un train d'enfer. J'eus la bonne chance d'avoir comme compagnon de voyage un noble russe qui parlait français, et qui ne voulut pas me laisser dépenser un sou pendant tout le trajet. Nous traversâmes quelques misérables bourgades, ou plutôt des villages composés de cabanes en bois et peuplés de juifs polonais, race pauvre, sale et dégradée. Je ne me suis arrêté à Riga qu'un seul jour, puis j'ai continué le voyage jusqu'ici, c'est-à-dire passant trois jours et trois nuits consécutifs dans le coupé de la malle-poste : heureusement la voiture et les chemins étaient excellents. Les auberges sont bien supérieures à celles d'Espagne ; on trouve partout de bon thé, de la crème, du sucre, et vraiment aucun thé n'est comparable à celui que l'on boit ici dans les plus petits cabarets.

Je n'ai jeté qu'un rapide coup d'œil sur la ville. La

Néva est moitié plus large que la Tamise ; elle offre un beau coup d'œil avec les magnifiques édifices publics qui la bordent sur chaque rive. Un aussi noble fleuve ne traverse aucune ville d'Europe. Si un jour un second Liverpool doit s'élever à Birkenhead, la Mersey seule pourrait rivaliser avec la Néva à Saint-Pétersbourg. Mais je trouve les places et les esplanades si vastes, les rues si larges, que les plus beaux édifices revêtent une apparence microscopique. La statue de Pierre le Grand, qui a pour piédestal un immense bloc de granit, paraîtrait superbe dans *Waterloo Place* ; mais, ici elle a l'air d'être perdue au milieu de l'énorme espace qui l'entoure. Du reste, il y a quelque chose dans l'apparence de la ville qui sent tout à fait le parvenu, à part son fleuve superbe. Mais je ne devrais pas juger ce que je n'ai pas encore eu le temps de bien voir. J'ai oublié de dire que le pays tout le long du chemin de Kœnigsberg, ou pour mieux dire depuis Berlin, est sans intérêt. Je n'ai pas vu de hauteur de laquelle on pût dominer une perspective de dix milles anglais. Pas la moitié, pas même le quart du pays n'est cultivé ou peuplé. En venant de Kœnigsberg jusqu'ici, distance de plus de 400 milles, je n'ai pas traversé une seule ville qui pût compter 15,000 habitants ; j'ai rencontré peu de villages, et tous étaient en bois. A chaque pas, nous nous enfoncions de plus en plus dans d'épaisses forêts de pins.

Moscou, 25 Août 1847.

Je suis arrivé ici ce matin ; je suis venu de Saint-Pétersbourg seul dans une voiture de poste que j'avais louée, voyant qu'il n'y aurait pas de place libre dans la diligence avant une semaine. Vous pouvez bien supposer que mes poumons, ayant joui d'un si long répit, se sont beaucoup fortifiés. Ce soir même, je dois repartir pour Nijni-Novgorod, pour y arriver avant la fin de la foire.

J'ai trouvé jusqu'ici les moyens de transport excellents, et je n'ai point éprouvé des privations du genre de celles que nous avons subies en Espagne. Le chemin de Saint-Pétersbourg à Moscou est peut-être le meilleur du monde, comme vous le croirez sans peine en apprenant que la malle-poste franchit une distance de 520 milles en quarante-huit heures. Aujourd'hui, je me suis promené dans Moscou pendant deux heures, et je suis revenu de cette promenade étonné et charmé à la fois. Aucune ville ne m'a encore surpris davantage. Le caractère en est tout à fait oriental, et pourtant on y jouit de tous les avantages de la vie civilisée. On y voit une innombrable quantité de tours et de coupoles, ces dernières revêtues de couleurs qui vont du vert doré au bleu foncé. Les toits des églises et des maisons sont recouverts de plaques de fer peintes en vert, et cela vous donne vraiment une idée de ce qu'était Bagdad ou Grenade à l'époque de leur gloire. La coïncidence paraîtra peut-être singulière ; mais je rencontre à cette autre extrémité de l'Europe bien des choses qui me font songer à l'Andalousie. Les

hommes portent de petits chapeaux plats à bords élevés et étroits tout à fait semblables, sauf le gland, qui manque ici, à ceux qu'on voit en Espagne ; et j'ai entendu les paysans russes chanter sur le même ton bas et monotone qui est familier aux Andalous. Une circonstance est faite cependant pour diminuer mon étonnement : c'est que quelques journées de route me séparent seulement des frontières de l'Asie, d'où sont également sortis les ancêtres des Mores d'Espagne et les premiers dominateurs de ce pays-ci. Lors de mon retour à Saint-Pétersbourg, j'espère voir quelques beaux spectacles; le seul auquel j'aie assisté, pendant mon court séjour, était une revue militaire où figuraient cinquante mille hommes, dont la moitié en cavalerie, revue qui eut lieu à 20 milles de la capitale. L'empereur passa devant le front des troupes ; pendant plus d'une heure, je me trouvai placé à dix pas de lui et encore plus près de l'impératrice. C'est un homme magnifique, peut-être le plus beau de tous les hommes qui étaient rassemblés là. L'impératrice a un air inquiet comme la reine des Français, et elle est presque aussi mince, quoique beaucoup plus jeune.

En quittant Saint-Pétersbourg, j'ai recommandé de m'envoyer mes lettres ici pendant dix jours, afin qu'à mon retour de Nijni, je puisse avoir de vos nouvelles. On dit qu'à la foire il est difficile de trouver des chambres à coucher qui ne soient pas infestées de certains insectes désagréables, et je n'ai pas de peine à le croire, en songeant à la difficulté de loger deux ou trois cent mille étrangers de toutes nations dans une petite ville de

vingt mille habitants. Aussi vais-je emporter un matelas avec un oreiller, et j'ai installé l'intérieur de ma voiture de manière à pouvoir la transformer en une bonne chambre à coucher.

XIX

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Pencarron, Cornouaille, 10 janvier 1848.

Vous avez appris, sans doute, que Pigou, le fabricant de poudre à canon, et le vieux duc, essaient de faire perdre la tête à John Bull, auquel ils crient à tue-tête que les Français vont venir. Espérons cependant que les classes moyennes de la vieille Angleterre ne perdront pas aussi aisément la tête qu'eux, et qu'elles ne se laisseront pas mystifier et entraîner à payer plus d'impôts. Du moins ce cri d'alarme insensé n'a-t-il pas trouvé jusqu'ici grand écho dans le pays. Les whigs, à peine arrivés au pouvoir, se montrent, il est vrai, fort peu dignes de l'appui des libéraux, et il est assez probable qu'ils voteront quelques crédits extraordinaires pour l'augmentation de nos armements, mais pas autant pourtant que si le pays eût fait moins de résistance à l'augmentation des armements : et par cela ils ne feront que hâter leur chute.

Bien des remerciments pour l'opuscule sur le libre échange que vous nous avez envoyé. Il est encourageant de penser que les libres échangistes français font du progrès. Dernièrement, il y a eu aussi au Havre une réunion très intéressante, où l'un des orateurs s'est exprimé, au sujet de la paix, à peu près dans les termes mêmes dont M. Cobden se servait dans le discours qu'il prononçait, au même moment, devant un meeting, dans le Lancashire.

103, Westbourne Terrace, 28 octobre 1848.

M. Cobden regarde votre opinion touchant l'influence que la liberté du commerce doit exercer sur la question de l'esclavage au Brésil comme parfaitement juste. Pendant notre séjour à Hyling, nous avons vécu dans une telle retraite que nous ne savons à peu près rien de ce qui se passe en fait de politique, moi du moins. Les événements qui ont eu lieu dernièrement à Vienne sont d'un caractère très saisissant. Ils ne nous ont nullement surpris, mais ils ont éclaté plus tôt que nous ne nous y attendions. Quand nous étions dans cette ville, je me souviens d'avoir entendu M. Cobden prédire qu'ils se produiraient, un jour ou l'autre, par suite du manque d'homogénéité de l'empire.

XX

Lettre de M. George Combe à M. Cobden.

Édimbourg, 22 janvier 1849.

Cher Monsieur,

Un fort rhume m'a empêché de vous exprimer plus tôt le grand plaisir que m'a fait éprouver la lecture de votre discours de Manchester sur la réforme financière. Votre démonstration, basée sur l'exemple des États-Unis, de ce qui constitue la vraie puissance d'une nation, a été une révélation pour moi; elle porte en elle cette force qui entraîne la conviction. Elle renferme, en effet, un grand principe pratique et plus applicable à notre propre pays qu'à tout autre au monde. Le Royaume-Uni possède plus abondamment que tout autre pays les éléments de cette puissance, c'est à dire la richesse, l'intelligence, la confiance en soi-même, des facultés supérieures enfin de coopération, et des moyens de concentration plus grands. Notre position insulaire nous permet d'avoir une confiance particulière dans nos ressources, défensives ou offensives.

Les articles du *Times* sur votre mouvement me font sourire. Ce journal ne sait pas, en vérité, de quel côté il doit pencher. Dans un de ses derniers numéros, il nous fournit une belle arme contre lui-même. Il se pose volontiers en champion de l'Église; il déclare pourtant sans ambages que le peuple anglais aime les

profits mercantiles de la guerre et goûte les triomphes de la victoire, sans se demander s'il est bien moral, bien chrétien d'aimer la guerre, le butin, la domination, et d'être prêt pour cela à faire de grands sacrifices. Cette peinture n'est que trop vraie, appliquée aux vieux temps. Mais à quoi servent donc le christianisme, les sectes, le clergé, les Églises, les missionnaires et les *saints*, si le peuple anglais demeure toujours dans cette même disposition immorale? Si ceux qui le gouvernent n'ont que l'alternative de ne rien faire ou d'y conformer leur action et leur conduite, vous devriez vraiment appeler l'attention des *saints* sur cette opinion du *Times*, et les forcer ainsi de vous venir en aide dans la défense de leurs propres enseignements si méconnus. Il ne serait pas mauvais de rendre les maîtres religieux du peuple responsables de sa moralité, sinon de son intelligence.

Avez-vous lu la description du métier de soldat que fait sir William Napier? Je la transcris littéralement: « C'est un terrible métier que le nôtre; les droits naturels n'y tiennent aucune place, et tous ses devoirs sont de convention. La guerre exige un tempérament spécial qui mette l'homme au-dessus des faiblesses ordinaires, des besoins et des émotions de l'humanité. Elle exclut toute considération des souffrances du corps, comme des délicatesses de l'âme. Le soldat doit agir ou mourir. » (*Evening Mail* du 17 janvier 1849.) C'est un texte terrible, mais vrai, à offrir à une communauté chrétienne, et il est bien permis de se demander si les hommes ne cesseront pas un jour d'ho-

norer et de récompenser une pareille profession, ou bien s'ils sont à jamais condamnés à la maintenir et à augmenter le nombre de ceux qui s'y livrent.

Vous devez vous attendre aux attaques des militaires et de ceux qui les soutiennent; mais vous pourrez conserver, je l'espère, dans toute cette nouvelle lutte, ce beau calme d'esprit qui a rendu vos efforts irrésistibles lors de l'agitation contre les lois sur les céréales. Fiez-vous à la puissance des sentiments moraux; soyez indulgent envers vos adversaires en tant qu'individus; faites-leur honneur de toutes les vertus que vous pourrez découvrir en eux; limitez vos attaques au système de la guerre, de la force brutale, et vous entraînerez des milliers de cœurs avec vous. Évitez le sarcasme, alors même que la tentation de s'en servir est légitime et grande; car ce serait fournir à l'ennemi le moyen de s'écarter du fond même du sujet, et de se soustraire à l'étreinte de votre raisonnnement principal. Mais je m'oublie, en vérité, et voilà que je vous fais la leçon, moi qui devrais la recevoir de vous. Pardonnez à ma présomption, en souvenir du profond respect que vous m'inspirez, comme vous le savez bien. Mme Combe et moi nous vous prions de vouloir bien agréer pour Mme Cobden et pour vous-même l'expression de nos souvenirs affectueux. Je suppose que Mme Cobden fait comme ma femme, et qu'elle vous suit sérieusement dans tout ce que vous faites.

Je suis, etc. GEORGE COMBE.

XXI.

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

5, Parade, Eastbourne, 23 août 1849.

M. Cobden est en ce moment à Paris, où il prend part au congrès de la paix, auquel, dit-il, il s'attend à voir assister beaucoup de monde. On avait compté sur l'influence du nom de Lamartine pour attirer les gens; mais en ceci on a été quelque peu désappointé. Lamartine, paraît-il, est abattu d'esprit comme de corps, et malheureux. On a choisi alors pour président Victor Hugo, qui est dans une éminente position sociale. M. Cobden me mande que M. Bastiat était allé à Bruxelles, mais qu'il devait être de retour pour l'époque du congrès. A propos de Paris, voici ce qu'il écrit :

« Extérieurement, il a le même aspect qu'auparavant; « mais je crois discerner sur les figures des gens du « peuple un air morne, et lire dans leurs regards « quelque chose qui parle de souffrances dans le passé « et de craintes pour l'avenir. Ceci peut être l'effet « de mon imagination; il me semble bien toutefois « qu'il y a dans toutes les classes des gens inquiets et « chagrins. Il y a eu certainement de terribles souf- « frances, de grandes pertes, et personne n'y a échappé, « depuis le roi jusqu'au cocher de fiacre. »

XXII

Discours de M. Cobden contre l'emprunt pour la guerre, prononcé à une assemblée publique, à Londres.

8 Octobre 1849.

Monsieur le Président et Messieurs,

La résolution que je dois proposer est la suivante : « Le gouvernement autrichien ayant l'intention de contracter un emprunt à l'étranger, les capitalistes et les hommes d'affaires sont conséquemment conduits à s'enquérir de la condition financière dudit gouvernement et des chances probables de remboursement de l'emprunt que l'on se propose de contracter ainsi : or, c'est l'opinion de ce meeting que le gouvernement autrichien n'offre à cet égard aucune garantie valide, il lui est entièrement impossible d'en fournir aucune ; les gens prudents feront donc très bien de ne prendre aucune part audit emprunt. »

Messieurs, j'ai eu, aussi fréquemment qu'aucun homme politique de ce temps, l'occasion de m'adresser à mes compatriotes, et cela dans des circonstances très diverses et dans des lieux très différents. Mais je dirai avec une entière confiance que jamais je ne me suis présenté devant eux comme défenseur d'une cause plus juste, plus humaine et plus conforme en même temps aux saines données de l'économie politique qu'en ce moment même.

On m'a cependant accusé de déroger à ces mêmes données par ma conduite dans la circonstance actuelle, par la raison peut-être que c'était là le point le plus vulnérable chez quelqu'un qui a parlé autant que moi sur la liberté commerciale. Je m'occuperai donc tout d'abord de ce que l'ennemi regarde comme la base solide d'opération. Je dirai qu'ayant parcouru ce pays dans tous les sens, le livre d'Adam Smith à la main, afin de soutenir les principes de la liberté commerciale, c'est aussi ce même livre à la main que je viens dénoncer les emprunts qui font l'objet de cette réunion, et les dénoncer non seulement comme un gaspillage de la richesse nationale, une anticipation imprudente de nos revenus et une consommation stérile de notre capital, mais encore comme une injustice faite à la postérité, en chargeant nos héritiers du fardeau d'une dette que nous n'avons pas le droit de leur faire endosser. Donc, Messieurs, je déclare impolitique, ruineux et injuste le système de prêter de l'argent pour des visées telles que celles de l'Autriche : mais j'entends bien m'en tenir là. Je ne veux pas vous recommander en effet d'aller solliciter du parlement une loi qui défende aux gens de prêter leur argent à qui ils veulent et comme ils veulent. Tout ce que je dis, c'est que je suis venu ici dans l'intention d'y faire modestement, si je le puis, ce que j'ai déjà fait pour le libre échange : c'est-à-dire éclairer le peuple anglais et les autres peuples de l'Europe sur la vraie nature de ces principes et de ces errements dont Adam Smith, David Hume, Montesquieu, Ricardo, Mac Culloch, en un mot tous ceux qui ont écrit sur ce sujet, ont

tour à tour démontré le mal fait à l'humanité et l'injustice en principe.

Je suis venu ici, Messieurs, pour tâcher de prouver à mes compatriotes que, s'ils prêtent le produit de leur âpre et industrieux labeur au gouvernement autrichien, pour être jeté dans le gouffre sans fond des grandes armées et des armements permanents, ils agiront selon un faux principe, et feront tort à la société tout entière. Je suis venu ici pour signaler d'une façon générale l'imprudence d'une pareille façon d'agir ; mais, dans ce cas particulier, je ne veux pas m'en tenir à de simples généralités, j'engage toute personne qui serait tentée de prêter son argent au gouvernement autrichien à bien réfléchir auparavant, parce qu'elle confierait cet argent à une puissance qui trois fois déjà a fait banqueroute.

Après un examen détaillé des finances autrichiennes, M. Cobden a continué en ces termes :

Maintenant je vous demanderai s'il n'est pas très probable qu'une personne qui a fait déjà trois faillites en fera une quatrième si cela lui convient ? Eh bien, le gouvernement autrichien a tous les motifs possibles pour faire banqueroute une fois encore, parce que autrement il lui serait presque impossible d'équilibrer ses finances. Il ne pourra jamais payer ses dettes. Il veut emprunter maintenant 7,000,000 de liv. sterl., dans le dessein de se libérer d'une portion de la vieille dette, et pour obtenir ces 7,000,000 de liv. sterl., il en passera volontiers par des conditions un peu humiliantes ; mais j'avertis tout le monde, soit ici, soit au dehors, que ceci n'est

que le prélude d'une série d'emprunts de la part du gouvernement autrichien.

S'il s'aperçoit que ce moyen est bon pour soulager ses finances, ce premier emprunt sera seulement à ceux qui le suivront ce qu'une goutte serait à l'Océan ; et il faut bien vous rappeler que ceux qui prêteront leur argent les premiers, se verront sacrifiés à ceux qui prêteront le leur plus tard, à des conditions de plus en plus onéreuses pour l'emprunteur. En exposant ces faits, je ne me propose nullement de renseigner MM. Hope et Cie, ou toute autre grande compagnie banquière de Londres, d'Amsterdam, d'Anvers ou de Vienne ; car je comprends parfaitement que pas un liard de cet emprunt autrichien ne sera peut-être remboursé. L'opération pourrait être encore très profitable à ses intermédiaires, à ses agents et banquiers, qui puisent dans la bourse de leurs connaissances et de leurs clients. Mais je tiens en main l'annonce qu'a fait insérer dans nos journaux le gouvernement, et c'est ce qui justifie ma présence ici aujourd'hui.

Nous ne nous sommes pas réunis pour discuter les finances et les affaires de l'Autriche, pour mettre à nu ses plaies, pour lui dire de ces dures vérités qu'elle ne nous demande pas. Mais voici, je le répète, une annonce qui a été insérée dans nos journaux aux frais, je le crois, du gouvernement autrichien, et elle invite tout le monde à souscrire à l'emprunt qu'il sollicite. Les rédacteurs de cette annonce y mettent tant de complaisance et tiennent tant à n'exclure personne, qu'ils abaissent le minimum de souscription à un taux aussi modéré que 100 florins,

soit 10 liv. sterl. On prétend que l'essence de la lettre d'une dame se trouve dans son post-scriptum; à mon tour j'appelle l'attention de tout le monde, soit ici, soit ailleurs, car je ne parle point ici pour mes seuls concitoyens, je parle aussi pour les Hollandais, les Allemands, les Français. Voici le dernier paragraphe de cette annonce: « Tout souscripteur, y lit-on, d'une somme au-« dessus de 25,000 florins, ou toute personne qui recueil-« lera des souscriptions dont le total dépassera cette « somme, recevra une commission d'un quart pour cent « sur le montant des paiements effectués. » Eh bien! que diriez-vous, je vous le demande, si un boutiquier de Londres, s'avisait d'afficher à sa fenêtre un avis annonçant « que quiconque lui amènerait un client « qui achèterait pour cinq schillings de pommes de « terre ou d'autres légumes, recevrait une commission « de deux deniers sur cette somme? » N'est-ce pas que vous passeriez d'un autre côté, et que vous vous garderiez de rien acheter dans cette boutique? Vous diriez en vous-même: Si cet homme vendait de bonnes marchandises, s'il était honnête dans son trafic, s'il n'avait jamais fait quelque laide banqueroute, commis peut-être quelque vol, aurait-il besoin d'une prime pour se faire des clients? Je voudrais que les petits capitalistes que l'on invite à mettre 10 liv. sterl. dans cette loterie où il n'y a pas de lots gagnants, se convainquissent bien que nous n'avons nullement la prétention de convertir aucun de ces banquiers, agents ou courtiers d'Amsterdam ou de Vienne, dont la mission est de trouver des personnes imprévoyantes et de les amener à

souscrire pour 25,000 florins. Nous ne nous attendons pas non plus à ce que les organes de ces personnages, — et ils sont assez nombreux, — s'opposent à ce que je viens de dire par des arguments sérieux. Ils feront ce qu'on leur dictera, et diront beaucoup de mal de moi. Ceux à qui je m'adresse, ce sont les petits capitalistes, les gens imprévoyants, les ignorants, et s'ils veulent bien m'écouter, je leur indiquerai le moyen de s'assurer de la véritable opinion des hommes de finance à l'endroit de cet emprunt. MM. Hope et Cie, d'Amsterdam, ses agents, l'ont offert à des conditions qui en feraient ressortir, si elles sont exécutées, un intérêt de 5 3/4 p. 0/0. Imaginons maintenant qu'un Hollandais avisé se rende dans les bureaux de MM. Hope et Cie, et qu'il leur tienne ce langage : Vous m'offrez de participer à un emprunt, lequel me donnerait 5 3/4 p. 0/0 d'intérêt, c'est-à-dire un intérêt presque double de celui qui s'obtient d'ordinaire à Amsterdam. Je me contenterais volontiers de 4 p. 0/0, pourvu qu'ils fussent sûrs ; or, je me propose de prendre pour 25,000 francs de votre emprunt. Allouez-moi ces 4 p. 0/0 d'intérêt, et je vous abandonnerai le 1 3/4 p. 0/0 qui reste, à condition que vous mettrez votre endos sur mon titre, ce qui sera sa garantie de remboursement. Non, non, lui répondraient MM. Hope et Cie, vous ne jouerez pas la maison de cette façon-là, vous pouvez en être sûr.

Je causais l'autre jour avec un financier de Lombard-Street, homme tenu pour très capable, même dans ce quartier de gens capables, doué d'une grande expérience et d'une grande sagacité, qui est, je puis l'ajouter,

plus fréquemment consulté, en matière financière, qu'aucun de ses confrères, tant par le gouvernement que par les commissions de la Chambre des communes, et je lui demandais son opinion sur l'emprunt autrichien. « Je ne crois pas, me répondit-il, que l'on arrive « à recueillir 5,000,000 de francs en Angleterre, et, « certainement, on ne prendra pas pour un shilling de cet « emprunt dans l'intention de le garder. » Assurément, les capitalistes ne voudraient pas en garder une obole. S'ils y prennent part, ce sera dans l'intention bien arrêtée d'en négocier avantageusement les titres et de les transférer à quelques pauvres diables, moins bien informés du peu de sécurité de leur gage, et qui perdront ainsi leur argent. C'est sur cette classe de prêteurs ignorants et naïfs que la perte retombera. J'ai connu, il y a bien des années, quand j'habitais Londres, un manœuvre qui n'avait pour soutenir sa famille que ses gains hebdomadaires, et pourtant cet homme avait dans sa poche des obligations espagnoles d'une valeur nominale de plus de 50,000 francs. Elles ne valaient pas plus que des chiffons de papier; mais je n'ai jamais entendu dire que les grandes maisons qui avaient négocié ou placé ces obligations se soient ruinées. Elles ne passèrent par leurs mains que pour tomber dans celles de pauvres hères comme le portefaix, qui, n'ayant ni l'expérience, ni l'habitude de telles affaires, se laissent ainsi attraper. C'est pour eux que je lance ici mes avertissements. Maintenant, puisqu'il est bien connu qu'il n'est pas un mot dont je me sers ici qui sorte des bornes de la modération et de la vérité; puisqu'il est certain qu'il

n'est pas un banquier de Lombard-Street qui n'endossât l'opinion que j'émets sur le caractère de cet emprunt, n'est-ce pas, je le demande, une chose humiliante, haïssable et dégradante, que de voir les organes principaux de la presse se servir de leur influence, non pour couvrir comme d'un bouclier les imprévoyants et les naïfs, mais bien pour seconder les desseins de ceux qui ont assez de finesse et d'habileté pour se protéger eux-mêmes ? Ces journalistes n'y vont pas de franc jeu, — et je ne les en blâme que davantage. — Ils ne disent pas ouvertement, avec l'autorité qui appartient à leur plume, que l'Autriche est digne de confiance, que son emprunt est un bon placement. Non, ils ne font rien de semblable; mais ils font néanmoins leur besogne de leur mieux, procédant par voie d'insinuation, de conseil indirect, du travestissement de la pensée des hommes qui disent toute la vérité et qui s'efforcent de faire le jour sur cette affaire. Quand je m'intéresse à une question d'ordre public comme celle-ci et que je m'aperçois qu'au lieu de réfuter mes arguments, on m'attaque personnellement, je tiens cette tactique pour un signe de la bonté de ma cause. Mais ces personnes ne sont pas les seules à regarder avec défaveur l'assemblée d'aujourd'hui, et je n'hésite pas à dire qu'il n'y a pas un gouvernement en Europe qui la regarde d'un œil favorable. L'Autriche n'est pas seule à voir ce meeting d'un mauvais œil, je ne crois pas qu'il sourie beaucoup à notre gouvernement lui-même. Je le dis parce que ceux des organes de la presse qui s'inspirent spécialement des intentions du gouvernement, entre autres un journal fondé pour être l'interprète par excel-

lence des principes d'économie politique énoncés par Adam Smith, comptent au premier rang des adversaires de cette réunion; mais moi, Messieurs, je la regarde comme le germe d'un grand mouvement qui finira, je l'espère, par dévoiler les véritables visées de chaque emprunteur, par révéler, s'il y a lieu, leur état insolvable, et vouer à l'exécration publique le but habituel de cette sorte de demande. Quant à l'emprunt actuel, la Russie y semble aussi intéressée que l'Autriche elle-même, car je ne saurais séparer les deux pays. Vous vous rappelez peut-être ce que j'ai eu l'occasion de dire ici même des finances russes. Je suis tout prêt à répéter mes paroles, sans tirer vanité d'ailleurs de ce que je connais mieux que d'autres l'état de ces finances. Le hasard m'en a fourni les moyens, et peut-être n'y a-t-il pas cinq ou six Anglais qui aient eu la même chance de pouvoir se renseigner sur les lieux mêmes, et d'après des données authentiques, sur le véritable état des ressources de la Russie. Eh bien! je le redis: ce que le gouvernement de ce pays laisse connaître à cet égard n'est qu'une gigantesque imposture. Il y a des hommes dans l'Europe occidentale qui savent bien qu'en parlant ainsi, je demeure dans la vérité stricte, quoique, pour leur compte, ils se prêtent à propager une illusion contraire. Vous avez pu voir dans les journaux que le gouvernement russe a pris pour 50,000,000 de francs de l'emprunt autrichien, qu'il se propose également de souscrire à l'emprunt papal, et de prêter au grand-duc de Toscane. Ces annonces ne sont qu'une ruse de guerre : ceux qui les insèrent dans les journaux sont

des agents de la Russie, et ils n'ont d'autre but que de jeter de la poudre aux yeux des gens. L'an dernier le gouvernement russe a dépensé plus que son revenu, et, cette année-ci, le déficit est énorme. Il n'a pas encore liquidé les frais de sa campagne de Hongrie. Il a levé des contributions forcées, il s'est approprié les impôts des provinces que ses troupes traversaient, et a donné, en échange, des bons de son Trésor. Aujourd'hui, la seule alternative qui lui reste est celle d'augmenter son papier-monnaie et de faire de nouveau faillite, ou de solliciter un nouvel emprunt de l'Europe occidentale. Mais que la Russie sache bien qu'au moment où elle s'adressera à l'Angleterre, nous serons là pour lui répondre.

Ce ne sont pas seulement des raisons d'ordre économique ou d'intérêt national qui font que je m'oppose à ces emprunts; je veux attaquer le système même sur lequel ils reposent. Pour quel motif demande-t-on tout cet argent? L'Autriche, aidée de son alliée barbare, vient de terminer une guerre cruelle et impitoyable, et maintenant elle tend ses mains ensanglantées à d'honnêtes Hollandais et à d'honnêtes Anglais, les priant de lui fournir le moyen de solder les frais des dévastations qu'elle a commises. Il importe peu qu'elle emprunte après la guerre, au lieu d'avoir emprunté auparavant; toujours est-il que cette guerre, elle n'a pu la faire qu'à l'aide de contributions forcées et d'emprunts également forcés, en échange desquels elle donnait des bons du Trésor, qu'elle espérait bien qu'un emprunt au dehors lui fournirait plus tard les moyens de rembourser. Mais

ce sont là des procédés brutaux et injustifiables. La Providence a heureusement voulu que la guerre tendît à se détruire elle-même; et, si les pays qui la font restaient livrés à eux seuls, elle se terminerait promptement. Mais ce système d'emprunt à l'étranger qui convie l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, la France, à solder l'armement, l'habillement et les vivres des belligérants, ce système n'est propre qu'à perpétuer les horreurs de la guerre, et ceux qui prêtent leur argent pour un pareil usage, n'ont pas même l'excuse de ces considérations plus ou moins spécieuses que les hommes invoquent pour justifier devant leur conscience le recours à l'épée. Ces prêteurs ne peuvent plaider ni le patriotisme, ni la nécessité de se défendre eux-mêmes, pas même la colère ou la passion de la gloire militaire. Non ! ils s'asseyent froidement à leur bureau et calculent les chances de bénéfice ou de perte qu'ils entrevoient pour eux-mêmes dans cette partie où des vies humaines sont les enjeux. Ils n'éprouvent même pas la satisfaction brutale et sauvage que ressentait l'ancien païen lorsqu'il allait louer une place à l'amphithéâtre, afin de repaître ses yeux du spectacle sanguinaire des gladiateurs mourant dans l'arène. En terminant, je prie les capitalistes de tous les pays de se souvenir qu'il y a des moments où il convient de ne pas oublier que la propriété a ses devoirs aussi bien que ses droits. J'exhorte donc les amis de la paix et du désarmement, quelque part qu'ils se trouvent, à répandre autant qu'ils le pourront de plus saines notions sur ce sujet des emprunts de guerre, et ce serait rendre service aux capitalistes du monde que

de leur apprendre qu'en oubliant leurs devoirs, ils risquent fort d'aventurer leurs droits.

XXIII

M. Salis-Schwabe à Mme Rich, née Mackintosh, sur la concurrence, l'association et le socialisme.

Crumpsall-House, 14 mars 1850.

Ma chère Dame,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre que vous avez adressée à ma femme au sujet de la concurrence et de l'association. Sans doute, l'inégalité qui se manifeste dans la condition sociale des hommes, surtout dans les grandes villes, est une chose frappante, et il est bien naturel que l'on cherche de toutes parts les moyens d'y remédier. Je crois voir que M. Mill et quelques économistes penchent beaucoup vers les doctrines de Louis Blanc et autres socialistes français, à savoir : que la concurrence tend nécessairement à la dégradation et à la misère des classes ouvrières, et qu'elle n'est avantageuse à personne, si ce n'est à un petit nombre de gens sans scrupule : on propose en conséquence de refondre la société suivant le principe d'association. Je reconnais volontiers que M. Maurice et d'autres personnes bienveillantes poursuivent un but louable en cherchant à

protéger les tailleurs et les couturières contre les conséquences, soit de l'excessive concurrence qu'ils se font entre eux, soit de la mauvaise habitude de vendre des vêtements mal confectionnés, que l'on signalait dans les colonnes du *Chronicle*.

Il est même probable qu'une pareille entreprise réussira, du moins sur une petite échelle, puisqu'elle a bien commencé, et qu'elle sera soutenue par la main de la charité. Mais lorsqu'on propose d'appliquer le principe d'association à toutes les branches de commerce, et d'en chasser absolument la concurrence, c'est tout autre chose, et je ne dois pas cacher qu'à mon sens, on ne saurait rien imaginer de plus absurde ou de plus nuisible.

L'erreur fondamentale du système est celle-ci : tous les arrangements de cette sorte se basent sur les bénéfices, et sur quelque chose qui ressemble à une demande régulière. Mais s'il arrivait que le commerce s'interrompît, la consommation et la production ne pourraient s'équilibrer, et l'exportation se solderait en perte; qu'il survienne, en un mot, un de ces mille accidents auxquels le commerce est quotidiennement sujet, qu'adviendra-t-il, je vous prie, de vos ouvriers associés ? Dans l'état actuel des choses, on voit tous les jours qu'un fabricant continue longtemps ses affaires à perte, sans réduire les salaires de ses ouvriers. Ses grands capitaux le mettent à même d'agir ainsi ; il n'est point rare, lorsque le commerce reprend, qu'il se remette de ses pertes. Mais aucun capitaliste ne consentirait à s'engager dans une entreprise sous la condition d'en

partager les bénéfices avec ses ouvriers, alors même que sa part à lui-même serait plus forte que la leur, et qu'il serait formellement assuré de l'intérêt de ses capitaux, car il n'ignore pas qu'il serait seul chargé de supporter la perte, s'il y en avait. Il serait presque impossible d'obtenir le consentement des ouvriers pour les grosses dépenses ; on serait forcé d'abandonner les grandes entreprises, et la source des inventions mécaniques se tarirait subitement. L'ouvrier s'exposerait à des responsabilités et à des inquiétudes sans nombre, qui lui sont à présent étrangères. Pour faire quelque chose de grand, de médiocre même, en fait d'industrie manufacturière ou de haut commerce, il faut en effet l'effort soutenu, la libre volonté et l'énergie d'une seule personne, ou d'un petit nombre de personnes qui s'entendent parfaitement.

Les socialistes regardent la concurrence comme un mal sans mélange. Les fabricants et les commerçants sont forcés, disent-ils, pour produire ou vendre à meilleur marché que leurs voisins, de réduire les salaires de leurs ouvriers, comme d'abaisser peu à peu la qualité de leurs articles. Je sais bien que cette manière d'agir n'est que trop commune ; mais je suis persuadé aussi qu'un grand nombre de producteurs suivent une marche toute différente et que, cherchant uniquement à primer leurs concurrents par l'excellence de leurs propres produits, ils s'efforçent de se procurer de bons ouvriers, qu'ils paient en conséquence.

Du reste, on ne trouve pas de concurrence, elle n'existe pas ou n'existe que fort peu parmi les ouvriers

eux-mêmes ; ils ont le droit de se coaliser dans le but de dicter des conditions à leurs patrons, lorsque la raison se trouve être de leur côté ; et arrive-t-il que leur travail soit très demandé, le patron est presque toujours forcé de céder. Il faut bien reconnaître que c'est à la concurrence que nous devons un grand nombre des aises et des commodités dont toutes les classes de la société jouissent à cette heure. Le système du partage égal des bénéfices entre les ouvriers, aurait aussi l'effet de décourager l'habileté et la diligence, car il faudrait changer la nature humaine pour que le bon ouvrier ne se lassât point bientôt de travailler pour son camarade paresseux ou incapable. Et, comme résultat final, la main-d'œuvre prise en masse se détériorerait de jour en jour.

Quelques remarques comme celles-ci, ne suffisent pas dans la discussion d'une question aussi vaste. Il est certain que les efforts faits en ce moment à Londres par quelques ouvriers et quelques pauvres femmes, et auxquels des personnes bienveillantes prêtent leur concours, auront un effet moral sur les patrons qui manquent de réflexion ou qui ont le cœur dur. Le *Chronicle* a eu bien raison de divulguer certaines énormités que les patrons ne devraient plus commettre. Mais il faut se garder d'aller trop loin ; et si on réussit par hasard à généraliser l'application du système coopératif dans l'industrie et le commerce de ce pays ou de tout autre, je crois que le dernier mot de cette révolution serait un surcroît de misère pour les classes ouvrières, la ruine des patrons et un bouleversement

total dans les rapports sociaux. Je crains que la France n'ait à subir cette calamité. Mais, à l'égard de notre pays, efforçons-nous d'alléger les charges qui pèsent sur les classes industrielles, d'affranchir de plus en plus le commerce, et de réduire nos dépenses nationales autant que notre sûreté le permettra. Enfin, si nous instruisons le peuple, si nous faisons tout notre possible pour le rendre sobre, prévoyant et vraiment religieux; si enfin la presse signale les abus partout où ils se cachent, nous n'aurons pas besoin de tenter l'épreuve terrible d'une régénération ridicule de la société.

Mais déranger les relations qui existent actuellement entre le patron et l'ouvrier, mais établir la participation de celui-ci aux profits, ce serait faire la partie belle au communisme, c'est-à-dire à la propriété en commun, perspective peu attrayante, et dont l'accomplissement serait bien fait pour effrayer tout le monde.

Jadis la vie sociale et politique des peuples dépendait de quelques personnes entre les mains desquelles la masse du peuple n'était qu'un instrument. Mais, depuis la Révolution française, le principal acteur sur la scène du monde, c'est le peuple. Le pouvoir lui appartient maintenant, et force est bien de faire attention à l'impulsion que l'on donne à son énergie, si souvent mal dirigée. Vous savez qu'une boule de neige produit quelquefois une avalanche. Cette lettre s'est allongée plus que je ne le voulais d'abord ; mais peut-être elle vous fera passer une heure pendant votre voyage à Paris. Si vous y restez jusqu'au mois de mai ou même jusqu'à la

fin d'avril seulement, il est possible que nous nous y rencontrions.

Ma femme a eu un fort accès de grippe, mais à présent elle est presque guérie. Mille choses affectueuses de nous deux pour vous-même et votre cercle philanthropique.

Je suis, ma chère Dame, votre dévoué,

S. SCHWABE.

XXIV

Le pasteur F.-D. Maurice à Mme Rich, sur la concurrence, l'association et le socialisme.

Tunbridge-Wells. Ephraïm-Lodge, 28 mars 1850.

Ma chère Dame,

Je vous suis bien reconnaissant de m'avoir communiqué la lettre de votre ami, M. Schwabe. Elle exprime avec intelligence et bienveillance les sentiments et les opinions de toute une classe de nos concitoyens, nombreuse, respectable et influente, dont l'expérience et la façon de voir les choses méritent une grande attention, même quand elles affectent une forme dogmatique et intolérante. Vous avez dû vous apercevoir qu'il se trompe sur notre plan, quand il affirme que, dans une association d'ouvriers, tous doivent être éga-

lement payés. Il est inutile d'invoquer à cet égard la nature humaine; car, à l'exception de Louis Blanc, je ne sache pas qu'un partisan quelconque de la coopération ait indiqué ou recommandé cette pratique-là. M. Chevalier, qui depuis une vingtaine d'années a été mêlé à toutes les théories socialistes, et qui, plus que tout autre, s'est employé à les mettre en œuvre, soutient non seulement qu'il faut payer les ouvriers à la semaine, selon le travail qu'ils ont fait, mais il prétend encore que le partage final des bénéfices devrait suivre la même règle. Si incompétent que je sois sur le sujet, je suis tout à fait enclin à partager le sentiment de votre correspondant sur le danger qu'il y aurait à assimiler, sous le rapport des salaires, les diligents et les paresseux, les capables et les incapables. Quand il fait cette concession précieuse et importante, que cette pensée peut être poussée à l'excès, il me semble qu'il tranche toute la question, et qu'il confesse que ce n'est pas alors cette loi-là qui doit présider au commerce et régler la vie humaine. Quelques modifications que M. Schwabe trouve raisonnable d'y apporter, la concurrence ne devrait agir qu'à titre d'excitation complémentaire et de stimulant nouveau chez les hommes, déjà mus par des mobiles d'un autre ordre; ces mobiles une fois bien déterminés et leur ascendant accepté, la concurrence ne serait plus menaçante, et on pourrait sans crainte reconnaître ses droits légitimes. Présentement elle se vante d'être l'inspiration dominante des hommes, et c'est là le mal, car la raison déclare, et une pénible expérience a prouvé que, maîtresse incontestée, elle est

destructive pour la société, car elle excite chacun contre son voisin et l'anime contre lui. Aux yeux mêmes de votre correspondant, le bon patron est celui qui, dans sa conduite envers ses ouvriers, subit le moins l'influence de ce principe, et qui s'efforce d'en régler l'application en la tournant vers la production des meilleurs produits et non des moins chers. J'accepte la définition, et je crois sincèrement que, plus nous encouragerons le principe d'association, plus nous aurons de bons patrons.

Votre correspondant le croit aussi ; seulement il encourage implicitement les ouvriers à s'associer plutôt pour organiser les grèves que pour travailler. Naturellement, en tout ceci, je reconnais mon incompétence complète ; toutefois, le bon sens m'amène à penser que chaque grève qui réussit, tend à donner aux ouvriers un sentiment excessif et dangereux de leur propre puissance, et leur laisse un grand mépris de leurs patrons. Celles qui ne réussissent pas, les poussent à des actes sauvages et désespérés. En proposant de tourner vers une autre direction cet incessant désir d'association qui, en ce moment surtout, paraît les dominer, je crois favoriser la cause du bon ordre, et diminuer la haine contre le capital. De cette façon, nous pourrions aider les manufacturiers beaucoup plus efficacement qu'ils ne s'aideront eux-mêmes, s'ils se bornent à pousser un *tolle* contre le socialisme. Ce que dit votre correspondant de l'impossibilité que de simples ouvriers se risquent dans de grandes entreprises, ne manque pas d'une certaine importance comme considération finale. Il est certain que, le voulût-on autrement, l'on ne pourra appliquer le prin-

cipe d'association qu'à ce genre d'entreprises dont les profits ne se font point attendre, ou deviennent l'occasion de spéculations extravagantes et ruineuses. Si les grandes entreprises commerciales exigent la coopération et la prééminence du capitaliste, — et je ne suis nullement disposé à le nier, — eh bien! c'est là qu'il trouvera son vrai terrain. Je crois que tôt ou tard il sera forcé d'accorder à ses ouvriers une part dans ses propres bénéfices ; mais je doute très fort qu'il les trouve disposés à contrecarrer ses vues et ses desseins sur la meilleure manière de réaliser les profits définitifs, pour peu qu'il les traite équitablement et qu'il leur fasse des avantages proportionnés à leurs services, avantages qui naturellement s'interpréteraient à titre de déduction sur les gains futurs. Tout ce que j'ai pu personnellement observer, indique que les ouvriers sont toujours très contents de déférer aux vues du capitaliste expérimenté et intelligent, s'ils voient que celui-ci prend à cœur leurs intérêts et les confond avec les siens. Je suis convaincu que le principe d'association s'est trop emparé de l'esprit des classes ouvrières pour qu'une puissance quelconque pût le combattre heureusement, tout dépend de la manière de le mettre en œuvre : suivant l'occurrence, il peut être bon ou mauvais, réparateur ou destructeur. Il me semble, en tout état de cause, que chaque membre de nos classes moyennes ou manufacturières, devrait bien se demander ce que l'on peut faire pour diminuer le mal actuel. . . . . .

. . . . . .

F. D. MAURICE.

XXV

M Salis-Schwabe à Mme Rich sur le même sujet.

Crumpsall-House, 6 avril 1850.

Ma chère Dame,

Vous désirez savoir mon opinion sur l'exposé de principes que vous a communiqué votre ami, le révérend F. D. Maurice, dans sa lettre du 28 mars. On ne peut un moment révoquer en doute son sincère désir d'appliquer quelque remède à la détresse qui l'entoure dans votre vaste capitale ; seulement je pense qu'il poursuit une ombre et, de plus, qu'il fait, sans le savoir ou le vouloir, beaucoup de mal. Comme preuve de ce que j'avance, je vous envoie un numéro du *Leader*, journal hebdomadaire, qui vient de paraître. Je vous prie de lire l'article intitulé « Socialisme chrétien », où la brochure de votre ami reçoit des louanges, et où son apparition est qualifiée d'événement important. Lisez aussi l'article premier et les lettres sur « Open council » ; la réponse de votre révérend ami à ma lettre peut se résumer en très peu de mots, savoir : « Que le socialisme est au milieu de nous ; qu'il se répand tous les jours, et que nous ferons bien de nous y soumettre tout de suite, la lutte étant inutile. » Maintenant une première question se pose : c'est celle de savoir si le socialisme est un bien ou un mal. Si c'est un bien, soutenons-le ; si c'est un mal au

contraire, élevons la voix contre lui. Puisque M. Maurice paraît avoir quelques doutes sur le sujet, vous pourriez peut-être l'amener à faire quelques réflexions avant de donner définitivement à ce principe l'appui de sa position et l'autorité de son nom. Il a dû s'apercevoir de la crainte qu'a inspirée en France l'avénement des socialistes au pouvoir. On ne peut pas dire que cette crainte soit chimérique : dans une pareille voie, la foule égarée ne s'arrête pas à mi-chemin. Pour elle, il s'agit de tout ou rien : des hommes ambitieux ou des rêveurs artificieux, ont soufflé au cœur d'une multitude ignorante le désir d'une égalité complète de droits et de biens ; ce désir essaie à cette heure de se donner libre cours d'une façon ou d'une autre. Depuis des années, l'esprit du peuple français est troublé par les excitations des écrivains socialistes et communistes. La République en est le résultat. Ayant obtenu des institutions républicaines, il est bien naturel que les socialistes essayent de dominer l'État. Est-ce que votre ami serait disposé à accepter un pareil résultat pour son propre pays ? Assurément non. Eh bien ! qu'il réfléchisse qu'à son insu, il aide à enfanter ce « Frankenstein ».

Je ne suis pas d'accord avec votre correspondant quand il prétend que j'ai cédé ; qu'en reconnaissant que l'on peut pousser la concurrence trop loin, j'ai abandonné toute ma position. On peut en dire autant de toute chose, quelque bonne qu'elle soit en elle-même ; quant à la concurrence, on ne peut la supprimer, et le pourrait-on qu'on ne le devrait pas. Elle est inséparable de la nature et des institutions humaines ; la

dépeindre comme un monstre qui domine tout et engloutit tout, c'est tomber dans une grosse exagération. Si tous les ouvriers tailleurs de Londres se formaient en associations coopératives, les cinquante ou les soixante sociétés qui se formeraient ainsi, entreraient bientôt en concurrence les unes avec les autres. Il y a plus, les personnes bienveillantes qui présentement sollicitent du secours pour la seule association qui existe encore, se trouveraient bientôt en concurrence elles-mêmes avec les protecteurs des associations nouvelles. Il en résulterait des conséquences toutes pareilles à ce qui se passe actuellement ; les bas prix l'emporteraient jusqu'à ce que le nombre de tailleurs diminuât ou que la demande de leur travail augmentât dans de grandes proportions.

Chaque fois que la concurrence paraît devenir excessive et nuisible, c'est au christianisme d'intervenir avec ses divins préceptes et de remédier à ces maux, autant qu'il est possible aux hommes de le faire. Le christianisme jouerait ainsi un rôle beaucoup plus noble qu'en associant son nom sacré à l'effort du « socialisme », ce poison subtil qui s'infiltre à cette heure dans l'esprit de nos populations.

Veuillez agréer, ma chère Dame, l'assurance de mon dévouement sincère.

Salis SCHWABE.

XXVI

Notes de M. Salis Schwabe après sa visite à Paris en 1850, avec un résumé de ses entretiens avec Lamennais, Girardin, Cormenin, Michel Chevalier, Bastiat, Guizot et Lamartine.

Le séjour que je viens de faire à Paris, a eu lieu dans des circonstances assez remarquables ; c'est pourquoi je me suis décidé à prendre des notes sur mes entrevues avec quelques hommes au courant des affaires de la France, ce pays extraordinaire, qui semble destiné à servir d'avertissement et d'exemple aux autres. Je désirais surtout me bien renseigner sur le « socialisme », sur ce qu'il est réellement et sur la chance qu'il y a de le voir plus tard influer sur les conditions sociales et politiques de l'Angleterre. Les premiers Français avec lesquels je me suis abouché, semblaient le traiter plutôt comme spéculation que comme fait ; il est évident toutefois que non seulement dans toutes les basses classes, mais même dans une bonne partie des classes supérieures, on est pénétré de l'idée que la distribution des richesses pèche complètement par la base. Ces socialistes pensent que la loi devrait intervenir pour changer cette distribution, de façon que la nourriture, l'habillement et toutes les nécessités de la vie fussent assurés à quiconque serait disposé à donner son travail en échange. Et ils croient que ce qui empêche ce changement de s'opérer facile-

ment, c'est d'abord la cupidité d'une grande portion des classes supérieures, puis la concurrence, qui, dans l'opinion des masses, tend à faire baisser les salaires et à réduire les ouvriers à la misère.

Les candidats socialistes se présentent donc comme des amis de l'humanité ; et il leur est facile, ainsi qu'à leurs journaux, d'exciter les passions de la multitude, sans qu'ils aient besoin d'énoncer un plan spécial pour l'accomplissement de leurs desseins. D'autre part, les conservateurs, composés de personnes de toutes les nuances d'opinion, tels que légitimistes, orléanistes, bonapartistes, etc., redoutent quelque calamité, qu'ils croient voir planer mystérieusement au-dessus d'eux, et qu'il ne leur est pas donné de conjurer par une lutte ouverte. Tous ces partis regardent la possession du pouvoir politique comme la solution de toutes les difficultés, sans bien savoir ce qu'ils feraient le cas échéant. Pour les conservateurs, socialisme et spoliation sont des mots synonymes, et, dans mon opinion, l'égalisation des diversités de fortune telle que les socialistes la conçoivent, ne peut se réaliser en effet que par la spoliation.

Personne n'a rien proposé de vraiment réalisable, par exemple : la réduction de l'armée, l'extension du commerce, l'encouragement de l'industrie par l'abolition des lois prohibitives, ou par la révocation graduelle des droits protecteurs. Il existe un petit noyau de prudents économistes aussi, qui sont complètement convaincus que ce n'est que de cette manière-là qu'il est possible de favoriser la prospérité publique et de la

répandre. Malheureusement, ces hommes, tels que MM. Chevalier, Frédéric Bastiat, Horace Say, ne sont pas orateurs, et leurs écrits n'ont pu faire qu'une faible impression sur l'esprit du peuple. Néanmoins, ils ont aidé à modérer l'influence de Proudhon et autres ultra-socialistes : témoin la correspondance de Bastiat avec Proudhon sur l'intérêt et le capital. Il est difficile de croire que le second ait pu sérieusement soutenir qu'aucun capitaliste n'a le droit de réclamer l'intérêt de ses capitaux. Lamennais et Carnot conservent pourtant encore leur idée ridicule d'un « crédit gratuit sur une garantie matérielle et morale ». Toutes ces théories ne seraient pas à craindre s'il n'était possible qu'un jour ou l'autre, le parti socialiste réussît à donner à ses plans une sanction législative ; ils feraient plus de mal en deux mois que des années n'en pourraient réparer.

L'ABBÉ DE LAMENNAIS.

L'abbé de Lamennais me dit que la tentative du gouvernement pour changer la loi électorale était éminemment regrettable. Le peuple était content et tranquille ; mais les conservateurs, par leurs actes malavisés, faisaient tout ce qu'il fallait pour le pousser à une insurrection. Sachant que le socialisme était le principal objet de mes recherches, il me dit que le socialisme n'avait ni plan, ni système général, et qu'il visait simplement à l'amélioration de l'état des basses classes sociales. Il ajouta qu'autrefois la société française était divisée en trois classes : la noblesse, le clergé et le tiers

état, et que les deux premières classes avaient, pendant des siècles, exploité la dernière; mais qu'à son tour le tiers état s'était subdivisé en deux classes : la bourgeoisie et les ouvriers, ou plutôt les patrons et leurs ouvriers. Les premiers s'étaient réservé à eux-mêmes toutes les jouissances du bien-être et de la richesse; ils étaient devenus puissants, tandis que la masse des ouvriers demeurait languissante et souffrante. Pour porter remède à cette situation, il fallait deux choses : l'instruction gratuite pour tout le monde, et le droit d'association reconnu aux ouvriers ainsi qu'aux patrons.

Ces deux conditions paraissent assez raisonnables; mais il y a un point délicat. L'ouvrier a besoin de capitaux, et il ne peut pas les obtenir, car il n'offre pas de « garantie matérielle » : il ne peut donner qu'une garantie morale. Il lui faut de l'aide, et on propose d'établir des banques ou « caisses » dont la fonction serait d'avancer de l'argent aux travailleurs de bonne conduite. Tous les ouvriers appartiendraient à une association qui ne recevrait que des ouvriers ayant de la moralité, et qui donnerait caution pour ses membres. Mais de quelle façon ces banques seraient constituées et d'où elles tireraient leur capital, c'est ce que je n'ai pu apprendre.

Lamennais pensait que dans les villes il n'y avait aucun danger à craindre de ces doctrines et de ces projets; mais il confessait que, dans les campagnes, les esprits étaient bien troublés, les paysans étant persuadés que le sol et les édifices qui le recouvrent leur appartiennent de droit. Il ne paraissait pas très improbable qu'à

une époque peu éloignée peut-être, une espèce de nouvelle jacquerie surgirait; mais l'intelligence supérieure des gens des villes les mettrait promptement à même de réprimer un pareil mouvement. Ceci, en somme, n'est guère rassurant!

Lamennais est un petit viellard un peu délicat, mais rempli d'intelligence et de vivacité. Il s'éleva fort contre « l'usure », voulant parler, à ce que je compris du moins, du système hypothécaire, qu'il accuse de réduire les propriétaires terriers à l'impuissance et au dénûment. Notre temps était si limité qu'il n'eût pas été raisonnable de l'interrompre dans ses propos, qu'il débitait vite et abondamment; autrement, j'aurais aimé qu'il m'expliquât ses propres opinions plus au long. J'avais envie de lui poser ce cas d'une personne qui achète une propriété au prix de 100,000 francs, qu'elle paie moitié avec ses propres fonds, moitié avec 50,000 francs qu'elle emprunte et qu'elle garantit sur hypothèque, et de lui demander s'il trouvait les droits de l'*usurier* qui avait fourni les 50,000 francs complémentaires aussi valables, moralement et politiquement parlant, que ceux de l'acquéreur lui-même.

M. DE GIRARDIN.

Ma seconde entrevue a été avec Émile de Girardin. C'est un homme de haute capacité, âgé d'environ quarante-cinq ans. Il me dit qu'il s'était jadis opposé à l'alliance anglaise, mais que, depuis Février 1848, ses opinions à cet égard s'étaient modifiées, à condition,

cependant que l'Angleterre marchât en avant sur le terrain des réformes civiles. Il qualifia, lui aussi, la nouvelle loi électorale de mesure de provocation ; il pensait, néanmoins, que le peuple resterait tranquille. Cette entrevue a été courte et très peu intéressante, M. de Girardin étant évidemmment fort occupé à ce moment-là.

M. DE CORMENIN.

M. de Cormenin a environ cinquante-six ans. On prétend qu'il a beaucoup contribué par ses écrits à la chute de Louis-Philippe. Il m'a parlé sans que je l'interrompisse pendant toute une demi-heure. Il semble très persuadé que la France est complètement à la merci de l'imprévu, que la population de Paris est la plus spirituelle du monde, mais qu'elle a, comme tous les Français d'ailleurs, une affection innée pour l'épée et la poudre à canon. Il prétend qu'il n'y a point d'ouvrier tranquillement assis au travail qui, en entendant des coups de fusil dans la rue, ne saisirait son arme et ne prendrait part au combat, sans trop se soucier de quel côté il se trouverait. Il pense que, si les rouges l'emportaient encore à l'aide d'une nouvelle émeute, ils feraient immédiatement des recrues dans toute la France, les lanceraient aux frontières, et déclareraient immédiatement la guerre à tous les gouvernements, car ils ne veulent voir autour d'eux qu'un cercle de républiques. M. de Cormenin trouve qu'en ce moment, la réunion d'un congrès pacifique serait tout à fait absurde, et que

jamais la paix ne pourrait compter moins de sincères adhérents en France qu'à cette heure même. Aux yeux de M. de Cormenin, le grand malheur de son pays est le manque de toute religion et la faible moralité qui règne dans le peuple. Tout en attribuant aux Parisiens plus d'esprit qu'à tout le reste du monde, il avoue qu'ils manquent de prudence et d'empire sur eux-mêmes, cédant à tant d'impulsions diverses et fugitives que personne ne peut pressentir jusqu'où ils iront. En Angleterre, dit-il, on peut calculer d'avance ce que feraient certaines personnes en présence de certaines circonstances, mais il est impossible de prédire ce que feraient les Parisiens. Au cas où les républicains rouges auraient le dessus, M. de Cormenin n'est pas éloigné de croire que ceux-ci chercheraient à établir des dépôts d'armes dans chaque département favorable à leurs idées, et à révolutionner, à un moment donné, un pays quelconque de l'Europe. A ce que j'ai compris, on commencerait par le Brabant; la Prusse, l'Allemagne, la Pologne, le Piémont auraient successivement leur tour, et ainsi de suite; les républicains rouges déclareraient la guerre, et marcheraient en avant quands ils auraient achevé leurs préparatifs.

Je ne suis pas sûr d'employer dans ces détails les termes mêmes dont M. de Cormenin s'est servi, mais c'est bien le sens exact de ce qu'il m'a dit; tout le monde sait qu'il eut, aux débuts de la nouvelle république, une excellente occasion de se bien renseigner sur les mouvements révolutionnaires tentés au dehors, notamment dans le Brabant, dans le Piémont et en Ita-

lie. Sa conversation a beaucoup d'intérêt ; elle m'a inspiré le désir de mieux connaître ses écrits. Mais j'ai compris qu'avant son entrée à la Chambre, où il n'est arrivé qu'à l'âge de quarante ans, M. de Cormenin s'était occupé fort peu des affaires publiques.

MICHEL CHEVALIER ET BASTIAT.

Michel Chevalier et F. Bastiat sont d'accord en ceci : qu'ils estiment tous les deux que le socialisme n'a ni système ni bon sens. Quant aux souffrances qui existent, et auxquelles on devrait tâcher de porter remède, ils sont d'avis que c'est le devoir des classes supérieures et moyennes de se défaire de cette sécheresse de cœur et de cette indifférence que jusqu'ici elles ont trop souvent montrées vis-à-vis des classes ouvrières. Ils trouvent qu'il existe chez toutes les classes en France une ignorance complète des premières notions d'une saine économie politique ; et ils ne sont pas sans espérer que, l'imprévu régnant chez eux, et tout y marchant à la vapeur, un jour on verra l'abandon de toutes les idées de protection, de même que celui de toutes les pensées de spoliation et de ruine.

M. Bastiat condamne spécialement la conduite du gouvernement dans l'affaire de la révision de la loi électorale, et voici la définition qu'il donne du socialisme : « Autrefois, les classes supérieures et moyennes, dit-il, possédaient des privilèges légaux de différentes sortes ; elles avaient usurpé toutes les places et confisqué tous

les émoluments, au grand dommage des classes inférieures.

« Maintenant, on veut améliorer le sort des basses classes en faisant des lois qui réduiront la richesse et procureront des capitaux aux ouvriers, sans s'apercevoir que l'exécution de ce dessein exigerait d'abord qu'on tuât la poule aux œufs d'or pour se piller ensuite les uns les autres. » M. Chevalier pense qu'il y a dans chaque société de nombreuses personnes qui ne veulent pas faire d'efforts ; et comme elles sont aussi dépourvues d'intelligence que de moralité, elles accusent la société de leurs insuccès et de leurs mécomptes. Une fois réduites à l'extrémité, ces personnes sont prêtes à tout faire. D'autres, désireuses d'améliorer l'état social, sont prêtes à sacrifier quelques-uns de leurs avantages particuliers. Il y a enfin les égoïstes satisfaits, qui ne veulent à aucun prix être troublés dans leur jouissance, et qui traitent de révolutionnaire tout projet de toucher au *statu quo*.

Quant à la France, il est possible qu'après quelques années, elle redevienne une monarchie; mais, pour le moment, ce changement est peu probable. Les trois partis : légitimiste, orléaniste et bonapartiste, ne sont nullement disposés à s'entendre ; d'ailleurs, la république existe, et elle n'a pas été encore mise à l'épreuve.

Je ne puis comprendre comment M. Chevalier et M. Bastiat définissent les idées socialistes et les idées d'immobilité dont l'imprévu pourrait faire justice, pas plus que je ne puis dire jusqu'à quel point ils sont opposés à toute concession ou portés à consentir à des lois qui

obligeraient les riches à avancer des capitaux aux ouvriers, etc. J'ai cru comprendre cependant que M. Chevalier est entièrement hostile à quoi que ce soit de ce genre.

M. GUIZOT.

M. Guizot m'a très poliment accueilli. Il a voulu se renseigner sur l'effet que les mesures libres échangistes de sir Robert Peel avaient produit dans notre voisinage. Évidemment, il regarde d'un œil favorable les efforts des partisans du libre-échange. Il a parlé beaucoup de la situation de l'Espagne, qu'il trouve prospère, et qui continuera probablement à l'être, à ce qu'il croit, sous le gouvernement de Narvaez.

M. DE LAMARTINE.

M. de Lamartine m'a reçu d'une façon très aimable, et il m'a exprimé sa vive admiration pour M. Cobden. Il est partisan sincère du libre-échange, et quand il était au pouvoir, il aurait volontiers fait quelque chose en ce sens; mais, dit-il, cela lui a été impossible. Tout ce qu'il a pu faire a été de se mettre au travers du courant protectionniste et d'empêcher, non sans peine, qu'on n'aggravât les tarifs prohibitifs. Il espère cependant voir, dans deux ou trois ans, du changement à cet égard.

M. de Lamartine a parlé ensuite de l'état actuel de la France. Il désapprouve entièrement les derniers actes

du gouvernement. Il s'est abouché avec plusieurs des meneurs populaires de Paris, et il espère avoir réussi à les calmer, et à les décider à se tenir tranquilles. Il leur a dit qu'en tout cas, un soulèvement n'aurait pas la moindre chance de succès, et qu'exciter des mouvements insurrectionnels, ce serait inévitablement perdre la cause de la liberté. Il déplore, dit-il, l'absence de grands hommes d'État en France. Selon lui, le système militaire est assez mauvais; mais encore pire et plus dangereux est l'esprit de jacobinisme qui existe, et qui pousse toutes les classes à chercher la domination à l'aide de la force et de la *terreur*. M. de Lamartine traite fort légèrement les divers plans des socialistes. En supposant même, me dit-il, que Ledru Rollin et les socialistes les plus avancés arriveraient, il ne s'écoulerait pas une quinzaine sans que leur édifice artificiel s'écroulât morceau par morceau.

XXVII

Lettre de M. Cobden sur la politique étrangère, adressée aux électeurs du West Riding.

Londres, 17 juillet 1850.

Cher Monsieur,

Je vous accuse réception de votre lettre en date du 26 juin, signée par dix électeurs du West Riding qui me prient de voter en faveur de la motion de M. Roebuck.

C'est à dessein que j'ai différé d'y répondre jusqu'ici. Je voulais attendre que l'atmosphère politique se fût éclaircie après les orages qui venaient de la troubler, afin d'assurer à ma réponse une réception calme et froide. Je regrette qu'un sentiment de devoir envers mes électeurs, joint à mes convictions personnelles, m'oblige à me mettre en opposition à vos désirs, et à me séparer momentanément de presque tous les amis politiques avec lesquels je suis habituellement d'accord. J'ai parlé d'un sentiment de devoir envers mes électeurs, parce que je crois leur sanction cordiale assurée aux opinions que j'entretiens à l'égard de la politique étrangère du pays. J'ai pleinement exposé ces opinions devant les importantes réunions de leurs délégués qui ont eu lieu à Wakefield et ailleurs. A l'ouverture de la session actuelle, j'ai été soutenu et encouragé par la certitude que le plus grand et le plus puissant corps électoral du Royaume-Uni se prononcerait en faveur de la substitution d'un système humain et amical, à l'esprit d'opposition et de défiance réciproque qui a jusqu'à nos jours caractérisé les rapports internationaux. J'entendais encore en pensée les bravo et les acclamations au milieu desquelles la grande réunion de Wakefield m'engageait et s'engageait elle-même à ne pas cesser de défendre ce système de l'arbitrage international et de la réduction réciproque des armements, quand la nouvelle arriva qu'une flotte de 15 navires de guerre britanniques bloquait les côtes de la Grèce, nouvelle bientôt suivie de l'annonce que le gouvernement anglais venait de refuser l'offre d'arbitrage que la France lui avait faite et

que les représentants diplomatiques de presque tous les pays de l'Europe avaient protesté contre notre conduite. Dès qu'il fut connu que quinze navires de guerre étaient réunis dans le golfe de Salamine, pour imposer au gouvernement grec le paiement d'une dette contestée de quelques mille livres, je désirai avoir l'occasion de renouveler ma proposition en faveur des traités d'arbitrage, et de profiter de ce cas comme d'une nouvelle preuve à l'appui de mes arguments. Dans mes entretiens avec mon ami M. Bright, j'avais souvent exprimé l'intention de m'appuyer sur l'affaire grecque pour imprimer aux débats une tournure pratique. Depuis Pâques jusqu'au milieu de l'été, je n'ai guère laissé passer une occasion de solliciter à la Chambre la fixation d'un jour pour le dépôt de ma proposition, mais avec une mauvaise chance si constante, qu'elle me valut des sourires sympathiques du « speaker » et du secrétaire en fonction.

Dans l'intervalle, lord Stanley annonçait une motion blâmant la conduite du gouvernement dans les affaires de Grèce, et la décision des lords ne fut pas plus tôt connue qu'il devint évident que l'existence du cabinet dépendait du renversement du jugement par les communes. Mais en ce moment l'esprit de parti apparut sous son aspect le plus odieux. Pour assurer le résultat voulu, le bruit courut que la motion grecque était une conspiration étrangère. Un grand nombre de lords, ayant lord Stanley et lord Aberdeen à leur tête, furent accusés de faire partie d'une bande de conspirateurs qui avait des ramifications en Russie, en France, en Au-

triche. Maintenant qu'il est possible d'envisager avec calme cette machination, nous sommes obligés d'admirer l'audace de ses inventeurs. J'avoue que son succès m'a fort étonné. Sous la première révolution française, il a fallu des torrents du meilleur sang du pays versés sur l'échafaud pour en finir avec le fantôme de la *conspiration étrangère*. Notre propre histoire nous montre, pendant la scandaleuse période de la dernière moitié du XVIIIe siècle, d'innombrables complots attribués par leurs inventeurs à l'influence de conspirateurs étrangers. Mais c'était une époque où les institutions libres étaient encore dans leur enfance. Je pensais que nous avions atteint un degré de maturité politique qui nous permettait de regarder de tels épouvantails sans frayeur, et de discerner les artifices de ceux qui les fabriquaient. Mais le complot réussit, et ce fut au milieu de l'excitation causée par la clameur d'une conspiration étrangère, par les menaces d'une dissolution et de la démission du ministère, que la proposition de M. Roebuck fit son apparition. Cette résolution conviait la Chambre non seulement à approuver les procédés du gouvernement de Grèce, mais encore à sanctionner d'une façon générale sa politique étrangère. Il faut se rappeler que le but principal de cette résolution était d'annuler le vote de la Chambre des lords; et je me trouvais ainsi appelé à donner mon approbation au refus d'arbitrage de la France, et à l'envoi de quinze navires de guerre dans le golfe de Salamine, pour recouvrer une misérable dette de quelques milliers de livres.

Et maintenant la question est celle-ci : Avais-je rai-

son de rester fidèle à mes principes, alors que l'opposition tory en faisait son champ de bataille? Admettons, si on veut, que lord Stanley suivait simplement la tactique d'un chef d'opposition, qu'il cherchait seulement un bon terrain pour attaquer le parti au pouvoir; qu'ayant vu les grands meetings tenus dans les comtés de York et de Lancaster en faveur d'un mode plus civilisé d'arranger les querelles internationales; — sachant l'engagement que j'avais pris à la grande réunion de Wakefield de renouveler ma défense des traités d'arbitrage; convaincu que les champions de la réduction des armements et de la réforme financière étaient de bonne foi, — et s'apercevant que la conduite du gouvernement en Grèce violait nos principes d'arbitrage et contrariait nos projets de désarmement; — admettons, dis-je, que lord Stanley, en quête de l'appui populaire, se soit décidé à faire de l'affaire grecque le champ de bataille de son parti. Supposons encore qu'il n'obéissait pas, en faisant sa motion, à des considérations d'un ordre plus élevé que celui de faire condamner, avec notre aide, les procédés du gouvernement en Grèce. Eh bien, tout cela admis, la question reste entière, et c'est celle de savoir si je devais, dans ces circonstances, rester ou non fidèle à mes principes.

On me dit que certains de mes amis des comtés de York et de Lancaster trouvent que je n'aurais pas dû aller au scrutin avec les tories. Ceux qui tiennent ce langage ne peuvent pas faire partie de la ligue. Serions-nous jamais arrivés à l'abolition des lois sur les blés (*Corn laws*), si nous n'avions pas eu dans notre avant-

garde des hommes qui étaient à l'épreuve contre l'ancien cri de guerre de « Whig et Tory? » Une doctrine pareille peut convenir aux coteries et aux clubs, mais qu'en dirait le grand public?

Présentez à un de vos grands meetings une résolution affirmant que votre représentant aurait dû abandonner ses principes, plutôt que de compromettre le gouvernement en votant avec les tories, et un non unanime et indigné sera la réponse.

Envisageant avec sang-froid mon attitude dans cette affaire de la motion Roebuck, je puis dire en toute conscience que jamais vote émis par moi ne m'a laissé une satisfaction plus complète. Ceux de mes amis politiques qui ont voté différemment, ont pu se sentir libres d'agir ainsi, parce qu'ils n'avaient pas pris une part proéminente dans la défense des principes impliqués, ou bien encore parce qu'ils n'ont pas senti comme moi l'importance de la question.

Mais moi, après tout ce que j'ai dit et écrit, j'aurais été un hypocrite et quelque chose de pire, si je n'avais pas voté contre la motion de M. Roebuck.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici la grande question de notre politique étrangère qui gisait au fond de ces derniers débats. Quelques mots doivent suffire, en attendant une autre et merveilleuse occasion pour revenir sur le sujet. Mais je puis dire sans prétention que peu d'Anglais ont eu plus de facilités que moi pour étudier l'impression que notre politique étrangère laisse aux autres pays. J'ai voyagé par toute l'Europe avec le rare avantage d'avoir un libre accès dans les cours et dans

les ministères comme auprès des chefs et des meneurs du peuple. J'ai rapporté de ces voyages la conviction que l'intervention de notre ministère des affaires étrangères dans la politique intérieure des autres pays, nuisait aux intérêts de ceux-là même vers lesquels volent toutes mes sympathies, c'est-à-dire les peuples, en éveillant chez eux des espérances exagérées, en y excitant des efforts prématurés, et en leur apprenant à compter sur une aide étrangère, alors qu'il faudrait leur inculquer la nécessité de ne dépendre que d'eux-mêmes. J'ai constaté aussi que le principe d'intervention, auquel nous avons donné la sanction de notre exemple, est pratiqué par d'autres gouvernements qui ne ressemblent nullement au nôtre, et sans le moindre scrupule, et avec un succès au moins égal.

Mais nous ne devrions pas avoir égard, même en réussissant, aux seuls intérêts des étrangers. Je doute qu'il soit juste de faire retomber sur le peuple anglais les frais (car le système coûte bien cher) des tentatives faites par notre gouvernement pour influencer l'opinion des autres nations. Plus je vois de pays étrangers, moins je partage la douce illusion que nous soyons placés au-dessus de toutes les autres nations, comme langage, comme croyance, etc., que le progrès et les libertés des autres peuples dépendent entièrement de notre sollicitude et de notre secours. Il plaît à notre amour-propre d'entendre dire que 36,000,000 de Français, 40,000,000 d'Allemands, 16,000,000 de Prussiens et 20,000,000 d'Italiens comptent sur nous pour s'affranchir de la tyrannie, et que, sans notre appui, ils doivent rester à toujours

dans leur état actuel de dégradation et d'abaissement. Je regrette de le dire, mais la majorité de notre population ouvrière, si on y comprend les pauvres Irlandais et nos paysans, a peu de motifs de se vanter de sa condition, comparée à celle de la plupart des peuples du continent. Je voudrais donc que notre gouvernement dirigeât spécialement son attention sur nos affaires intérieures, et je serais disposé à juger de ses mérites sur sa manière de conduire cette besogne-là. Je repousse l'idée de tenir nos ministres responsables du bon ou du mauvais gouvernement d'autres peuples ; et, en vertu du même principe, je ne consentirai jamais à faire du libéralisme de leur politique étrangère un motif souvent populaire dans ce pays même. Mais, tandis que je voudrais ainsi limiter le rôle du gouvernement, je ne le cède à personne dans l'ardeur de mes sympathies individuelles pour les progrès de la liberté et du bonheur des hommes dans le monde entier. Vous priant d'excuser la longueur de cette lettre, je suis, cher Monsieur,

Votre serviteur obéissant.

RICHARD COBDEN.

XXVIII

Discours prononcé par M. Cobden au congrès de la paix réuni à Francfort.

22 août 1850.

Ce n'était pas mon intention de prendre aujourd'hui la parole dans cette enceinte, me réservant de dire quelques mots sur un autre sujet qui doit être discuté demain.

L'arbitrage, question dont je me suis occupé ailleurs, étant le sujet de la discussion actuelle, et quelques doutes ayant été émis sur sa praticabilité, je désire vous en dire quelques mots.

Précisons la portée de la résolution qui se discute en ce moment même :

Nous disons aux gouvernements et aux diplomates du monde : — « Si vous ne pouvez pas trouver d'autre moyen d'arranger vos différends ; si toutes vos négociations ont été inutiles ; si la diplomatie s'avoue à bout de ressources : alors nous vous prions de déférer le litige en question à quelques arbitres intelligents, au lieu de recourir au jugement de l'épée. » Nous n'entendons pas nous immiscer dans la besogne des diplomates, s'ils peuvent arranger l'affaire sans nous ; nous disons seulement que nous sommes fatigués et dégoûtés de l'ancienne méthode, de mettre à quelques milliers d'hommes le sabre au côté et le fusil sur l'épaule, et de les envoyer

décider par la force des armes des questions qui relèvent du domaine de la raison et de la justice. Nous mettons les diplomates et les gouvernements du monde civilisé au pied du mur, et nous leurs demandons : « Voulez-vous la guerre, ou voulez-vous l'arbitrage ? » Vous nous dites que la guerre ne vous sourit pas plus qu'à nous-mêmes, et vous vous moquez de nous comme d'enfants qui courent deça et delà, débitant de vraies banalités et prêchant des sentiments qui sont d'ores et déjà ceux de tout le monde. Eh bien ! puisque nous sommes tous d'accord, voulez-vous consentir à l'adoption de notre moyen d'arranger les querelles internationales que vos diplomates se sont engagés à régler eux-mêmes ? Cela se fait continuellement dans la vie privée. Le parlement britannique a porté des vingtaines, ou pour mieux dire des centaines de lois qui défèrent à l'arbitrage telle ou telle sorte de litiges.

Les membres de nos chambres ne doutent pas qu'il soit possible d'arranger de la sorte les affaires particulières ; et moi je vous dis tout net que ce principe, que vous trouvez toujours si bon pour les individus, vous le trouverez non moins bon pour les peuples. Il ne faut jamais oublier que les rapports entre les nations ressemblent aux rapports entre les individus ; que les intérêts nationaux ne sont qu'une collection d'intérêts particuliers, et on ne pourrait pas trouver une meilleure façon d'en user avec les peuples que celle qui réussit si bien avec les individus. Je trouve, d'ailleurs, qu'il est nécessaire d'instituer un tribunal arbitral. Quand vous en viendrez à ce point (je parle maintenant

aux diplomates) d'être forcés de reconnaître que vous êtes impuissants à concilier tel litige, nous vous sommerons de le déférer à des arbitres; et si vous, que nous payons si bien, que nous rémunérons si largement de vos peines, — je parle au nom du peuple, — vous nous dites alors que vous ne trouvez pas dans le monde des gens capables de remplir une telle tâche; si vous prétendez ne pas pouvoir trouver un Humboldt en Allemagne, un Bancroft en Amérique, ou un Lamartine en France, capables de résoudre un démêlé qui roule le plus souvent sur une question d'étiquette, ou sur la solde de quelques milliers de livres; enfin, si vous vous déclarez incapables de régler une pareille affaire sans en appeler à nous ou réunir quelque congrès, je vous dirai de faire place à d'autres diplomates plus en état que vous de conduire les affaires du monde d'une façon virile.

Je vous parlerai maintenant, Messieurs, des moyens d'atteindre notre but, c'est-à-dire de forcer nos gouvernements à adopter ce principe, et je m'adresse spécialement aux Anglais et aux Américains, parce qu'ils savent déjà par expérience comment on agit sur son gouvernement et sur ceux d'autres pays. Qu'on me trouve en Amérique ou en Angleterre quelques hommes résolus et persévérants, capables non seulement d'êtres fidèles à un principe, mais aussi d'en démontrer la justice aux autres, et je leur dirai de quelle manière ils peuvent forcer leurs gouvernements à mettre ce principe à éxécution.

Quand il se présente devant vous, pour expliquer

comment il s'est engagé dans un litige qui a finalement abouti à un blocus ou à quelque autre acte militaire, demandez lui compte des conséquences de ce recours à la force brutale, de ce que l'affaire ne s'est point arrangée à l'amiable. Si votre gouvernement a eu contestation avec un plus faible que lui-même et qui avait demandé l'arbitrage, précisément parce que, se sentant le moins fort, il avait plus besoin de la raison et de la justice ; si votre gouvernement, qu'il soit américain ou anglais, a bloqué par exemple les côtes du Portugal ou celles de la Grèce, oh ! c'est alors qu'il faut faire sentir tout le poids de votre déplaisir à ce gouvernement : et quant à ces diplomates, éloignez-les en expiation de leurs errements. Voilà le système que, pour mon compte, je suis prêt à employer dans mon pays. J'adjure les citoyens américains d'en faire autant ; et je me permets de leur dire que, s'ils font leur devoir à cet égard, ils ne verront pas envoyer en Portugal quinze navires de guerre pour réclamer le paiement d'une dette de six cents livres.

Voilà pour le passé ; un mot pour l'avenir. Je saisis cette occasion de m'adresser à nos ennemis, comme on peut les appeler, en tant du moins qu'il s'agit de l'esprit guerrier. On dit que nous sommes des utopistes ; mais j'ai remarqué que, depuis douze mois, l'opinion publique a fait beaucoup de progrès dans ce sens, dans une circonstance où nos ministres avaient fait fausse route en refusant l'arbitrage d'un tiers et en faisant sentir notre force à plus faible que nous.

J'ai vu, il est vrai, venir à leur secours un parti chez qui la force de l'habitude l'emporte sur la raison ; mais

j'ai pu constater en même temps et avec une satisfaction infinie qu'un autre parti, mû par un sentiment de justice, et croyant à la naissance d'un nouvel esprit en Angleterre, se prononçait pour le fonctionnement d'un jury international, composé mi-partie d'étrangers, mi-partie d'Anglais, de telle façon que de pareils cas ne fussent pas jugés d'avance et que nous ne nous arrogeassions point le droit d'abuser de notre force contre la faiblesse d'autrui.

Ce parti a posé la question tant dans lahaute chambre que dans celle des communes ; et je dis qu'en tout cas le devoir des Anglais est de proclamer le principe d'arbitrage et d'en donner le premier exemple, que les autres pays l'adoptent ou non.

Peut-on trouver mieux? Y a-t-il dans cette enceinte quelqu'un qui préfére la guerre à l'arbitrage ? S'il n'y a personne, substituons donc la justice à la guerre ; et si nos gouvernants, je le répète, ne veulent pas agir dans ce même sens, répudions-les, renvoyons-les.

J'ai dit qu'il y avait progrès en Angleterre, mais je dois dire que j'ai encore constaté des progrès depuis que je fais partie de cette assemblée.

Parmi l'assistance d'aujourd'hui, se trouve un étranger de haute distinction, que je ne m'attendais guère à apercevoir dans une réunion en faveur de la paix. Mais cela prouve que nos principes gagnent du terrain, même parmi les chefs du régime militaire. Au dernier grand meeting où j'assistais en Angleterre, je me trouvais à côté du général Klapka, et à présent je me trouve dans la compagnie du général Haynau. Certes, quand

on voit venir aux meetings et aux congrès de la paix ces deux généraux qui récemment se combattaient l'un l'autre, on commence à ne pas douter que le monde ouvre les yeux à la justice de notre principe. En se rendant aux réunions des amis de la paix, ces deux grands généraux, vainqueurs ou vaincus, semblent montrer qu'ils ne sont pas entièrement certains de la justice de leur cause. Il paraît peu probable qu'un de nos partisans de la paix rende jamais visite au général Haynau dans son camp. Je ne voudrais rien dire qui pût détourner les hommes distingués qui sont à la tête de nos adversaires, puisque nous sommes obligés de les nommer ainsi, de la bonne pensée de suivre le nouveau courant de l'opinion ; mais j'avoue que les généraux Haynau et Klapka sont les derniers que j'aurais espéré convertir. Je prends leur présence comme un signe de progrès, de ce progrès qui est assuré quand il se fonde sur les principes posés dans notre séance d'aujourd'hui, et qui reposent eux-mêmes sur les intérêts communs de tout le genre humain. En remontant le Rhin pour venir ici, j'ai vu ce que vous connaissez tous : là où les deux grandes rivières mêlent leurs flots, les eaux bourbeuses de l'une tombent dans le limpide azur de l'autre, sans perdre instantanément leur caractère distinctif. Ce spectacle me fit songer aux progrès du principe de la paix. Quoique les diverses nations d'Europe diffèrent de religion et de langue, de coutumes et d'instincts, cependant elles n'en ont pas moins comme ces deux rivières une seule origine, une destinée commune et un créateur commun. Elles tendent donc à une même fin ; elles iront

un jour vers un père commun dans l'Océan d'une même éternité. Oui, il est certain que leur destinée finale est de se réunir, de se confondre en un courant commun, et de se présenter au monde comme un seul et même corps.

XXIX

Lettre de Richard Cobden adressée au chevalier de Bunsen.

Midhurst, 3 octobre 1850.

Cher Monsieur,

Me voilà avec ma famille dans une ferme bien solitaire, à dix milles du chemin de fer. Malgré mon intention de ne pas retourner à Londres avant quelques semaines, si cependant je pouvais penser que ma présence dans cette ville pût empêcher un seul coup de fusil dans le Sleswig, je m'y rendrais pieds nus. Mais il me semble que tout ce que j'ai à dire peut s'exprimer par lettre aussi bien que de vive voix. Si vous pouvez décider notre ami M. Gurney à se joindre ostensiblement et publiquement aux démarches que M. Sturge et ses collègues ont déjà tentées dans l'affaire du Sleswig-Holstein; si, par exemple, vous pouvez lui persuader de déclarer que, les partisans du Sleswig-Holstein se disant prêts à accepter un arbitrage, la responsabilité de tout le sang versé et de

tout le préjudice causé au commerce retomberait sur les Danois, s'ils déclinaient cette offre, ce serait le moyen le plus efficace de couper court aux railleries du *Times*. Ce journal voudrait être regardé comme l'organe de la classe riche, et M. Gurney est le chef de cette classe. Aussi le *Times* ne manquerait pas de traiter avec respect toute opinion émanant de lui. Pourriez-vous lui demander d'envoyer au *Times* une lettre courte mais ferme, où il approuverait la démarche faite par M. Sturge et ses amis, et qui rejetterait sur les Danois la responsabilité de nouvelles hostilités ?

Je suis très flatté et honoré par l'expression bienveillante de votre approbation de mes discours à Francfort. Quant à notre gouvernement, vous savez que je n'ai pas une grande confiance en lord Palmerston ; mais il tâchera d'avoir l'air d'agir dans le sens populaire, et l'opinion de Gurney ne serait pas sans une certaine influence sur lui.

Je suis votre tout dévoué.

RICHARD COBDEN.

P. S. — Au lieu de référer l'affaire en litige aux juges anglais, je proposerais, comme tribunal plus compétent, la Cour suprême des États-Unis. C'est la cour d'appel pour les souverainetés indépendantes des États de l'Union, d'autant plus que les États-Unis se trouvent séparés, heureusement pour eux-mêmes, de notre système européen. Il n'y a pas chez eux de quoi exciter la jalousie ou la méfiance des gouvernements de l'Europe.

XXX

Discours de M. Cobden prononcé à la conférence de l'Association des écoles publiques à Manchester.

30 octobre 1850.

Je ne me propose pas en ce moment de faire un discours sur le sujet général de l'éducation nationale; mais je voudrais voir d'abord s'il est possible d'arriver à la solution de cette question de l'emploi du terme « laïque. » Comme j'ai introduit ce sujet sans en avoir conféré avec personne, et sans aucune idée qui pût entraîner une longue controverse, je peux dire franchement qu'en proposant le changement de mot, je n'ai eu ni arrière-pensée ni dessein caché. Je n'avais nullement l'intention d'un changement dans les visées de l'*association*. Il ne s'agit que du changement d'un mot; parce que je crois que l'emploi du mot *laïque* était fait pour nous mettre en antagonisme sérieux avec l'enseignement religieux, tandis que nous voulons demeurer neutres et passifs dans le débat de cette question. Je propose donc que le mot *public* soit substitué au mot *laïque*. Cela comprend tout le monde : les membres des diverses sectes, et ceux qui n'appartiennent à aucune. Du moment que le terme s'appliquera à un public en général, tous se trouveront sur un terrain commun. Si vous voulez bien accepter maintenant mon désaveu de toute intention

de changer le but de l'association, il n'y aura pas désaccord quant au mot. Je ne veux pas, je l'ai déjà dit, entrer ici dans une discussion générale de l'éducation nationale. On a cité à ce sujet mon nom avec éloge dans la Chambre des communes; c'était plutôt faire une injustice à un honorable membre qui avait déjà pris en main la question.

Je ne sais pas si M. Fox s'est placé exactement sur le même terrain que cette association elle-même; mais je puis bien affirmer que, pendant la dernière session, il posa la question de l'éducation avec autant d'habilité que de modération et de tact. La permission une fois obtenue d'introduire son bill, son premier discours sur le sujet fut prononcé d'un ton si conciliant, et il fut si bien accueilli que je crus presque un moment à un succès immédiat. Tout le monde semblait d'accord pour faire l'éloge de la manière dont il avait traité le sujet; mais, à mon grand étonnement, il y eut, à la seconde lecture du bill, une explosion tout à fait accablante de fanatisme et de bigoterie affectés : je m'exprime ainsi parce que je crois, en conscience, que ce ne pouvait être sincère. On nous accabla d'une vraie grêle d'épithètes, telles que celle d'infidèles, et autres qualifications malsonnantes, tout ce que l'on peut appliquer à des hommes qui poursuivent une grande et bienfaisante réforme. J'avais peine à croire que cela se passât dans cette même Chambre et dans le même milieu où j'avais entendu le premier discours de M. Fox demandant l'autorisation d'introduire son bill. Mais il ne faut pas supposer que, si quelque

autre eût proposé une mesure semblable, il eût eu plus de succès que M. Fox. Quand une question importante ou nouvelle est posée devant la Chambre des communes, c'est une tactique habituelle de l'accueillir par des rires ou des expressions méprisantes, ce qu'ils croient pouvoir remplacer les arguments. Je n'ai pas besoin de vous dire, à vous qui avez pour la plupart l'expérience des affaires publiques, que la seule manière de soulever cette question à la Chambre des communes est de vous en charger, comme vous en avez l'intention. Si vous vous réunissez en différentes parties du pays et formez deux ou trois cents associations en rapport avec celle de Manchester, et si vous vous y appliquez avec fermeté et par une organisation systématique pendant une année ou deux, — car cela ne peut se faire à la hâte, — vous verrez l'affaire se traiter d'une tout autre façon dans la Chambre des communes. Elle se hâtera de répondre aux vœux du dehors et aux convictions de l'opinion publique. Sur ce terrain nous avons, ce me semble, avantage à presser et à agiter la question, avant toute autre, parce que personne ne contesterait son importance et n'oserait dire que l'éducation est une mauvaise chose. Personne ne le dirait; mais on peut se rappeler l'époque où bien des gens le disaient et n'hésitaient pas à l'avouer. Aujourd'hui, on reconnait que l'éducation est un bien. Il n'y a guère personne qui osât dire que nous en avons assez, et avec de telles personnes, je le dis une fois pour toutes, je ne consentirais point à discuter. Si quelqu'un m'apportait des statistiques pour montrer que nous sommes un peuple ins-

truit, je lui dirais : « Allez trouver ce laboureur qui conduit la charrue, et demandez-lui le nom de la paroisse contiguë à la sienne, ou du moins le nom de l'endroit qui s'en trouve à une quinzaine de milles. Allez trouver l'homme qui travaille dans les rues, et priez-le d'écrire son nom : peut-être saura-t-il l'écrire machinalement, mais il ne sera sûrement point capable de tracer une demi-douzaine de lignes. En un mot, mettez à la plus simple épreuve intellectuelle la grande majorité des gens du peuple, et vous les trouverez les moins instruits, les plus ignorants de toutes les communautés protestantes du monde. Je refuse donc de discuter la question avec ceux qui essayent de démontrer que nous sommes un peuple instruit, et à ceux qui désirent qu'un système soit adopté, mais autre que le nôtre, je demande quel est leur système? Quant à celui qui existe, tout le monde en est mécontent, personne ne le défend. Il déplaît également aux dissidents et à l'Église établie, et si quelques hommes politiques, dont je fais partie, le tolèrent, c'est uniquement parce qu'avec tous ses défauts, il vaut mieux que l'ignorance complète. Mais je ne lui connais pas un seul défenseur pour lui-même. En abordant ce sujet, vous jouissez, je le répète, d'un avantage que n'a encore eu aucune autre question. Le pays est avec vous; personne n'a de plan à opposer au vôtre; le système actuel, que le gouvernement a mis en avant pour prouver qu'il fait quelque chose, a échoué d'une façon si piteuse que tous les partis et sectes sont prêts à le répudier. Vous occupez donc le seul terrain, la seule « *plate-forme,* » pour parler comme nos

amis d'Amérique, sur laquelle une grande association puisse se former, dans le dessein de faire progresser l'éducation populaire. Un de mes amis a fait allusion à ma position comme représentant du West-Riding du York-Shire. J'espère, en tous les cas, que vous croyez à ma complète sincérité quand je vous assure que jamais je ne laisserai mon intérêt, comme représentant du West-Riding, l'emporter sur le sentiment de ce que je dois à une question d'intérêt général et suprême. Je crois pouvoir dire que je ne pense pas, comme le prétend mon ami de gauche, que ce soit pour mon intérêt politique que je me mêle de cette question d'éducation. Au contraire, je suis fâché d'avoir à le confesser, il y a beaucoup de mes meilleurs amis politiques, et ce ne sont pas les moins influents du parti auquel j'appartiens, qui sont des adversaires convaincus et consciencieux du mouvement dans lequel vous vous êtes engagés. Je ne vous cache pas que le groupe auquel se rattache M. Edouard Baines, de Leeds, est très puissant, et qu'il agit selon les convictions les plus pures et les plus élevées, ce qui le rend conséquemment plus fort, quelles que soient ses opinions. Mais, en lui accordant pleine et libre discussion, j'ajouterai, toutefois, que je ne désespère pas, en discutant avec eux la question franchement, loyalement et dans l'esprit qui a si heureusement présidé à nos débats d'aujourd'hui, que je ne désespère pas, dis-je, de voir nos amis du West-Riding, ceux des dissidents qui nous sont le plus opposés, se réunir à nous pour appuyer cette mesure. Ils finiront par s'apercevoir que le prin-

cipe d'action volontaire et individuelle dans lequel ils mettent toute leur confiance, ne suffit pas pour assurer l'éducation du peuple dans le sens aussi large que nous devons lui donner.

A cet égard, j'ai toujours senti que l'éducation n'est pas, comme la religion, quelque chose d'inhérent à nous-mêmes. En religion, nous sentons le besoin d'adorer la Divinité, nous vénérons Dieu, nous avons le désir de connaître les sujets religieux, et de nous faire pour nous-mêmes des impressions religieuses. Aucun peuple de la terre n'est absolument sans religion, sans une notion quelconque de Dieu, sans quelque espérance d'une vie future; mais on ne trouve pas partout des peuples ayant reçu des notions de lecture, d'écriture, d'orthographe, de grammaire, d'arithmétique et de géographie. L'histoire ne nous montre aucune nation, aucune tribu, qui se soit civilisée elle-même ou initiée aux arts et aux sciences sans avoir reçu les leçons d'autrui. L'on ne trouve assurément pas, dans nos districts ruraux, où tout le monde est illettré, cette espèce d'impulsion qui pousse un homme à chercher à s'instruire tout seul. Ils n'en éprouvent pas le besoin, ils ne savent pas ce que c'est. Il n'y a pas d'instinct même, dans leur esprit, pour leur dire que l'instruction leur serait utile, ou que c'est leur devoir de s'instruire. Il faut que quelqu'un se charge de leur donner cette instruction, et s'en fier à cet égard aux efforts purement volontaires, c'est oublier que, dans la plupart des paroisses du royaume, le nombre des personnes ayant quelque instruction, ou désireuses d'en acquérir, est si

minime, qu'il serait téméraire de s'attendre à les voir entreprendre résolûment l'œuvre d'instruire autrui. C'est à ces paroisses dans les ténèbres que je voudrais appliquer le principe dont nous parlait notre excellent hôte le docteur Bacon; je voudrais une loi générale qui, dans ces régions ignorantes, imposât les propriétés pour donner l'éducation au peuple. On dira que les propriétaires pourvoiront volontairement à cette instruction. Mais a-t-on bien réfléchi que, sur quatre propriétaires ruraux, il en est un à peine qui réside dans sa propriété, et que, par rapport aux paroisses, il y a autant de propriétaires absents que dans l'Irlande tout entière. Chaque paroisse renferme sans doute beaucoup de biens; mais on se trompe si l'on suppose que leurs propriétaires sont là, prêts à assurer par leur coopération volontaire l'œuvre de l'instruction populaire. Dernièrement, j'ai fait un petit séjour dans une paroisse de West-Sussex, et j'ai eu la curiosité de parcourir le rôle d'évaluation des dîmes commuées de la paroisse. Le premier propriétaire dont je vis le nom, et qui possède plus de la moitié du bien-fonds, n'y réside pas. Il y avait à peine un seul des propriétaires inscrits sur cette liste qui habitât la paroisse. Si on prend le même rôle dans une paroisse rurale quelconque du royaume, et qu'on y relève les noms des propriétaires, ainsi que le nombre d'acres qu'ils possèdent, on est tout étonné d'apprendre, dans l'immense majorité des cas, que ces propriétaires paroissiaux ne résident pas dans lenrs paroisses. Eh bien! je voudrais frapper ce bien-fonds d'une taxe spéciale pour l'instruction

populaire. Car, si quelqu'un s'occupe d'instruire les populations, ce ne sont pas ceux qui devraient le faire, mais bien ceux qui ne jouissent pas de la propriété, qui sont très problablement incompétents, et ne devraient pas être chargés de ce fardeau. Quant à la difficulté de supporter le poids de l'impôt, notre ami le docteur Bacon nous a fait savoir que, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, chaque ville a son école, et que, si la ville est grande, chacune de ses sections en a une également. Les citoyens de la Nouvelle-Angleterre ont aussi beaucoup d'écoles qui leur coûtent fort cher; mais, en revanche, ils déboursent moins d'argent pour leurs prisons.

Si chaque ville a son école, chaque ville n'a pas sa caserne, et dépense moins pour l'armée. Ne me parlez pas des dépenses qu'entraînerait l'impôt sur l'instruction. Au point de vue économique, il ne peut y avoir au monde de déboursé plus profitable que celui-là. Comment se fait-il qu'aux États-Unis on voie une ville comme New-York, plus grande que Manchester et Salford réunis, sans infanterie ni cavalerie, sans artillerie, tandis que nous,— je le dis à notre honte, — nous avons dans le voisinage de chacune de nos grandes villes des troupes, non seulement pour la défense du pays contre les Américains, ou n'importe quel ennemi extérieur, mais, ne nous le dissimulons pas à nous-mêmes, pour la protection de la paix publique, et parce que nous avons peur de la grande masse d'ignorants qui nous enveloppe. Aussi vous dis-je : Frappez la propriété foncière d'un impôt au profit des écoles communales, et vous

récupérerez au quintuple cette dépense, par l'économie que vous ferez sur vos prisons, vos casernes et tout cet appareil de répression à l'aide duquel vous êtes bien forcés de gouverner par l'ignorance un peuple auquel vous refusez l'intelligence pour se gouverner lui-même.

Eh bien, puisque notre cause est bonne, défendable en tous ses points, j'avoue ma grande confiance dans la logique. Pourquoi ne trouverions-nous pas, même dans ce pays, des hommes prêts à prendre un peu de leur temps pour le succès de cette grande entreprise ?

Je suis reconnaissant aux hommes de Manchester d'avoir pris si résolument cette question en main. C'étaient des nautonniers hardis que ceux qui ont lancé ce beau vaisseau au milieu des écueils, des courants contraires et des tempêtes qu'ils savaient rencontrer. Ils ont eu de la persévérance, et ils ont amené le vaisseau dans des eaux calmes. Ils se sont servis des arguments que l'on avait employés contre eux, et maintenant ils invitent tout le monde à venir à bord du navire pour les aider à se diriger sur cet Océan, qu'ils doivent traverser avant d'arriver au port de leurs espérances et de leur réussite finale. Or, je demande de nouveau s'il n'y a pas dans ce pays des hommes prêts à se réunir à nous dans cette grande entreprise ? Nous n'avons pas ici le stimulant habituel de l'esprit de parti. Ce n'est pas une question de parti, et elle ne le deviendra pas probablement, ou, si cela arrivait, ce ne serait point la faute de ses promoteurs actuels. Ce n'est pas davantage une de ces questions où l'esprit

de secte sert d'aiguillon; elle reste exclusivement sur le terrain du sens commun et de l'humanité. Mais les hommes dont elle a besoin se trouveront, j'en suis sûr, et j'ai beaucoup de confiance dans l'aide des jeunes gens pour nous aider dans ce mouvement. Ils sont destinés à transmettre aux générations plus de vertu, d'intelligence, de moralité, qu'il n'y en a actuellement.

C'est à eux qu'il appartient de maintenir la position de ce pays, non seulement devant l'Europe, mais aussi en face de ce jeune géant qui s'est levé à l'Occident, et qui, dans la rivalité mutuelle des nations, possède sur nous l'immense avantage sur le sujet le plus vital, l'instruction. Quand je pense que les habitants des États-Unis, qui sont de notre race, ont tous nos avantages et qu'ils se sont de plus affranchis de bien des entraves auxquelles nous restons assujettis, cela me fait craindre pour notre avenir économique. Je parle seulement de nos vues dans un sens politico-économique et des rivalités contre lesquelles nous aurons à lutter. Or, bien qu'une population dense puisse être désavantageuse à certains égards, je ne crois pas qu'il en soit ainsi lorsqu'il s'agit d'organiser un système d'écoles. Notre ami vous dira qu'en Amérique, la grande difficulté, à cet égard, ne s'est pas rencontrée dans les grandes villes, mais plutôt dans les campagnes. C'est justement parce que notre population est généralement condensée qu'il nous sera facile de la doter d'écoles à la portée de tous, et que nous serions sans excuse si nous ne le faisions pas. Sous ce rapport, nous sommes plus favorisés que nos cousins d'Occident. Tout ce qu'il faut, c'est que les Anglais

fassent ce que les Américains ont déjà fait, et que quelques hommes comme Horace Mann surgissent parmi eux pour se consacrer à la cause de l'éducation. Nous avons besoin non seulement à Manchester, mais ailleurs, de collaborateurs actifs, sollicitant de l'argent, qui est un des meilleurs moyens de faire des conversions et de répandre les principes. Mais l'argent, vous le savez, n'est pas facile à obtenir ; il ne sort de la poche de ceux à qui on le demande qu'autant qu'on leur donne de bonnes raisons de s'en séparer. Seulement, cela fait, vous avez dans chaque homme ainsi convaincu et ainsi converti un allié sûr et fidèle. Mais je ne voudrais pas discuter cette question davantage. Le but pratique que je me proposais aujourd'hui, c'était de décider les hommes jeunes à venir nous aider, et je crois qu'il y en a qui sont bien disposés à le faire. Permettez-moi de vous dire, en terminant, que, tant que je jouirai de la santé et de la force, il n'y aura point de sujet auquel je me consacrerai plus volontiers que celui qui nous occupe en ce moment.

XXXI

Discours prononcé par M. Cobden au meeting de l'Association nationale des écoles publiques, tenu à Manchester.

31 octobre 1850.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La première fois que j'ai eu l'honneur de parler devant un auditoire de Manchester, il s'agissait d'un objet semblable à celui qui nous réunit aujourd'hui : c'était en 1835, à propos de l'inauguration de l'Athénée de notre ville; et ensuite, pendant plus de deux ans, les seules questions que j'aie traitées ici avaient trait à l'éducation nationale. Je me rappelle fort bien, il y a quinze ou seize ans, avoir été associé avec M. Walker, dans le dessein commun de former une société pour l'encouragement de l'instruction générale. Cet effort, pour le dire en passant, n'eut qu'un éphémère et faible succès. Si je mentionne tout cela, ce n'est point pour démontrer que je suis conséquent avec moi-même en me présentant ici, c'est seulement pour signaler à votre attention ce fait: qu'à l'époque dont je viens de parler, j'avais le plaisir d'être associé avec plusieurs hommes dont les opinions politiques sont les miennes, mais qui ne se trouvent plus aujourd'hui dans les rangs des partisans d'une éducation nationale, et qui en sont plutôt les adversaires. Je voudrais ramener ces bons amis à leurs premières opi-

nions. Comment se fait-il qu'eux, les grands champions de la liberté civile et religieuse, ne soutiennent pas, ne fût-ce que par instinct de conservation personnelle, ces principes qui nous tiennent tant au cœur? Pourquoi ne se réunissent-ils pas à nous pour plaider la cause de l'instruction populaire, la seule base solide des libertés civiles et religieuses ? Pendant toute la période de 1838-1846, nos efforts en faveur de l'éducation furent suspendus. Nous luttions alors pour quelque chose qui tient plus encore à l'homme et qui lui est plus cher que sa nourriture morale, c'est-à-dire son pain quotidien. Pendant que dura cette lutte, presque sept ans, la question de l'éducation fut à peu près mise entièrement de côté. On ne s'en occupait plus à Manchester, et dans l'intervalle il surgit des circonstances propres à indisposer les sectes dissidentes, car c'est à elles que je fais allusion maintenant. Il y eut d'abord ce fait notoire et de plus en plus visible : que la plus grande partie, presque la totalité des fonds votés annuellement par le Parlement pour l'éducation, n'allait pas aux écoles des dissidents, mais à celles de l'Église de l'État. Je ne demande pas en ce moment pourquoi les choses se passaient de la sorte ; je me borne à constater le fait, et l'irritation naturelle que les dissidents en ressentirent contre le système d'une éducation nationale. Puis vint le bill d'éducation proposé par Sir James Graham, qui suscita l'opposition de toutes les sectes dissidentes du pays. Et ce fut alors que, dans un mauvais moment, un moment de surexcitation et de fièvre qu'ils répareront plus tard, je l'espère, mais qui ne s'explique que trop bien par les déboires qu'on leur

avait fait subir et les provocations qu'on leur avait adressées, les dissidents, ou du moins la portion la plus influente des dissidents, se déclarèrent contre le principe même d'un système d'instruction publique. Mais cette déclaration, née du bill de Sir James Graham et du penchant du Parlement d'alors à favoriser la seule Église établie, cette déclaration n'a rien à faire avec le plan qu'aujourd'hui nous soumettons au pays. Voici un projet qui émane de l'association dont nous faisons partie, un projet préparé dans le dessein exprès de délivrer les dissidents de leur dilemme, et pour mettre fin à l'injustice dont ils se plaignent. Nous avons la pleine conviction, et nous n'avons pas à cet égard l'ombre d'un doute, que, si nos amis se donnent la peine d'étudier la question avec calme, sans passion, ils finiront par se rallier en masse à nos idées, et par soutenir nos vues.

Que proposons-nous, en effet? Nous proposons de ne pas s'occuper de l'enseignement religieux, et l'on sait que la vraie difficulté gît dans leur refus d'accepter l'aide du gouvernement en matière d'enseignement religieux. Nous excluons cet enseignement de nos propres écoles. Les dissidents ne peuvent donc nous faire opposition en tant que communautés religieuses. En tant qu'individus, ils peuvent, il est vrai, nous demeurer hostiles ainsi que quelques autres *individus;* mais comme baptistes, comme indépendants, comme wesleyens, comme secte quelconque, ils n'ont plus la moindre raison de venir nous reprocher quoi que ce soit à l'encontre de leurs convictions. Je tiens à distinguer entre

le droit qu'ils gardent comme individus de nous rester hostiles, et ce droit qu'ils n'ont plus, de combattre en tant que secte les visées de cette association. Mais alors il se trouvera sans doute parmi eux des personnes qui prétendront qu'en votant des fonds pour l'éducation publique, nous violons les principes mêmes de l'économie politique. Eh bien ! c'est un droit qui appartient à un baptiste ou à un indépendant, comme à quiconque, que celui de critiquer par des raisons de cet ordre le système d'une dotation publique en faveur de l'instruction ; mais de quel droit une congrégation de baptistes ou d'indépendants viendrait-elle, en tant que telle, arguer de l'économie politique ? Je causerai avec eux, si cela leur plaît, des idées d'Adam Smith. Je philosopherai avec eux, pour peu que cela leur convienne. Mais de quel droit viendraient-ils, la Bible en main, nous opposer des raisons d'économie politique ?

Permettez-moi maintenant, Monsieur, de dire un mot du plan que nous voulons suivre. L'orateur qui parlait tout à l'heure, et avec un grand courage moral, comme il l'a justement dit lui-même, cet orateur faisait à notre plan un reproche que je ne saurais accepter : celui de bannir la Bible de l'école.

Or, si je l'ai bien compris, ce plan défend d'imposer la lecture de la Bible aux écoliers dont les convictions personnelles ou celles de leurs parents la rejettent en certaines de ses parties ; mais il ne chasse nullement la Bible de l'école, là ou tout le monde s'accorde à l'introduire.

Par exemple, plus de la moitié des paroisses de ce royaume sont des paroisses rurales qui ne possèdent que quelques centaines d'habitants. En bien des cas, il n'y a qu'une seule église et pas de dissidents. Or, je ne vois pas que notre plan empêche de pareilles communautés, où tous sont d'accord, d'introduire la Bible entière dans leurs écoles si bon leur semble. Je voudrais qu'on comprît bien ceci : c'est que, si nous ne prétendons nullement exclure d'une façon générale, absolue, les Écritures de l'enceinte de nos écoles de garçons ou de filles, nous nous bornons à vouloir qu'on ne rende pas obligatoire la lecture de la Bible, car il est probable que cette lecture empêcherait les catholiques ou d'autres personnes d'envoyer leurs enfants à l'école. On accuse notre plan d'être irréligieux, parce qu'il ne comporte pas d'enseignement confessionnel, et c'est là sa grande pierre d'achoppement. La clameur, une clameur qui ne repose que sur des raisons très frivoles, nous jette à la tête le reproche de tendre à un système d'éducation sans religion. Je n'hésite pas à reconnaître que nos adversaires, en se plaçant sur ce terrain-là, ont agi en gens avisés, car la tendance de l'esprit populaire est telle, qu'aucune réforme n'a pu s'accomplir dans ce pays quand on a pu dire qu'elle était hostile à la religion, tandis que les grandes réformes qui y ont réussi ont dû, à bien peu d'exceptions près, appeler le sentiment religieux à leur aide. Que nous proposons-nous de faire? Notre dessein est-il donc d'ouvrir des écoles publiques dans l'intention d'enlever les enfants à leurs parents? Je pensais que, dans ce pays du moins, l'on reconnais-

sait le droit des parents d'élever leurs enfants. Proposons-nous de les leur retirer et de les placer dans des externats?

A voir la violente explosion qu'ont provoquée nos sentiments prétendus, on croirait vraiment que nous nourrissons des pensées aussi noires, et que nous nous apprêtons à confisquer ces enfants et à les soustraire dans un âge aussi tendre aux conseils et aux exemples de leurs parents. Il ne s'agit en ce moment ni d'écoles du dimanche, ni de pensionnats, mais simplement d'externats. Nous proposons de donner aux enfants de ce pays une instruction laïque pendant cinq, six ou huit heures par jour, en les confiant le dimanche au pasteur de leur communion, et en les laissant la nuit, le matin et le soir, entre les mains de leurs parents. Et pourtant, nos adversaires s'efforcent de démontrer que le résultat d'un tel système serait une éducation irréligieuse? Et il faut bien convenir, je le répète, que ce n'est pas maladroit de leur part, puisque c'est le seul moyen qu'ils aient de faire échec à notre entreprise. En ce cas-ci, comme en bien d'autres, il faut répéter ses arguments jusqu'à ce que les adversaires se les approprient eux-mêmes. Dans ce pays on paye 200,000,000 de francs au moins, chaque année, au clergé; et c'est, j'oserai le dire, deux fois autant que dans aucun autre pays chrétien du monde. Nous ne proposons pas, cependant, de rogner d'un seul shilling cette large dotation. Nos enfants ne savent pas la grammaire, ils ne connaissent pas les devoirs ordinaires de la vie; nous voulons qu'ils acquièrent ces connaissances nécessaires : dans un pays qui con-

sacre 200,000,000 de francs à l'instruction religieuse, on a l'audace de prétendre que nous visons à dépouiller l'éducation de tout caractère religieux! C'est une pure calomnie; nous la renvoyons hardiment à ses auteurs, et chaque fois qu'ils l'énonceront, jetons-leur à la tête l'observation si logique du docteur Bacon. Si je ne craignais de lui être désagréable, je raconterais tout ce que je sais de sa séparation de sa propre Église, de la haute estime que tout le monde lui accorde, et ce serait comme une espèce de certificat de la vérité de ce qu'il nous a dit ici. Rappelez-vous ses arguments, et jetez-les à la face de vos adversaires. Dites-leur que le docteur Bacon, entendant parler de la magnifique dotation du clergé pour l'enseignement religieux du peuple, ne put s'empêcher de s'écrier qu'il n'avait jamais compris que cette splendide allocation fût destinée aux écoles, et que, si par hasard il en était autrement, l'intention des donateurs était bien mal remplie, et qu'il leur conseillait d'y avoir l'œil.

Nous ne voulons pas nous mêler de l'instruction religieuse du peuple, nous ne voulons pas diminuer d'un liard les émoluments du clergé; mais nous voulons lui dire que, si c'est son devoir d'instruire le peuple, ce devoir il l'a entièrement négligé. Au lieu de punir les pasteurs par la diminution de leurs traitements, nous proposons d'établir une imposition sur la propriété foncière, afin de réparer leur négligence. Je suis charmé d'avoir près de nous aujourd'hui un de nos amis des États-Unis. J'ai souvent pensé que la meilleure manière de résoudre cette question, serait d'adopter le système de

la Nouvelle-Angleterre, et de bien dire que c'est là ce qu'il nous faut.

Ce système s'applique depuis plus de deux siècles aux États-Unis, et si ses conséquences nous effraient, voyons ce qu'elles ont été dans son pays natal.

Les écoles de la Nouvelle-Angleterre ont donné au peuple américain une éducation laïque dont la comparaison avec la nôtre est de nature à nous faire rougir. Si nos adversaires prétendent que l'instruction simplement laïque finira par l'incrédulité et l'irréligion dans le pays, je les prierai encore de me montrer parmi les États protestants un pays qui soit, par excellence, religieux comme la Nouvelle-Angleterre. S'agit-il du nombre d'églises? Les églises de ces États sont plus nombreuses, eu égard à la proportion de la population, que les nôtres. Parle-t-on de l'observance du dimanche? J'ai vu dans la Nouvelle-Angleterre une chaîne barrant la rue d'une grande ville, pour empêcher le mouvement du commerce de troubler le service divin. A l'égard du respect dû aux ministres de la religion, je puis affirmer, d'après mon expérience, que nulle part on ne traite les pasteurs avec plus de déférence qu'aux États-Unis. Omettrait-on par hasard les formes religieuses là où nous les avons nous-mêmes conservées? Eh bien! je vous assure que, si on avait tenu un meeting pareil à celui-ci dans la Nouvelle-Angleterre, on eût inauguré ses travaux par une prière. Dans leurs cours de justice, les débats commencent toujours par une prière, et le shériff, lorsque le juge va prononcer sa sentence, demande une autre prière. En un mot, tout, dans les États

de la Nouvelle-Angleterre, témoigne d'un grand respect de la religion, respect dont les marques sont visibles et universelles.

Prenez le nombre des missions pour la conversion des païens, prenez tel ou tel autre aspect de la vie américaine, et vous reconnaîtrez que ce peuple, avec son instruction laïque, est un peuple plus religieux que le peuple anglais, qu'aucun peuple protestant. Je dis donc que ce qu'il nous faut, c'est le système scolaire des États-Unis, un système qui, sans toucher à la religion de nos populations, leur donne cette instruction séculière qui leur manque et qui est assurée aux Américains. Le docteur Bacon vient d'une petite ville de 20,000 habitants où il y a trois journaux, où il règne une véritable activité intellectuelle, où l'on s'intéresse fort à la politique et à l'histoire contemporaine, et où, par conséquent, on doit être irréligieux, si nos adversaires raisonnent bien; vous savez déjà que penser de cette déduction, et je crois inutile d'insister davantage sur la compatibilité de la religion avec le développement de l'instruction publique.

Maintenant je reviens à ce que je disais tout à l'heure : nous voulons un système d'éducation aussi bon que celui de la Nouvelle-Angleterre, et nous le voulons non seulement par des raisons d'ordre économique, mais aussi par des raisons d'ordre moral et religieux, car on devrait cultiver ici les intelligences et les principes du peuple comme cela se fait aux États-Unis. Quoique nous ne soyons pas une démocratie, des questions aussi importantes et aussi compliquées qu'aux États-

Unis mêmes, sont souvent soumises à l'appréciation de notre pays, et, somme toute, c'est à l'opinon publique que le dernier mot appartient chez nous, tout aussi bien que dans la grande république transatlantique.

A une époque et dans un état social où chaque homme est appelé à juger des questions complexes, et qui, il y a soixante ans, n'occupaient que les esprits éminents et les profonds penseurs, la sécurité publique exige que le peuple soit éclairé et instruit.

Nous sommes bien convaincus, moi et mes amis politiques qui partagent mes sentiments, que l'avenir du progrès général de la société se lie au progrès de l'instruction publique dans les masses, et qu'en dehors de ce développement, il ne faut compter ni sur de sérieuses améliorations, ni sur une grande, ni sur une vraie tranquillité sociale. »

L'intérêt de la moralité publique réclame également ce développement des écoles publiques. Sommes-nous donc un peuple si moral que nous puissions nous passer du maître d'école? Qu'a-t-on vu récemment dans ce pays? N'a-t-il pas été le théâtre de grands crimes et de grandes catastrophes? Écoutez les raisons que donne M. Daniel Webster, l'éminent homme d'État américain, qui lui ont fait accorder son appui aux écoles publiques du Massachusetts, son État natal : « Je regarde notre système scolaire, dit-il, comme une organisation sage et libérale de police qui garantit la propriété et la sécurité sociale.

« Nous cherchons à prévenir, dans une certaine mesure, l'application du code pénal en inculquant de

bonne heure les principes préservateurs de la vertu et du savoir.

« Nous espérons développer le sentiment du respect de soi-même en agrandissant la sphère de la capacité et celle des jouissances intellectuelles.

« Au moyen d'une instruction générale, nous cherchons à purifier toute l'atmosphère morale, à rehausser et à tourner contre l'immoralité et le crime le puissant courant de l'opinion et du sentiment public, ainsi que l'action de la loi et les censures de la chaire.

« Nous espérons trouver, dans la prédominance de sentiments moraux énergiques bien dirigés, une sécurité sociale qui dépasse la portée des codes, et prolonger ainsi le temps où l'on puisse, dans les campagnes et les villes de la Nouvelle-Angleterre, jouir d'un sommeil paisible, même avec des portes ouvertes. »

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut à l'Angleterre un système scolaire qui vaille celui des États-Unis. J'ajouterai qu'en dehors des questions politiques qui s'agitent parmi nous et du souci de la moralité publique, il nous faut un peu plus d'instruction pour bien juger des choses religieuses elles-mêmes. Vous souvenez-vous de l'émotion qu'a récemment causée dans ce royaume l'arrivée de quelques vieux gentlemen très instruits et très respectables, mais qui portaient des chapeaux rouges et étaient chaussés de bas violets? Ils venaient, disait-on, s'emparer de cet empire, ils allaient le découper en parallélogrammes, et nous devions nous alarmer grandement. Avant de venir ici, j'ai demandé au docteur Bacon ce que l'on ferait, en

pareil cas, en Amérique. Il m'a répondu que l'on rirait. Je trouverais, pour mon compte, fort désirable que vous eussiez un public éclairé, auquel on pût en référer pour juger ces controverses religieuses. Je ne veux pas mal parler de l'Église catholique, et j'ai même un grand respect pour cette Église, qui embrasse dans son giron la majorité des chrétiens. Mais, en protestant, j'ai le droit de dire que personne ne peut prétendre à ce titre s'il ne sait pas lire la Bible et en apprécier le contenu par soi-même.

Quand nos adversaires vous parlent des intérêts de la religion, lancez leur cet argument, et rappelez leur que la moitié du peuple anglais ne sait pas lire de façon à tirer de ses lectures de la satisfaction ou de l'agrément; que c'est pour ces millions de personnes un tel labeur que si, au bout de quelques lignes, elles rencontrent un mot de quatre ou cinq syllabes, elles ferment le livre, toutes rebutées. Après cela, demandez à nos adversaires s'ils pensent, eux qui se disent plus religieux que nous, qu'un homme qui ne sait pas lire les Écritures puisse être un protestant. Le protestantisme n'est-il pas fondé sur l'assertion que tout homme a son jugement particulier et qu'il doit s'en servir? Eh bien! le protestant sincère, l'homme religieux, qui résiste, qui est contre nous quand nous nous proposons d'enseigner la lecture à tous les enfants de l'Église universelle, s'oppose au progrès même de ces doctrines religieuses que ses convictions consciencieuses l'invitent à défendre. J'entends assurément que les catholiques jouissent d'une entière liberté de conscience,

et je ne donnerais jamais ma voix dans la Chambre des communes à aucune mesure tendant à les persécuter ou à restreindre le libre exercice de leur culte, dont ils jouissent à cette heure. Mais, protestant moi-même, je dirai aux protestants qui nous combattent que, s'ils veulent, en matière de controverse religieuse, une opinion publique bien éclairée, une opinion telle que celle qui existe aux États-Unis, ils doivent aider à notre dessein de doter au moins le peuple anglais de la faculté de lire les saintes Écritures dans sa langue maternelle.

Puisque cette grande question a été présentée au pays comme émanant sous sa forme actuelle de la ville de Manchester, on s'attend à ce que la controverse qu'elle a soulevée se continue dans l'esprit qui caractérisait autrefois cette ville, quand elle agitait une question. Beaucoup de vieilles difficultés ont disparu, mais il vous reste encore de plus grands obstacles à vaincre. Au meeting d'hier, on nous a proposé de changer notre nom actuel d'*Association des écoles publiques du comté de Lancaster* en celui d'*Association nationale des écoles publiques*. Je trouve ce changement très avisé et très nécessaire, pour ce motif qu'il servirait peu de répandre l'instruction dans le comté de Lancaster, si cette instruction ne s'étendait pas à ces autres parties du royaume dont le Lancashire tire sa propre population. On est généralement enclin à penser, et nos adversaires ne manquent pas de propager cette erreur, que les grandes villes sont, par elles-mêmes, des foyers d'ignorance, de vice et de misère. Mais il n'y eut jamais de plus grosse méprise. Prenez, par exemple, cette

grande ville, je suis sûr que la moitié des habitants de Manchester n'y sont pas nés. Ce sont des émigrants ; et d'où viennent-ils ? N'est-ce pas de ces parties rurales et des cantons agricoles du pays, qui rejettent sur les grandes villes leur surabondance de population ? C'est pourquoi toutes les tentatives d'arrêter le progrès de l'ignorance, avec ses conséquences, le vice et la misère, dans nos grandes villes, resteront tout à fait vaines tant que l'on bornera son attention aux habitants de Manchester et des autres grands centres du Lancashire. Il faut faire une loi qui oblige, comme aux États-Unis, au Massachusetts, par exemple, chaque localité ou chaque paroisse à fournir à ses habitants une école et les moyens d'instruction, et il ne suffirait point, à cet effet, de leur donner les moyens, ainsi que nos ordres ou conseils y tendent aujourd'hui, de bâtir des maisons d'école. Car de briques et de mortier, nous en avons plus que de besoin, plus qu'on n'en consomme. Il faudrait encore peupler ces écoles et les pourvoir de maîtres zélés et capables.

Pour obtenir une telle loi, il faudra que l'opinion publique agisse sur le Parlement, et fasse de cela une question électorale. On nous dit vainement que le système volontaire suffira.

Mais, pour combattre cette opinion, je mentionnais hier ce fait trop connu : que, dans la majorité de nos districts ruraux, la plupart des grands propriétaires ne résident pas dans leurs paroisses, peut-être n'y en a-t-il pas un sur dix, et qu'il est dès lors tout à fait inutile de compter, pour l'éducation populaire, sur les

gens riches et les propriétaires des campagnes. La propriété foncière est là, et je soutiens qu'il serait juste de lui imposer, sur la charge fiscale, d'instruire ceux-là mêmes dont le travail en augmente la valeur. Pour le moment, il est fort possible que le tenancier paiera cette taxe, et peut-être ce tenancier sera-t-il un homme pauvre, ou du moins peu aisé; mais, à la longue, cet impôt retombera sur le landlord lui-même, et je ne crois pas que l'on puisse lever un impôt plus profitable à la communauté qu'un impôt destiné à répandre l'instruction parmi les populations rurales. Quel est, en effet, le grand obstacle à la diminution du paupérisme et de la taxe des pauvres dans les districts agricoles? C'est l'ignorance crasse du paysan; elle lui ôte tout à fait cet esprit entreprenant qui le porterait à chercher sur la vaste scène du monde quelque endroit plus favorable à son industrie, et où son travail serait mieux rétribué. Mais ces pauvres gens sont si ignorants, que ce n'est pas de son plein gré qu'on accepte comme laboureurs et comme domestiques des personnes dans la condition intellectuelle et morale de la grande masse de notre population agricole. La principale difficulté qui s'oppose à la réalisation des bonnes intentions que l'on peut avoir vis-à-vis de nos laboureurs consiste, ainsi que j'ai eu l'occasion de m'en assurer moi-même, dans leur incapacité de s'aider personnellement en dehors de la routine de leurs occupations journalières. Veut-on donc leur donner l'ambition de sortir des limites de leur petite paroisse, où ils végètent souvent sur une misérable pitance de deux ou trois miches de pain par

semaine, et leur faire mépriser cette existence qui les attache à cette paroisse comme un serf à la glèbe, il faudra leur apprendre l'écriture, le calcul et un peu de géographie. Qu'ils sachent ce qui se passe aux colonies, qu'ils éprouvent l'ambition qui pousse les hommes de la classe moyenne à quitter les lieux où ils sont nés, dans l'espoir d'y revenir plus tard satisfaits et enrichis. La question d'intérêt personnel à part, je soutiens que c'est notre devoir de mieux élever et de mieux instruire le peuple, si nous en voulons faire une réunion d'hommes dignes du nom d'Anglais. Quel fonds, quelle mine de richesses la population de ce pays laisse inexploités ! Pensez que cette race a produit un Shakspeare, un Robert Burns et un Milton, et pensez aussi que des milliers et des millions d'hommes qui lui appartenaient ont langui dans une profonde ignorance, semblables aux bœufs qu'ils conduisaient, parce qu'ils n'ont pas eu sous la main les premiers éléments, les premiers outils du savoir, parce qu'ils ne savaient pas lire et écrire, et qu'ils ont ainsi été condamnés à disparaître de dessus la terre, sans avoir eu ni l'occasion, ni la chance d'ajouter quelque chose à la gloire de leur patrie et à sa renommée.

Vous reprochez au peuple ses vices et vous flétrissez son ivrognerie. Mais vous autres hommes d'une classe plus élevée et d'une fortune supérieure, ne seriez-vous pas aussi aujourd'hui des ivrognes comme étaient vos aïeux il n'y a pas un siècle, si vous n'aviez pas eu pour stimuler vos facultés intellectuelles et pour produire en vous cette excitation, soit physique soit morale, qui est

si nécessaire au bien-être, sinon à l'existence de l'homme, quelque chose de meilleur que la bouteille et le petit verre? Il y a quarante ans, on ne voyait pas sur les tables de nos salons et de nos cercles cette foule de livres à bon marché qui, sous la forme la plus attrayante, nous convient à lire; c'est à peine si de temps à autre un gentleman feuilletait un ouvrage. Eh bien, quelles étaient alors les habitudes des hommes de la classe supérieure? Ils buvaient. Et comment passaient-ils leurs soirées? N'ayant pas assez d'intelligence ni d'activité d'esprit pour nouer une conversation, ils les passaient assis en face de petits morceaux de carton peint: ils jouaient aux cartes. Il n'y avait pas une soirée où les cartes ne s'étalassent sur le tapis vert; et cela uniquement parce que quarante ou cinquante braves gens de cette classe n'avaient pas l'intelligence qu'il leur eût fallu pour s'amuser entre eux en dehors de cette ressource-là. Maintenant, vos ressources et vos occupations intellectuelles sont si variées, que vous trouvez les journées et les soirées trop courtes. Au lieu de vous livrer le soir à l'ivrognerie, au jeu ou à d'autres passe-temps frivoles, vous passez le temps dans un agréable commerce intellectuel, et les heures passées au milieu de pareilles jouissances vous paraissent de trop courte durée. Et les classes ouvrières, si on pouvait leur apprendre non seulement à lire et à écrire, mais quelque chose encore de leur propre nature et des lois de la nature qui les environne, ne trouveraient-elles point, elles aussi, plus de satisfaction et de plaisir dans des récréations intellectuelles que dans la fréquentation

d'un débit de genièvre, le spectacle d'un combat de chiens, le jeu à pile ou face dans une taverne? Déjà des signes d'un goût plus délicat se révèlent parmi eux. Voyez comment le peuple afflue à vos soirées musicales, et comme il remplit nos trains de plaisir afin de mieux se familiariser avec la nature extérieure! Les masses mêmes privées des avantages qu'elles devraient avoir, n'ont-elles pas fait voir qu'il existe en elles un noble désir de se renouveler et de rechercher des plaisirs moins grossiers et des jouissances d'un caractère plus chrétien? Enfin, par tous ces divers motifs, qu'il s'agisse d'améliorer les goûts populaires et les amusements populaires, de fournir aux masses les moyens de juger les questions qui leur sont soumises et dont les destins politiques de leur pays dépendent, ou encore de se décider en connaissance de cause sur les matières religieuses, qui sont les plus hautes de toutes, je vous adjure, à quelque mobile que vous obéissiez, d'instruire le peuple, d'élever son esprit, d'étendre ses facultés, de stimuler sa raison; et sa condition, quelle qu'elle puisse être d'ailleurs, en sera toujours moralement plus élevée et plus digne.

XXXII

Lettre de M. George Combe adressée à M. Richard Cobden.

Édimbourg, 4 novembre 1850.

Cher Monsieur,

Permettez-moi de vous féliciter du fond de mon cœur d'avoir pris la position de chef de l'*Association nationale d'écoles publiques*. C'est une position qui vous convient admirablement, et je suis sûr qu'en en remplissant les devoirs, vous rendrez un grand service à votre pays. J'ai lu avec beaucoup de satisfaction les discours prononcés à Manchester. Le vôtre m'a fait souvenir des jours de la lutte contre les « corn-laws », quand votre logique, comme une épée à deux tranchants, pénétrait jusqu'au cœur du protectionnisme, et le réduisait en poussière.

Dans mon opinion, ce mouvement, à la tête duquel vous venez de vous mettre, est le plus important de ce siècle. C'est le complément de la réforme parlementaire, du libre-échange et de toutes les autres améliorations sociales. Sans l'instruction du peuple, les plus beaux résultats de ces diverses réformes courraient le risque perpétuel d'être compromis.

Je viens d'apprendre qu'un institut phrénologique doit s'ouvrir à Chertsey, en Surrey, par les soins de

M. Émile Arnold Praeger, dont les opinions sont consignées dans une brochure publiée par Baillière. Ses idées sont sensées, elles sont dignes d'être étudiées; mais je ne connais pas personnellement l'auteur.

Mme Combe se joint à moi pour vous envoyer nos amitiés, à vous et à Mme Cobden.

Cher Monsieur, je suis à vous bien sincèrement.

G. Combe.

XXXIII

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Westbourne Terrace, 27 décembre 1850.

Prenez-vous grand intérêt à l'Exposition des produits de l'industrie et des arts qui doit avoir lieu à Londres en 1851 ? Nous nous en occuperons probablement beaucoup, car M. Cobden vient d'être nommé un des vingt commissaires : le duc de Richmond se trouve parmi ses collègues !

On me dit que plusieurs listes de noms ont été soumises au prince Albert, et que celui de M. Cobden a paru dans chacune.

XXXIV

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Midhurst, 6 août 1851.

Ma chère Dame,

Mon fils et moi nous passons dix heures par jour en plein air à faire voler des cerfs-volants, à nous rouler sur l'herbe ou à errer dans les bois. Ce matin, mon fils s'est levé à cinq heures pour aller courir les bois avec le garde forestier, et je n'avais pas encore quitté le lit qu'il entrait dans ma chambre deux lapins et un lièvre suspendus à son épaule. La chasse au tir et la pêche l'enchantent. Je voudrais qu'il aimât moitié autant ses livres. Cela viendra peut-être.

Je vous remercie de votre bonté d'avoir bien voulu m'envoyer le numéro de « l'*Economist* » qui contenait une critique de l'exposé que M. Gladstone a si habilement et si humainement fait des atrocités napolitaines. Je connais quelques-unes des personnes qui en ont été victimes, et j'ai eu de leurs lettres depuis qu'elles sont en prison. J'en ai reçu notamment de Scialoja [1], le Bastiat de l'Italie, professeur d'économie politique à Turin à l'époque où je visitai cette ville, et auteur de quelques bons livres élémentaires sur cette science. Il est né à Naples, et s'était réfugié en Piémont. Malgré l'expé-

[1] Ministre de l'instruction publique à Rome, 1877.

rience qu'il avait du caractère du roi de Naples, il eut l'imprudence d'accepter l'offre du ministère du commerce sous la constitution que le roi avait juré de soutenir, et le résultat a été que, depuis dix-huit mois, il est en prison sans avoir été jugé. Il ignore même le crime dont il est accusé. Je dois dire cependant qu'il ne subit pas les traitements brutaux que M. Gladstone dénonce, et avec vérité sans doute, comme infligés à des hommes aussi distingués qu'innocents. Eh bien, l'auteur de l'article de l'*Economist* ne paraît pas beaucoup désirer que ce pays-ci intervienne en faveur des patriotes napolitains; ses arguments tendent pourtant à soutenir que nous avons le droit d'intervenir en faveur de la cause libérale lorsque nous le jugeons bon et utile. Il oublie apparemment que, si nous nous arrogeons le droit d'intervenir, dans le dessein de soutenir une certaine classe d'opinions, les Russes et les Autrichiens ont également le droit, eux, en vertu du même principe, de se ranger d'un autre côté. En fin de compte, l'écrivain arrive à cette conclusion : que, si nous suivons la politique de non-intervention, il faut insister pour que les autres pays fassent de même; et il dit leur fait à quelques libéraux, « sujets à des lubies, » entre autres à moi, je le suppose, parce qu'ils ne veulent pas armer lord Palmerston de forces suffisantes pour imposer cette politique à la Russie et à l'Autriche. Voilà qui montre la corde ! C'est encore un des écrivains inspirés par Palmerston, et leur nom est Légion. Or, si j'ai à porter une plainte particulièrement forte contre notre ministre des affaires étrangères, c'est précisément, comme je l'ai sou-

vent dit en public, parce qu'il n'a jamais fait entendre un seul mot de protestation contre l'invasion de la Hongrie, ou contre l'acte violent des Français à Rome.

Je suis convaincu que, si nous agissions nous-mêmes rigidement d'après le principe de non-intervention, — ce que nous n'avons pas encore fait, — nous acquerrions assez d'influence morale, sans faire la guerre, pour empêcher les autres pays de violer ce principe. Non seulement notre gouvernement n'a pas protesté, mais, selon la correspondance publiée dernièrement dans les *Livres bleus*, il est évident que les sympathies secrètes de notre diplomatie ont été contre les Hongrois et les Romains. La Hongrie à peine vaincue, lord Palmerston écrivait pour féliciter le gouvernement d'Autriche de la terminaison de la guerre; et l'ambassadeur russe, avec beaucoup de malice, a félicité Sa Seigneurie sur cet acte complaisant. Pulsky et Kossuth se sont indignés du ton qui règne dans cette correspondance, et elle leur a laissé la vive impression que nos diplomates étaient *in petto* hostiles à leur cause. En effet, personne, sinon les gens superficiels, ne croira volontiers que notre aristocratique *exécutif* puisse être sincèrement favorable aux révolutions démocratiques du continent. Lord Palmerston n'est nullement plus libéral que ses collègues; mais il a l'habileté de persuader à quelques personnes, il y en a même à Manchester, que son désir suprême est de servir la cause de la liberté partout; mais que « ce méchant Cobden vient toujours calomnier ses desseins et contrecarrer ses plans ! »

Ceci m'amène à parler du paragraphe de votre lettre

où vous dites que l'on m'accuse de défendre une politique égoïste, laquelle refuserait notre sympathie aux Hongrois et aux autres. Après avoir lu les discours que le docteur X... et d'autres orateurs belliqueux ont prononcés au dernier meeting en faveur des Hongrois, je conçois facilement que ces messieurs trouvent ma sympathie bien tiède. Mais vous connaissez mes vrais sentiments envers les Hongrois ; vous savez que ma porte leur est restée constamment ouverte, et que, pendant dix-huit mois, j'ai fait partie, avec quatre autres personnes, d'un comité de secours qui s'est occupé de trouver l'argent nécessaire pour empêcher les réfugiés pauvres de mourir de faim. Les grands crieurs, qui parlaient de passer par le feu pour la cause hongroise, ont disparu quand il s'est agi d'ouvrir leur bourse aux Hongrois vaincus. Alors, je devenais mendiant en leur nom, comme vous le savez à vos dépens, et je crois pouvoir ajouter que, de tous les membres du comité, je suis celui qui a réuni un plus grand nombre de souscriptions en faveur des réfugiés. (Josèphe Sturge fut le plus généreux de ces souscripteurs.)

Pourtant, on me blâme, parce que je ne veux pas aller plus loin, et soutenir l'intervention de notre gouvernement en Hongrie. Ma première réponse à ce reproche est que je ne crois pas possible de confier à notre gouvernement aristocratique une telle mission. Si un mouvement démocratique éclatait dans un pays quelconque, je prévois que notre aristocratie y serait hostile, de même qu'elle s'efforce de prévenir une pareille explosion dans ce pays même. Mais ma principale objection à

l'intervention de notre gouvernement est que, pour être efficace, il faudrait que cette intervention fût armée. Le docteur X... lui-même l'avoue dans son discours de Manchester. Je respecte beaucoup les talents du docteur ; mais ses principes, ou plutôt l'apparente absence chez lui de principes politiques, le rendrait propre à être évêque, voire même archevêque. Ne propose-t-il pas, par exemple, d'envoyer une flotte à Cronstadt pour soutenir les Hongrois? On voit bien qu'un pasteur dissident n'est jamais monté à bord d'un bâtiment de guerre! Qu'il est facile de se battre par procuration ! Cela me rappelle ce qui se passa lors du premier meeting tenu à Londres afin de constituer un comité de secours en faveur des réfugiés hongrois pauvres. Pendant que le meeting perdait son temps à écouter les déclarations d'un orateur qui épuisait toutes les figures de rhétorique pour donner corps à la vive expression de sa commisération pour le sort des patriotes exilés, un simple homme d'affaires de la Cité, assis à côté de moi, me disait à l'oreille : — « Que c'est fâcheux de perdre ainsi du temps à discuter des choses sur lesquelles tout le monde est d'accord ! — Ayez un peu de patience, répondis-je, c'est la dernière fois que l'orateur abusera de votre patience. » C'est bien ce qui arriva, et c'est ce qui arrivera aussi dans le cas du docteur X... Que, par impossible, nous envoyions à Cronstadt la flotte qu'il réclame, et l'on peut être bien sûr qu'il ne s'y embarquera point. Or, j'avoue que j'ai peu de respect pour ceux qui ne sont braves que par le bras des autres; et, si jamais il m'arrive de

me faire le champion d'une guerre, ce sera d'une guerre à laquelle je serai prêt a prendre part moi-même. Aucune autre n'aura ma sanction. Entendre un ministre de la religion du Christ parler carrément d'envoyer des milliers de ses semblables se battre pour une cause qui ne les regarde nullement, tandis que lui-même restera tranquillement au sein de sa famille, sans donner peut-être une seule pensée aux orphelins et aux veuves que sa politique belliqueuse aura faits, ni aux vieillards qu'elle aura privés de leurs enfants, cela révolte. L'on ne doit pas s'étonner qu'il y ait dans le pays tant d'incrédules!

Maintenant, un mot à propos des Napolitains. Après avoir lu la lettre de M. Gladstone, tout le monde, ainsi que vous, doit désirer ardemment qu'il soit fait quelque chose pour sauver les vaincus du triste sort qui les menace. Mais que peut-on faire? Selon moi, M. Gladstone, en flétrissant le gouvernement napolitain, a plus servi la cause de l'humanité que n'eût pu le faire notre ministre des affaires étrangères, tout bien disposé à cet égard qu'il aurait pu l'être. Son pamphlet, soyez-en sûr, fera trembler les tyrans. Mais, si on désire ne pas faire de nouvelles victimes, il ne faut donner aux libéraux de Naples aucune espérance de secours dans l'avenir. Proposer d'établir un gouvernement constitutionnel à Naples, dans l'état où est aujourd'hui la population des Deux-Siciles, est un projet aussi chimérique que le serait l'idée d'un système représentatif à Tombouctou. Le royaume des Deux-Siciles renferme quelques milliers d'hommes instruits et pleins de talent

qui soupirent après la liberté politique. Ils sont malheureusement entourés de millions d'hommes qui n'éprouvent aucun désir au delà de la satisfaction de leurs besoins matériels, et dont les prêtres ont converti les instincts religieux en un véritable instrument de dégradation intellectuelle. Quand je visitai l'Italie, en 1846, avant les troubles du continent, je fis la connaissance, à Naples, de plusieurs libéraux. Après avoir prêté l'oreille à leurs rêves d'un gouvernement constitutionnel et représentatif, je tâchai de leur démontrer l'impossibilité d'un gouvernement pareil, avec une population ignorante et entièrement gouvernée par les prêtres. Je leur conseillai d'attendre au moins la venue d'une nouvelle génération. En arrivant à Terracine, en route pour Rome, je me souviens d'avoir écrit à un officier du génie, nommé Dagila, jeune homme d'un caractère sérieux, mais exalté, le suppliant d'abandonner ses projets radicaux pour l'amour de sa jeune femme et de ses petits enfants. Il serait cruel d'exciter chez cette petite minorité intelligente de nouveaux espoirs, en lui offrant la perspective illusoire du secours de ce pays. Nous ne pourrions forcer la majorité du peuple napolitain à préférer nos idées aux siennes. Elle a le droit, si cela lui plaît, d'aimer ses haillons, de caresser ses chaînes, et d'adorer comme des reliques les soutanes de ses prêtres. Si j'en avais le choix, je ne voudrais certainement pas vivre chez un peuple pareil; mais, forcé de devenir citoyen napolitain, il n'est pas certain que je renoncerais *ipso facto* à ma vocation d'agitateur. Et si j'étais placé, du soir au lendemain, à

la tête du gouvernement napolitain, j'avoue franchement que je serais fort embarrassé de trouver une méthode de gouverner longtemps le peuple en dehors de celle qu'il subit et dont sa grande majorité se contente aujourd'hui. C'est une erreur de supposer que les Napolitains, en général, soient mécontents. Une petite minorité est malheureuse, mais le reste du peuple ne s'occupe nullement du gouvernement. Mais en voilà bien assez sur ce sujet, cette lettre est déjà trop longue. Toutefois vous vous êtes attiré vous-même ce plat de prose, en touchant la seule corde qui puisse vibrer en moi à un moment où je m'exempte à la campagne de tout travail. A propos de lettres sur la politique étrangère, pourquoi notre ami L... n'écrit-il pas lui-même un simple récit des faits qui se sont passés dans la Hesse, ou pourquoi n'engage-t-il pas un autre à le faire pour lui? Est-il possible que le récit que voici, de la condamnation des juges du droit commun par un conseil de guerre, soit vrai?

« Un fait inouï vient de se passer à Cassel; il dénote « jusqu'où peuvent aller les fureurs de la réaction en « Allemagne. Sept magistrats ont été condamnés, par « le conseil de guerre, à huit mois d'emprisonnement « dans une forteresse, pour avoir, en octobre dernier, « frappé un sieur Fabert de trois mois d'emprisonne- « ment pour violation de la constitution de 1848, en « vigueur à cette époque. Les magistrats se sont « présentés, revêtus de leurs robes, devant le conseil « de guerre, et ont déclaré qu'ils trouvaient au-dessous « de leur dignité de se défendre contre une pareille

« accusation. Leur condamnation a causé une pénible « impression, en ce sens qu'elle prouve qu'il n'y a plus « ni foi ni loi en Allemagne, et que désormais la force « brutale gouverne seule. »

Ce qu'il faudrait pour l'Angleterre, ce serait une simple narration des faits qui se sont passés en Hesse, narration sans prétention et telle qu'un Allemand lui-même pourrait la faire à l'usage d'un enfant; car les Anglais sont aussi ignorants que des enfants de tout ce qui touche à ces affaires. Les faits devraient être rapportés sans passion ni exagération, mais avec un respect scrupuleux de la vérité. Si ce récit se publiait, j'en donnerais des extraits dans un de mes discours. Veuillez présenter mes amitiés à M. Schwabe et aux membres de votre famille et croyez-moi, ma chère Dame,

Votre tout dévoué.

RICHARD COBDEN.

P.-S. En fouillant dans mes papiers, j'ai mis la main, par une chance étrange, sur une lettre de madame Milner-Gibson[1]; machinalement, j'allais la jeter au feu, lorsque l'idée m'est venue que l'incident qui se rattache à cette lettre pouvait me fournir une occasion de bien faire connaître mes idées sur l'intervention étrangère *par la voie morale*. Remarquez que Mme Milner-Gibson

[1] Extrait de la lettre de Mme Milner Gibson : « Je viens aussi vous présenter une requête, non de ma part cette fois-ci, mais de la part de l'ambassadeur turc. Il lui plairait que vous et Mme Cobden voulussiez bien déposer vos cartes à l'ambassade, car il désire beaucoup faire avec vous une plus intime connaissance. Il reçoit maintenant tous les lundis soir. Ayant été chargée de cette commission, je ne pouvais pas refuser de m'en acquitter. »

me priait de déposer ma carte chez l'ambassadeur turc, l'étiquette voulant qu'un ambassadeur ne puisse rendre visite à un simple particulier qu'après l'accomplissement de cette formalité. Dans ma réponse à Mme Gibson, que je la priais de communiquer à l'ambassadeur, j'exprimais mes regrets que le gouvernement turc eût consenti à servir de geôlier à l'Autriche, en retenant prisonniers Kossuth et ses compagnons, ce qui était une violation du droit des gens et des règles de l'hospitalité. J'ajoutais que, dans de pareilles circonstances, je ne voulais pas présenter mes hommages au représentant de la Turquie, mais que je m'empresserais de les lui offrir dès que Kossuth et ses illustres compagnons seraient mis en liberté par le gouvernement de Constantinople. J'ai tenu parole, et je n'ai jamais mis les pieds chez cet ambassadeur. Si tout le monde agissait de la sorte, ni le gouvernement turc, ni aucune autre puissance ne pourrait longtemps braver le mépris universel !

XXXV

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe, adressée à Glyn Garth, Pays de Galles.

Dunford, 9 octobre 1851.

M. Cobden est parti ce matin pour Londres, trop tard, il le craint, pour avoir le plaisir de voir Frederika

Bremer. J'espère, en tout cas, qu'il verra à Londres Kossuth, cet homme vraiment remarquable. On l'attend tous les jours à Southampton. J'apprends avec plaisir que le maire et la municipalité font de grands préparatifs pour lui ménager une brillante réception. Pourquoi ne venez-vous pas voir la reine à Manchester? Certes, il y a toute une révolution pacifique qui s'opère tous les jours parmi nous. La reine d'Angleterre rendant visite à ses marchands et manufacturiers en est un signe éloquent. Elle fait preuve de sagesse, car dans l'avenir ceux-là et non les militaires seront les soutiens de son trône. Mais il eût été désirable que nos grands industriels eussent montré un esprit plus noble, et qu'ils ne se fussent pas disputés au sujet de vêtements, de décorations, etc.

XXXVI

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Grande exposition de 1851.
Bureau d'administration.

10 octobre.

Ma chère Dame,

Où est M. Schwabe? J'espère qu'il viendra me voir à Westbourne Terrace, autrement je l'attendrai à l'Exposition. La foule, aujourd'hui, est moins grande que les jours où l'on ne paie qu'un schilling. Il est curieux qu'une

différence de trente-six sous soit un empêchement même pour des personnes que stimule le désir de voir une Exposition qui doit être fermée définitivement dans quelques heures. En circulant dans la foule, je crois lire sur les visages l'expression du regret de voir s'approcher la fin d'un spectacle tel qu'ils n'en reverront plus un semblable de toute leur vie. On ne croit pas à présent que la cérémonie de la clôture de l'Exposition soit bien imposante. Le *prince-consort* prononcera un discours d'adieu (a farewell speech). On ne s'attend pas à ce que la reine assiste à la cérémonie, et pourtant le bruit court qu'elle y viendra comme *exposante*. Je suppose qu'il faudra la nommer « Mme Albert » ou : « Mme Rex. »

Je suis ma chère Dame,

A vous bien sincèrement.

RICHARD COBDEN.

XXXVII

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Dunford, 30 octobre 1851.

En nous promenant sur les hauteurs dont les brises fraîches nous raniment, nous n'avons parlé, depuis quelques jours, que de Kossuth et de ses magnifiques discours, dont quelques phrases resteront tou-

jours liées d'une façon attendrissante à sa mémoire.

Vendredi dernier, M. Cobden se tenait prêt à partir pour Chichester, dans l'intention de se rendre de là, par le premier train, à Southampton, où il espérait avoir des nouvelles de l'illustre exilé. Un petit mot de M. Gilpin, venu par la poste, nous a annoncé que Kossuth était déjà arrivé. Sa connaissance personnelle a réalisé tout ce que M. Cobden avait espéré trouver en lui. Il paraît être un homme sérieux et sincère, et tout ce qu'il dit a le cachet d'une grande élévation morale et donne une impression favorable de sa bonté de cœur; chacun de ses auditeurs est forcé de reconnaître en lui un homme de grand talent. La facilité de son éloquence dans notre langue a tout à fait étonné M. Cobden. Mme Kossuth a l'air fatiguée ; elle paraît plus frêle encore que Mme Pulszky : son extérieur est celui d'une personne très-distinguée, mais elle est un peu silencieuse. Les voyageurs avaient très sagement fait partir leurs enfants pour Londres, pour les soustraire à tout le tumulte de cette ovation, de sorte que M. Cobden n'a pu les voir.

Nous sommes à peine assez avancés dans les luttes pour pouvoir définir d'une façon exacte l'espèce d'instruction laïque qu'il convient de donner dans les écoles que nous nous proposons d'établir. Quand le moment sera venu, il sera question, je l'espère, d'y introduire celle qui familiarisera les jeunes élèves avec la connaissance de leur propre nature et avec le but assigné à leur existence dans le monde, tel que M. Combe l'a dépeint. Ceci formera une partie de l'ins-

truction laïque, qui doit être combinée avec l'instruction religieuse.

Mais nous avons encore à décider la question de savoir si nous devons avoir dans ce pays le même système d'éducation payée par tous et accessible à tous qui a prévalu dans tant d'autres pays civilisés. Voilà la vraie question et toute la question. Vous devez la trancher, comme vous l'avez fait à l'égard de tant d'autres qui ont été discutées à Manchester.

XXXVIII

Discours prononcé par M. Cobden au meeting de l'Association nationale des écoles publiques.

1er décembre 1851.

Je ne me dissimule pas que de la lutte locale dans laquelle nous sommes à présent engagés, dépend le genre d'éducation que l'on adoptera pour le pays. La demande que l'on va faire au parlement d'un bill particulier qui autorisera le système d'instruction que l'on propose pour Manchester et Salford, aura son influence dans le pays tout entier. Le système proposé pour ces deux villes servira, s'il est adopté, de modèle pour d'autres districts manufacturiers et pour nos grands centres commerciaux. La mesure décrétée par le parlement pour Manchester, deviendra une mesure d'appli-

cation générale dont d'autres localités pourront profiter, et ce sera pour l'instruction publique quelque chose comme la loi sur les corporations municipales pour l'obtention d'une charte. Vous êtes donc engagés dans une lutte de grande importance, non seulement pour vous-mêmes, mais pour le pays tout entier. L'Écosse, comme dit M. Combe, a les yeux sur vous, et le reste du pays s'intéresse à ce que vous faites. Mais je ne voudrais pas que les membres de cette association s'imaginassent que leurs devoirs se trouvent ailleurs. Non, c'est ici qu'il leur faut agir ; et s'ils ne concentrent pas leurs efforts sur Manchester et Salford, ils manqueront selon moi à leur devoir dans cette phase de la controverse. Eh bien ! qu'est-ce qui sépare la *National public School Association*, qui est désireuse d'appliquer son système dans Manchester-Salford, et la *Manchester and Salford Association*, qui ne veut s'occuper que de ces deux centres ? En réalité, il n'y a qu'une seule chose entre elles, et c'est celle qui fait obstacle au système national d'éducation dans ce pays : je veux dire la question religieuse.

La difficulté à trancher est celle-ci : dans les écoles que vous voulez fonder, l'élément laïque doit-il être séparé de l'élément religieux ? Ou bien, l'instituteur doit-il être payé pour enseigner toutes sortes de religions aux frais de toutes sortes de gens ? Voilà, je le répète, la vraie, l'unique source du différend. Si la difficulté religieuse était une fois tranchée, j'appréhende peu que les habitants de Manchester s'inquiètent beaucoup de la dose plus ou moins grande de *Self-Government*

que renferme votre plan. Les membres de la *Manchester and Salford Association* ne sont pas moins désireux, j'en suis persuadé, que vous pouvez l'être vous-mêmes de conserver à leurs écoles une couleur municipale, et s'ils en ont transféré à Londres l'administration et la haute direction, c'est uniquement dans l'espoir d'esquiver ainsi la difficulté religieuse. Et qu'on le remarque bien : il ne s'agit pas de savoir si les mêmes locaux pourront servir pour la distribution des deux sortes d'enseignements, l'enseignement religieux et l'enseignement séculier : c'est, en effet, un point qui a été tranché ce matin par l'affirmative. Le bill que nous sollicitons du parlement doit assurer à toutes nos écoles, de quelque confession qu'elles relèvent, des subventions à raison du nombre de leurs élèves, et c'est précisément ce que la *Manchester and Salford Association* fait pour ses propres écoles. Seulement, il est stipulé d'autre part, — et cette clause est notre garantie, — que les maîtres ne recevront aucun traitement pour l'instruction religieuse, et que celle-ci sera donnée à part et à des heures spéciales, et il demeure pleinement entendu qu'aucun prélèvement ne sera fait sur les fonds publics en faveur de l'enseignement purement confessionnel. On ne peut donc prétendre que nous visions à la suppression des écoles existantes. — Nous nous proposons, au contraire, de demander l'autorisation d'acheter ces écoles ou de les louer; et, quant au traitement des maîtres, notre intention est précisément celle de nos rivaux, puisque nous voulons le fixer par nombre d'élèves et l'assurer à toutes les écoles, quelles qu'elles soient, pourvu qu'elles se sou-

mettent à l'inspection et nous donnent ainsi l'assurance qu'on y donne une bonne instruction séculière.

La seule chose qui divise les deux associations est donc l'insistance de l'une d'elles pour que l'instruction religieuse soit donnée dans toutes les écoles aux frais des fonds publics. Mais cette proposition entraîne quelques difficultés, et est sujette à des objections, qui me paraissent insurmontables. Tout d'abord, elle ne semble pas trahir une bien haute opinion de l'office même d'un pasteur d'âmes : on dit que l'on veut faire des maîtres d'école des professeurs de religion. Mais est-ce que l'on propose en même temps que les maîtres d'école prennent des degrés dans une faculté de théologie, pour les mettre à même de donner cette instruction ? En vérité, les ecclésiastiques ne s'aperçoivent pas qu'ils déconsidèrent leur profession, qu'ils la dégradent en se mettant sur le même pied que le maître d'école, qui jamais n'a appris la théologie, et à qui on veut confier cependant un rôle théologique. Mais il y a une difficulté encore plus grande, et cette difficulté est en même temps une grosse injustice : c'est qu'exiger que la religion s'enseigne indifféremment dans toutes les écoles, c'est exclure certains enfants d'écoles dont leurs parents, en tant que contribuables, supportent néanmoins les frais.

Dans le projet de bill local qui est sous nos yeux, je lis cette proposition : « que, dans toutes les écoles cons-« truites aux frais du trésor municipal, la lecture de « la version autorisée des saintes Écritures forme une « partie de l'instruction journalière. » — Je me suis opposé dans le temps, vous vous en souvenez peut-être,

à l'exclusion légale et systématique de la Bible de toutes les écoles. « Je serai toujours l'adversaire, « disais-je alors, de toute tentative tendant à introduire « dans un *act* du parlement cette doctrine monstrueuse, « arrogante, dictatoriale : qu'une paroisse ou une com- « mune ne peut, si cela lui plaît, introduire la Bible « dans ses écoles. » Je suis tout à fait aujourd'hui dans les mêmes dispositions qu'alors, et je combattrai de même tout système qui taxe les juifs ou les catholiques romains, qui envoie le percepteur les visiter, qui les fait contribuer à la *School-Rate*, et en même temps, à l'aide d'une clause telle que celle dont il était question tout à l'heure, ferme à leurs enfants les portes des écoles.

Eh bien! je demande aux promoteurs de ce plan s'ils ont songé à exempter du paiement des taxes scolaires ces mêmes personnes qu'ils excluent du bénéfice des écoles, ou bien s'ils ont pris leur parti, dans le cas contraire, de nous ramener non seulement à un état de bigotisme et d'intolérance tel, qu'à cette heure il n'en existe pas de pareil dans aucun pays protestant du continent, mais aux procédés des temps où dans certaines villes, à Francfort par exemple, les juifs étaient forcés d'habiter des rues à part, et étaient enfermés chez eux le soir à une heure où le reste des habitants était encore dehors. La pensée de donner de l'instruction aux enfants chrétiens au moyen de l'argent des juifs, puis de refuser l'instruction aux enfants juifs, me semble dépasser les persécutions des anciens temps. Que diriez-vous si, après avoir levé une taxe générale pour l'arrosage et l'éclairage de toutes les rues d'une ville, on venait à parquer

les juifs dans quelque rue où il n'y aurait ni conduits d'eau ni becs de gaz? Et, remarquez-le, ladite clause empêcherait également les enfants catholiques de fréquenter ces écoles. On parle de la version autorisée de la Bible, dont la plus grande partie est identique avec la version catholique; il y a cependant quelques passages qui renferment des différences de signification dont les catholiques se font une affaire de conscience; de sorte que, proposer de leur imposer notre version, c'est leur interdire l'accès de l'école aussi sûrement que si on plaçait un gendarme à la porte avec consigne de n'y laisser pénétrer aucun catholique. Il est impossible qu'un tel état de choses puisse exister en permanence dans un pays qui prétend reconnaître les principes de la justice. Mais où est donc l'obstacle qui empêche nos adversaires d'accepter nos propres conditions et d'adhérer à nos principes? Ils insistent pour que les écoles soient doctrinales et confessionnelles; mais ils ont déjà fait un pas de notre côté, en concédant que les enfants puissent fréquenter d'autres écoles et se dispenser d'y recevoir l'instruction religieuse, pourvu que leurs parents y consentent par écrit. En cela, ils ne sont pas loin de reconnaître le principe que l'enseignement laïque peut se donner à part de l'instruction religieuse; car les enfants ainsi exemptés de cet enseignement sur la demande de leurs parents, sont dans la position précisément où nous voudrions placer tous nos écoliers. Nos adversaires reconnaissent donc le principe que nous soutenons, sauf qu'ils exigent que la « version autorisée » de la Bible soit lue journellement

dans les écoles. J'espère que la *Société des écoles de Manchester et Salford* s'appliquera à l'étude de cette question et que, faisant un autre pas, elle fera de son mieux pour ne pas traiter injustement une portion notable et nécessiteuse de la communauté en la contraignant à faire une lecture à laquelle elle ne saurait se résigner sans hypocrisie, ou à renoncer faute de cela au bénéfice de l'instruction publique. Voilà, Messieurs, la position où vous vous trouvez. Je viens d'exposer la différence qui existe entre les deux projets qui doivent être proposés au parlement lors de sa première session. C'est parce que je prévois que le plan d'éducation que le parlement autorisera pour Manchester servira plus tard de modèle pour tout le pays que j'attache tant d'importance à votre décision. Au parlement nous n'aurons en effet d'autre force que celle qui nous viendra du dehors; c'est donc à vous de décider lequel de ces deux plans il y a lieu d'adopter, et à ce propos je regrette beaucoup qu'un aussi grand nombre parmi les dissidents se tiennent à l'écart de cette controverse, cédant à l'illusion qu'il sera possible d'en finir avec cette question sans en adopter une solution quelconque. Il me paraît étrange que ces personnes puissent ignorer ceci : que le pays veut enfin avoir un système d'éducation publique sanctionné par le parlement, mais subventionné par les deniers locaux et dirigé autant que possible par les pouvoirs locaux.

Il n'y a pas de doute que ce soit là la détermination de la plus grande masse; et comment des gens aussi intéressés dans la question que le sont les dissidents

peuvent en toute sincérité parcourir le pays en plaidant cette cause impossible de la non-éducation publique, cela passe ma compréhension !

Je crois ces gens sincères dans leurs convictions ; mais si leur but avait été réellement de faire le jeu de ce parti, qu'ils regardent comme hostile aux intérêts de la religion, il faut convenir qu'ils n'auraient pas agi différemment de ce qu'ils ont fait depuis une douzaine de mois. Les dissidents, en effet, se sont détachés complètement de l'*Association nationale*, à laquelle j'aurais pensé que, selon leurs principes mêmes, ils auraient adhéré. Je me suis spécialement intéressé à cette association laïque, parce que je croyais que l'on allait faire une grande injustice aux dissidents, ainsi que je l'ai dit et répété souvent. Je craignais qu'ils ne fussent sur le point d'être lésés par un système qu'ils regardaient comme un système de dotations iniques ; comme je conduis moi-même mes enfants à l'église de ma paroisse, je ne saurais prétendre avoir les grands scrupules au sujet des dotations que l'on attribue aux dissidents. Si j'adoptais le système laïque, c'est que je croyais que, tout en ne faisant aucun tort à l'Église établie, il favorisait les dissidents ; et voilà que non seulement la majorité du parti se tient à l'écart, mais qu'encore quelques-uns, entre autres le Dr Halley et ses amis, ainsi que le journal « *The banner* », déclarent que, si les dissidents étaient conduits à prendre dans le débat un parti quelconque, ils préféreraient se ranger du côté de l'Église.

Ces messieurs comprennent-ils bien leurs propres principes ? Je les avais toujours crus les ennemis des

dotations ecclésiastiques ; me serais-je trompé ? Je me suis fait le champion du système d'éducation américain, parce que je sais que dans ce pays il s'applique de façon à contenter ceux des descendants des non-conformistes qui n'ont pas oublié leurs anciens principes, tout en respectant la liberté de conscience de tous ; si j'insiste si fortement sur ce point, c'est que je veux sans la moindre hésitation une éducation populaire.

La grande masse du peuple s'intéresse moins qu'on ne s'imagine à ces disputes de sectes. Elle désire de l'instruction pour ses enfants, et elle s'ennuie des obstacles qu'on jette ainsi sur son chemin. Quand l'extension du droit électoral aura mis un plus grand pouvoir entre les mains du peuple, celui-ci fera voir le désir ardent qui le pousse à demander une éducation de cette sorte, et ce désir, soyez en sûrs, fera bonne justice des équivoques avec lesquelles on essaie aujourd'hui d'obscurcir la question ; c'est pourquoi je dis et répète très haut que je suis pour l'instruction et que je soutiendrai toujours sa cause. J'ai fait de mon mieux pour contenter les non-conformistes. Mais qu'ils ne comptent jamais me rencontrer parmi les adversaires d'un système qui donnerait au peuple le moyen d'améliorer son état et d'élever son caractère, avantages dont, selon le mot de M. Combe, les seules classes supérieures ont joui jusqu'ici sans conteste. Je ne veux donc pas m'opposer au plan local, convaincu que je suis qu'une fois adopté, il franchira les limites de cette ville. Je suis persuadé que le système des écoles libres une fois en vigueur, exercera une action si grande qu'il triomphera de toutes les hésitations et de tous les

obstacles, comme il l'a fait en Irlande, où pourtant les circonstances lui étaient beaucoup plus défavorables qu'elles ne sauraient l'être ici.

Je ne veux pas m'engager dans l'examen du degré de nécessité de cette mesure : qu'on aille s'informer auprès du peuple lui-même. Allez chez le laboureur, et assurez-vous de ce que l'on a fait pour développer son intelligence. Demandez-lui d'où vient le guano dont il se sert comme engrais, et il n'en saura rien, il n'en a jamais entendu parler. Demandez-lui aussi à qui appartient la terre sur laquelle il travaille ; il vous dira bien le nom du fermier qui l'emploie, parce que celui-ci lui paie son salaire, mais il y a dix à parier contre un qu'il ignorera le nom de son *Landlord*, car son esprit n'a jamais été formé à réfléchir et à s'enquérir de la cause d'aucune chose. Interrogez-le sur la géographie de la paroisse voisine de la sienne, il n'en saura pas davantage, et il va sans dire, quant à la géographie générale, qu'il n'en sait pas le premier mot, et qu'il placerait aussi bien les États-Unis en France qu'en Espagne. Tout cela est absolument vrai, et il n'y a personne ayant voyagé qui ne vous dise que nous sommes le peuple le moins instruit de tous les peuples protestants du monde : c'est ce que dit M. Combe, c'est ce que dit M. Baines, et c'est ce que je confirme par expérience personnelle. Est-ce donc là un état de choses à y demeurer ? On prétend que le système volontaire a bien fonctionné ; je dis moi que nous sommes le seul peuple qui ait adopté ce système, et que nous restons en arrière de tout le monde. Écoutez cet extrait d'un discours que M. Daniel Webster

prononçait dernièrement à Washington, dans un meeting en plein air :

« La population des États-Unis est de 23,000,000 d'habitants : prenez maintenant une carte du continent européen, et déployez-la devant vous ; tracez-y avec une échelle et un compas, et sous telle forme qu'il vous plaira, triangle, cercle, parallélogramme, trapèze, une superficie qui embrasse 150,000,000 d'âmes, et, dans toute l'étendue de cette démarcation, vous trouverez moins de gens sachant lire et écrire qu'aux États-Unis. Aussi bien, en ce pays, on ne s'est pas fié au système volontaire, on s'y sert de l'organisation paroissiale et municipale pour assurer un système accessible à tous, payé par tous, et non ouvert à cette seule classe scolaire d'indigents auxquels M. Baines a fait allusion. Les écoles publiques de la Nouvelle-Angleterre ont pris un tel essor qu'elles se sont emparées peu à peu, et l'une après l'autre, des différentes classes de la société, de sorte qu'en beaucoup d'endroits on ne trouve plus d'écoles particulières. Je suis fermement convaincu que, le système une fois introduit chez nous, les choses n'y suivraient pas un autre cours, et à cet égard on peut invoquer l'exemple de l'école royale de Swinbourne, si admirablement dirigée par le révérend M. Dawes : et on verrait bientôt s'asseoir sur les bancs des nouvelles écoles le fils du petit fermier à côté du fils du laboureur, puis le fils du riche fermier à côté du fils du fermier pauvre. C'est un résultat auquel, à l'aide de combinaisons et de progrès successifs, on arriverait immanquablement. Je ne regarde donc pas comme une

affaire de charité publique l'établissement d'un système d'écoles libres, et je ne les destine pas aux seuls pauvres, c'est-à-dire à la grande masse de la population. Un des bénéfices que nous retirerions des écoles communes serait précisément une certaine fusion des rangs de la société, laquelle amènerait les classes moyennes et les classes ouvrières à mieux connaître leurs vues, leurs habitudes, leurs goûts respectifs, et à contracter les unes vis-à-vis des autres plus de cordialité et de sympathie qu'il n'en existe à cette heure chez nous. Je ne discute pas avec les partisans du système volontaire, je me borne à leur dire d'aller par les grands et par les petits chemins, et de voir si ce système a aussi bien réussi qu'ils le disent.

« Pour moi, je ne pense pas que cette position du peuple le plus ignorant parmi les nations protestantes soit exempte de danger national. Nous sommes dans une époque de l'histoire du monde où la sûreté, le commerce et le progrès d'une nation dépendent moins des luttes à main armée que de cette rivalité dans la science et les arts que l'éducation suscite. Dernièrement nous avons invité le monde entier à un champ clos pacifique. Est-il un visiteur de l'Exposition universelle qui ne se soit aperçu, pour peu qu'il fût un homme réfléchi, que nous sommes trop disposés à nous surestimer, à nous imaginer que les autres pays sont incapables de fabriquer certains articles dont nous nous flattons parfois de posséder le monopole? Personne n'a-t-il été frappé de la supériorité si visible des Français dans les articles de goût et d'une manipulation délicate? D'autre part, les Amé-

ricains ne nous dépassent-ils pas en différentes branches d'articles d'utilité, telles que la construction des navires, la fabrication des serrures et des pistolets, etc.? Tout ceci ne devrait-il pas avertir les Anglais de jeter davantage leurs regards autour d'eux? Et comment leur sera-t-il possible de regagner le terrain perdu, de faire du progrès dans les arts et dans les manufactures, s'ils ne s'instruisent pas? Pour moi, je crois fort qu'il est temps d'en finir, et c'est pourquoi je suis mortellement obsédé de toutes ces querelles de mots et de toutes ces controverses de sectaires: Pendant que nous nous disputons, les années s'écoulent, et le temps que nous perdons ainsi ne peut pas être compensé. Il a été constaté en public, comme dans nos débats parlementaires, qu'en moyenne les pauvres n'envoyaient leurs enfants à l'école que pendant deux ou trois ans, et parfois seulement pendant une dizaine de mois. Les luttes sur l'éducation confessionnelle ou non confessionnelle nous ont pris deux ou trois ans, et, en attendant, toute une génération est arrivée à l'adolescence sans avoir vu mettre l'instruction à sa portée. Tout un flot d'hommes passe, et ne repassera point. On ne peut plus attendre. J'espère que les habitants de Manchester ne resteront pas insensibles à l'importance de cette affaire. Ils ont déjà remporté de grandes victoires, et maintenant ils sont appelés à faire un dernier effort, non seulement pour eux-mêmes, mais pour le pays tout entier. J'augure bien de votre présence ici ce soir. J'y vois un signe de l'intérêt que vous prenez à la question. On me dit que demain il se tiendra une réunion encore plus grande sur le

même sujet, et c'est là une nouvelle preuve de cet intérêt. Si vous continuez à agir avec persévérance et énergie, en vous rappelant que, dans cette circonstance, comme dans une autre, vous combattez non seulement pour l'Angleterre, mais, dans un certain sens, pour le monde civilisé, je me sens assuré que vous présenterez la chose sous un tel jour, que la Chambre des communes, dans sa prochaine session, débarrassera notre route de tout nouveau doute et de toute difficulté nouvelle. Preparez vos pétitions, faites valoir, comme vous les comprenez, les droits des habitants de Salford et de Manchester. Vos députés, assurément, les prendront en main, et je serai heureux de me placer ce jour-là à côté d'eux, pour faire avec eux ce qui sera nécessaire. »

XXXIX

Lettre de M. Horace Say à M. Cobden.

11, rue Boursault,

Paris, 28 décembre 1851.

Mon cher M. Cobden,

Je connais trop bien vos sentiments généreux et libéraux pour n'être pas convaincu que vous plaignez sincèrement la France de la triste position où elle est tombée. Non seulement nous n'avons pas la liberté commerciale, mais nous n'avons plus aucune liberté. Nous

sommes sous un régime de terreur comme à Naples: plus de liberté de la presse, plus de liberté individuelle, plus de liberté de la parole. « Nous conservons le droit de penser en secret; mais la sottise règne, et la raison se tait. » Malgré tout, notre nation, fatiguée de soixante ans de révolutions, accepte en ce moment cette phase de repos qu'elle peut goûter pendant quelque temps à l'abri des baïonnettes, en restant débarrassée de la perspective de cette bataille générale dont les chefs du parti démagogique avaient réussi à lui faire peur pour le mois de mai 1852.

Dans une élection d'un très nouveau genre, qui vient d'avoir lieu par *oui* et par *non*, le pays a sanctionné le droit que réclamait le prince président de nous *bailler* une nouvelle Constitution. Le prince est enivré du succès qu'il vient d'obtenir; il est entouré d'hommes très peu honorables; il est très infatué de la manie de parodier tout ce qu'a fait le grand Napoléon, et c'est de ce côté que viendront les plus grands dangers. Une fois que le peuple sera remis de ce premier mouvement d'adhésion, que l'activité plus ou moins factice des affaires commerciales et industrielles s'arrêtera, que les embarras de la trésorerie se manifesteront, la position deviendra plus difficile.

Il sera bien difficile de gouverner despotiquement, sans être entraîné de plus en plus vers la tyrannie. C'est bien ce que comprennent les gouvernements absolus de l'Europe.

Mon beau-frère, que vous connaissez, est à Naples, et il m'écrit que le roi de Naples ne se sent pas de joie. Il

a promu au grade de lieutenant de la marine royale le commandant du steamer qui lui a apporté la nouvelle du coup d'État. Tous ceux qui ont approché ce jour-là de Sa Majesté ont été honorés d'une royale accolade; il se croit enfin débarrassé, pour bien longtemps, de tous les dangers qui le menaçaient depuis dix-huit ans. Puis que le roi de Naples se réjouit si fort, c'est une raison de plus pour tous les hommes sensés et modérés de s'affliger, et c'est ce qui arrive à tous les véritables libéraux, à tous ceux qui détestent les excès, et qui sont aussi opposés aux violences du pouvoir absolu qu'aux violences de la démagogie.

Si notre ami Bastiat avait vécu jusqu'à ce moment, il en serait certainement mort de chagrin. Comme vous pensez bien, je reste en dehors de toute fonction politique, et je rentre dans mon cabinet pour y reprendre quelques travaux d'économie politique. Il est douteux qu'on nous permette même la publication des livres les plus modérés, et il ne nous restera qu'à courber la tête pendant l'orage. Il faudrait ne pas compter sur la Providence pour penser que nous ne verrons pas de meilleurs temps.

Vous êtes bien heureux de vivre dans un pays libre, où vous pouvez amener graduellement des réformes utiles, qui améliorent les conditions d'existence de la grande masse de la population, et qui vous évitent les chances de toute secousse violente.

On ne peut pas s'empêcher de se réjouir sur le continent de la retraite de Palmerston, qui semblait se plaire à nous causer des embarras, et auquel on ne pardonne

pas sa conduite vis à-vis de la Grèce. J'espère que votre famille est en bonne santé. Présentez mes compliments empressés à Mme Cobden. Mme Say se joint à moi en cette occasion. Mon fils demande aussi à se rappeler à votre souvenir.

Votre ami très dévoué.
HORACE SAY.

XL

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Midhurst, 3 janvier 1852.

Chère Madame Schwabe,

J'apprends par votre lettre à ma femme que vous désirez quelques détails sur la retraite de lord Palmerston. Je ne puis vous faire part de rien de précis à ce sujet, et je soupçonne d'exagération ou au moins de fausseté partielle les bruits enregistrés par les journaux. Il doit y avoir eu une raison spéciale à ce changement subit. Les collègues de Palmerston ont trop entièrement soutenu sa politique à l'étranger, lors de la motion de confiance de Roebuck, pour qu'ils aient pu se retourner contre lui subitement et lui chercher querelle sur sa conduite en général. Probablement sa longue impunité, la confiance que lui inspirait sa propre adresse, le mépris qu'il avait pour la majorité de ses

collègues et pour la Chambre des communes, ont fini par le rendre indiscret et téméraire dans sa tactique. Je puis vous assurer d'une chose, d'après une observation personnelle qui date de dix ans: lord Granville est plus libéral que son prédécesseur au ministère des affaires étrangères. Quel spectacle présente la France! Que nous avons peu compris le caractère politique de son peuple! En vérité, nous étions autant au fait des affaires politiques des Chinois que de celles de nos voisins. Que je plains Horace Say et les hommes qui lui ressemblent! Pourquoi ne se font-ils pas Américains ou Anglais?

Croyez-moi votre très dévoué.

R. Cobden.

XLI

Lettre de M. Cobden sur l'invasion française adressée au rédacteur du « Times. »

Paris, 24 janvier 1852.

Monsieur,

Ayant vainement essayé de trouver un seul fait qui pût justifier l'alarme de ceux qui nous convient à faire des préparatifs contre une insurrection française, permettez-moi de vous exposer sommairement l'autre face de la question.

La légéreté qui porte vos correspondants militaires à

émettre l'opinion qu'une guerre est inévitable entre la France et l'Angleterre, et à discuter d'ores et déjà la stratégie des futurs belligérants, pourrait presque faire douter que ces personnes aient la moindre idée des obstacles presque insurmontables qui s'opposent à la réalisation de cette éventualité. Je ne dirai rien de l'intérêt que nous avons au maintien de la paix, car on nous dit qu'une guerre ne serait que le résultat d'une agression de nos voisins. Je me bornerai à parler des Français, qui, à en juger par ce qui se dit de tous les côtés, n'auraient pas un intérêt plus grand à la conservation de cette même paix que n'en avaient leurs ancêtres barbares d'il y a quinze cents ans, tandis que je suis prêt, moi, à soutenir que, tout grands que soient nos motifs pour maintenir des relations amicales avec le peuple français, celui-ci a lui-même des raisons plus fortes encore de rester en bons termes avec nous.

Comme pays manufacturier, la France n'est inférieure qu'à l'Angleterre en extension, et elle lui est supérieure dans un grand nombre de ses produits. Son commerce extérieur, mesuré selon les exportations et les importations, est plus considérable que celui de tous les autres pays, sauf le nôtre ; mais sa marine marchande est insignifiante comparée à celle de l'Angleterre ou des États-Unis. Tandis que les exportations françaises montent à 44,000,000 de livres sterling par an, ou presque aux trois quarts des nôtres, le tonnage de la marine marchande n'est au nôtre que dans le rapport de 1 à 4. Or, il est évident que, dans une guerre maritime entre l'Angleterre et la France, — la seule qui soit

possible, — le triomphe définitif, quels que pussent être les premiers effets d'une surprise, est nécessairement acquis à la puissance qui possède quatre fois plus de ressources dans sa marine marchande. L'opinion publique en France reconnaît cette supériorité ; et il a été tacitement convenu que le budget de la marine française ne devait pas dépasser les deux tiers de nos estimations pour le même service. Une guerre avec l'Angleterre signifie donc le blocus des ports français et l'interruption de cet approvisionnement en matières premières qui est nécessaire à l'emploi de la production industrielle du pays, et l'arrêt des exportations qui permettent l'achat de ces matières. Elle signifie aussi des émeutes à Rouen, à Lyon, à Mulhouse et à Bordeaux, la famine et la révolution dans les faubourgs de Paris, *car la fabrication des objets d'exportation y emploie plus de monde qu'en toute autre capitale de l'Europe.* Et à la demande de qui tous ces malheurs se déchaîneraient-ils? On prétend que l'armée a besoin d'emplois et de gloire, assertion qui, pour le dire en passant, reconnaît implicitement que les partisans de la paix n'ont pas tort de croire que les armées permanentes ne sont pas faites pour prévenir la guerre. Mais y a-t-il un seul fait qui prouve que l'armée française soit le moins du monde d'une autre opinion à cet égard que la population elle-même? Au contraire, elle s'identifie presque nécessairement avec les sentiments et les vues du peuple, des rangs duquel elle est périodiquement tirée, et avec lequel elle est en rapport chaque jour et presque à chaque heure. Pouvons-nous fermer les yeux sur ce fait

significatif : à savoir que le succès de Louis-Napoléon est dû aux votes du peuple français et non aux baïonnettes de la troupe ; et les votes avaient-ils une signification hostile à l'Angleterre ou à un pays quelconque ? Demandez à M. Sallandrouze, qu'on voyait à la tête de la députation des industriels de Paris, qui fut remercier Louis Napoléon de leur avoir assuré la paix et l'ordre, s'il a voté pour la guerre. Le comte d'Argout, gouverneur de la Banque de France, qui a 20,000,000 de liv. sterl. dans ses coffres, songeait-il, en adhérant au nouveau pouvoir, à quelque expédition de flibustiers contre Londres et au pillage de la Banque d'Angleterre ? Ou bien encore, M. Odier désire-t-il voir les finances de l'Europe jetées dans le désarroi par une guerre avec l'Angleterre ?

Non, Monsieur, on ne peut nier que c'est aux classes industrielles, agricoles, commerciales, manufacturières, que le chef actuel de la nation française doit son élévation. Ce ne fut pas seulement la Bourse de Paris qui se sentit soudainement raffermie par le coup d'État du 2 décembre, et la nouvelle de l'événement était à peine parvenue dans les grands centres laborieux en France que son contre-coup s'y faisait également sentir. Les lettres venues en Angleterre de Rouen, de Lyon, de Nantes, de Bordeaux, d'Avignon, etc., pendant la semaine suivante, avertissaient nos marchands de ne pas compter sur une baisse en fait de cotons, de soies, de vins, de garances, de blés, etc., mais de s'attendre plutôt à une hausse par suite de la révolution à Paris. On peut regretter le fait ; mais il n'est pas contestable que

les classes riches et industrielles de France ont répudié leurs hommes d'État, leurs écrivains, leurs savants, jusqu'à leurs héros militaires, pour se grouper autour d'un homme. Dans leur opinion, cet homme était-il la personnification de la paix et de l'ordre, ou bien de la guerre?

Les faits que je viens de citer fournissent à la question une réponse suffisante. Si le président faisait une seule démarche qui pût faire croire qu'il médite une guerre avec l'Angleterre, on verrait se répéter ce qui a eu lieu sous Louis-Philippe, lors de l'incident de la question syrienne. Une députation de Bordeaux et d'autres ports de mer vint en toute hâte à Paris, et, ayant obtenu une audience du roi *la nuit*, refusa de quitter sa présence sans avoir obtenu l'assurance qu'il n'y aurait pas de guerre avec l'Angleterre. Une guerre avec l'Angleterre! Qu'y a-t-il dans ces trois mots qui ne signifie l'interruption du commerce extérieur de la France, la perturbation jetée dans tous les centres manufacturiers, une diminution de 25 p. 100 dans le revenu public et une augmentation de 50 p. 100 dans les dépenses; une baisse de 50 p. 100 dans les fonds publics et les actions des chemins de fer, etc. Et cependant on entend dire légèrement que la France va déclarer la guerre, ou même faire une descente de pirates sur nos côtes, et cela sans la moindre provocation et comme s'ils n'avaient pas plus d'intérêt à conserver la paix que les Peaux-Rouges ou les Cafres.

En dépit de tout motif qu'ils ont de tenir une toute autre conduite, les Français désirent, dit-on, se quereller

avec nous. Ceux qui parlent ainsi et nous invitent en conséquence à dépenser de grosses sommes en préparatifs militaires, devraient bien, en vérité, citer les faits sur lesquels ils se fondent pour raisonner de la sorte. Je me laisse convaincre par les faits, et point par autre chose.

RICHARD COBDEN.

XLII

Discours de M. Cobden aux électeurs du West Riding du comté de York.

24 juin 1852.

Messieurs,

Une administration protectionniste demandant au corps électoral un jugement définitif sur sa politique, je me permets de solliciter encore une fois l'honneur de vous représenter au parlement.

Ce serait faire injure à votre intelligence que de vous exposer de nouveau la mauvaise action d'une politique qui cherche à raréfier les bienfaits de la Providence. Il n'est plus nécessaire de raisonner à ce sujet depuis l'expérience des derniers six ans, qui a démontré que l'importation libre des choses nécessaires à la vie était matériellement très avantageuse, en même temps qu'elle avait cette heureuse action qui naît de la possibilité de satisfaire abondamment et facilement ses

besoins physiques. En un mot, le libre échange a rempli le but de l'homme d'État, en fortifiant la nation et en l'enrichissant, tandis qu'il accomplissait les désirs du philanthrope, en amenant le bien-être et le bonheur dans les demeures de ceux qui vivent de leur travail journalier. En disant ceci, j'exprime les convictions et les sentiments des dix-neuf vingtièmes de la population du royaume. Pourquoi donc, en face de ce fait, rencontre-t-on cette anomalie étrange de protectionnistes occupant le pouvoir d'une Chambre libre-échangiste, mais avec tiédeur, et d'une reine qui fait appel aux électeurs pour leur demander leur opinion sur une question à l'égard de laquelle le peuple s'est fait déjà une opinion unanime? Il faut chercher la raison de cette singularité dans les imperfections de notre système électoral, qui empêchent la majorité parlementaire de refléter aisément et exactement les opinions de la majorité du pays. Laissez-moi citer un fait à l'appui de ce que je viens de dire. Dans la Chambre des communes, qui prétend représenter le pays, je me trouve associé à une centaine de membres dont les collèges électoraux, pris dans leur ensemble, n'égalent pas en nombre, encore moins en intelligence et en richesses, le collège électoral que j'ai l'honneur de représenter. Et cependant chacun de ces membres pèse autant que moi-même au moment du vote. Sous un système pareil, les majorités dépendent, dans les temps ordinaires et tranquilles, de l'habileté des tacticiens parlementaires, de l'intérêt de personnes puissantes et de l'influence corruptrice de la richesse et du patronage, plutôt que de la force de l'opi-

nion publique. Un tel système, au lieu de venir en aide à un ministre désireux de constater et de satisfaire les besoins et les désirs de ses compatriotes, tend à l'embarrasser et à le tromper. Si, dans quelque grande occasion, un homme d'État patriote, se préoccupant peu de la majorité parlementaire qu'il a devant lui, prend l'initiative de quelque mesure favorable au bien-être du peuple, mais opposée à certains intérêts et déplaisant à certaines influences, il est contrecarré dans ses efforts, ou, s'il réussit, il se trouve banni de la vie officielle. Le peuple peut bien élever des monuments à sa renommée, mais il est impuissant à empêcher ses adversaires d'occuper au pouvoir la place dont ils l'ont chassé.

Un tel état de choses n'est ni satisfaisant ni sûr. Notre représentation n'est pas ce qu'elle prétend être; elle ne supporte pas l'examen et elle ne fonctionne pas bien. Ce sont ces défauts qui rendent une dissolution nécessaire quand il s'agit de décider du sort d'une administration protectionniste. La vraie preuve qu'un peuple est digne d'institutions libres, c'est son aptitude à réformer pacifiquement ses institutions en les adaptant aux besoins et aux progrès du temps. J'espère que le peuple anglais va prendre tout à fait à cœur cette réforme de notre système électoral qu'exige la condition de nos affaires publiques, et qui est nécessaire pour mettre en harmonie la théorie et la pratique de notre libre constitution. Pour le moment cependant, notre devoir immédiat est d'asseoir, par l'expression d'une opinion forte et unanime, sur une base impérissable, le principe de la liberté commerciale. Il est regrettable que

les avocats du monopole aient rendu nécessaire un nouvel appel au pays, et qu'ils retardent ainsi la solution d'autres questions intéressantes de notre politique intérieure. Mais consolons-nous en pensant que la décision à prendre aura au-dehors une influence salutaire. Jusqu'ici, on y a volontiers regardé nos mesures libres-échangistes comme des expériences, constamment menacées d'interruption par le parti maintenant au pouvoir. Dans peu de temps, les étrangers verront un second gouvernement protectionniste obligé de répudier les principes de la protection, et alors notre exemple commencera de faire sentir son influence. Pour moi, je n'hésite pas à le dire, je crois au triomphe universel, quoique tardif, d'un principe qui touche également au bien-être du peuple et à la prospérité du gouvernement. Malgré les efforts abusifs de quelques personnes dont j'attendais mieux, et qui auraient bien voulu nous mettre sur le dos les frais des préparatifs de guerre, je m'attends à voir, grâce aux progrès des principes de la liberté commerciale, surgir un sentiment international plus franc et plus généreux. C'est ma conviction que le triomphe définitif du libre-échange, que nous sommes sur le point de consommer, garantira mieux que toute autre chose l'observance de ce texte des Écritures qui prescrit : « La paix sur la terre et la bienveillance envers les hommes.»

J'ai dit que souvent, dans les temps tranquilles et ordinaires, la politique du gouvernement s'asservissait à des intérêts indignes et sinistres. Il n'en va point ainsi dans des occasions telles que celle-ci, où une question nationale est soumise à l'épreuve d'une élec-

tion générale. En de pareilles crises, c'est de la consultation des corps électoraux des grands centres que les ministres et les hommes politiques attendent une solution définitive, et parmi eux le collège électoral du West-Riding, par son nombre, son étendue et sa richesse, occupe une position très élevée. Je sais que, le moment venu, vos votes seront cette fois, comme toujours, du côté de l'humanité, de la paix et de la liberté.

Messieurs, j'ai l'honneur d'être votre fidèle et obéissant serviteur.

RICHARD COBDEN.

XLIII

Deux extraits du discours de M. Cobden à la conférence de la paix, tenue à Manchester.

28 janvier 1853.

Monsieur le Président et Messieurs,

J'avoue avoir écouté les lettres de nos correspondants français avec des sentiments de honte et d'humiliation: de honte, parce que nos amis de l'autre côté de la Manche jugent nécessaire de nous assurer que la France n'a nullement l'intention de venir envahir nos côtes sans la moindre provocation; d'humiliation, parce que mes concitoyens eux-mêmes se sont laissé tromper,

depuis quelques mois, par des contes ridicules, de vrais contes de nourrice, et ont paru croire qu'une guerre avec la France était possible.

Laissez-moi appeler votre attention sur la source d'où émanent ces assurances. Le cri qui s'est élevé dans ce pays au sujet d'une invasion est dirigé contre le gouvernement actuel de la France. Nos correspondants ne l'aiment pas davantage, et cependant ils protestent contre l'intention qu'on lui prête. Nous avons reçu une lettre de M. Carnot, qui n'est pas un ami du gouvernement présidentiel, et voici un extrait du *Journal des Débats*, feuille très-pacifique, très dévouée au libre-échange, mais qui n'est nullement dévouée à Louis Bonaparte. Ecoutez-le : « Tandis que les journaux britanniques nous accusent tous les jours d'augmenter notre marine, nous voyons que, sous ce prétexte futile, l'Angleterre elle-même accroît sa flotte et procède à d'autres armements ; de sorte que nous sommes conduits à croire que le seul but de la presse anglaise, en poussant ces cris d'effroi contre nos propres armements, n'a d'autre dessein que de cacher les véritables préparatifs qui se font en Angleterre. Vous avez lu aussi une lettre de M. Émile de Girardin ; lui, non plus, n'est pas partisan du gouvernement français, et il a été au nombre des exilés de la dernière révolution. Avec sa logique habituelle, il est tout disposé à croire que nos préparatifs n'ont nullement pour objet la crainte chimérique d'un débarquement de ses compatriotes, mais il ne nous prête pas davantage la pensée insensée de faire nous-mêmes une descente sur le littoral français. Car enfin,

entre nos voisins et nous, il n'y a, en ce moment, aucune querelle, il n'y a aucune frontière à définir, il n'y a pas des mariages espagnols, pas de question de Tahiti, pas de M. Prichard, et quand je demande à nos amis *invasionnistes* quelle est la raison pour laquelle les Français s'apprêtent à venir ici, ils ne savent jamais me le dire. Parfois, ils nous montrent quelques milliers d'hommes s'apprêtant à venir brûler une de nos villes; mais ils admettent en même temps que pas un de ces hommes ne s'en retournera. De même que M. de Girardin, je ne puis trouver une raison d'être à une telle tentative; et l'on peut être certain que de pareilles démonstrations vont contre leur but même. Au lieu de nuire à Louis Napoléon, elles le serviront; tous les partis se grouperont autour de lui en haine de l'Angleterre. C'est ravaler les Français au niveau des sauvages que de les supposer capables de débarquer ici, quelque beau jour, sans avertissement, sans déclaration de guerre, contrairement aux usages absolument constants des peuples civilisés, et vous préjugez que cela va arriver sans en avoir aucune garantie, et vous faites tous les préparatifs qu'ils vous voient faire dans vos ports afin de recevoir ces sauvages! Votre supposition indigne ne fait qu'exciter l'indignation de tout Français qui a le respect de lui-même et la fierté d'un Français . . . .

. . . . . .

Mes ennemis politiques ne sont pas les seuls à me dire que je me fais tort en laissant supposer que je suis opposé à tout armement défensif, quelques-uns de mes amis me le disent aussi. Voici ma réponse : Si quelqu'un

croit cela de moi et veut m'en faire un reproche, chercher à le désabuser ne me paraîtrait pas bien utile, car certainement il inventerait quelque autre grief à mon droit. D'autre part, je ne voudrais rien dire qui pût contrister des gens pour qui je professe le plus profond respect et dont je connais toute l'action bienfaisante. Mais M. Sturge et d'autres de mes amis savent très bien que, bien qu'aussi désireux qu'eux-mêmes de clore à jamais l'ère de la guerre, je n'ai pas été élevé dans les principes de la *Société des Amis*, et c'est généralement à notre éducation que nous devons nos principes. Je n'ai jamais déclaré, et c'eût été de ma part hypocrisie que de le faire, qu'en cas d'attaque je ne me défendrais pas contre l'assaillant, et il n'y a personne désireux de me rendre justice qui supposât que j'agirais autrement. Mais quel besoin de parler de résistance à une attaque, quand tout le monde criait : « Nous leur rappellerons Waterloo ; nous chanterons le *Rule Britannia* ; nous parlerons de Trafalgar et d'Aboukir ? » Au surplus, j'aime à croire que la majorité de mes concitoyens ne doute pas qu'une attaque non provoquée trouverait chez moi une résistance aussi ferme que chez aucun de ceux qui crient le plus haut, et parmi lesquels il en est plus d'un, je le crains, qui, l'ennemi une fois venu, prendrait la fuite.

Messieurs, la *Société des Amis* a autant de tolérance pour mes principes que j'en ai moi-même pour les siens. Elle n'a jamais essayé de m'imposer de force ses préceptes de non-résistance. Elle ne cherche point à faire de moi un prosélyte ; car ses membres comprennent

parfaitement que, si je le pouvais, je mettrais fin de suite à toute guerre, mais que, en même temps, je ne me sentirais nullement disposé à subir une injustice qu'il serait en mon pouvoir d'empêcher.

XLIV

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Chambre des communes.

18 mai 1853.

Ma chère Dame,

Voulez-vous être assez aimable pour glisser cette note dans le grand sac qui voyage toujours avec vous, et, quand vous irez habiter votre belle retraite au bord de la mer, pour vous informer de la vérité de l'histoire? Et si elle est exacte, serez-vous encore assez bonne pour remettre au pauvre homme un souverain que je vous rendrai avec mes remercîments! Je crois que l'imprimeur qui a laissé ce pauvre poète imprimer 7,000 exemplaires de « Paul devant Agrippa », devrait être rendu responsable de sa ruine. L'incident pourrait servir à Dickens ou à l'auteur de *Mary Barton!* J'ai autrefois entendu parler d'un pasteur du Devonshire qui avait commandé 2,000 exemplaires d'un sien sermon, dont trois seulement se vendirent. Mais, dans ce cas, l'éditeur Rivington eut la galanterie de lui faire cadeau de l'édi-

tion entière. Il paraît que les imprimeurs du pays de Galles ne sont pas aussi généreux.

Croyez-moi, ma chère Dame, à vous très sincèrement.

R. COBDEN.

XLV

Discours de M. Cobden, prononcé à la conférence sur la paix tenue à Édimbourg.

12 octobre 1853.

Je n'ai jamais fait allusion, ni dans la Chambre des communes ni ailleurs, au grand succès qu'a obtenu cette conférence, succès dont on peut voir la preuve dans le changement qui a eu lieu depuis notre dernière réunion à Manchester pour y discuter le sujet d'une agression française. Mais il faut bien y faire allusion maintenant, car les mêmes plumes enfiellées qui raillèrent dans le temps la conférence de Manchester, s'occupent à cette heure de nous tourner en ridicule et nous couvrent de leurs brocards. Quoique je n'entende nullement les priver de ce plaisir, nous avons bien le droit d'inviter nos compatriotes à comparer les opinions actuelles de ces personnes avec celles qu'elles exprimaient il y a six mois. Je dirai plus : la position actuelle de ce pays vis-à-vis de la Russie peut être attribuée à la sotte conduite tenue par ces gens il y a neuf mois. Je ne parle pas ainsi

d'une façon légère ou banale. Je parle d'après des données authentiques, quand je dis que la Russie ne s'est déterminée à agir en Orient comme elle le fait que dans la persuasion qu'il serait impossible à la France et à l'Angleterre de s'entendre pour lui résister. Nous savons bien qu'il entre dans la politique traditionnelle de la Russie d'empiéter sur le territoire de ses voisins musulmans. La Russie poursuit cette politique depuis cent cinquante ans; mais ses empiétements ont trouvé un obstacle dans les puissances occidentales, qui ont pris pour ligne de conduite la résistance aux agrandissements de la Russie en Orient. L'empereur de Russie a pu voir non seulement dans nos journaux, mais encore dans les discours de nos hommes d'État à la Chambre des communes, l'expression des sentiments de méfiance mêlés d'horreur que semblait inspirer aux Anglais le caractère du nouveau souverain de la France, notre voisine.

Il a vu que nous nous préparions à mobiliser la milice, et cela dans la crainte bruyamment avouée d'une invasion française. On nous disait que, pendant la nuit, soixante mille hommes pouvaient venir de Cherbourg et débarquer sur nos côtes. On nous traitait de fanatiques crédules, parce que nous ne prenions pas l'empereur des Français pour un brigand, et que nous regardions le peuple français comme incapable de se jeter sur nos côtes à la façon des pirates, sans une déclaration préalable de guerre et sans un motif quelconque de querelle. L'empereur de Russie, voyant tout cela, a cru impossible que l'Angleterre et la France pussent se réunir pour résister à ses envahissements à l'est de l'Eu-

rope. Les premiers préparatifs se firent dans le midi de la Russie au mois de septembre, au moment précisément où nous commencions à pousser notre cri d'alarme; ils se sont continués à mesure que notre sentiment d'hostilité contre la France s'est manifesté de plus en plus. Et maintenant, l'empereur de Russie s'aperçoit trop tard qu'il s'est trompé en supposant que les idées de certaines personnes étaient l'expression de l'opinion publique en Angleterre. On nous dénonçait comme des gens crédules et imprudents, quand nous disions qu'il était fort possible que l'empereur Napoléon ne nourrît pas contre nous les perfides projets qu'on lui prêtait. Eh bien! qu'arrive-t-il maintenant? Les mêmes ministres qui parlaient jadis du départ de Cherbourg de soixante mille Français, annoncent maintenant que la France et l'Angleterre sont d'accord, qu'elles sont réciproquement animées des sentiments les plus confiants, qu'elles ont l'une pour l'autre une grande estime, et qu'enfin les deux pays s'unissent pour opposer à la Russie une force contre laquelle elle ne saurait lutter, puisqu'elle suffirait à tenir l'Europe entière en échec. Et que lit-on dans le dernier discours du trône? Comme pour donner raison aux amis de la paix, la reine a parlé de ses relations amicales avec nos voisins, ajoutant même, sans trop de nécessité peut-être, qu'elle était dans les meilleurs termes avec l'empereur des Français. Supposez un individu parti pour l'Australie au mois de janvier dernier, qui, après avoir fait le tour du monde, soit actuellement de retour: quelle serait son impression? Au moment de son départ, on s'occupait activement de mobiliser la mi-

lice et de fortifier nos côtes, et des officiers généraux offraient par lettre de parier que les Français allaient venir. Des inspecteurs de cavalerie et d'artillerie parcouraient nos côtes méridionales; les compagnies de chemins de fer attendaient les ordres du conseil de l'amirauté et du comité d'artillerie pour transporter de la Tour de Londres à Douvres et à Portsmouth le commissariat et les munitions de guerre. Voilà les préparatifs au milieu desquels il est parti; son tour du monde achevé, sans avoir lu aucun journal ni appris aucune nouvelle (car l'une des raisons d'envoyer un homme en si pauvre état faire un tel voyage, est de l'éloigner de la politique et du bureau de poste), il débarque en Angleterre au mois de septembre. La première chose qu'on lui annonce, c'est que les deux flottes anglaise et française stationnent dans la baie de Besika. Il se dit : « Il va y avoir une grande bataille ! »

Mais, en tombant sur le premier Londres du même journal qui annonçait l'invasion au moment de son départ, qualifiant le prince Napoléon de brigand, la première chose qu'il voit, c'est que la France et l'Angleterre ont contracté une alliance cordiale ; que les deux flottes sont réunies dans la baie de Besika sous les ordres de l'amiral Dundas, et qu'au besoin nous enverrons notre armée se mettre sous les ordres d'un général français. La première question que ferait cet individu serait naturellement celle-ci : Pouvez-vous donc avoir confiance en cet homme que vous appeliez un bandit il y a si peu de temps? Que s'est-il passé qui vous prouve que les amis de la paix aient eu raison? Vous a-t-il donné une ga-

rantie qu'il ne s'entend pas avec la Russie, et qu'au lieu de lâcher ses bordées contre la flotte russe, il ne se réunira pas à celle-ci pour détruire la vôtre? Et, votre flotte une fois démolie, qui l'empêchera de débarquer ses troupes sur vos côtes, de ravager vos villes, de brûler vos maisons, de mettre la main sur les coffres de votre banque, et d'emmener votre reine captive?

Je regrette d'avoir à le dire; mais l'expérience de ces derniers temps ne m'a point réconcilié avec nos hommes d'État et ne m'a point inspiré une plus haute opinion de leur capacité. Mais je ne veux plus rien dire de ces gens, car leur humiliation est déjà assez grande. Si je n'avais pas pitié d'eux, si je n'apportais ici le véritable esprit d'un ami de la paix, si je ne voulais pas oublier et pardonner, il me suffirait, pour triompher d'eux, de vous lire quelques extraits des choses qui s'imprimaient dans leurs journaux il y a quelques mois, à peu près à l'époque de notre réunion de Manchester. Les mêmes hommes sont au pouvoir aujourd'hui, qui mobilisaient la milice et augmentaient nos armements afin de se garer de l'attaque de cet individu. Ne vous souvenez-vous plus d'une caricature où votre très humble serviteur était gratifié d'une paire d'oreilles d'âne pour avoir osé dire qu'il ne croyait pas à la probabilité d'une invasion française?

Et qui donc porte maintenant les oreilles d'âne? Si je suis revenu sur tout cela, c'est pour montrer combien il y a parmi nous de gens d'une crédulité sans bornes quand il s'agit d'une prétendue attaque d'un peuple étranger. Et la raison de cette crédulité est leur ignorance à l'endroit des pays étrangers et de leur état social; ils dépré-

cient beaucoup trop la condition économique de ces peuples ainsi que leurs qualités morales, sans quoi ils ne croiraient pas à toutes ces bourdes.

Nous ne pouvons être assez renseignés sur ce qui se passe ailleurs, et c'est une des grandes raisons qui devraient nous empêcher de nous mêler si facilement des affaires d'autrui. Les Espagnols, qui ont beaucoup de sages dictons, en ont un entre autres qui dit « qu'un fou « sait mieux ce qui se passe dans sa propre maison « qu'un sage ce qui se passe dans celle du voisin ». Nous ne manquons pas en ce moment de fous qui s'assemblent et qui réclament une déclaration de guerre contre la Russie à cause de la question d'Orient. Ce n'est pas sans un grand étonnement que j'ai constaté parmi nous une ignorance des affaires turques tout à fait semblable à notre ignorance des affaires françaises, et cela même chez des gens que j'avais toutes raisons de croire tout à fait bien informés des premiers. C'est le cas tout particulièrement en ce qui touche la Turquie d'Europe et le sort des populations chrétiennes. J'aurais volontiers supposé que les sympathies de la grande masse du peuple anglais allaient à la masse de la population turque; et voilà que je découvre, au contraire, que ces sympathies sont avec la minorité et avec cette classe dominante qui tyrannise les populations chrétiennes de la Turquie. Je ne prétends nullement qu'il y ait ici matière à une guerre; mais, si on veut absolument faire la guerre, qu'on sache bien au moins pour qui et pourquoi on la fera, sans quoi on dépensera beaucoup d'argent, comme il advint lors de nos guerres avec la

France, sans atteindre le but proposé. D'après tout ce que je sais de l'empire turc, je me permets presque de prédire que les forces de tous les empereurs du monde ne pourront maintenir la domination turque en Europe. Il y a là des germes de décadence et de dissolution qui tiennent au fond même des choses, et que ni flottes ni armées ne pourraient extirper. On me taxera peut-être de présomption à ce propos ; mais je répondrai que j'ai visité le pays, et qu'en outre, depuis vingt ans, mon attention s'est fixée sur cette question. Aussi bien ne sais-je à cet égard que ce que tout le monde pourrait, après enquête, *savoir comme moi.* J'ai commencé il y a vingt ans d'écrire sur la question d'Orient, ainsi que M. Tait, l'éditeur, pourrait vous le dire, et, depuis cette époque, j'ai fait de mon mieux pour me tenir au courant de tout ce que d'autres ont également écrit à ce même sujet. Aussi n'ai-je pas vu, sans un grand étonnement, l'ignorance où l'on vit dans ce pays touchant la cause même que l'on s'apprête à soutenir par les armes, c'est-à-dire le maintien de la domination musulmane en Europe.

Je dis moi que la loi du Coran est contraire à la loi de la nature, qui est la loi de Dieu, et que les musulmans, étant asservis au Coran, ne peuvent pas se perpétuer à côté des populations chrétiennes de l'Europe. Je n'entends pas dire toutefois que je désirerais une guerre de religion. Il suffit d'éviter toute intervention, et de laisser les choses suivre leur cours naturel.

On croit qu'il y a en Turquie trois ou quatre millions de mahométans contre onze ou douze millions de chré-

tiens. Il est vrai qu'à défaut de recensement officiel, ces chiffres sont nécessairement très approximatifs. Or, depuis quatre cents ans, les Turcs sont la race dominante; ce sont eux qui jouissent du pouvoir, qui font les lois, et qui possèdent seuls le privilège de porter des armes. Les chrétiens ont toujours été traités comme des chiens, et chiens on les appelle. Le Coran ne reconnaît aucune relation entre le mahométan et le chrétien, sauf celle de maître et d'esclave. Tuer le chrétien ou le rendre tributaire, voilà ce que le Coran permet ou ordonne. Et pourtant, quel a été le résultat de tout ceci? Les Turcs sont en décadence. Si quelqu'un était enclin à leur être favorable, c'était Lamartine; et cependant Lamartine a dit que la Turquie dépérissait faute de Turcs. Malgré tous les avantages dont ils jouissent, leur nombre diminue, tandis que les chrétiens augmentent à côté d'eux. La richesse, l'esprit d'entreprise, l'intelligence, enfin tout le progrès matériel ou moral se trouve du côté de la population chrétienne. Vous voyez bien dans l'Inde un petit nombre d'Anglais dominer des millions et des millions d'indigènes : c'est que l'intelligence, la richesse, la science sont du côté des dominateurs, et toute l'histoire dément la possibilité que, ces conditions renversées, une race puisse perpétuer son pouvoir. Les choses étant ainsi, la Russie vient et vous dit : « Je veux assurer aux chrétiens sous l'autorité de la Porte le même traitement qu'à cette portion de la population qui est sous la protection du gouvernement français. » Mais l'Angleterre et la France se réunissent pour résister à cette demande, et elles conseillent au sultan de la re-

pousser sous prétexte que la Russie entretient des desseins égoïstes et agressifs. En ceci, elles disent la vérité; mais laissez-moi vous rappeler ce fait : que dans tous les pays les masses ont toujours dû leurs privilèges et leurs franchises à l'appui que leur ont demandé des nobles ou des tyrans qui avaient besoin de leur concours pour l'exécution de quelques desseins sinistres, et c'est de la sorte que les anciens serfs anglais sont devenus des citoyens libres.

Nul doute que l'empereur de Russie n'ait en ce moment lui aussi quelque dessein sinistre. Il veut établir en Turquie un « *imperium in imperio* », et je suis très persuadé qu'il y réussira. Il faudrait être sur les lieux et bien connaître l'état réel des choses pour se prononcer ici en toute assurance. Mais, d'après tout ce que j'entends dire, les chrétiens sont contents de voir s'accroître leurs garanties de sûreté contre la violence des Turcs, n'importe comment, que ce soit par le canal de la Russie ou par celui de quelque autre puissance.

Voici, par exemple, un fait qui a transpiré depuis le commencement de cette bagarre. Avant que la Russie intervînt, il n'était pas permis à un sujet chrétien du sultan de témoigner en justice contre un assassin ou un voleur musulman, cela même quand il avait été personnellement l'objet des attaques de cet assassin ou de ce voleur. C'était un état de choses plus intolérable que l'esclavage africain. Eh bien ! on annonce que, depuis l'intervention de la Russie, le sultan a promulgué un édit qui reconnaît ce droit aux chrétiens.

Quelqu'un doute-t-il que les chrétiens aient at-

tribué à l'action de l'empereur de Russie ce grand acte qui leur assure enfin les droits civiques dont ils étaient privés depuis quatre siècles? Mon opinion est que, dès le début, on a commis une grosse méprise dans cette affaire. Si nous voulions intervenir, nous aurions dû faire tout d'abord ce que nous devrons faire plus tard, je le crois, c'est-à-dire nous réunir à la Russie pour demander que la pleine liberté religieuse et l'égalité civile soient accordées aux chrétiens turcs. Je n'ai guère besoin d'ajouter qu'à mon sens, il vaudrait beaucoup mieux ne pas intervenir du tout; mais, si on le fait, il n'y a qu'un moyen pratique de faire quelque bien : c'est l'accord avec la Russie, ainsi que vous vous accordiez avec elle lorsque vous n'étiez aucunement plus sincères pour obtenir ces droits et franchises que les chrétiens de Turquie réclament. Mais il y a, ce me semble, une inclination à pencher du côté des Turcs qui me paraîtrait extraordinaire si je n'étais pas habitué aux erreurs et aux lubies qui s'emparent parfois de l'esprit de mes compatriotes. Le sentiment du pays paraît être favorable à la Turquie, parce qu'il suspecte chez la Russie quelques desseins sinistres, et parce que de fausses idées ont cours à l'égard de la situation des musulmans en Turquie; et j'avoue n'avoir jamais éprouvé de plus grand étonnement qu'en entendant un homme qui a été pendant dix ou douze ans ministre des affaires étrangères en Angleterre, et qui conséquemment, plus que personne au monde, devrait être édifié sur ce qui se passe là bas, tenir le langage que voici :

« J'affirme, sans crainte d'être contredit, s'écriait-il

en plein parlement, que la Turquie, loin d'avoir rétrogradé dans le cours de ces trente dernières années, a fait de grands progrès, des progrès plus sensibles peut-être que ceux d'aucune autre nation. Comparez la situation actuelle de ce pays avec sa situation sous le sultan Mahmoud, et vous jugerez que, sous le rapport du système gouvernemental, de l'armée et de la marine, de la justice, de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de la tolérance religieuse, il a merveilleusement progressé. »

Je demande, moi, quelles preuves on donne de pareilles assertions. Consultez n'importe quel visiteur de la Turquie, consultez lord Strafford de Redcliffe. Au banquet que la population anglaise lui a offert il y a dix-huit mois, il a parlé de l'état de la Turquie, et voici ce qu'il en pensait. Il déplorait la corruption qui rongeait les bases mêmes de l'ordre social, et ce mélange de force, de fraude et d'intrigue qui arrêtait la marche du progrès et qui empoisonnait l'atmosphère même où il se répandait. Il faisait allusion, avec un vif regret, aux signes de faiblesse et d'erreur qui l'entouraient à Constantinople, aux embarras financiers du gouvernement turc et à l'inexécution si peu honorable de la grande charte octroyée par le sultan actuel. Telle est l'opinion d'un diplomate expérimenté, que confirme celle de tous les écrivains les plus récents; et, s'il en est ainsi, quelle peut bien être la situation de la Turquie en Europe? En ce moment, il me semble que, pour une cause ou pour une autre, nous suivons la même marche que pendant la panique au sujet de l'invasion française. Pour un ins-

tant de triomphe, pour des applaudissements passagers, voilà un homme d'État qui nous donne des assertions semblables, et je rappelle ici ma conviction solennelle et délibérée, que ce passage que je viens de lire ici du speech de lord Palmerston est justement celui qu'il ne voudrait pas voir rappeler.

Je me demande quel motif on peut avoir de chercher à tromper ainsi le peuple anglais? S'attend-on à nous voir nous lancer en aveugles dans une aventure impossible? Est-il personne connaissant la Turquie qui s'imagine qu'une guerre avec la Russie la laissera subsister comme puissance européenne, avec une population chrétienne qui dépasse de trois fois le chiffre de la population turque, et qui, bien que désarmée, possède toute la richesse et tout l'esprit d'entreprise que l'on rencontre dans le pays? Allons-nous donc, je le répète, nous précipiter aveuglément dans une telle guerre? Il existe cependant une interprétation de tout ceci. Il est possible que notre gouvernement ait donné à la Turquie l'assurance qu'il l'aiderait dans le cas où elle résisterait à la Russie; et, si notre gouvernement a pris cet engagement, il est tenu de le remplir. Si nous étions ailleurs qu'ici, je vous dirais : Si vous prenez un homme faible et que vous lui disiez que, s'il ne se soumet pas à un homme fort qui va l'attaquer, vous vous joindrez à lui pour le combattre, — et cela peut s'appliquer à des nations comme à des individus, — je dis que celui qui se sauve après avoir fait cette offre est un lâche scélérat! Mais nous n'aurons point la guerre tout de suite : on ne se bat pas sur le Danube en novembre ou en décembre, pas avant le mois

d'avril au moins, et on a le temps de réfléchir. En attendant, cette affaire peut tellement changer de caractère, que nous pourrions prendre une nouvelle attitude en face de la question d'Orient. Nous ferons bien de nous renseigner le plus tôt possible sur la situation de la Turquie. Il ne s'agit pas d'une invasion russe chez nous, quoiqu'il s'agisse sans doute d'une attaque contre une puissance qui n'avait rien fait pour la provoquer. La Turquie n'a pas cherché querelle à la Russie, au contraire, c'est celle-ci qui l'attaque ; mais pour cela faut-il que nous prêtions notre appui aux musulmans d'Europe? Nous-mêmes nous avons dépouillé de ses États le Grand Mogol, souverain mahométan qui régnait sur un territoire triple de celui du sultan, et nous en avons fait une sorte de marionnette que nous gardons prisonnière à Delhi. Ne nous sommes-nous pas conduits envers le grand empire de Birman tout comme le ferait un jour de foire un drôle qui renverserait d'un coup de pied un étalage de pommes? Et c'est nous, en faisant ces choses à la face du monde, qui nous arrogerions le droit d'exercer la vengeance de Dieu sur une autre nation qui suit nos exemples! Non, ce n'est point là un terrain sur lequel nous puissions nous placer, et l'hyprocrisie la plus insigne ne nous permet pas d'affirmer que nous sommes tenus d'empêcher les musulmans d'être violentés en Europe, alors que nous avons traité de la façon qu'on sait les mahométans de l'Asie.

On prétend que nos traités avec la Turquie nous obligent à nous battre pour elle. C'est une chose à vérifier ; et d'ailleurs on n'est point à la veille de prendre

les armes. D'ici au printemps prochain, il n'est pas à craindre que l'on se batte sur les bords du Danube, et les deux armées qui y sont en présence auront trop affaire à lutter avec les fièvres, la famine et les mauvais temps, pour qu'elles songent à s'entr'égorger. Et vous n'allez pas vous battre pour des traités ! Il n'existe point de traités qui exigent que vous vous battiez. Voyez tous ces journaux qui acclament la guerre et demandent l'exécution de nos traités avec la Turquie ! Ils ne savent pas même s'il n'existe pas un traité aussi qui nous oblige à faire maintenir les frontières de la Turquie telles qu'elles sont indiquées sur la carte, et qui peut définir ces frontières ? La chose est absurde, nous n'avons pas de traité avec la Turquie. Il y a eu des arrangements particuliers de temps en temps, comme par exemple à l'époque où elle fit appel à la France et à l'Angleterre pour se débarrasser du pacha d'Égypte. Il y eut alors un traité qui définit les conditions auxquelles le gouvernement de l'Égypte resterait héréditaire dans la famille du pacha. Nous avons pris part à d'autres traités du même genre; mais il n'y a point de traité qui nous oblige à défendre l'intégrité de l'empire turc. Si l'Amérique s'avisait de s'emparer demain de l'Asie Mineure, et qu'elle la gardât comme gage de sa créance sur la Turquie, nous ne serions pas forcés de faire pour cela la guerre à l'Amérique. Non, nous ne sommes pas contraints d'intervenir ni dans les affaires intérieures ni dans les affaires extérieures de la Turquie. Nous sommes tenus de ne pas troubler nous-mêmes les arrangements auxquels nous avons consenti; mais, que d'autres peuples y touchent, nous

ne sommes pas forcés de nous battre pour leur maintien intégral.

Le plus grand des traités territoriaux que l'on connaisse est celui de Vienne, qui a remanié toute la carte de l'Europe. Eh bien ! le comte d'Aberdeen et le duc de Wellington, le parti whig comme tous les partis intéressés, ont reconnu que, si la Grande-Bretagne était tenue de respecter ce traité elle-même, elle n'était pas forcée de se mettre en guerre chaque fois qu'une de ses stipulations particulières se trouverait violée. — C'est pourquoi, si quelqu'un vous parle encore de traité, demandez lui quel il est, sa date, et où il se trouve. Il faut voir aussi ce qu'il y a au fond de ce mot d'*allié*, puisqu'on nous crie sur tous les tons d'aller le défendre. En fait, nous avons passé plus de traités avec la Russie qu'avec la Turquie, et dans aucun de ceux que nous avons passés avec celle-ci, on ne lit l'engagement d'en défendre l'intégrité territoriale : nous sommes aussi libres à cet égard qu'envers la Toscane et la Hollande. Dépouillez cette question de ce qui peut toucher à l'honneur national, et vous la réduisez à ce qu'elle est réellement : une affaire d'intérêt personnel. Mais je ne veux pas entamer ce sujet ce soir, ayant l'intention de le traiter demain dans un meeting public. Faisons en sorte que cette réunion soit aussi nombreuse que possible, et que toute la vérité y soit carrément dite au public. Je ne doute pas qu'il ne se montre plus enclin à l'accepter de votre part qu'à se laisser tromper par ceux qui se sont montrés de si détestables guides il y a six ou huit mois.

XLVI

Lettre de Mme Cobden à Mme Schwabe.

Dorne-House, Bagnor.

29 octobre 1853.

. . . . . .

Bien des remercîments pour votre aimable offre de nous envoyer le *Times*; mais nous avions remarqué l'article dont vous parlez. Ce n'est pas la première fois que ce journal se sert des arguments de M. Cobden après s'en être moqué quelques jours auparavant. J'ai vu les éloges adressés au discours de M. Cobden sur l'éducation; pourtant, ni l'éloge ni le blâme, quand ils viennent de ce journal, ne m'impressionnent beaucoup. Je sais que mon mari agit consciencieusement, et que la vérité et la loyauté finiront par l'emporter.

. . . . . .

XLVII

Lettres de M. Cobden à Mme Schwabe.

Bagnor, 31 octobre 1853.

Chère Madame Schwabe,

La lettre de ma femme et la vôtre d'hier se sont croisées. Je n'ai que le temps aujourd'hui de vous dire que

lord Ashley[1] est un des commissaires non payés du conseil de santé dont M. Chadwick est le président appointé. Sans doute, celui-ci, sinon Sa Seigneurie, a pensé que je voulais, *par voie indirecte*, dénoncer le conseil comme inutile, ayant dit dans mon discours que l'éducation seule pourrait enseigner au peuple les moyens d'éviter les maladies qui naissent de la malpropreté. Aussi bien je me confirme de plus en plus dans l'opinion que je vous ai exprimée : à savoir que, s'il est très difficile d'aider un individu qui n'est pas capable de s'aider lui-même, il est tout à fait impossible de relever des classes entières, si ce n'est en leur fournissant par l'éducation les moyens de se relever elles-mêmes. Je ne crois pas cependant nécessaire d'entrer à ce sujet en controverse avec Sa Seigneurie, qui a de bonnes intentions et qui fait du bien à sa manière. Pourquoi chacun ne serait-il pas libre de choisir sa façon de servir ses semblables?

Avec mes meilleures amitiés, je suis, ma chère Dame,
à vous bien sincèrement.

RICHARD COBDEN.

30, Grosvenor-Street. London.

19 juillet 1854.

Chère Madame Schwabe,

Veuillez agréer mes meilleurs remercîments pour votre aimable envoi de « *Theologica Germanica* » et de la brochure du révérend P. Irving sur l'éducation. Je n'ai

[1] Aujourd'hui lord Shaftesbury.

pas encore lu la première, et je suis forcé de renvoyer cette lecture à un moment où j'aurai plus de loisir. J'ai parcouru la brochure, et quoique je ne puisse m'empêcher d'admirer le style de l'auteur, dont l'éloquence avait paru un instant éclipser celle de tous les autres orateurs sacrés, j'avoue que les opinions qu'il exprime sur l'éducation me paraissent un peu étroites et empreintes de l'esprit de secte. Il semble hanté par l'idée que l'instruction laïque doit être nécessairement irréligieuse, à moins qu'elle ne soit surveillée par des prêtres. En effet, il voudrait faire attacher un chapelain à chaque école, comme il y en a un sur nos bâtiments de guerre et dans nos prisons. Ce bigotisme et ces soupçons sont malheureusement partagés chez nous par bon nombre de gens. Ils soupçonnent chez ces champions de l'enseignement laïque de méditer quelque dessein caché de miner la foi des peuples et de répandre l'athéisme dans les masses. De telles craintes n'ont aucun fondement, et ceux qui les ressentent oublient qu'en ce pays l'enseignement religieux et ses propagateurs sont déjà largement dotés. Nulle part on ne dépense tant d'argent qu'en Angleterre, eu égard au chiffre de la population, pour l'entretien des églises et les besoins des ministres chrétiens. Malheureusement, il n'en est pas de même de la dotation de l'instruction laïque. Ici nous sommes fort en arrière des États-Unis et d'autres pays. Presque le tiers des jeunes couples qui se marient ne savent pas signer leurs noms, et probablement le quart ne saurait lire un chapitre de la Bible. Pour un pays protestant, je trouve que c'est une ignorance honteuse. Au lieu de

contrarier les efforts des personnes qui désirent combler les lacunes de l'enseignement laïque, les clergymen devraient les féliciter d'avoir essayé de porter remède à un si grand mal. Le clergé devrait tout au moins se préparer à instruire le peuple et ne pas jouer le rôle du chien dans la crèche, en se mettant au travers des plans de ceux qui désirent le faire. Je suis assez peu charitable pour approuver une remarque faite par l'archevêque de Dublin, lors de la réunion qui a eu lieu récemment à l'athénée de Manchester, à savoir que beaucoup de personnes ne semblent se réunir au mouvement en faveur de l'éducation qu'afin de pouvoir mieux en retarder le progrès; mais je ne veux pas médire, je ne serais pas excusable de le faire dans une réponse à votre aimable lettre, si pleine de bonté et de charité.

. . . . . .

Midhurst, 25 août 1854.

Chère Madame Schwabe,

La personne à qui j'avais donné une lettre de recommandation pour lord Shaftesbury est le révérend M. Ellaby, pasteur pendant plusieurs années d'une chapelle anglaise et américaine à Saint-Pétersbourg. Il est revenu en Angleterre, il y a quelques mois, par suite de la guerre. Il désire voir lord Shaftesbury, afin de lui signaler une erreur qui se serait glissée dans son discours à la Chambre des lords sur la circulation de la Bible en Russie. M. Ellaby dit que l'importation des Bibles protestantes, à l'usage des luthériens de l'empire,

est permise en Russie. J'ai vu la même déclaration dans une lettre particulière du révérend M. Law, parent de lord Ellenborough, qui a été pendant dix ans ministre de l'église épiscopale à Saint-Pétersbourg. Celui-ci affirme dans sa lettre qu'il avait importé en Russie un grand nombre de Bibles : comme livres, elles étaient sujettes à un droit très élevé ; mais il lui suffit toujours de s'adresser à l'empereur pour obtenir la remise de ce droit. Il est vrai que des Bibles ainsi que d'autres livres, d'ailleurs, ne peuvent pas être distribuées, à titre de propagande religieuse, parmi les membres de l'Église orthodoxe. La loi permet aux dissidents d'avoir la Bible, et leur assure la liberté de leur propre culte; mais elle n'entend pas tolérer qu'ils convertissent les membres de la religion nationale. D'après lord Shaftesbury, la liberté religieuse serait en Turquie dans une condition plus favorable que dans l'empire du czar ; mais son exposé des faits n'est pas tout à fait exact. A la vérité, en Turquie, le chrétien est libre de s'attacher à une secte quelconque ou de changer de religion tant qu'il veut. Mais les mahométans, qui correspondent ici aux membres de l'Église orthodoxe de la Russie, ne sont pas autorisés à se faire chrétiens, et tout changement de religion leur est défendu. A cet égard, les deux pays se trouvent à peu près sur le même pied. La seule différence est probablement celle-ci : si un Russe répudie l'Église grecque orthodoxe, il est emprisonné ou puni sous une autre forme ; tandis que, si un Turc abandonne Mahomet pour le Christ, on lui coupe la tête. J'ignore si M. Ellaby a vu lord Shaftesbury; mais c'était, comme je l'ai dit, pour

rectifier certaines parties de son discours qu'il désirait s'aboucher avec Sa Seigneurie. Il semble que celle-ci aurait dû être mieux renseignée, puisqu'elle est à la tête de la « *British and Foreign Bible Society* », qui a constamment envoyé des Bibles en Russie à l'adresse de M. Ellaby.

Croyez-moi, ma chère Dame, votre tout dévoué.

R. COBDEN.

Midhurst, 24 octobre 1854.

Chère Madame Schwabe,

J'ai mis un peu de retard à répondre à votre aimable lettre, parce que j'avais espéré avoir le plaisir de vous voir à Londres. Mais, empêché d'y aller, je viens vous exprimer par écrit la satisfaction que j'ai éprouvée en apprenant qu'un ecclésiastique au moins n'a pas oublié d'agir selon les préceptes du Christ en s'opposant à la guerre. Je serais heureux de trouver l'occasion de faire la connaissance de M. Owen[1]. Quant à notre question, il serait facile de démontrer que la guerre, si elle est victorieuse, peut nuire à nos meilleurs intérêts. Elle excitera l'esprit belliqueux; elle entraînera la nation à mettre sa confiance en l'épée; elle détournera l'attention du public de ces améliorations morales dont le sort des empires dépend bien plus que des succès militaires. Je ne crains pas l'agression d'un peuple semi-barbare comme les Russes, du moment que nous sommes une

[1] Le recteur de Saint-Asaphe.

nation plus morale, plus sobre, plus intelligente et plus travailleuse ; mais j'aurais peur de la rivalité d'autres pays, et spécialement de celle des États-Unis, si nous négligions l'instruction de nos masses. Nous courons un grand risque si nous laissons les autres peuples nous devancer dans les arts de la paix, tandis que nous nous livrons à l'ivresse des triomphes militaires.

Voilà, ma chère Dame, en quelques mots, comment je prévois la possibilité que le ciel nous punisse même dans nos succès.

. . . . . .

RICHARD COBDEN.

XLVIII

Discours de M. Cobden sur la guerre de Crimée, prononcé à une réunion publique tenue à Leeds.

17 janvier 1855.

Messieurs,

Je ne suis pas venu ici exposer des arguments contre la guerre dans laquelle nous nous sommes engagés : la guerre existe, nos raisonnements n'y changeraient plus rien. Je ne veux pas parler de l'histoire passée, ni de la Turquie, ni de la Russie. Je ne veux même pas m'enfoncer dans l'étude de nos volumineux *livres bleus*, pour rechercher l'origine de cette guerre, cachée qu'elle est, pour ainsi dire, dans une longue correspondance diplo-

matique, assez inintelligible. Je songe plutôt à mes fonctions comme membre du Parlement, car je sais qu'à la prochaine session, l'affaire la plus importante en discussion sera la façon même de conduire la guerre. Puisque l'Angleterre doit avoir une lutte, cette lutte ne peut être petite; il faut poursuivre cette guerre avec l'énergie et l'habileté qui conviennent à une grande nation. Pour cela, il faut de l'argent : l'argent ne vient que d'un vote de la Chambre des communes; et comme membre de cette Chambre, je dois dire oui ou non à chaque proposition de cette nature. Je crois que le gouvernement et même M. Gladstone, malgré le respect que je porte à son caractère, se sont bercés de l'illusion que cette guerre serait peu coûteuse. Le ministre des finances nous avait dit qu'il n'avait besoin que de dix millions sterling. Nous les avons votés; et vous êtes à même de juger comment cet argent a été dépensé. Ces dix millions sont déjà épuisés! — Que propose-t-on maintenant de faire? Nous nous sommes engagés dans une guerre contre la Russie, et le théâtre de cette lutte est le territoire russe. Supposons, au contraire, que la Russie eût menacé ce pays de cent mille hommes : qu'aurions-nous fait? Avant qu'un seul millier d'hommes eût débarqué, la population se serait levée en masse, et vous auriez voté cinquante millions pour repousser l'agression. Mais faire la guerre en Russie même est une affaire plus difficile et plus coûteuse que de défendre ce pays-ci contre une invasion étrangère. Cette guerre demande d'énormes sacrifices; et je vous prie de considérer d'abord la manière de lever l'argent: nous discu-

terons après la conduite des opérations militaires. Quant à l'argent, il y a plusieurs propositions sur le tapis : les uns parlent d'un emprunt, les autres de se procurer les fonds nécessaires au moyen des contributions directes; et il en est enfin qui préféreraient recourir aux contributions indirectes. Quant à mon avis personnel, je vous dirai franchement que j'envisagerais avec terreur le renouvellement du vieux système de la dette consolidée; car je trouve que l'industrie du pays est déjà assez hypothéquée. La question à décider est celle-ci : Devons-nous porter nous-mêmes le fardeau tout entier de cette guerre, ou faut-il charger la postérité du poids de la dette qu'elle amènera?

Voulez vous vous en charger vous-mêmes ou en charger vos enfants, — car, vous et moi, nous avons des enfants, — et si nous devons continuer cette guerre, je ne puis m'empêcher de considérer la question en vue de ces enfants. Divers inconvénients s'attachent d'ailleurs au moyen de l'emprunt. Accorde-t-on à un gouvernement de trop grandes facilités de lever de l'argent, il est possible qu'il le dépense trop vite, et il est assez prudent de se ménager à cet égard un frein salutaire. Moi, je crois que la Providence a voulu que la guerre entraînât toujours des difficultés, des privations à braver, des sacrifices à faire. Je n'hésiterai pas à me prononcer pour la proposition de se procurer l'argent nécessaire par la voie des contributions directes. La perception de ces contributions n'est pas dispendieuse, et c'est un moyen de nuire le moins possible au commerce national. Nous savons tous qu'avec l'échelle actuelle

de l'*income tax*, il serait impossible, à l'aide de ce seul impôt, de trouver les fonds qu'il faut pour faire cette guerre. Il serait nécessaire d'en étendre l'application de façon qu'il embrassât de plus petits revenus, ou bien de suppléer au déficit par des impôts indirects, et je crois que c'est à cette méthode que l'on tend à arriver. Je serais très fâché de voir renouveler ces taxes que l'on considérait autrefois comme nécessaires à la protection des manufactures et du commerce ; et je dis franchement qu'à chaque occasion qui se présentera, je voterai en faveur des contributions directes.

Je ne veux pas parler de l'histoire de la guerre, mais en même temps, je ne puis laisser passer inaperçue une remarque de votre président qui me fait tort en supposant que je suis partisan de la paix à tout prix. Vous conviendrez, Messieurs, qu'il est assez injuste que l'on soit tenu responsable d'opinions que l'on n'a jamais exprimées ni conçues. Il y a dans ce pays une respectable secte de chrétiens qui ont de l'influence par leur caractère, sinon par leur lignage, et ces personnes interprètent les principes de l'évangile comme défendant la guerre en toute circonstance et d'une façon absolue. Mais loin de vouloir m'imposer leurs opinions personnelles, dans cette occasion, les membres de la *Société des Amis* m'ont prié plusieurs fois de désavouer leurs doctrines; car, si on me les supposait, je perdrais toute action près des hommes pratiques, — mais étudions la question de politique. Dans cette guerre, ce qui me déplaît le plus, ce sont les prétextes puérils, pour ne pas dire frauduleux, qu'on a mis en avant pour la rendre

populaire dans notre pays. Les sentiments du peuple ont été surexcités jusqu'à l'enthousiasme en faveur de la guerre, par l'idée qu'elle remplirait certains buts que je savais bien qu'elle ne pouvait remplir. Il y a douze ou quinze mois, quand l'idée d'une guerre avec la Russie commençait à agiter l'esprit public, quelqu'un niera-t-il que ce qui la rendit populaire, ce fut la supposition que la guerre avait pour objet la délivrance de certaines nationalités asservies ou menacées de l'être? On s'imaginait qu'elle mettrait un terme aux procédés violents de la Russie, qu'elle l'empêcherait d'envahir la Hongrie ou de conquérir la Circassie. Quelqu'un niera-t-il que l'opinion dominante du peuple était que faire la guerre à la Russie, c'était inscrire sur nos drapeaux la reconstitution de la nationalité polonaise? Feu lord Dudley Stuart représentait, je crois, en grande partie, l'opinion publique; et je sais que lui et ceux qui agissaient de concert avec lui, nourrissaient la pensée que cette guerre avait pour but les objets dont je viens de parler. Je ne l'ai jamais envisagée sous ce point de vue, car je ne croyais pas une pareille entreprise possible. Ce n'est ici qu'une guerre de diplomates et d'hommes d'État, et elle se soucie peu des intérêts de la liberté. C'est une guerre où nous avons un despote pour ennemi, un despote pour allié, enfin un despote pour client. Depuis un an, nous essayons de recruter un allié dans la personne d'un quatrième despote, mais sans y réussir. Puisque la guerre n'a été entreprise que pour résister aux empiétements de la Russie sur la Turquie, je crois que nous n'aurions pas dû nous y lancer avec tant d'empresse-

ment. Si, au lieu de la déclarer si vite, nous avions attendu les événements, comme l'ont fait les voisins les plus rapprochés de la Russie, la Prusse et l'Autriche, nous aurions atteint notre but sans verser une goutte de sang. Si vous jetez un coup d'œil sur la carte d'Europe depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Noire, vous verrez que les pays qui touchent à cet empire gigantesque de Russie sont la Prusse, l'Autriche et la Confédération germanique, lesquels pourraient en six semaines mobiliser ensemble un million de soldats. Si donc la Russie menaçait les libertés de l'Europe ou son assiette territoriale, ces pays seraient les premiers à en souffrir; et je crains que nous n'ayons agi trop précipitamment en déclarant la guerre, tandis que la Prusse et l'Autriche se tenaient tranquilles. Je suis convaincu que, si nous avions pris la même attitude que ces pays, qui certainement ne laisseront pas plus que nous-mêmes un libre jeu à l'ambition russe, nous nous serions épargné le gaspillage de sang et d'argent que nous allons commettre.

Il y a des personnes favorables à cette guerre qui pensent que, si je m'y suis opposé, c'est que je la croyais injuste. Elles se trompent : j'ai déjà déclaré plusieurs fois à la Chambre des communes, ainsi que mon ami M. Bright, que le droit était ici du côté de la Turquie; car le gouvernement russe a envahi le premier le territoire du sultan, fournissant ainsi à la Turquie un prétexte pour faire la guerre à la Russie. Mais j'ai souvent fait remarquer qu'attaquer la Turquie, ce n'est pas nous attaquer; quoique nous ayons le droit de nous mêler de

cette querelle et d'épouser la cause de la Turquie, nous ne sommes pas forcés de nous battre à tout moment dans le simple intérêt de la justice. Si nous adoptons ce principe, nous serons entraînés à guerroyer partout et toutes les fois qu'il naîtra une querelle de peuple à peuple, en nous rangeant du côté du parti qui nous paraîtra avoir raison. Messieurs, je suppose que vous n'adopterez pas ce principe, car nous engager dans une pareille voie, ce serait nous mettre sur les bras des obligations si lourdes que nous pourrions à peine y faire face, quelque grandes que soient nos ressources. Mais, dans le cas de la Turquie, il y a une autre considération à laquelle vous ferez bien de vous arrêter. Là, vous avez affaire à un gouvernement qui ne représente pas la majorité de la population. En Turquie, il y a une population de douze millions d'habitants, dont huit millions sont chrétiens, et seulement quatre millions mahométans. Les Turcs sont la race dominante, et les chrétiens ont été privés de tout droit, et même de la protection de la loi, puisqu'il n'était pas permis à un chrétien de témoigner contre un Turc devant un tribunal : un Turc pouvait faire toute espèce de mal à un chrétien, et, s'il ne se trouvait pas un musulman pour témoigner contre lui, il restait impuni. Si l'on faisait en ce moment voter toute la population de la Turquie par voie de suffrage universel, il y aurait une majorité considérable de voix contre le sultan et en faveur du czar. On entend dire constamment que les chrétiens grecs nous sont hostiles, et que c'est pour cette raison qu'on les a renvoyés de Balaklava. Mais les Grecs en Angleterre se sont montrés

aussi si hostiles à nos procédés, qu'on a exigé d'eux qu'ils missent une sourdine à l'expression de leurs sympathies pour la Russie.

Je veux que vous vous rendiez compte tout d'abord,— car nous entendrons parler de ces choses pendant des années, — qu'il s'agit ici d'un gouvernement bien différent de tous les gouvernements civilisés; qu'il représente seulement une petite minorité de la nation; que la grande majorité chrétienne s'oppose à nous sur ce sujet, et que c'est cette même hostilité qui entrave les opérations de notre armée, en la privant du concours des habitants mêmes du pays.

Même en Crimée, où il y a beaucoup de résidants chrétiens, vous n'obtenez aucun renseignement d'eux, et c'est la seule classe intelligente en Orient; de sorte que les généraux connaissent à peine les noms des généraux adversaires ou le nombre des troupes contre lesquelles ils combattent. Ce sont d'importantes difficultés; car, si vous aviez affaire à un pays dont le gouvernement et la population fussent homogènes, vous n'auriez qu'à repousser les Russes, puis laisser ce pays arranger ses propres affaires comme il l'entendrait. Mais on ne peut pas agir ainsi avec la Turquie, car, les Russes expulsés, resteraient les dissensions intestines. A l'égard de ces dernières, notre gouvernement propose qu'à l'action de la Russie seule en faveur des sujets chrétiens du sultan, on substitue l'action collective des cinq grandes puissances et leur garantie commune. Il est certain que l'empereur de Russie avait dans cette occasion des arrière-pensées de servir ses propres des-

seins. Mais il se pourrait faire que plus tard un parti eût les mêmes desseins, et, avant même que cette association fût dissoute, je crains que vous n'en trouviez d'autres qui puissent désirer un bénéfice dans l'affaire. Car, bien que la Russie ait agi dans un intérêt égoïste en intervenant dans les affaires intérieures de la Turquie, je crains que, en agissant d'après les mêmes principes, vous ne justifiiez d'autant la conduite qu'elle a suivie. La position que nous avons prise me déplaît : nous ne pensons qu'aux gouvernements, et nous oublions totalement les peuples. Nous ne permettons pas aux autres d'intervenir dans un pays quand il s'agit de soutenir un peuple révolté contre son gouvernement, même quand celui-ci est détestable; mais qu'un gouvernement intervienne en faveur d'un autre gouvernement, comme par exemple dans le cas de Rome, ou de la Hongrie, où la Russie prêta ses armées pour dompter l'insurrection, nous ne soufflons mot, nous laissons tout faire. Et qu'il s'agisse d'aider un peuple contre son gouvernement, nous nous rangeons immédiatement avec ce gouvernement contre ce peuple.

Tout ceci peut être de la politique, mais il ne semble guère que ce soit de l'équité ou de la justice. Je crois qu'il y aurait beaucoup à dire dans les deux sens sur cette question de la Turquie. Vous allez faire vous-mêmes la même chose que vous reprochez à la Russie. A l'égard de la manière de conduire la guerre, il n'y a qu'une opinion. Tout le monde est d'accord sur la mauvaise administration des choses de l'armée et de la marine ; et chacun trouve que la façon générale dont la

guerre est menée, fournit une preuve frappante de l'imperfection de notre système routinier et de son impuissance à supporter le poids d'un grand effort. Un membre du gouvernement a avoué en pleine Chambre des communes qu'on avait commis une grande erreur en envoyant notre armée en Crimée pour prendre Sébastopol; et j'ai entendu dire à un autre ministre, du ton le plus léger, que tous, généraux et gouvernement, s'étaient trompés sur la force de cette place. — Une erreur semblable du gouvernement lorqu'il s'agit d'intérêts importants! — Et je l'ai entendu constater avec la même nonchalance que s'il se fût agi d'une spéculation où l'on risquerait un ou deux shillings. — Et cette erreur coûte la vie à des milliers d'hommes! Pourquoi a-t-on commis une telle erreur? Pourquoi, avant de se lancer dans cette entreprise, n'a-t-on pas recueilli tous les renseignements possibles sur la situation et la force de Sébastopol? Si on avait envoyé à Constantinople un de vos adroits concitoyens muni d'une dizaine de mille livres, il vous aurait fournis tous les renseignements nécessaires. Il aurait pu se procurer tous les noms de l'état de revue et les plans de la forteresse tout entière! Mais envoyer une armée sous ses murs tout à fait à l'aventure, et sans rien connaître de tout ce qu'il était le plus urgent de connaître! et puis venir nous dire qu'on s'est trompé!

Non seulement l'on n'a point estimé à leur valeur les défenses de cette place, mais on n'aurait pas dû y aller du tout. Quoi! votre ennemi est à 3,000 milles de distance; il possède, dans un pays de 60,000,000 d'habi-

tants, une armée de 700,000 hommes, et vous commencez par envoyer contre lui quelque chose comme 20,000 ou 30,000 combattants, et quelques organes de la presse ont eu l'enfantillage de parler de cette expédition comme si elle était destinée à pulvériser l'empire russe !

La question pratique à résoudre maintenant est celle-ci : L'erreur une fois commise, que faut-il faire pour la réparer et se sortir d'embarras? Il y a un premier moyen : c'est de réunir de grandes forces, de trouver beaucoup d'argent et de conduire la guerre en Crimée sur une toute autre échelle. Mais il y en a un autre, et il me semble que nous sommes obligés, en toute justice, de considérer la position de ces braves gens que nous avons envoyés devant Sébastopol, sans consulter nos propres passions, sans tenir compte de nos espérances déçues. Nous sommes tenus, dis-je, de ne rien faire qui fasse obstacle au rétablissement de la paix et au retour de nos troupes. J'ajoute qu'elles auront droit à un accueil aussi honorable que si elles avaient réussi dans leur entreprise, car elles ont dix fois plus souffert dans leur siège infructeux de la place que si elles l'avaient enlevée d'un coup de main. N'y a-t-il aucune raison d'espérer que les négociations diplomatiques en sont arrivées à un point qui donne quelque espoir d'une conclusion à la fois pacifique et honorable? Je me permets à cette occasion de donner un mot d'avis à quelques-uns de mes amis qui se proposent de provoquer dans cette enceinte même une résoluton tendant à une continuation vigoureuse de la guerre. Je n'ai

pas caché que, si la guerre doit, en effet, continuer, ce doit être d'une façon très vigoureuse, et sur une toute autre échelle que jusqu'ici ; mais ne craignent-ils pas et ne craignez-vous pas vous-mêmes, en prenant une telle résolution, de jeter un obstacle dans la voie pacifique, qui paraît être aujourd'hui celle du gouvernement lui-même? Mon impression personnelle est que ces efforts ne resteront pas inutiles pour peu que l'opinion publique paraisse les seconder, et j'engage mes amis à ne rien faire qui soit de nature à contrarier les négociations pendantes. Notre armée de Crimée endure en ce moment des souffrances inouïes, et la faute en est au gouvernement et à l'administration de la guerre. Elle a envoyé la fleur de nos soldats dans un pays inconnu, sans savoir à quelles forces ils avaient affaire, et les a débarqués aussi dénués d'approvisionnements que s'il s'était agi d'autant de milliers de criminels qu'on jetait sur une côte déserte pour s'en débarrasser. Messieurs, connaissez-vous l'état sanitaire de ces troupes? J'ai reçu dernièrement une lettre d'un officier du 46e régiment, qui nous dépeint la condition actuelle. Quand il a débarqué au mois de novembre, il était fort de 706 hommes qui, joints à 101 hommes qui les attendaient et à 34 qui les ont rejoints plus tard, formaient un total de 841 en tout. Maintenant, de ces 841 hommes, il n'en reste plus que 300 de valides. L'officier qui me donne ces détails attribue cet état de choses à un travail excessif, à l'humidité perpétuelle et à une nourriture insuffisante. Ce régiment qui de 840 hommes est réduit à 300, n'a jamais été en face de l'ennemi. Il a pourri dans les tran-

chées, où les hommes étaient littéralement à quatre pattes dans la boue pendant des heures, exposés à la pluie, au vent, à la neige; et, ce fatigant service fini, ces hommes n'ont eu, pendant des semaines entières, ni tente pour s'abriter, ni feu pour sécher leurs misérables haillons mouillés. Ah! songeons un peu à toutes ces misères quand, paisiblement assis au coin de notre foyer flambant, nous parlons de poursuivre énergiquement la guerre, alors qu'il y a quelque possibilité de conclure une paix honorable. Que se propose-t-on d'ailleurs en poussant la guerre plus loin? Lord John Russell nous a dit que les alliés n'ont aucune intention d'occuper d'une façon permanente un point quelconque de la Russie ou de s'approprier la plus petite portion de territoire russe. Supposons donc Sébastopol pris. Ils le démantèleront sans doute, par point d'honneur, pour dire qu'ils l'ont démantelé, et ils s'en iront ensuite. Eh bien, disais-je devant la Chambre des communes, cela fait et leur départ effectué, dix ans ne se passeront pas avant que la Russie contracte à Londres même un emprunt avec Baring frères, qui lui permette de faire reconstruire Sébastopol avec des défenses plus savantes et plus formidables. A-t-on calculé l'énorme sacrifice de vies humaines qu'il faudra pour s'emparer de Sébastopol d'assaut, rue par rue, maison par maison? Et n'est-ce pas notre devoir, à nous autres Anglais, qui nous disons chrétiens, de nous demander si une pareille fin vaut bien de pareils sacrifices? Au début de l'excitation causée par cette guerre, on se plaisait à croire qu'elle diminuerait le territoire et la force de la Russie. Mainte-

nant, un ministre de la couronne nous déclare qu'il n'est question d'amoindrir ni le pouvoir ni le territoire de cet empire. Qu'avons-nous à gagner à la continuation de la guerre, si une paix honorable est à notre portée?

On prétendra peut-être que les grands principes de droit et de justice sont en jeu dans cette guerre; mais je réponds que ni le droit abstrait ni la justice abstraite ne nous obligent à prendre part dans les querelles d'autrui. En fait, nous ne nous battons point parce que nous trouvons les mahométans dignes du sacrifice de nos vies, mais parce que nous craignons, si la Russie réussit dans ses empiétements sur la Turquie, qu'elle ne puisse arriver un jour à nous molester. On prétend que la Russie a récemment empiété sur la Turquie, en d'autres termes, que le czar régnant montre beaucoup de penchant à prendre ce qui ne lui appartient pas. Voyez ce qui en est pourtant. Le fait paraîtra peut-être bizarre, mais il est certain : le czar actuel ne s'est point approprié le moindre lambeau de territoire turc, tandis qu'une des puissances qui ont pris en main la cause des Turcs contre la rapacité moscovite s'est largement agrandie, il y a quelque vingt ans, aux dépens de ces mêmes Turcs. Car enfin, chacun sait qu'en 1830 la France se saisissait de la régence d'Alger, et que depuis lors elle a empiété sur les territoires musulmans y attenant.

De plus, je crois que l'Angleterre n'a pas encore reconnu le droit de la France d'instituer des consuls en Algérie, parce qu'en agissant ainsi, elle eût paru acquiescer au fait accompli et risquait d'offenser la Turquie. Je devine ce que M. Baines, qui est un grand *debater* et

qui doit parler après moi, me répondra probablement : « C'est très bien, M. Cobden, me dira-t-il, et vous n'avez pas tort ; mais vous savez bien que deux noirs ne font pas un blanc. » Je ne dis pas non ; dans le cas qui nous occupe, il faut se rappeler que nous remplissons l'office de juges, que le czar est le coupable, et que c'est dans l'intérêt de l'Europe et du monde civilisé que nous avons à faire droit. Or, avant de nous asseoir sur le siège du juge, nous devrions nous assurer que nous avons les mains nettes. Je ne crois pas que l'opinion publique permît de siéger, fût-ce un seul jour, au juge qui aurait, à sa connaissance certaine, les mêmes habitudes morales que le larron qui comparaît journellement devant lui. Or, c'est notre cas, et dans cette affaire nous nous arrogeons un droit que le monde ne nous reconnaît pas. Depuis cent-cinquante ans, souvenons-nous-en bien, nous avons arraché au Grand Mogol, qui était, lui aussi, un souverain mahométan, des territoires renfermant 150 millions d'habitants, c'est-à-dire presque deux fois le chiffre de la population de la Russie. Lorsqu'on se rappelle notre conduite envers les Hollandais au Cap et nos agissements ailleurs, il est difficile de nous prendre pour le peuple désintéressé, juste, immaculé, que nous voudrions paraître. D'autres nations nous regardent comme une seconde Russie, parce que partout où il y avait des territoires à prendre nous les avons pris, et le résultat a été que ni la Russie ni personne ne nous reconnaît en ce conflit de qualité judiciaire. Nous sommes un peuple insulaire, — j'implore encore ici votre indulgence, — pourvu d'un grand

orgueil, d'une grande vanité et d'une haute opinion de nous-mêmes. C'est avec cet ensemble de qualités que nous nous érigeons en juges d'autrui, que nous prétendons redresser des torts; mais en tout ceci nous ne sommes guidés que par un sentiment d'ambition territoriale, et nous appréhendons seulement quelques conséquences fâcheuses, soit pour notre commerce dans la mer Noire, soit pour nos possessions de l'Inde. Je ne dis pas qu'on ait raison, mais enfin on ne nous accorde pas cette impartialité, cette sérénité, ce désintéressement du juge que nous nous attribuons. Et quelle est l'attitude du criminel? Ressemble-t-il à ce pauvre diable qui a été pris la main dans le sac et qui se tient tout confus sur la sellette, entre les deux agents de police qui l'ont amené et qui le surveillent? Non, le juge cette fois a dû descendre de son siège et faire le coup de poing avec son justiciable, au risque de perdre sa perruque dans la bagarre. La Russie ne reconnaît pas notre autorité judiciaire et ne s'y soumet pas, et il faut bien le reconnaître au ton et à l'esprit qui ont présidé à cette déclaration de guerre. On aurait bien pu croire que le roi des Belges, par exemple, inclinerait de notre côté. Eh bien, a-t-il dit à son parlement que l'Angleterre exerçait dans la question d'Orient les fonctions d'un juge et l'a-t-il engagé à la soutenir? Non, il s'est borné à lui annoncer purement et simplement que trois puissances européennes étaient en guerre, ajoutant que la Belgique devait garder une stricte neutralité. Les États-Unis, la Suède, la Norwège, le Danemark, la Suisse, s'accordent pour se tenir à l'écart de la lutte. L'Allemagne, la

Prusse, l'Autriche annoncent également l'intention de garder une stricte neutralité. Nous avons eu besoin de recruter des soldats au dehors, et au lieu de favoriser ces enrôlements, les gouvernements étrangers y ont mis toutes sortes d'obstacles.

Les récits qui viennent de Crimée me navrent le cœur, et les souffrances qu'y endurent nos braves soldats troublent mon sommeil. Nous devons songer très sérieusement à leur situation, et si l'occasion de conclure une paix honorable se présente, ce serait encourir une grande responsabilité que d'encourager le gouvernement à continuer la guerre. Si vous le faites, vous regretterez plus tard votre vote d'aujourd'hui.

Voulez-vous me permettre de vous parler encore une fois en toute franchise et de vous rappeler ce qui est arrivé il y a quelque trois ans? Je suis considéré, vous le savez, comme intraitable, parce que je ne crie point avec tout le monde. Or, à cette époque précisément, j'étais très impopulaire parce que je me moquais des terreurs de l'invasion française et que je me refusais à voir dans l'empereur des Français un brigand capable de débarquer nuitamment des troupes sur la côte de Sussex. On raillait agréablement alors mon optimisme, ils me représentaient — toujours avec des oreilles d'âne — regardant la bouche d'un canon et criant : paix! paix! Eh bien, en sommes-nous encore à la mobilisation de nos milices et à l'armement de nos batteries de côte? Quelques années auparavant, on avait proposé au Parlement de faire la guerre au petit royaume de Grèce parce qu'un individu du nom de Don Pacifico, qui se

disait sujet anglais, se prétendait créancier des Grecs pour une somme de 25 ou 26,000 liv. st. Et le gouvernement anglais insista pour que l'on accueillît la demande. Le vote de la Chambre devenait un vote de confiance dans le gouvernement, mais je refusai d'appuyer la demande, parce que j'avais des raisons de croire que toute l'affaire était une tricherie. Cette crise avait lieu au moment de la grande vente des laines à Londres. Un grand nombre de fabricants du Yorkshire se trouvaient là. Ils m'envoyèrent des pétitions pour me faire voter, si je tenais à ma popularité, avec le gouvernement et contre la Grèce. Je votai contre le gouvernement anglais. La France et la Russie, peu après, intervinrent et forcèrent le gouvernement anglais à référer de la question à un arbitrage. L'arbitrage se composait de diplomates comprenant notre propre ministère ; ils se réunirent à Lisbonne, et décidèrent que les droits de Don Pacifico aux 26,000 liv. st. étaient nuls, lui accordant simplement une somme de 150 liv. st. à titre de libéralité.

On ne laissa pas cependant à cette occasion de dénoncer ma conduite ; je reçus de nombreuses lettres de reproches, et je perdis l'amitié de beaucoup d'honnêtes gens. Je vais demander à M. Baines et au parti dont il est l'habile directeur, ainsi qu'à vous-mêmes, de bien prendre garde à ce que vous allez faire en pressant le gouvernement de poursuivre énergiquement la guerre. Mais il y a maintenant des négociations pendantes, et si le télégraphe venait vous apprendre, cette nuit, que les conditions honorables d'une paix honorable ont été

posées, ne serait-il pas très regrettable que la population de Leeds eût soutenu une politique plus belliqueuse que celle des diplomates de Vienne ou de Londres? Cette affaire a pris, en quelque sorte, le caractère d'une question personnelle; je ne pense pas que notre gouvernement ait le droit de parler de l'ambition personnelle du czar. Et jadis, comme vous allez le voir, ces mêmes ministres qui dénigrent en ce moment son caractère, lui faisaient honneur des plus grandes qualités. Vous avez tous entendu parler de la correspondance secrète avec le czar. Je sais qu'en Amérique, sa publication a excité le sentiment public, non contre la Russie, mais contre nous-mêmes, car on voyait nos ministres parler du czar comme de l'homme le plus estimable du monde, et lui attribuer précisément ces mêmes vertus qu'on lui a le plus déniées à propos de la guerre actuelle. Lors des conférences secrètes qui eurent lieu à Saint-Pétersbourg entre le czar et sir A. Seymour, Lord J. Russell était ministre des affaires étrangères, et voici ce qu'à la date du 9 février 1853, il pensait de l'empereur Nicolas, même après sa fameuse proposition relative au «malade»: «Au total, écrivait-il, le gouvernement de Sa Majesté Britannique est persuadé qu'on ne peut concevoir une politique plus sage, plus désintéressée, plus avantageuse à l'Europe que celle que l'empereur suit depuis longtemps, qui assurera à son nom une gloire plus pure et moins éphémère que celle de tant de conquérants.» Mais un autre ministre des affaires étrangères partageait l'opinion de lord J. Russell et enchérissait même là-dessus. Voici comment lord Clarendon qualifiait la proposition du

czar, que l'on tient aujourd'hui pour une véritable incarnation de l'esprit du mal. « La confiance parfaite « que nous montre l'empereur » (c'est-à-dire la généreuse confiance avec laquelle il chuchote : Le sultan va mourir ! voulez-vous partager avec moi ?) « la « généreuse confiance dont témoigne l'empereur lui « donne droit à la plus cordiale déclaration d'opinions « de la part du gouvernement britannique, qui comprend « bien que, dans le cas d'une entente future, la parole « du czar paraît préférable à toute convention par « écrit ! » Voilà comment notre ministre des affaires étrangères parlait du czar, il n'y a pas plus de deux ans, souvenez-vous-en, et cela après l'horrible écrasement de la révolution polonaise en 1830, après l'occupation de Cracovie et l'invasion de la Hongrie. Et n'est-ce pas un spectacle révoltant que de voir ces ministres, qui autrefois tripotaient secrètement avec le czar et le couvraient de louanges, montrer tant d'hostilité personnelle contre lui, et par leurs discours exciter, comme lord John Russell tout particulièrement, les ardeurs belliqueuses de ce pays contre lui ? Je ne suis pas ici pour défendre le czar, et on peut à peine concevoir dans le monde deux hommes moins faits que lui et moi pour sympathiser ensemble. Je le reconnais comme un homme de la plus vaste capacité intellectuelle, mais je le tiens aussi pour l'incarnation même de la force physique. Ceci me ramène à la question même qui nous occupe, celle de savoir comment il est possible de faire reculer une pareille puissance. Je crains que notre expédition sur Sébastopol n'ait d'autre effet que de rehausser le

prestige de la Russie aux yeux de toutes les nations barbares. Malgré les batailles d'Alma et d'Inkermann, on dira que la Russie a tenu en échec la France et l'Angleterre réunies. Telles sont les conséquences de la méprise qu'on a commise en allant attaquer la Russie sur son sol même et sur un terrain où elle avait tous les avantages. J'ai toujours pensé, et c'est l'opinion de bien d'autres, que, pour l'agression, la Russie est très faible, parce qu'elle est pauvre, mais qu'en fait de défensive, elle est très forte. Voyez plutôt ce qui est arrivé à Napoléon !

Il est entré à Moscou le 14 septembre 1812, et c'est le 14 septembre 1854 que nos troupes sont parties pour la Crimée. L'erreur, dans les deux cas, a été d'aller chercher l'ennemi au milieu de ses défenses les plus inexpugnables. Lord Palmerston a dit lui-même « que, si on avait grandement exagéré la force offensive de la Russie, sur le terrain de la défensive, elle était à peu près inattaquable. » Je me plais à espérer que mon cher ami, M. Baines, ne cherchera point à vous effrayer par le récit des choses terribles que fera la Russie si elle réussit à conquérir la Turquie. Je ne crois pas que la chose soit bien facile, tant la Russie a peine à se mouvoir hors de chez elle. Mais enfin, je sais que ce n'est pas l'opinion de tout le monde, et ceux qui ne la partagent point disent volontiers que, maîtresse de ces riches territoires, la Russie deviendra si puissante que, de proche en proche, elle englobera l'Europe et l'Angleterre elle-même dans son empire universel. Voilà le grand argument qu'on a employé pour nous pousser à cette guerre. La Turquie cependant est un pays qui a

été terriblement mal gouverné depuis quatre siècles, et je ne saurais mieux dépeindre le triste état où elle est tombée qu'en me servant des termes mêmes de lord Carlisle, votre ancien représentant, qui l'a visitée récemment.

« Lorsque vous quittez, écrit-il, les quelques splen-
« deurs de la capitale et les grands établissements
« d'État, que voyez-vous, si ce n'est la stérilité et la
« désolation sur cette vaste terre que la nature et le
« climat ont favorisée entre toutes, et qui fut jadis le
« séjour de l'art et la source de la civilisation ? Regardez
« autour de vous : ce ne sont que des villages déserts,
« des terrains incultes, des montagnes, repaires de ban-
« dits. Partout l'arbitraire, une administration cor-
« rompue, un peuple qui s'éteint. »

Quant à l'idée que la Russie s'emparera des pays qui l'avoisinent, je serais bien aise de savoir combien de temps exigerait la construction des chemins et des ponts nécessaires pour traverser les marais et les déserts qui la séparent de l'Europe occidentale. Pour rendre à sa fertilité une ferme qui a été négligée, il faut environ sept ans ; il faudrait bien un siècle au moins pour mettre la Russie à même d'avancer dans la direction que l'on nous indique. En tous les cas, je ne concevrais pas que l'on continuât cette horrible guerre, dans la pensée d'éviter des maux lointains et moindres que ses propres calamités. Nous l'avons maintenant cette guerre ; elle a porté le deuil dans toutes nos demeures, dans le palais comme dans la chaumière, et tout ce que mon ami vous indiquera dût-il se réaliser, auriez-vous de pires malheurs

à redouter ? Je vois en perspective des espérances de paix, et tout ce que je vous demande, c'est de ne pas prendre de résolution en faveur de la prolongation de la guerre. Je vous remercie de m'avoir écouté si patiemment, d'autant plus qu'il y a parmi vous bien des personnes qui ne partagent point les sentiments que je viens d'exprimer. Je suis entouré d'hommes de toutes les opinions, et je m'attendais à trouver ici une grande diversité d'appréciations ; mais vous m'avez donné une fois de plus la preuve que, dans une réunion d'hommes du Yorkshire, on avait toujours le droit d'exprimer sa façon de voir ; vous m'avez montré de nouveau que votre représentant, pourvu qu'il fût sincère dans son dire et loyal dans ses assertions, était sûr de trouver parmi vous un auditoire attentif et patient.

XLIX

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Midhurst, 7 octobre 1855.

Chère madame Schwabe,

. . . . . .

Il paraît qu'on s'est servi du télégraphe électrique de Vienne pour mystifier impudemment le public. Après tout, Sébastopol n'est pas encore tombée. Quoiqu'il soit presque certain que les alliés finiront par le prendre, on

n'arrivera pas à ce résultat sans que cela coûte beaucoup de sang de part et d'autre. Avant Noël, la plupart de nos familles de l'aristocratie seront dans le deuil de leurs parents tombés sous ses murs ; et ils ne seront pas nombreux ceux de nos soldats qui reviendront en bonne santé dans leur pays natal ! Il y a à Midhurst une pauvre femme dont les trois fils sont en Crimée ! L'anxiété qu'on a dans tout le pays d'apprendre les noms des morts et des blessés est très grande. Prétendre que Dieu combattait pour nous parce que, à ce que nous pensions, nous avions remporté une victoire, me paraissait bien hardi, et cela me choquait. Mais qu'aujourd'hui les Russes réussissent, avec l'aide de l'hiver, à nous chasser de la Crimée, je crains que nous ne soyons assez présomptueux pour leur dénier le secours divin que nous réclamions pour nous-mêmes. On veut faire de la Providence un arbitre partial et injuste dans les affaires mondaines ! Si on pose en principe que Dieu nous accorde la victoire parce que notre cause est juste, c'est blasphémer que de supposer qu'il permettrait à l'injustice de triompher dans la personne de notre ennemi. Ce genre de raisonnement implique une absurdité ; il identifie, en effet, le Tout-Puissant avec toutes les victoires remportées, et l'on sait bien pourtant que les victoires ont été, dans leur grande majorité, le triomphe de la force brutale sur la raison, le droit et la justice. Il est certain que nous avons grand tort d'invoquer la protection du ciel à propos du carnage que nous commettons en Crimée. On n'a pas le droit de dire que c'est là une guerre de défense, puisqu'elle a lieu sur le

sol de la Russie, à la distance de trois mille milles de nos côtes. Personne ne prétend que la Russie nous a cherché querelle ; au contraire, elle voulait faire de nous sa complice dans ses desseins contre la Turquie. Mais nous nous justifions en prétextant que nous défendons le faible contre le fort ! Que d'hypocrisie à croire que nous valons mieux que les Russes et d'autres nations ! Nous nous disons forcés de châtier les Russes parce qu'ils menaçaient l'intégrité et l'indépendance de la Turquie mahométane, nous dont les mains sont encore pleines des dépouilles de princes mahométans qui possédaient des territoires bien plus étendus ! et nous prétendons être investis d'une mission judiciaire vis-à-vis des autres peuples, tandis que nous tenons le Grand Mogol prisonnier à Delhi, et que nous sommes les maîtres victorieux de l'Inde entière ! Nous osons, en face de ces faits, réclamer pour nous-mêmes le caractère de ministres de la justice divine ! Ce n'est pas du succès d'une bataille que nous devons déduire l'approbation du ciel. Les succès ont été souvent une punition, et c'est par les conséquences lointaines de nos actions que Dieu nous châtie de nos péchés. A supposer même que nous triomphions en Crimée, je prévois que nos meilleurs intérêts nationaux souffriront des résultats permanents de cette guerre. Je vous prie d'excuser ce long sermon, le seul, je le crains, que l'on ait prêché contre la guerre.

. . . . . .

R. Cobden.

L

Extrait d'une lettre de M. X... à Mme Schwabe sur la guerre de Crimée.

18 octobre 1855.

. . . . . .

« Je désire beaucoup lire la brochure de M. Cobden; mais il ne recrutera point de prosélytes pour ses principes de paix, sinon parmi les gens d'un esprit mercantile, tout enfermés en eux-mêmes et dans leurs besoins momentanés, et qui ne tiennent ni à la civilisation ni au bonheur du genre humain. Pour moi, convaincu que l'influence de la Russie est hostile à la liberté et au progrès de l'humanité, je ne doute pas que, dans la lutte actuelle, nous ne concourions aux desseins de Dieu même. Ni les raisonnements subtils de M. Gladstone, ni ce que l'on nomme la « *Manchester logic* » de M. Cobden, ne sont capables d'ébranler la conviction intime du pays, que notre cause est juste et noble. »

. . . . . .

LI

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

31 octobre 1855.

Chère madame Schwahe,

Excusez-moi de ne pas vous avoir plus tôt rendu l'extrait de la lettre de M. X... Notre ami a la

grande majorité du public de son côté quand il approuve la guerre, et il en a été de même au commencement de toutes les guerres que l'Angleterre a entreprises. M. X... sait qu'en 1792-93 on molestait à Manchester quelques hommes respectables qui s'étaient déclarés opposés à la guerre contre la Révolution française. La foule maltraita M. Robert Philips du Parc et M. Walker, parce qu'ils ne trouvaient pas que cette guerre fût juste et nécessaire. J'ai connu également à Manchester un vieillard qui se rappelait les débuts de la guerre de l'indépendance américaine en 1776. Il m'a raconté avoir vu une procession parcourir la rue du Marché, où le clergé de la vieille église précédait en habits de cérémonie le sergent qui recrutait. A cette époque, tout le monde regardait cette guerre comme juste et nécessaire, mais personne n'est plus de cette opinion aujourd'hui. Notre amour-propre est très flatté de pouvoir jouer un si beau rôle et de dire, pour parler comme notre bon ami, que le peuple anglais est l'instrument privilégié des desseins de Dieu. On devrait bien se rappeler cependant que, dans toutes les guerres qui ont dévasté le monde, les deux partis en présence ont, chacun de son côté, réclamé Dieu pour leur allié exclusif. Les Russes ne font-ils pas des prières dans leurs églises et n'entonnent-ils pas des actions de grâces aussi bien que nous-mêmes? Moi qui ai été un peu dans les secrets de la politique et qui sais que les motifs de nos hommes d'État sont souvent mesquins et mondains, je suis scandalisé quand je vois mêler le nom de Dieu à nos opérations militaires. C'est un des bons traits du caractère

du duc de Wellington, qu'il ne commettait pas cette profanation, de mettre Dieu au nombre de ses collaborateurs. Je pense que ce vieux héros, à la tête aussi dure que le cœur, s'il s'était confessé entre quatre murs, nous aurait avoué assez volontiers qu'à son sens, le diable prenait plus de part que le Tout-Puissant aux choses de la guerre et à la guerre elle-même. Vous supposez, je le vois, que je suis en train d'écrire une brochure. Je pensais adresser une lettre à M. Baines, du *Leeds Mercury*, au sujet du recrutement de l'armée, et démontrer qu'il n'y a eu pour s'enrôler que de pauvres jeunes gens étourdis. Si je me décide à publier cette lettre, vous serez étonné de voir que, malgré notre fanfaronnade en paroles, nous jouons un piteux rôle en action, et qu'en réalité, les véritables hommes de l'Angleterre se sont généralement montrès peu soucieux de risquer leur peau dans l'*œuvre de Dieu*.

. . . . . .

R. Cobden.

LII

Lettre de M. Cobden au rédacteur du *Leeds-Mercury* sur l'armée de Crimée.

31 octobre 1855.

Cher Monsieur,

Je voudrais appeler votre attention et celle du public sur quelques remarques importantes ayant trait à la

situation de notre armée et à la politique qui nous a valu la guerre.

Le peuple anglais ne peut avoir eu une juste idée de l'abandon où s'est trouvée notre armée, dès son débarquement même en Crimée, grâce à son effectif insuffisant et aux renforts de si piètre qualité qu'elle a reçus. S'il avait été bien renseigné à cet égard, et si la guerre était aussi populaire qu'on le prétend, il y a longtemps que, par ses enrôlements volontaires, il aurait changé cet état de choses. Je me vois aussi forcé de supposer que la plupart des journaux qui se sont faits les grands défenseurs du débarquement de nos troupes en Russie, ignoraient également l'état réel de cette armée. Autrement, tout en vantant l'appui unanime que la nation donnait à son gouvernement dans cette circonstance, la presse n'aurait pas manqué de révéler au public que cette armée souffrait cruellement du manque d'hommes, et nous aurait ainsi épargné l'ignominieux dilemme auquel des déclarations pompeuses et une exécution faible nous ont réduits, je le crains bien. Mais le gouvernement lui-même n'a pas cette excuse de l'ignorance; nos ministres savaient tout, et ce fait seul qu'ils tenaient le pouvoir, leur fait encourir une responsabilité pleine et entière. Quels sont les faits recueillis dans l'enquête du comité de M. Roebuck? Voici la statistique que je trouve dans l'appendice du *rapport*. Il paraît que l'effectif des troupes, tant officiers que soldats de toutes les armes, qui débarquèrent en Crimée avant la bataille de l'Alma, était de 26,800 hommes. A cette bataille, les Anglais furent plus nombreux que leurs alliés fran-

çais. A la mort du maréchal Saint-Arnaud, et après le mouvement de flanc sur Balaklava, lord Raglan devint, par rang d'ancienneté, le commandant supérieur, et, dans le partage des opérations du siège, réserva pour lui et pour ses troupes une part égale à celle du général Canrobert. Dès ce moment, notre armée, assujettie à un excès de fatigue, commença de dépérir. La position périlleuse de notre camp et l'étendue trop grande de nos lignes par rapport au nombre de défenseurs qui les garnissaient, eurent pour conséquence la bataille d'Inkermann, que suivirent les travaux encore plus rudes des tranchées, les froids et les privations de l'hiver. Le tout se résume dans « l'état » mensuel des malades et des blessés que voici :

1854	Octobre. . . .	11,988	malades et blessés.
—	Novembre. . .	16,846	—
—	Décembre. . .	19,479	—
1855	Janvier. . . .	23,076	--

Ce mois est le dernier sur lequel nous ayons des chiffres complets. Malgré les renforts venus tant d'Angleterre que de nos garnisons coloniales, il y eut un moment où notre armée fut réduite à 12,000 hommes valides. Qu'une grande partie des maladies et de la mortalité qu'elles causèrent doive s'expliquer par l'insuffisance des renforts, c'est ce qui résulte des témoignages recueillis par le comité d'enquête. Le général Evans et le duc de Cambridge ont été très explicites à cet égard. Selon le duc, il n'est nullement douteux que, si, au lieu d'envoyer de temps en temps quelques poi-

gnées d'hommes, on avait d'un seul coup renforcé l'armée de 8,000 ou de 10,000 hommes, on eût prévenu beaucoup de maladies. De son côté, le duc de Newcastle, tout en confessant son impuissance à trouver des hommes, déclare que l'excès de travail imposé à nos soldats venait de la disproportion entre leur nombre et l'étendue des lignes qu'ils avaient à défendre. Ce n'était qu'en puisant dans les rangs de la population anglaise qu'il aurait été possible de combler les grands vides causés par la mort et les maladies, et je désire appeler votre attention toute spéciale sur la marche des enrôlements. Le chiffre des recrues finalement acceptées pour l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie, est le suivant :

1854	Octobre.	2,091
—	Novembre.	5,374
—	Décembre.	6,600
1855	Janvier	6,553
—	Février	4,073
—	Mars.	4,514

Ce sont là les derniers rapports officiels. On remarquera bien que le chiffre des malades et blessés, pendant les quatre mois d'octobre, novembre, décembre et janvier, s'éleva en moyenne au chiffre de 18,000 hommes par chaque mois, les morts non compris, tandis que les enrôlements volontaires ne dépassaient pas 5,100 hommes, par mois également. A la Chambre des communes, lord John Russell avoua qu'il s'en fallait de 20,000 hommes que le chiffre des recrues voté par le Parlement fût atteint; et cette année-ci un député a

déclaré, en présence des ministres, sans être démenti, que le déficit montait jusqu'à 40,000 hommes. Et pendant tout ce temps, tandis que notre armée fondait ainsi, faute de ces renforts que le gouvernement ne pouvait pas lui envoyer, par suite de la répugnance que nos concitoyens montraient à s'enrôler, — ce sont les termes mêmes du duc de Newcastle, — nos journaux et nos orateurs belliqueux ne cessaient d'assurer que le peuple désirait la guerre plus ardemment que les ministres ou le Parlement eux-mêmes. Comme preuve que les renforts envoyés en Crimée étaient inférieurs comme qualité et insuffisants comme nombre, je cite le témoignage du commandant en chef devant le comité de Sébastopol, lord Hardinge. « Il ne nous fallait pas plus de soixante jours pour dresser passablement nos recrues quand elles arrivaient sur le champ de bataille. Mais on s'apercevait qu'elles n'avaient ni os, ni muscles, en un mot, qu'elles étaient trop jeunes. Quand vinrent les mois d'octobre, de novembre et de décembre, et qu'il leur fallut passer l'hiver en Crimée, les conscrits ne purent, comme on devait s'y attendre, supporter les intempéries du climat de la Crimée et le rude travail des tranchées, ainsi qu'auraient pu le faire des soldats de 1808.

. . . . . .

« Donnez-nous un homme robuste, et soixante jours suffiront pour son premier apprentissage et pour le disposer à devenir ensuite un excellent soldat. Ce sont des garçons de dix-huit à vingt ans qui nous arrivent, tandis qu'il nous faudrait des hommes faits, et le nombre de ceux qui dépassent vingt et un ans est très

petit. » Je pourrais citer des extraits du témoignage de sir de Lacy Evans, du duc de Cambridge et d'autres officiers de l'armée de Crimée à l'appui des déclarations de lord Hardinge. Et disons-le une fois pour toutes, on voit par le témoignage de ces officiers ce qu'il faut penser des arguments en faveur d'une plus forte armée permanente, dont nos oreilles sont rebattues depuis quarante ans de paix. « Donnez-nous, dit le commandant en chef, des hommes vigoureux et bien bâtis, en soixante jours, nous en ferons d'excellents soldats. » Mais ce qu'il lui fallait pour cela, c'étaient les os et les muscles de l'homme fait, et non les chairs molles et les cartilages de l'adolescent. De même, quand on l'invita à expliquer le terme *inefficient* dont il s'était servi à l'endroit des renforts reçus en Crimée, et à dire s'il entendait par là qu'ils n'avaient aucune instruction militaire, il ne tint pas un autre langage. Ces conscrits, militairement parlant, ne savaient rien ou presque rien; mais ce n'était là qu'un bien petit mal à côté de leur extrême jeunesse. Arrivés en Crimée en hiver, ces enfants ne servirent qu'à encombrer les hôpitaux. Ils fortifièrent si peu notre armée, qu'enfin, après des privations et des souffrances sans pareilles, endurées dans l'espoir chimérique de rivaliser avec nos alliés, nous dûmes leur céder une portion du terrain que nous avions occupé aux débuts du siège et qui devait être l'emplacement du triomphe final, et, dès ce moment, on peut dire que les forces anglaises prirent peu à peu le caractère d'un contingent de l'armée française. Les témoignages portés devant le comité ne vont pas plus loin que le mois de mai; mais

malheureurement, depuis cette époque, nous avons des preuves *de visu* que le caractère de nos recrues ne s'est point amélioré. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les sentinelles qui font faction aux portes de nos édifices publics ou sur un peloton de conscrits à l'exercice, ou bien encore sur les jeunes gens auxquels le sergent recruteur a affaire dans nos villages, pour s'apercevoir bientôt que ce ne sont pas « les os et les muscles » de notre pays, mais bien « les cartilages » qui entrent dans les rangs de notre armée. Malheureusement les plus récents événements de cette guerre ont dû nous convaincre qu'il est très dangereux, pour parler comme l'éminent correspondant du *Times*, « de confier l'honneur, la réputation et la gloire de la Grande-Bretagne à des jeunes gens indisciplinés, brusquement enlevés à la charrue ou recrutés dans les ruelles de nos villages. » Et ce serait seulement rendre justice à nos officiers que de dire bien haut que, dans l'attaque infructueuse sur le Rédan, si nos hommes sont tombés dans une confusion inextricable, ce n'a point été par manque de bravoure, mais faute de ce calme, de cette force et de ce sang-froid qui sont l'apanage du seul âge mûr. Comment se fait-il que la vérité sur tout cela soit mieux connue ailleurs qu'en Angleterre ? Pour citer le *Times* seulement : « Dans tous les cafés et sur toutes les promenades du continent, on s'entretient de la piteuse figure que fait l'Angleterre dans cette guerre ; » et cependant aucun mot d'avertissement n'a été adressé au pays. On ne lui a point demandé des hommes valides pour remplir les vides de l'armée de Crimée. Loin de là, tandis

qu'elle accablait des reproches les plus outrés le Parlement, les ministres, l'aristocratie et les chefs militaires, la presse, les réunions électorales et même la chaire comblaient le peuple anglais des éloges les plus extravagants. Mais je ne veux pas aller plus loin sur ce terrain, je reviens à la question pratique, et j'appelle sur elle toute votre attention.

Comment se propose-t-on de recruter des hommes (et non des enfants) pour la défense de ce qu'on appelle la cause de la civilisation et de la liberté européennes contre un despotisme qui vise à une domination universelle ? Si les grandes phrases qui nous assourdissent depuis deux ans ont une signification quelconque, les Anglais se sont chargés non seulement de leur propre besogne, mais encore de celle de la moitié de l'Europe. Une telle besogne, nous ne pouvons la confier à une armée de mercenaires étrangers, puisque partout nos agents recruteurs, — j'ai honte de le dire, — ont été empêchés de remplir leur mission, menacés et emprisonnés. Non seulement les États-Unis, mais encore la Prusse, la Suisse et même la ville de Hambourg, n'ayant pas permis que leurs citoyens prissent part, même à nos frais, à une lutte entreprise, s'il fallait nous croire, pour leur indépendance, nous devrions avoir honte de la confier de nouveau à des gars étourdis ! Et d'ailleurs, ces méchants conscrits nous font eux-mêmes défaut au moment de leur plus grand besoin, puisque 20,000 seulement se présentent, alors que le Parlement en réclame 40,000 pour garnir les rangs de notre armée d'hommes faits. Les pays étrangers connaissent deux moyens également

efficaces pour recruter une armée régulière. L'un de ces moyens est la conscription, comme on la pratique en France, où un certain nombre d'hommes d'un certain âge, pris dans tous les rangs de la population, tirent au sort chaque année, et où celui qui a le malheur de tirer un mauvais numéro est obligé, noble ou paysan, de servir en personne, ou de trouver un remplaçant, dont le prix varie de 80 à 200 l. sterl., selon les circonstances. L'autre moyen est celui qu'on emploie aux États-Unis; la législation fixe l'effectif de l'armée, et celle-ci se recrute par voie d'enrôlements volontaires. Ce procédé a toujours réussi là-bas, et quand les États-Unis déclarèrent la guerre au Mexique, cinq fois plus d'hommes qu'il n'en fallait s'offrirent; et toutes les classes et toutes les professions montrèrent un empressement égal. On vît le journaliste échanger la plume contre l'épée, l'avocat quitter ses dossiers, le médecin ses malades, le fermier ses champs, pour se faire soldats. Le président actuel des États-Unis, homme d'un âge déjà mûr, et qui jouissait comme avocat d'une vaste clientèle, abandonna sa famille et sa profession, et s'enrôla comme volontaire. Ce procédé, en fait, est le nôtre, avec cette différence essentielle toutefois qu'en Amérique, la popularité d'une guerre se montre à l'empressement même des citoyens à y prendre part. Reste un troisième système, que l'on nous a recommandé d'adopter, et qui consiste à augmenter les primes d'engagement de façon à tenter plus de monde à se ranger sous les drapeaux. Mais cette combinaison est sujette à cette objection, que,

dans ces temps de locomotion à bon marché, l'on ne serait pas sûr de conserver les recrues après qu'elles auraient empoché l'argent de leur enrôlement; et on s'est aperçu, comme dit lord Hardinge, que plus on augmentait la prime d'engagement, plus les désertions se multipliaient.

Il ne m'appartient pas de décider lequel de ces trois moyens est le meilleur, et devrait être adopté pour la continuation d'une guerre *qu'en mon for intérieur, je regarde comme la moins nécessaire, la plus téméraire et la plus inutile de toutes celles que l'histoire mentionne, et qui pour ses motifs de visionnaires n'a d'analogie qu'avec les Croisades.* Malheureusement, il ne suffit pas d'être opposé à une guerre pour échapper à ses conséquences. La sûreté et la prospérité du pays, les nouvelles charges qui peuvent nous incomber, la durée probable des hostilités et par-dessus tout,—parce qu'il résume tout,—l'effet que la politique qui nous a dicté cette guerre, et la façon dont elle a été conduite peuvent avoir quant à notre réputation et à notre honneur : voilà autant de considérations d'une importance aussi essentielle pour les adversaires de la guerre que pour ses partisans. Nous sommes donc en droit de discuter la façon de la conduire. On nous parle de la nécessité de maintenir notre prestige national, et il n'y a point un partisan de la guerre qui soit plus désireux que moi-même de grandir la véritable gloire et d'accroître la juste influence de l'Angleterre. Mais je crois que les partisans de la guerre, par leurs hautaines prétentions et par la mesquine exécution de leurs plans, ont tout juste fait le contraire de ce qu'ils souhai-

taient faire, très sincèrement d'ailleurs, je n'en doute pas. Les nations, comme les individus, sont jugées moins par ce qu'elles ne font pas que par la distance qui sépare leurs verbeuses professions de leurs actes mêmes. Les États-Unis, par exemple, ne perdent nullement de leur prestige en limitant leur armée régulière à 10,000 ou à 12,000 hommes, et leur marine active à un seul bâtiment de guerre en commission, si même ils en ont un. Au contraire, leur attitude a de la dignité, puisqu'elle se règle sur le principe de non-intervention absolue, et la force qu'ils ménagent ainsi les rend une des plus formidables puissances du monde. Mais, si l'Amérique se piquait de défendre les libertés de l'Europe et de protéger la civilisation du monde, l'état de ses armements la rendrait la fable de tous. Eh bien ! à notre parti de la guerre à tout prix qui parle si étourdîment d'humilier et de soumettre à une paix abjecte un empire de 60,000,000 d'habitants, et qui pour cela envahit un territoire distant de 3,000 milles de notre pays, et brave dans les conditions les plus désavantageuses la race la plus opiniâtre du monde; à ce parti qui traite avec mépris la neutralité de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Prusse, du Danemark, de la Suède, de la Hollande, et qui, conjointement avec la France, s'arroge l'honneur exclusif de mater, — pour parler comme le faisait récemment un de nos amis aux applaudissements de ses électeurs, — de mater « une puissance barbare « désireuse de fouler aux pieds la civilisation et d'écra- « ser l'Europe » : à ce parti, je dis, moi, qu'il rendra ce grand pays ridicule, en abaissera le prestige, qu'il nous

vaudra des affronts et des insultes, et qu'il nous prépare de nouvelles guerres, s'il ne met promptement son langage au niveau de ses actes, ou s'il n'élève ces actes eux-mêmes à la hauteur de ses ambitieuses prétentions.

Il y aurait bien aussi quelque chose à dire sur un sujet bien fait pour s'imposer à l'attention d'esprits réfléchis : je veux parler du risque que court notre récente alliance avec la France, pour peu que le sang des paysans français, qui n'ont jamais été fort sympathiques à cette guerre, continue de couler à flots pour le plus grand honneur et la plus grande satisfaction de notre parti de la guerre. Si ce parti doit persévérer dans ses desseins avoués, nous ne sommes, en effet, qu'au début des hostilités, et même la conquête de la Crimée ne mettrait pas fin à la lutte. L'Autriche doit se réjouir en son cœur, si elle en a un, de voir trois puissances pour aucune desquelles elle n'a la moindre sympathie, s'épuiser toutes trois dans une lutte mortelle, loin de ses propres frontières. La Prusse et l'Allemagne sont presque unanimes dans leur neutralité, neutralité armée au besoin. Nous resterons donc chargés seuls, avec notre allié français, d'achever la tâche que nous nous sommes imposée. Chaque pas en avant que nous faisons sur le territoire russe, il faut le faire à la baïonnette, et en nous emparant de travaux défensifs, car les Russes n'ont jamais livré une grande bataille sur leur sol sans recourir à des redoutes et à des retranchements. Pour vaincre cette résistance, il faudrait des hommes, et non ces enfants que racolent à cette heure nos sergents recruteurs; il faudrait faire appel à la force

virile de l'Angleterre. C'est à cela que la presse, les orateurs et les chefs du parti de la guerre doivent s'évertuer maintenant. Si, comme on nous le crie sur tous les tons, cette guerre entreprise en faveur *de la liberté et de la civilisation* d'un continent qui ne juge pas nécessaire de se défendre lui-même, si cette guerre est celle du peuple, celui-ci ne manquera pas de répondre à cet appel; et si ce n'est qu'une guerre de diplomates et de journaux, il y restera sourd.

En attendant, tout le monde, les partisans de la guerre comme ceux de la paix, s'accommoderait d'un ton moins emphatique et moins arrogant, j'imagine, que celui que nos organes de l'opinion publique affectent, non seulement vis-à-vis de la Russie, mais encore de la Prusse et des autres puissances neutres; ou bien, s'il plaît à nos habiles orateurs et publicistes de continuer leurs déclamations sur une *guerre vigoureuse*, qu'ils se préparent du moins à y prendre part eux-mêmes, après y avoir convié tous les autres. Et que nos héros de banquet et de taverne me permettent d'ajouter, quelque haut rang qu'ils puissent occuper, que le moment d'entonner le *Rule Britannia* ou tout autre chant triomphal n'est pas encore venu. La Grande-Bretagne a quitté cet Océan qu'elle domine pour aller chercher des aventures sur un autre élément qu'elle ne régit pas, et si la dixième partie seulement des hauts faits d'armes qu'on annonçait doit s'accomplir, il faudra que tous les partisans de la guerre entre vingt et un et cinquante ans se tiennent prêts à aller à la rescousse.

Avant de terminer, je voudrais exprimer l'espoir que

cette partie du public qui réfléchit et qui, en somme, détermine la politique nationale, s'éveillera bientôt au sentiment de sa responsabilité. Nous avons envahi le territoire russe, il faut s'en souvenir, et nous sommes les agresseurs. Or, nous n'avons pas encore défini, même en pensée, les termes qui nous satisferaient et auxquels nous consentirions à nous retirer; et il est peu probable que, dans ces conditions, les premières ouvertures d'une paix acceptable viennent de la Russie. La première condition d'un arrangement pacifique doit être l'évacuation par nos troupes du territoire russe, et, pour le dire en passant, les ravages que nous avons exercés sur son littoral ne sont pas faits pour nous faire honneur, ne sauraient nous dédommager des pertes, des misères et des dangers que la prolongation indéfinie des hostilités nous attirerait. Et qui donc aujourd'hui réclame cette prolongation? A part les gens qui sont au pouvoir, y a-t-il un homme d'État de quelque poids et de quelque autorité dans le pays qui ne soit pas un partisan de la paix dans les conditions où elle peut être conclue à cette heure? Dans quel intérêt d'ailleurs continuer la guerre? Ce n'est pas dans celui de la Turquie, car chaque nouveau jour de la lutte diminue les chances de sa résurrection. Ce n'est pas davantage dans l'intérêt des classes dirigeantes de l'Europe, puisqu'elles désirent la paix; ni dans celui de la démocratie, puisque tous ses chefs, à l'envi l'un de l'autre, ont dénoncé la guerre comme un inutile gaspillage de sang humain. Quant à la France, on sait que son gouvernement penchait pour la conclusion de la paix après les conférences de Vienne; et on

dit, comme je le crois fermement pour mon compte, qu'en ce moment ses sentiments demeurent les mêmes. Dans l'intérêt de qui veut-on alors continuer de se battre? On nous a dit à la vérité que la guerre, jusqu'ici considérée comme un mal parfois inévitable, mais un mal enfin, peut servir d'antidote à l'égoïsme d'un siècle mercantile, et que les vertus viriles risqueraient de s'éteindre si de temps à autre elles ne se retrempaient sur le champ de bataille. Il y a des esprits légers qui sont tellement dépourvus d'équilibre, qu'ils s'abandonnent entièrement à chaque émotion ou à chaque lubie populaire, et qui jadis, quand tous les cœurs se réjouissaient du maintien de la paix internationale, déclamaient contre les hommes de guerre, tandis qu'aujourd'hui, alors qu'un esprit sanguinaire l'emporte momentanément, ils parlent dédaigneusement du « chancre » de la paix. Voilà ceux qui nous demandent de croire que le spectacle des souffrances humaines qui s'étale en Crimée depuis un an, et qui a converti ce beau pays en un Pandémonium terrestre, est nécessaire à la régération du genre humain; que les meilleurs et les plus purs sentiments de notre nature rencontrent des conditions favorables à leur développement dans un milieu impur et si contraire à la nature que la vie de famille n'y a point de place; qu'une occupation enfin où toutes les facultés de l'homme tendent à détruire son sembable et à se préserver soi-même, est une école où l'on désapprend l'égoïsme, où on apprend à pratiquer l'amour désintéressé du genre humain. Et c'est là ce qu'on veut que nous croyions! Quand nous en serons

venus à affirmer que l'Évangile est une fable, et les enseignements du Christ une tromperie, nous le croirons, mais jusque-là nous ne le croirons pas.

Veuillez agréer, Monsieur, mes excuses d'avoir tant empiété sur les colonnes de votre journal et me croire votre tout dévoué.

Richard Cobden.

LIII

Lettre de M. X... à M. Cobden.

12 novembre 1855.

Cher Monsieur Cobden,

Notre aimable amie, Mme Schwabe, m'a montré votre réponse à certaines remarques que j'avais faites à la hâte sur la guerre. Permettez-moi d'ajouter un mot ou deux. Quoique ne pouvant rien dire de nouveau, je ne veux pas que vous vous mépreniez sur mes véritables opinions à l'égard de cette grande question. Voici ma profession de foi. Je regarde la Russie comme la personnification du despotisme, comme le champion de la légitimité, et comme l'ennemi de la liberté et du progrès humain. On voit ce qu'elle est capable de faire par la condition actuelle de la Pologne et de la Hongrie, et Sébastopol nous dit assez qu'elle se préparait à commettre d'autres violations à la liberté européenne.

Il n'y avait que la guerre qui pût arrêter une telle puissance : il fallait la contenir tôt ou tard, si l'Europe voulait rester libre. Nous n'avions pas le droit de léguer cette lutte à notre postérité, et c'était un devoir qui nous incombait à nous-mêmes. Si on croit que Dieu veut la liberté et le bonheur du genre humain, défendre la liberté contre ses ennemis, c'est assurément remplir une mission divine. Cette doctrine n'a rien du fanatisme. Les Russes auraient d'aussi bonnes raisons de se féliciter de leur défaite que nous-mêmes de notre victoire ; car cette défaite pourrait, par la grâce de Dieu, leur procurer le même bonheur national que la victoire nous assure à nous-mêmes. Je n'ai pas cherché, moi, à justifier cette guerre par sa popularité, bien que je croie que Dieu parle souvent par la voix du peuple. Vous comparez l'enthousiasme universel en faveur de la lutte actuelle avec l'appui donné par le peuple à la guerre de 1792-93 ; mais vous savez bien qu'il n'y a pas d'analogie entre les deux cas. Les honnêtes gens qu'on molestait alors à cause de leur opposition à une guerre entreprise pour réprimer la liberté, — mon père était de ce nombre, — ces honnêtes gens, s'ils vivaient encore, se seraient associés de cœur et d'âme au sentiment actuel. Je ne suis pas de ceux qui voudraient abuser du nom de Dieu, en le mêlant à la conduite de nos opérations militaires ; cependant je crois à la présence divine au milieu des conflits sanguinaires de la guerre aussi bien que dans les plus heureux événements de la paix. Que la guerre soit en elle-même un mal sans mélange, c'est ce que je sens profondément ; mais il en est de

même du choléra, d'un tremblement de terre, des tempêtes hivernales, qui coûtent chaque année la vie à tant de braves marins. De fait, la variété même des maux auxquels la nature humaine est sujette devrait nous amener à en moins redouter les différentes phases, d'autant qu'en dépit de tous ces maux, le monde progresse, et que nous savons qu'ils n'affectent que le corps et n'ont aucune prise sur l'âme. Je ne demande pas quels motifs mesquins et mondains ont fait naître la guerre, ni à quelles influences indignes nos hommes d'État ont cédé en la poursuivant. Je ne crois pas que ce soit eux ni le diable qui nous aient entraînés dans cette lutte; et quelle qu'ait pu être l'opinion du duc de Wellington à cet égard, je crois que la justice de Dieu se manifeste par la folie et la perversité même de l'homme. Il en fut ainsi en 1776; et s'il est permis de juger par les résultats de l'origine des causes, je dirai que la guerre de l'indépendance américaine, juste et nécessaire au moins d'un côté, fut spécialement l'œuvre de Dieu. Je n'ai pas besoin de vous indiquer quels bénéfices les deux belligérants en ont finalement retirés. J'ai lu votre lettre dans le *Times*. Les statistiques que vous citez peuvent être exactes, mais elles ne touchent pas à la question en elle-même. Il semble en résulter seulement que nous éprouvons plus de difficultés à venir à bout de nos desseins que nous n'avions pensé tout d'abord, et il est possible que ce soit la Providence qui le veuille ainsi. N'espérez pas nous effrayer par l'exposé de toutes ces difficultés. Faites voir plutôt que cette guerre est injuste, que la Russie est une puissance pacifique et nullement

agressive, que Sébastopol a été construit dans une pensée commerciale, et vous aurez chance alors d'ébranler les esprits. En attendant, nous avons devant nous un noble devoir, et il faut le remplir sans en exiger le prix. C'est une logique que tout cœur anglais comprendra.

. . . . . .

X

LIV

Lettre de M. Cobden à M. X.

Midhurst, 17 novembre 1855.

Cher Monsieur,

Le même jour où je recevais la lettre dans laquelle vous vous efforciez de démontrer qu'en voulant arrêter les projets menaçants de la Russie, nous défendions la cause de Dieu même, je recevais le *Times* de vendredi, qui contient deux articles, dont l'un recommande l'annexion de l'Oude à notre empire de l'Inde, sous le triple prétexte des dissensions religieuses de ce royaume, de sa mauvaise administration, et surtout du danger que l'esprit turbulent des habitants nous faisait courir. Parallèlement à celui-là, un autre article condamnait les agressions de la Russie, et poussait vigoureusement à la continuation de la guerre comme châtiment de

ces agressions ou comme moyen de les prévenir désormais. Je vous prie de les lire tous les deux, en vous rappelant que l'Oude était déjà un royaume mahométan trois siècles avant qu'il fût question de la Turquie en Europe, de vous demander ensuite si la morale est une affaire de latitude, et s'il est bien légitime de lancer les foudres de la vengeance divine contre une autre puissance, parce qu'elle cherche à faire en Europe exactement ce que nous n'avons cessé de faire dans l'Inde. Si vous en avez l'occasion, procurez-vous les écrits de l'évêque Héber, lisez ses remarques sur les effets de notre intervention machiavélique dans l'Oude. Elle a préparé l'anarchie et la coufusion qui nous servent aujourd'hui de prétexte pour nous emparer de cet État.

Je tremble en vérité pour le sort de nos enfants, quand je songe à notre hypocrisie effrontée, qui nous fait trouver meilleurs que d'autres peuples. Depuis douze ans, nous avons annexé à notre empire de l'Inde le Syndh, le Pundjab et la moitié de la Birmanie. Après avoir étudié les circonstances de ces trois annexions, je ne saurais dire laquelle des trois s'est accomplie le plus frauduleusement et de la façon la plus violente et la plus injuste. Je frémis quand je vous vois, en face de faits pareils, prétendre que nous sommes un peuple choisi pour exécuter les arrêts de la justice divine contre les agresseurs. Demandez-moi de discuter les mérites de la guerre à l'égard de nos intérêts égoïstes, et j'y consentirai, quoiqu'il soit peu probable que nous soyons d'accord.

Si vous demandez à un jury choisi parmi les nations

chrétiennes quelle est la nation qui possède en ce moment le plus de territoires violemment arrachés à d'autres pays chrétiens, d'une voix unanime il vous répondra que ce n'est pas la Russie, mais bien l'Angleterre. Posez la même question au monde mahométan, et la réponse sera que c'est l'Angleterre, toujours l'Angleterre; surtout, songez-y bien, je crois qu'il pourra en arriver malheur à nos enfants, si nous oublions tous ces faits. Je crois sincèrement que, dans les affaires des nations, « l'orgueil va au-devant de l'humiliation, et la fierté d'esprit au-devant de la ruine. » Il y a dans l'aspect de nos affaires politiques et sociales quelque chose de bien fait pour amener des hommes sérieux comme nous à se demander s'ils n'ont pas devant eux des devoirs plus urgents à remplir que de se mêler aux disputes des autres.

Je suis, Monsieur, votre tout dévoué.

RICHARD COBDEN.

LV

Lettre de M. X. à M. Cobden.

13 décembre 1855.

Mon cher Monsieur Cobden,

Je suis d'accord avec vous sur le chapitre des agressions de l'Angleterre, mais je n'aperçois pas leur analogie avec celles de la Russie. Au moins, n'avons-nous

pas introduit le despotisme dans nos possessions de l'Inde, et vous devez reconnaître que, quelles qu'aient été nos fautes d'autrefois, maintenant nous marchons vers un bon gouvernement. Mais, tout en admettant nos vieilles erreurs, je pourrais vous demander s'il n'eût pas été heureux pour l'Angleterre qu'à l'époque de ses agressions, d'autres peuples se fussent dressés devant elle, comme maintenant ils se dressent devant la Russie, pour l'arrêter dans sa mauvaise voie et lui éviter, en fin de compte, cette catastrophe que vous semblez prévoir ? Si nous avons commis de grands crimes, et si nous nous apercevons maintenant de leurs conséquences pour les autres et pour nous mêmes, cette sagesse acquise ne nous convie-t-elle pas plutôt à empêcher la perpétration d'atrocités semblables qu'à nous croiser les bras et à laisser, impassibles, le champ libre à l'iujustice et au despotisme contemporains ?

Espérons que Dieu voudra bien accepter nos efforts et nos sacrifices actuels comme une expiation de nos vieux méfaits nationaux. Mais ces considérations passent à côté de la question même de la guerre. Nous regardons, vous et moi, cette affaire d'un œil si différent, qu'il n'est guère probable que nous puissions nous entendre. Vous ne voyez là qu'une querelle particulière entre la Russie et la Turquie, tandis que moi, tout en jugeant la guerre justifiable, même envisagée sous cet étroit point de vue, je la regarde plutôt comme une lutte entre les nationalités et le despotisme. Je trouve donc que c'est une guerre strictement défensive, à l'issue de laquelle les plus grands intérêts s'atta-

chent, à savoir le maintien de la liberté et de la civilisation européennes, et par contre-coup l'émancipation de la Russie elle-même, ou la barbarie pendant de longues générations encore. Et je maintiens que les sacrifices que nous avons déjà faits, tout grands qu'ils puissent être, sont peu de chose à côté de la perspective indéfiniment reculée, sinon rendue tout à fait impossible, d'une lutte qu'autrement nous aurions dû, un jour ou l'autre, soutenir sur nos propres côtes. Quand je dis qu'en combattant pour la liberté contre la violence, nous nous associons à l'œuvre de Dieu, j'affirme une vérité évidente. En osant l'appliquer aux circonstances actuelles, je ne prétends pas dire qu'il y ait une intervention spéciale de la Providence dans nos affaires militaires et qu'elle ait combattu à la tête de nos soldats, j'entends seulement que, dans la crise actuelle, notre devoir est clair ; et je ne connais pas d'autre signification du devoir que de faire la volonté de Dieu.

Remarquez bien que je n'ai rien dit qui tendît à faire croire que je regardais le peuple anglais comme l'exécuteur privilégié des arrêts de la justice divine. Comme je n'entretiens aucune idée fanatique de ce genre, des expressions telles que celles-ci : « lancer les foudres des vengeances de Dieu », ne sont pas à mon usage. Je ne comprends pas même ces mots comme associés au nom du Dieu d'amour.

Vous tremblez pour l'Angleterre : moi, je tremblerais pour le genre humain lui-même, si je pouvais supposer que Dieu, après avoir créé l'homme avec une aptitude au bonheur presque illimitée, mais avec un savoir

borné et une sagesse imparfaite; que Dieu, dis-je, pût l'abandonner à la seule direction de ses propres facultés si faibles. Toute espérance m'abandonnerait si j'étais convaincu que les affaires humaines n'obéissent pas à une sagesse supérieure à celle de faibles hommes qui en apparence les conduisent. Croyant à cette haute direction, je crois apercevoir dans les résultats de la guerre actuelle une nouvelle ère non seulement pour l'Angleterre et ses colonies, mais encore pour l'Europe civilisée, ainsi que pour la Russie barbare. . . . . .

Votre tout dévoué.

X...

LVI

Extrait d'une lettre de M. Cobden à Mme Schwabe à Heidelberg.

Midhurst, 20 mars 1856.

Chère Madame Schwabe,

. . . . . .

Vous savez que le bruit court que le jeune prince Frédéric de Prusse doit épouser la princesse royale. J'ai dîné en tête-à-tête il y a quelques jours avec M. Buchanan, le ministre américain, qui lui-même avait dîné la veille à la table de la reine, où il était placé à côté de la princesse royale. Il est enchanté d'elle : il trouve que c'est la plus charmante jeune fille qu'il ait jamais

vue, animée et spirituelle, pleine de gaieté, « ayant une bonne tête, et un cœur grand comme une montagne ». Voilà ses propres mots. Le colonel Fitzmayer a aussi dîné au palais la semaine dernière; et en décrivant la société, il me dit que la princesse, quand elle souriait, semblait illuminer de son sourire toute l'assemblée. Je trouve donc que ce prince de Prusse a de la chance, et j'espère qu'il se montrera bon mari, sinon, quoique je sois un homme pacifique, j'en ferai un *casus belli*.

Veuillez présenter mes amitiés au chevalier, à Mme de Bunsen et à tous les membres de leur famille. Ma femme joint ses bons souvenirs à ceux que je vous envoie, ma chère dame, à vous et à vos enfants.

Croyez-moi à vous fidèlement.

R. Cobden.

LVII

Lettre du fils unique de M. Cobden à ses parents, quelques jours avant sa mort[1].

Weinheim, 2 avril 1856.

Cher papa et chère maman,

Je suis revenu à Meinheim, mercredi, le 28 mars, après deux semaines de vacances passées à Heidelberg,

[1] Cette lettre arriva un jour après que la mort de cet enfant leur eut été annoncée par dépêche.

chez Mme Schwabe. L'école s'était rouverte lundi, le 31 mars, et je suis à présent dans la troisième classe. Pendant les vacances, nous avons fait plusieurs excursions, dont une à Neckarsteinach, un très bel endroit situé sur le Neckar. A une petite distance au-dessus de Heidelberg se trouvent trois vieux châteaux, dont l'un a été transformé en maison particulière, et les deux autres sont en ruine. Sur l'autre bord de la rivière, un village est perché sur le sommet d'une haute colline entourée des restes d'anciennes fortifications. Nous sommes allés aussi à Spire, où nous avons visité la cathédrale, qui possède quelques beaux tableaux.

Nous avons visité deux fois la source du Loup. Je me demande ce que dirait Quinell [1], s'il voyait les immenses truites qui y nagent. Un garçon jeta dans l'eau quelques petits poissons blancs; les truites sautèrent dessus, et les avalèrent en une seconde. Quelques-unes avaient plus de deux pieds de longueur, et avaient bien l'épaisseur de ma jambe. Nous irons probablement visiter le nord de l'Italie aux mois de juin et de juillet, et, si vous voulez me dire où sont mon oncle et ma tante, je pourrai aller les voir, du moins s'ils ne sont pas trop éloignés.

A présent il fait très chaud le jour, mais il gèle ordinairement la nuit. Nous nous levons à cinq heures du matin. J'ai un petit jardin avec un joli pavillon au fond, et j'ai commencé à semer quelques plantes. Je ne tiens pas du tout au jardin, mais j'aime le petit pavillon. On

[1] Un vieux domestique de la famille Cobden.

nous permet quelquefois d'y préparer nos devoirs, ce qui est bien agréable en été. Quatre nids de cigognes sont sur les maisons qui se trouvent à côté de l'école, et les cigognes sont toutes revenues. Tantôt elles rasent le sol en volant, tantôt elles s'élèvent si haut qu'on peut à peine les reconnaître. J'ai grande hâte de vous revoir tous; mais je ne désire pas retourner en Angleterre avant que mon éducation soit terminée, car je ne voudrais nullement revenir ici après en être une fois parti. J'espère que vous viendrez me voir en été. Vous me l'avez presque promis quand j'ai quitté la maison. Mme Schwabe est partie de Heidelberg jeudi, 27 mars, emmenant avec elle Edmond et George. Elle va placer George dans une école à Berlin, et Edmond doit retourner en Angleterre. Ils resteront deux jours à Dresde pour voir les tableaux. Mme Schwabe sera de nouveau ici dans douze jours, et elle viendra encore me voir. J'espère que vous voudrez bien inviter Edmond à venir à Dunford, sachant que j'ai moi-même passé deux semaines chez eux à Heidelberg. Mme Schwabe occupe huit ou neuf pièces dans l'hôtel du prince Charles. Elle a avec elle deux femmes de chambre et son sommelier. C'est amusant d'entendre causer celui-ci avec les Allemands. Il a appris un peu d'allemand, et, après une demi-douzaine de mots anglais, il en lance un en allemand, et, à l'aide de quelques signes, il arrive à se faire comprendre. Je ne sais pas quand viendra la Saint-Valentin. Je vous prie de m'envoyer quelques jolies *valentines* pour donner à d'autres. On ne connaît pas cela en Allemagne. Mme Schwabe a été très con-

tente de votre lettre. Elle en a fait un extrait pour envoyer au chevalier de Bunsen ce qui regarde le prince de Prusse. Je crois qu'à son tour le chevalier l'enverra à la reine de Prusse.

Dimanche, les bois qui couvrent la colline derrière le château ont pris feu, et plus loin, sur la montagne, on apercevait un second incendie. Le tocsin d'alarme retentit dans toutes les églises, et au bout de quelque temps on avait éteint le feu; mais de grands dégâts avaient eu lieu déjà. La fumée était si épaisse, que l'on pouvait à peine voir les flammes; mais elles éclataient de temps en temps. S'il avait fait nuit, le spectacle aurait été magnifique.

Mme Schwabe, Mme Curtis et la famille du chevalier de Bunsen vous envoient leurs bonnes amitiés. On dit que la paix est signée. Est-ce vrai? J'ai reçu une lettre de Tomasson. Il se porte bien, et il est très content de quitter Worksop. Il va entrer à l'école de l'université de Londres. Ici, je fais des progrès en allemand, en français, en géométrie et en calcul. Pour le chant et pour le dessin, je suis en arrière; il semble bien que je n'ai pas de dispositions pour les beaux-arts. Je ne sais rien chanter d'après la musique; quand j'ai entendu chanter une mélodie un million de fois, je réussis cependant parfois à la saisir suffisamment pour la chanter en chœur, c'est-à-dire que je suis les autres. Il me faut maintenant vous dire adieu, chers parents.

Croyez-moi votre fils affectionné.

R. Cobden.

P. S. J'espère que tout le monde à Dunford se porte

bien. Je vous prie, chère maman, de m'envoyer l'adresse de mon oncle et de ma tante dans votre prochaine lettre, pour que je sache si nous devons aller dans leur voisinage. Veuillez m'envoyer des *valentines*, si le jour n'est pas encore passé. Nous nous sommes bien amusés le 1er avril. Nous avons envoyé un garçon français dans un magasin avec un papier sur lequel était écrit : *Pour un kreutzer de coups de pied*. On lui a donné l'argent, et il est parti tout empressé pour acheter ce qu'il y avait sur le papier !

LVIII

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe, écrite après la mort de son fils unique, mort de la scarlatine à Weinheim, près Heidelberg.

Dunford, avril 1856.

Ma bien chère amie,

Votre lettre nous parvient à l'instant même, et j'envoie tout de suite ces lignes à Chichester pour ne pas manquer la poste. Les trois jours qui se sont écoulés depuis que nous avons reçu la terrible dépêche du chevalier de Bunsen n'ont pas calmé notre douleur, et même maintenant nous sommes encore trop sous le coup du premier étourdissement pour pouvoir sentir l'affreuse réalité dans toute son étendue et toute son amertume. Vous aurez appris sans doute, par le chevalier de Bun-

sen, que nous devons avoir la triste satisfaction de recueillir ici les dépouilles mortelles de notre fils. Ma chère dame, s'il vous était possible, sans trop d'inconvénients pour vous, de venir voir ma pauvre femme, je vous serais bien reconnaissant de cette preuve de votre amitié. Je tremble pour sa santé. Elle se sent attirée vers vous plus que vers toute autre personne, parce que vous avez vu une des dernières notre cher garçon. Je ne me dissimule pas cependant que je suis bien égoïste quand je vous prie ainsi de faire un si long voyage, uniquement pour vous rendre dans notre maison désolée.

Je vous écris d'une façon tout à fait incohérente, et je ne sais guère ce que je dis. Que Dieu vous bénisse pour votre lettre, si digne de votre grand et bon cœur. Ma femme me prie de vous dire qu'elle désire qu'on recueille pour elle les petits effets de notre cher garçon, mais laissez des souvenirs à ceux qui l'ont tant aimé à Weinheim. Encore une fois, ma chère dame, que Dieu vous bénisse.

Toujours à vous.

R. Cobden.

LIX

Lettre du chevalier de Bunsen à M. Cobden.

Charlottenburg, 11 avril 1856.

Cher et malheureux ami,

Permettez-moi de vous appeler ainsi, après que le lien de la douleur et de la sympathie nous a encore

rapprochés l'un de l'autre. Vous pouvez bien vous figurer que cette cruelle épreuve que Dieu vous a envoyée est constamment présente à notre esprit. Elle fait le sujet de nos conversations avec Mme Schwabe, notre chère et commune amie. La part sympathique que la famille Bender [1] et tout le monde de l'école ont pris à votre malheur a été vraiment touchante de vivacité et de sincérité. Toute la population a voulu suivre à sa dernière demeure « le fils de l'illustre père ». Le peuple partout sait bien qu'il a en vous un ami véritable.

M. Ellison nous a envoyé hier le rapport médical ci-inclus. Il nous a prié de le traduire et de l'expédier. La traduction est littérale, mais l'original reste ici. M. Ellison, dans sa lettre à Mme Schwabe, annonce qu'il a montré cet original à son médecin, homme célèbre dans sa profession, et qu'il en a reçu l'assurance, qui est encore une sorte de consolation en pareil cas, que rien du moins n'avait été négligé, et que tous les remèdes que l'art pouvait suggérer avaient été essayés.

Votre propre malheur coïncide avec la venue de cette paix que vous désiriez si ardemment dans votre vif amour de la pauvre humanité. Que Dieu soit béni du retour de la paix! mais partout on ne la regarde que comme la fin de la première guerre punique, c'est-à-dire *cosaque*. Le théâtre de la seconde sera l'Italie. Je suis sûr que Napoléon s'y est décidé déjà. Avec de la sagesse et de la modération, l'Autriche et ses clients italiens auraient pu détourner le coup; mais ils sont trop aveugles. Maintenant ou jamais, c'est le moment d'inau-

[1] La famille du maître d'école.

gurer une vraie *Sainte-Alliance pacifique,* et Dieu veuille que les fiançailles du 24 mai donnent le signal et soient le symbole de ce grand avénement !

J'ai l'intention de publier mon *projet d'un tribunal international d'arbitrage et de désarmement universel.* Lord Palmerston disait l'autre jour qu'il eût fallu que cette cour d'arbitrage eût existé *avant* la guerre. L'Italie et la Pologne sont les seuls obstacles à la consolidation des affaires européennes au point de vue international et normal. J'ai confidentiellement communiqué l'ébauche de mes idées à un membre du cabinet britannique.

Voici ce que j'ai à vous demander à vous-même : c'est de ne pas vous laissez détourner de vos nobles efforts par le coup qui vous a frappé. Il est cruel sans doute, mais c'est peut-être une épreuve à laquelle Dieu a voulu soumettre votre cœur si chrétien et si sympathique à tous les élans généreux, afin de l'élever davantage au-dessus des affections purement privées et l'attacher encore davatange aux intérêts de l'humanité elle-même.

Une seconde coïncidence m'a frappé. Nous nous attendons tous à vous voir jouer le rôle proéminent dans cette grande œuvre de l'éducation nationale qui pointe à l'horizon. Voilà un grand et noble but qui s'offre à vous pour sanctifier encore plus votre douleur et pour tendre, au moment de l'affliction la plus profonde, tous les ressorts de votre esprit énergique et puissant. Que la bénédiction de Dieu soit une consolation pour vous et pour Mme Cobden.

Toujours votre sincère ami.

De Bunsen.

LX

Lettre de M. Cobden à lord X...

Midhurst, 30 avril 1856.

. . . . . .

Ce n'est pas par insensibilité à votre bienveillance que j'ai différé ma réponse à votre lettre. Soyez sûr que j'ai apprécié plus profondément que je ne saurais vous le dire les motifs qui vous ont poussé à m'écrire. Il a plu à Dieu, dans ses insondables desseins, de nous infliger, à ma femme et à moi, une épreuve bien sévère par la mort d'un fils unique et bien-aimé. Je ne vous cacherai pas que la part sympathique que vous et beaucoup d'autres personnes avez prise à notre douleur l'a quelque peu adoucie, et que ces démarches personnelles nous ont été une consolation dans cet affreux malheur. Nous doutions de notre force à supporter l'épreuve, et un encouragement nous est venu de la part de personnes qui avaient passé, elles aussi, par une affliction pareille. Leurs bonnes paroles nous ont ranimés, et toutefois, au milieu des doutes et des ténèbres, on cherche le mot du mystère qui se cache sous les desseins du Tout-Puissant dans ces terribles dispensations de sa volonté, et parfois on est presque porté à douter qu'elles puissent impliquer aucun bien pour ses créatures. Mais, encore une fois, l'expression de si bien-

veillantes sympathies, tant de votre part que de la part de ceux qui ont voulu nous la témoigner, quoiqu'ils ne nous connussent point, a illuminé nos ténèbres d'un rayon de lumière et d'espoir, et nous avons pu découvrir un dessein bienfaisant sous ce coup terrible. De pareilles afflictions nous enseignent à nous aimer les uns les autres, et à ressentir davantage les souffrances de notre prochain. Votre bonne lettre, que nous n'attendions pas, nous montre que le vide qui s'est ainsi fait à notre foyer par la mort d'un être chéri, sera en partie comblé par les sympathies qui entourent ceux qui restent affligés et malheureux. Elle m'a inspiré des réflexions consolantes, et je vous en remercie de tout mon cœur.

Je suis à vous bien sincèrement.

Richard Cobden.

LXI

Lettres de M. Cobden à Mme Schwabe.

Midhurst, 28 mai 1856.

Chère amie,

Depuis notre séjour d'une semaine à Chichester, je trouve que ma femme se porte mieux. Elle s'efforce de maîtriser l'excès de sa douleur, et nos chères petites

filles ont réussi à l'occuper et à la divertir un peu. Le sommeil n'est pas encore revenu toutefois. Elle fait tout son possible pour le recouvrer, passe ses journées en plein air quand le temps le permet, sur la pelouse ou dans les prés. Elle porte avec elle une petite bêche pour arracher les mauvaises herbes. Aucune femme de paysan du village ne saurait être plus laborieuse. Elle ne voit pas une mauvaise herbe sur la pelouse ou dans les champs sans l'extirper. A la maison elle tricote. Elle s'est servie de sa plume pour faire quelques copies; mais, jusqu'ici, elle n'a point écrit de lettre. Quand nous irons à Londres, j'espère lui persuader d'écrire à ses enfants. Elle est dans un état d'abattement qui durera, je le crains, encore quelque temps. Elle a lu avec beaucoup d'avidité la lettre où vous racontiez votre visite à Weinheim. C'est surtout tout ce qui regarde les dernières heures de son fils chéri qui l'intéresse. Les lettres de condoléance, toutes touchantes qu'elles soient, n'atteignent pas leur but. Si les sympathies humaines pouvaient consoler un chagrin comme le sien, nous aurions été abondamment soulagés. Les témoignages de ces sympathies nous sont venus, en effet, de tous les côtés, et tout le monde, depuis le prince jusqu'aux pauvres sourds-muets de notre village, s'est efforcé d'adoucir notre peine, et nous en sommes bien reconnaissants, car, même sans résultat, l'intention est bonne, et en offrant leurs sympathies, nos amis font tout ce qu'ils peuvent; mais tout ce qui concerne les derniers jours de son pauvre enfant l'intéresse et la ranime particulièrement.

Je ne sais si vous concevez bien dans quel état d'esprit est ma femme, et moi-même je serais assez en peine de le dépeindre par écrit. Elle semble avoir conçu le soupçon que son fils n'est pas mort naturellement, et qu'il lui a été, d'une manière inexplicable, *volé*. Ce sentiment provient de ce que le coup cruel est tombé soudainement sur elle au moment même où elle avait toutes raisons de croire son fils en pleine santé. Si elle avait trouvé son cadavre à la porte de sa chambre, le coup n'aurait pas été plus inattendu. Elle ne manifeste pourtant aucune méfiance à l'endroit des excellentes personnes auxquelles nous avions confié Richard. Tous les détails qu'on nous a donnés sur sa maladie et sa mort écartent tout soupçon de cette sorte, et confirment son esprit dans l'idée que cette mort était inévitable. Cette analyse de l'état mental de ma pauvre femme a dû vous ennuyer, je le crains, mais je suis sûr que vous ne m'en voudrez pas. Maintenant, venons-en, chère amie, à des sujets moins tristes.

J'ai à vous remercier de m'avoir fait parvenir le volume du chevalier de Bunsen [1]. Ce serait présomption de ma part que de louer l'érudition de ce livre; mais je me permets d'offrir au chevalier mes compliments de ce que j'estime encore plus : c'est-à-dire du courage et de l'honnêteté qu'on y trouve. Un ami vient de m'envoyer un exemplaire des *Mémoires* de sir R. Peel, fragment d'autobiographie écrit en justification de sa conduite dans l'affaire de l'émancipation des catholiques. Ce livre aura

[1] « Les signes du temps, » par le chevalier de Bunsen.

de l'intérêt pour les hommes politiques survivants de 1829. Mais, pour le public en général, il sera aussi ennuyeux qu'un vieux *livre bleu* (blue book). La foule n'étudie pas ces grands événements pour constater comment ils s'accomplissent, pas plus qu'elle n'examine l'intérieur d'une horloge d'église pour voir de quelle manière ses mouvements s'opèrent : elle ne tient qu'à savoir que tout marche bien.

Sir R. Peel a laissé un autre volume où il explique sa conduite à l'égard des lois sur les céréales (corn laws). Ces autobiographies me rappellent vos mémoires particuliers, et je veux vous raconter une anecdote qui mérite d'y trouver place. J'oublie peut-être quelques détails, mais je suis sûr des faits principaux. Il y a vingt ans, M. Edmond Potter s'occupait d'une certaine branche de l'impression des indiennes qui avait cessé d'être lucrative. Il se convainquit de la nécessité d'améliorer sa fabrication, mais il ne savait pas trop comment. A cette époque, il apprit que M. Schwabe imprimait également des indiennes, et qu'il ne le faisait pas sans profit. M. Potter résolut alors de le consulter sur ce qu'il devait faire. La démarche ne laissait pas d'être extraordinaire. Prier un concurrent de lui livrer les secrets d'une fabrication avantageuse, c'était témoigner d'une grande confiance dans la franchise et le désintéressement de ce concurrent. M. Potter ne s'était pas trompé d'adresse. M. Schwabe lui dit qu'il suivait un système qui était vieux et usé. Que me conseillez-vous de faire ? lui demanda M. Potter. Faites comme moi. Telle fut la réplique magnanime de M. Schwabe, et il lui fit visiter

en détail toute sa fabrique. M. Potter suivit le conseil, et devint en douze ou quinze ans le plus formidable concurrent de M. Schwabe. C'est M. Potter qui m'a raconté lui-même cette anecdote il y a quelques années.

. . . . . .

A vous très sincèrement.

R. COBDEN.

Midhurst, 21 juin 1856.

Chère madame Schwabe,

J'ai attendu que vous fussiez de retour à Heidelberg pour vous envoyer une réponse à votre lettre, car je voulais vous parler du précieux manuscrit du chevalier de Bunsen que vous aviez laissé entre mes mains. Je l'ai lu avec attention, mais avec défiance de mes propres lumières, car je me suis identifié en quelque sorte avec le double principe de l'arbitrage international et de la diminution des armements, de telle sorte que j'étais naturellement désireux de voir une aussi grande autorité que le chevalier se ranger à mon sentiment. J'ai donc tâché de tranquilliser ma conscience en me montrant sévère comme critique, afin de faire voir que je tiens autant à la renommée du chevalier qu'à mes propres principes. Je ne sais pas si le manuscrit doit paraître sous sa forme actuelle, ou s'il ne contient que les points principaux d'une argumentation plus étendue, ou bien encore s'il ne doit être communiqué qu'aux membres de la conférence de la Paix. Quelle que soit l'intention de l'auteur, son œuvre servira

certainement la cause que j'ai tant à cœur. Le fait seul qu'un homme d'une intelligence si élevée s'est occupé de ce sujet, y fera donner une attention plus grave. Si le travail devait paraître tel qu'il est actuellement, j'aurais quelques observations préliminaires à présenter. Mais, dans l'ignorance où je suis des intentions du chevalier de Bunsen, je ne les développerai pas longuement. En somme, je puis dire que je suis d'accord avec lui, et je suis content qu'il ait adopté le principe de non-intervention comme une partie essentielle de son plan. Je serais tenté toutefois de lui demander s'il ne croit point avoir trop prodigué les détails dans la partie de son travail qui regarde le *Sénat de la paix* et le *Tribunal d'arbitrage*. En thèse générale, j'ai trouvé qu'en introduisant un nouveau principe dans la conduite des affaires publiques, il est bon de ne pas entrer tout de suite dans tous les détails d'application, car ceux qui repoussent toute innovation prennent souvent texte de ces détails pour écarter la question principale. Je dirai encore que le sens des remarques de l'*introduction* sur les *essais* à commencer, risquerait, sans quelques mots d'explication, d'échapper au lecteur. Je suis d'accord avec l'auteur à l'endroit des arguments qu'il met en avant ; mais j'aimerais beaucoup à savoir s'il est dans l'intention de livrer ses idées à la publicité sous son véritable nom. S'il se décide à le faire, il contribuera largement au succès de la bonne cause. Je tiens à ce que l'ouvrage ne prête pas le flanc à la moindre critique de nos adversaires, et qu'il soit digne de la haute réputation du chevalier. S'il croit que mes observations

puissent lui être de la moindre utilité, je les mets franchement à son service.

Probablement vous voudriez savoir ce que nous avons fait dernièrement. Nous avons interrompu un instant le genre de vie que nous menons ici, et nous sommes allés passer toute la semaine dernière à Londres. Ma femme n'y a vu personne. Il était convenu d'avance que nous ne devions ni recevoir ni rendre de visites. Nous nous sommes promenés dans les parcs, et l'esprit de ma femme s'est un peu détourné de ses tristes pensées en voyant passer et repasser cette foule de visages inconnus. Son frère l'accompagnait souvent, de sorte que j'ai pu donner quelques heures aux affaires. Nous sommes revenus samedi dernier, et nous avons passé cette semaine avec les enfants chez nous. Mardi prochain, nous retournerons pour une huitaine ou une quinzaine à Londres. J'espère que de cette façon je ramènerai peu à peu ma femme à ses rapports avec le monde, et que je pourrai alors m'occuper un peu de mes devoirs publics, quoique, à dire vrai, je ne voie pas trop à quoi servirait en ce moment ma présence à la Chambre. Le différend avec l'Amérique est la seule question qui me cause quelque inquiétude ; et M. Dallas, ministre actuel des États-Unis à Londres, que j'ai vu, m'a donné l'assurance que l'affaire s'arrangerait à l'amiable. Veuillez dire au chevalier de Bunsen que, tout content que je sois que la discussion au sujet de l'enrôlement soit terminée, je ne puis m'empêcher de trouver que le ministère a agi d'une façon mesquine en faisant de Crampton un bouc émissaire, puisque enfin il n'avait

fait qu'obéir à ses instructions, et que lord Clarendon s'était fait son garant jusqu'au dernier moment. A mon avis, quand il a consenti à destituer Crampton, le gouvernement aurait du se démissionner. En se sacrifiant ainsi lui-même, ainsi que l'honneur l'exigeait en quelque sorte, il eût épargné une humiliation au pays. Il reste à savoir si la Chambre des communes votera un blâme contre le ministère, à raison de l'appui qu'il a donné antérieurement à une mauvaise cause, laquelle nous a valu cette difficulté diplomatique. La Chambre des lords semblerait, dans cette occasion, comme dans l'affaire de Pacifico, plus disposée à faire son devoir.

J'ai fait attention à ce que vous me dites de la candidature du professeur Scott [1] : je voudrais bien, si je le pouvais, lui être utile; mais je crois qu'en ce cas, toute tentative d'agir auprès des juges ferait probablement plus de mal que de bien. Je crois que l'on désire sincèment choisir le plus capable; et, s'il en est ainsi, le mérite incontestable de notre ami lui donne une bonne chance. Nous avons reçu la lette sympathique et affectueuse de Mme Bender et une autre lettre plus courte de M. Bender [2], à qui j'ai répondu, le priant d'agréer les excuses de ma femme pour ne pas avoir répondu directement. Hier je vous ai envoyé un journal qui contenait un court récit de la mort de M. Samuel Gurney. M. Sturge, qui assistait à l'enterrement, m'a dit qu'il y avait beaucoup de monde, plus d'une centaine de voi-

[1] Le professeur Scott était candidat au poste de principal de *Owen's College*, à Manchester, et y fut nommé.

[2] Directeur de l'école où le fils de M. Cobden est mort.

tures et un millier de spectateurs. Il laisse à sa famille le souvenir consolant de mille vertus et de mille actes de bienfaisance. Ma femme vous prie d'accepter cette lettre, écrite de ma main, comme venant aussi de sa part, parce qu'elle est personnellement incapable de se servir de sa plume. Elle se plaît à recevoir de vos nouvelles et de celles de vos enfants. Nous vous prions de nous rappeler aux souvenirs de la famille de Charlottenberg [1] et aux membres de votre cercle.

Croyez-moi, ma chère dame, à vous fidèlement.

R. Cobden.

LXII

Lettre de M. Cobden au chevalier de Bunsen.

Glyn Garth, 27 septembre 1856.

Mon cher chevalier de Bunsen,

Mme Schwabe, notre bienveillante amie, nous a persuadé de venir prendre possession, pour un mois ou deux, de sa maison de campagne sur le détroit de Menai, dont la gravure ci-incluse ne donne qu'une faible idée. Le changement de résidence et les leçons qu'elle sera obligée ici de donner elle-même à ses petites filles rendront, je l'espère, à ma femme, un peu de tranquillité et de contentement.

Je ne pouvais laisser notre amie retourner en Alle-

[1] Habitation du chevalier de Bunsen, près de Heidelberg.

magne sans la charger de quelques lignes pour vous touchant les *mémoires* que vous avez eu la bonté de m'envoyer, et que j'ai communiqués à M. Richard, de la *Société de la Paix,* qui les détient encore. Je suis heureux de vous savoir dans l'intention de publier vos opinions sur ce sujet dans le deuxième volume de « *Signs of the Times* »; cela donnera un grand surcroît d'intérêt à votre livre, car chaque nation a son enjeu dans la question. Et le moment est vraiment opportun, car les relations internationales, en Europe, ne sont plus sujettes qu'à la loi de la force brutale. Il est choquant de voir les trois ou quatre grandes puissances s'arroger le droit de disposer à leur guise de tous les intérêts européens. Ce n'est pas que les Russes, les Autrichiens, les Français et les Anglais soient plus intelligents ou qu'ils aient plus de moralité que les Suisses, les Hollandais, les Belges, les Saxons ou les Danois, c'est seulement parce que ceux-là sont les plus forts et ceux-ci les plus faibles. Si vous pouviez aider à mettre fin à un pareil état de choses, en plaçant toutes les puissances sous la protection d'un principe fédéral, ou d'un code international, vous auriez beaucoup fait pour que la conduite des gouvernements fût plus en harmonie avec la civilisation du siècle. Ce faisant, vous rendriez un service aux grandes puissances, aussi bien qu'aux petites. Car le système d'intervention armée nécessite un grand état militaire et maritime, dont la charge est si lourde pour les populations, que, si cela continue, on se croira heureux et privilégié d'appartenir à un pays de deuxième ou de troisième rang, et d'échapper ainsi aux impôts qui écra-

seront les sujets des grandes puissances. Le principe d'arbitrage est tenu en plus haute estime depuis que le Congrès s'est prononcé en sa faveur. Au lieu de rester une utopie, il est passé à l'état de question pratique; et je regarderai toujours cet acte de lord Clarendon comme une circonstance atténuante dans sa politique étrangère, qui s'est beaucoup trop inspirée de celle de lord Palmerston. Il ne faut pas oublier, à cette occasion, de rendre justice à l'énergie de Joseph Sturge et de ses confrères de la *Société de la paix*. Ils sont allés à Paris pendant les séances du Congrès, et, au risque de se rendre ridicules, ils ont tellement importuné les plénipotentiaires, que ceux-ci ont fini, de guerre lasse, par se prononcer en faveur de l'arbitrage. Ils avaient gagné l'oreille de lord Clarendon, et, probablement, ils ont contribué à lui faire prendre une décision. En vérité, ces bons quakers sont « *le sel de la terre!* » Sturge et un autre « ami » sont en Irlande et y cherchent les pauvres victimes de notre blocus et de nos descentes de pirates sur cette côte, afin d'organiser chez nous une souscription en leur faveur. Ceci m'amène à un autre sujet, auquel vous voudriez peut-être faire allusion dans votre volume. Vous savez qu'au congrès de Paris, on a lancé une déclaration contre les corsaires, et que l'on a pleinement reconnu les droits des neutres, qu'il y a soixante ans, l'Angleterre refusait absolument d'admettre. Maintenant, nous admettons : 1° que le pavillon neutre couvre la marchandise de l'ennemi, la contrebande de guerre exceptée; 2° que la marchandise d'un pays neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas su-

jette à être capturée sous le pavillon ennemi. Je doute un peu, à la vérité, que les plénipotentiaires aient bien compris toute la portée de cette double déclaration. Vous savez qu'on avait demandé aux Américains d'adhérer au nouveau code maritime promulgué à Paris. Dans leur réponse, ils disent qu'ils ont toujours défendu les droits des neutres, et ils consentent à adopter les deux déclarations ci-dessus ; — mais, quant aux bâtiments corsaires, ils répondent que, n'entretenant pas de grande marine de guerre comme la France et l'Angleterre, ils se verraient forcés, en cas de guerre, de compter sur leur marine marchande pour la défense de leur honneur, au moins aux débuts de la lutte. Ils donneraient à ces vaisseaux marchands, transformés en bâtiments de guerre, cette même mission de détruire, brûler, couler à fond les bâtiments de l'ennemi et de s'emparer de ses possessions, qui incombe à vos marines royales et impériales. Mais ce système du Congrès refuse à une marine ainsi improvisée le droit de capturer les vaisseaux marchands pour réserver le monopole de cette pratique à vos marines militaires permanentes. Or, les État-Unis ne voient pas qu'il soit plus moral de laisser capturer un vaisseau marchand par un bâtiment de guerre, construit *ad hoc*, que par un navire marchand transformé en bâtiment de guerre. « Si vous désirez « vraiment en finir avec le système de piller la pro- « priété particulière sur mer, comme vous l'avez fait « sur terre, » disent-ils aux plénipotentiaires de Paris, « faites un pas de plus, et déclarez qu'en cas de guerre, « la marchandise de l'ennemi, à l'exception de la con-

« trebande de guerre ou de la marchandise à bord des « vaisseaux qui forcent un véritable blocus, ne sera « point sujette à capture : A ceci nous consentons « volontiers. » Telle est en substance la réponse des Américains. Elle a beaucoup étonné quelques braves gens chez nous; mais, soyez-en sûr, nous nous verrons forcés d'accepter leur proposition. Ayant été déjà aussi loin que nous l'avons fait au Congrès de Paris, force nous sera, dans notre propre intérêt, d'aller plus loin encore. A l'ouverture du Parlement, quelques grands armateurs sont décidés à proposer que la marchandise sur mer soit placée sur le même pied que la propriété privée sur terre. Ce serait une grande révolution dans les usages de la guerre : le butin et les parts de prises étant supprimés, il ne resterait aux combattants que de rudes horions à donner ou à recevoir. Les chemins de fer, par ailleurs, rendront les blocus inefficaces, et de la sorte, la guerre navale deviendra une espèce de duel entre les gouvernements des nations maritimes. Ai-je besoin d'ajouter que tout ce qui diminue les motifs égoïstes qui poussent les peuples à s'entre-tuer, tend aussi à restreindre les chances de guerre? Et n'est-ce pas évident que l'on commence enfin à déserter la pratique barbare des vieux temps, et que les grands intérêts qui tiennent à un paisible exercice du commerce et de l'industrie exigeront un jour ou l'autre que les gouvernements trouvent une autre manière de trancher leurs différends que l'appel au canon et au sabre?

N'oubliez pas dans votre argumentation de faire souvenir les puissances européennes que l'Amérique, des

colonies telles que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, etc., sont en voie de rivaliser bientôt avec l'ancien monde, et qu'elles commencent à attirer les capitaux et l'industrie sur des champs d'entreprises plus favorables. Ces nouveaux pays ne connaissent ni « la *balance des puissances*, ni l'*équilibre territorial* » de la vieille Europe, ces belles théories qui impliquent l'entretien de fraudes et tout un système de dettes énormes et d'impôts écrasants. Les gouvernements européens doivent prendre leurs mesures en vue de la concurrence que le nouveau monde s'apprête à leur faire. La puissance des États-Unis s'est fait sentir au commencement de la dernière guerre, et je sais que M. Buchanan avait prévenu notre gouvernement que toute tentative de renouveler les prétentions que nous fîmes valoir en 1812, au prix même d'une guerre, trouverait la plus énergique résistance chez le peuple américain. Il est probable même que ce fut la crainte d'une collision avec l'Amérique qui nous amena à formuler au commencement de la guerre une renonciation à l'exercice de ces prétendus droits. Les États-Unis sont encore dans l'enfance, et cependant leur tonnage marchand égale celui de l'Angleterre. Le système des États d'Europe repose sur la même base qu'à l'époque où l'Europe comprenait tout le monde civilisé, et où l'Amérique était divisée en colonies anglaises, françaises, espagnoles, etc. Est-ce que le changement qui a eu lieu dans l'état des choses n'exige pas un changement parallèle dans le système européen ? Est-il possible d'ignorer plus longtemps le fait que l'Europe n'est plus tout le monde civilisé, et qu'en superficie territo-

riale, elle n'en est pas même la moitié? Il me semble que, si l'ancien monde ne veut pas déserter la lutte avec la jeune Amérique, il fera bien d'adopter quelque combinaison, — code international ou système fédératif par exemple, — qui garantisse quelque sécurité aux États européens, et qui leur permette de se soustraire à ces énormes armements dont le poids accable les contribuables.

Je vous demande pardon de la longueur de cette lettre. Mon excuse est mon vif désir de voir votre nom associé à ceux des hommes qui protestent déjà contre le système de la force brutale qui en ce moment prévaut en Europe. Votre répudiation de ce triste état de choses fera époque dans l'histoire de la marche et du progrès des idées pacifiques. En Angleterre, nous ferons de notre mieux pour répandre vos opinions. Dans une lettre précédente, je me permettais de dire que vous auriez mieux fait peut-être de ne pas proposer un plan complet dans tous ses détails, et de vous borner d'abord à la défense du principe lui-même, dégagé de tous les accessoires qui n'étaient pas strictement nécessaires à l'intelligence de vos idées. Mais c'est à vous de juger.

Ma femme se joint à moi pour vous prier de nous rappeler au souvenir de Mme de Bunsen et de votre aimable famille.

Croyez-moi, mon cher chevalier de Bunsen, votre tout dévoué.

R. Cobden.

LXIII

Lettres de M. Cobden à Mme Schwabe.

Glyn Garth, 24 novembre 1856.

Chère madame Schwabe,

Vous êtes assez bonne pour prendre quelque intérêt à mes occupations, et c'est ce qui me décide à vous envoyer la lettre ci-incluse [1]. Quoique le style en soit assez sec et les détails un peu techniques, le sujet touche aux intérêts de l'humanité, et c'est un thème qui attire toujours vos sympathies. Après avoir lu la lettre, auriez-vous la bonté de l'expédier au chevalier de Bunsen? Il s'occupe, je l'espère, du travail auquel il veut consacrer sa haute intelligence, c'est-à-dire la question des relations internationales entre les États européens. Il verra que le temps approche où le monde ne se laissera plus mener aveuglément par les diplomates et les têtes couronnées, pour le plus grand bénéfice des Palmerston et des Louis Napoléon de l'époque. Ce qu'il faudrait, ce serait l'adoption d'une loi ou au moins d'un principe fixe pour contrôler et diriger les rapports internationaux.

Il convient à l'Allemagne, et spécialement à un esprit aussi éclairé que le chevalier de Bunsen, de frayer la voie à ce grand changement. Le jour même où la lettre ci-jointe était lue devant la chambre de commerce, elle recevait une députation de la compagnie américaine et

[1] Une autre lettre au chevalier de Bunsen sur la question des relations internationales.

européenne de télégraphie électrique qui lui détaillait les progrès de ce grand travail, qui sera achevé l'été prochain. Un message parti à midi de Londres sera reçu alors à New-York à sept heures du matin, soit cinq heures de moins que la terre n'en met à effectuer sa révolution diurne. Vraiment, dans un siècle où de telles merveilles sont possibles, on ne devrait pas être regardé comme un utopiste lorsqu'on essaie de trouver un meilleur système de rapports internationaux pour l'Europe que « la balance des puissances » et une foi superstitieuse dans la diplomatie occulte.

. . . . . .

R. Cobden.

Glyn Garth, 15 décembre 1856.

Chère madame Schwabe,

S'il m'avait été possible de choisir, je n'aurais pu résister à l'invitation si pressante et si amicale que vous nous faites de rester ici jusqu'au commencement de l'année. Mais il y a bien des raisons qui me forcent à rentrer chez moi. Le Parlement s'assemble dans la première semaine de février, et j'ai beaucoup d'arrangements à faire chez moi, ce qui exige du temps.

Par exemple, pendant les vacances, il y a une livraison perpétuelle de *livres bleus* et d'autres documents qui se sont accumulés pendant mon absence, et que je dois étudier un peu avant que la Chambre s'assemble. Je dois aussi me préparer à prendre part aux débats de la session, et pour cela il faut être chez moi, où je puis mettre

facilement la main sur mes livres et sur mes papiers. En un mot, chère amie, je dois passer un mois à Dunford avant de retourner à Londres. Je sais bien que retourner chez nous dans cette triste saison sera une dure épreuve pour ma pauvre femme [1]; mais je ne crois pas qu'un retard de quelques semaines changeât grand'chose à cette inévitable perspective. Du reste, nous avons pris la précaution d'inviter quelques amis à venir chez nous. J'espère que leur société et les soins de son intérieur seront une distraction salutaire pour ma femme. Mais c'en est assez sur tout ceci. Nous irons à Pendyffryn le 24 pour y rester une semaine, ensuite nous passerons un jour à Birmingham, chez M. Sturge, et puis nous nous rendrons chez nous. En attendant, nous devons dire adieu à nos bons voisins d'ici, car tout le monde a été très aimable pour nous. Sir John et lady Sarah Williams se sont montrés pleins d'amitié dès le commencement de notre séjour. J'ai dîné plusieurs fois à Rhianva, et une fois lady Sarah, accompagnée de ses chers enfants, est venue déjeuner et passer l'après-midi avec nous. Les demoiselles Roberts nous ont aussi comblés d'attentions. Nous avons dîné avec leur père, qui m'a fort convenu, et en qui j'ai trouvé un vieillard très avisé et sans aucun préjugé. M. Jones, le curé, est venu souvent chez nous jouer au billard. Je suis invité, ainsi que sir Richard Bulkeley, à aller jeudi visiter les travaux du port de Holyhead. Nous passerons la nuit chez M. O. Stanley. M. Bazley et M. Ashworth, de Man-

[1] Mme Cobden n'était pas encore remise du chagrin de la perte de son fils.

chester, doivent aujourd'hui venir me voir. Je leur ai écrit pour les assurer que vous seriez satisfaite d'apprendre qu'ils passent la nuit sous votre toit spacieux. Nous avons eu deux ou trois jours de tempête, mais le calme est revenu. Mes chers enfants jouissent d'une excellente santé. J'ai prié M. H. Richard de remettre le manuscrit du chevalier de Bunsen entre les mains de votre fils Edmond. Ma femme vous prie d'agréer l'assurance de sa plus vive affection pour vous et pour tous les membres de votre famille, et je me joins à elle dans ce sentiment.

Ma chère dame, à vous très sincèrement.

R. Cobden.

Midhurst, 11 avril 1857.

Ma chère amie,

Ma sœur m'a envoyé le petit mot où vous demandez d'une façon si aimable de mes nouvelles. Je suis heureux que ma santé se remette rapidement, après l'excès de travail qui l'avait compromise pendant les élections. Je m'étais imposé une tâche au-dessus de mes forces à Manchester et à Huddersfield. Vous serez un peu étonnée des résultats de la lutte dans chacun de ces deux endroits. Pour moi, cela ne m'émeut guère. Mes bons amis n'auraient pas dû me proposer à Huddersfield, où je n'avais pas les moindres chances, le terrain étant occupé d'avance par une personne ayant beaucoup d'influence locale. En effet, l'élection n'a été nullement déterminée par des principes publics. A Manchester, le

cas était tout différent, spécialement à l'égard de John Bright, qui s'est tout employé pour les intérêts populaires, et qui souffre d'une maladie que lui ont value ses labeurs excessifs au service du peuple. Certainement, dans ces circonstances, il avait droit à un peu d'indulgence, sinon de reconnaissance, de la part de ses électeurs. Je crains que le changement de leurs sentiments envers lui ne soit dû à leur prospérité nouvelle. Le libre-échange les a enrichis, et ils sont devenus trop prétentieux pour s'accommoder plus longtemps du quaker tout simple et tout uni qui a été si utile aux jours des protectionnistes. Ainsi, ils sont montés à l'échelle qu'il leur tendait, et maintenant ils la renversent : ainsi va le monde. Mais le temps viendra où Manchester aura besoin d'un cœur courageux et d'une parole éloquente pour le tirer d'autres dangers et d'autres difficultés ; alors, il aura du remords de son ingratitude envers John Bright. Par des raisons personnelles, il nous convient à lui ainsi qu'à moi de ne pas être du Parlement pendant quelque temps. Cet incident lui donnera un repos complet dont il a tant besoin, et dont il ne pouvait jouir tant qu'il représentait un grand collège électoral. Quant à moi, plusieurs raisons particulières et domestiques me font désirer un répit dans l'accomplissement de mes devoirs publics. La médecine qui m'a été administrée à Huddersfield m'a paru, je l'avoue un peu amère ; mais, comme d'autres remèdes, j'espère qu'elle me fera du bien. . . . . .

Croyez-moi à vous très sincèrement.

R. Cobden.

Midhurst, 26 avril 1857.

Ma chère amie,

Je vous renvoie avec tous mes remercîments la lettre [1] que vous m'avez fait parvenir. Soyez sûre que je suis bien reconnaissant de toutes les aimables paroles que vous me prodiguez. Il est toujours agréable de posséder l'estime des gens que l'on aime et que l'on respecte, et spécialement quand certaines circonstances vous font craindre d'avoir perdu la confiance du public. — Mon tempérament est de ceux cependant qui supportent bien les petits revers dont la vie politique est parsemée, car je dépends plus de moi-même que du monde extérieur pour le contentement et la tranquillité d'esprit. J'ai vécu pendant près de vingt ans au milieu des agitations incessantes de la politique; mais pour être heureux, j'ai si peu besoin d'excitation, que jamais je ne suis plus content que lorsque je me trouve seul dans mes bois ou sur les dunes. Ma femme joint ses amitiés aux miennes.

Croyez-moi à vous très sincèrement.

R. COBDEN.

Midhurst, 15 mai 1857.

Ma chère amie,

Vous êtes bien bonne d'avoir tant de confiance dans mon jugement, et de défendre ma conduite dans l'affaire du rajah Brooke, sans même en connaître toutes les circonstances. En réponse à votre demande, je vais vous

[1] Un billet exprimant le regret de l'exclusion de M. Cobden du Parlement.

donner en peu de mots la substance de l'affaire. M. Brooke est un esprit aventureux, qui se mit un jour en tête de faire voile pour Bornéo, avec un vaisseau en partie chargé de marchandises. Il entra en relations commerciales avec un prince du pays, le rajah de Sarawak, et finit par le déposséder de son autorité et s'attribuer même son titre ! Tout ceci ne me regardait pas, et je ne me souciais guère ni de M. Brooke ni de ses affaires, lorsque tout à coup, s'étant brouillé avec quelques tribus de son voisinage, il demanda l'assistance de nos bâtiments de guerre. Avec le concours de nos marins et de quelques sauvages, il tua de mille à quinze cents indigènes qui ne se défendirent pas plus que des lapins ou des moutons et ne blessèrent pas un seul de nos hommes. Lors de la réunion, Brooke réclama pour ce haut fait une prime de 15,000 à 20,000 liv. sterl., calculée à tant par tête d'homme tué, sous le prétexte que ces gens étaient des pirates. Je crus alors de mon devoir d'intervenir, et je m'opposai au paiement de cette somme. Naturellement le gouvernement l'emporta sur moi, et je reçus les injures du *Times*. L'argent fut payé ; mais, en même temps, le ministre introduisit un bill pour mettre fin à ce honteux tarif, et désormais cette pratique fut abolie. Ainsi, comme d'habitude, on a reconnu que j'avais eu raison, malgré les injures dont on m'a si largement chargé. A l'égard du rajah Brooke, je ne suis pas sans une certaine sympathie pour des aventuriers de cette sorte : mais je ne leur fais pas honneur des nobles motifs que l'imagination de votre ami crédule prête au rajah de Sarawak. Je n'ai pas foi dans

ces prétendus apôtres de la civilisation et du christianisme dont les actions sont teintes de sang humain. Dites à votre ami que ce n'est pas par des actes sanguinaires, mais bien en donnant l'exemple de la justice et de la modération à la population païenne qui l'entourait, que sir Stamford Raffles a acquis dans l'Orient une renommée immortelle. Rappelez-lui que le capitaine Cook, quand il visita la Nouvelle-Zélande, agit tout différemment envers les indigènes de cette île. A son arrivée, ceux-ci avaient massacré et mangé quelques hommes de son équipage. Au lieu d'user de représailles à la manière du rajah Brooke, le capitaine Cook fit cadeau à ces pauvres ignorants de quelques porcs et de pommes de terre : ce fut ainsi qu'il les détacha du cannibalisme. Voilà de véritables héros ! des bienfaiteurs du genre humain ! dont les noms seront chéris tant que durera le monde.

Je suis sûr que vous êtes enchantée du grand succès de Mme Gaskell. La biographie de l'auteur de *Jane Eyre* est le livre à la mode en cette saison. La critique de l'*Atheneum* et des autres revues m'a fait un grand plaisir. Ma femme joint ses amitiés aux miennes.

Croyez-moi votre tout dévoué.

R. Cobden.

Midhurst, 31 août 1857.

Chère amie,

La lettre de lord Clarence Paget sera en sûreté entre vos mains ; je vous en envoie aussi une de M. Ottway,

que vous pouvez garder. M. Ottway est frère de lady Clarence Paget. Il était député au dernier Parlement, et il ne l'est plus, à mon grand regret. Il est en visite chez un de vos voisins, et je le recommande à vos attentions amicales. Il a fait preuve à la Chambre de capacité et d'un caractère consciencieux. J'ai été fort attristé de la mort de ces deux excellents hommes, Rawson et Platt. Ces horribles massacres indiens me font frémir. Il n'y a eu rien de si affreux dans l'histoire moderne depuis la révolution de Saint-Domingue, il y a soixante ans.

Veuillez, ma chère dame, faire mes amitiés aux membres de votre cercle. Votre tout dévoué.

R. COBDEN.

Midhurst, 28 septembre 1857.

Chère amie,

Il n'y a qu'une circonstance où je ne suis pas satisfait d'avoir à vous écrire, c'est quand vous me demandez mon concours pour quelque bon office que vous voudriez rendre et que je ne puis vous le donner. Je regrette d'être dans cette situation à l'égard de votre ami qui sollicite un emploi dans la compagnie des Indes. Je me crois moins que personne en droit de solliciter ou d'accepter une faveur de la part de cette compagnie. Je me suis efforcé, en effet, de l'abolir et de placer l'Inde sous le gouvernement direct de la reine. Il y aurait donc de l'inconséquence de ma part à recevoir maintenant des faveurs de ses directeurs. Du reste, je suppose qu'il y a

déjà dans l'Inde un grand nombre d'officiers sans emploi, par suite de la révolte de plusieurs régiments indigènes. Il doit y avoir de 70 à 80 régiments qui ont disparu ayant dans quelques cas fusillé d'abord leurs officiers anglais, mais laissant le plus souvent leurs officiers sans besogne, et ceux-ci attendent du gouvernement de nouveaux emplois. Le nombre des régiments européens sera augmenté, mais dans une proportion bien inférieure à celle des régiments qui se sont débandés. Je crois que votre ami ferait très bien de se demander s'il ne fait pas fausse route. Il faut là-bas des hommes plutôt que des officiers. Il ne serait pas mauvais que les pères donnassent à leurs fils quelque 100 livres sterling pour qu'ils allassent s'établir, comme fermiers, dans nos colonies ou en Amérique, où le climat conviendrait à la constitution des Anglais, au lieu de fixer leurs espérances sur un emploi dans l'armée des Indes, avec la perspective d'un climat aussi malsain que celui de l'Hindoustan. Serait-ce par hasard que défricher la forêt ou cultiver la prairie, soit une occupation moins honorable ou moins utile que celle de flâner dans les casernes ou d'éclaircir un peu les rangs de l'espèce humaine? Que d'affreuses nouvelles de l'Inde! Elles me font frémir! Quel résultat après un siècle de contact avec un gouvernement chrétien! Quand nous entendons le récit de tant d'atrocités commises de sang-froid sur de pauvres femmes et de malheureux enfants, ce récit devrait nous faire rougir tout autant qu'exciter notre horreur et notre indignation. Le docteur Livingstone n'a rien révélé de si horrible chez les races de l'Afrique centrale.

Nos souvenirs affectueux à tous les membres de votre famille, etc.

Croyez-moi votre tout dévoué.

R. COBDEN.

P. S. Voulez-vous avoir la bonté de lire le prospectus qui accompagne cette lettre et, s'il est possible, aider Mme X. dans ses louables efforts pour élever ses jeunes enfants ? Une veuve qui lutte contre l'adversité et qui s'évertue à élever sa famille et à lui donner une position indépendante, mérite bien toutes nos sympathies. Veuillez parler de ceci à Mme Darbishire. Mme X, ne pourra réussir que par le bon concours d'amis qui aient de l'influence.

Midhurst, 16 février 1858.

Ma chère amie,

Avant l'arrivée de votre aimable lettre, je désirais vous écrire, car je n'avais pas oublié que je vous devais une lettre. Mais il y a peu de choses dans cet endroit tranquille susceptibles d'éveiller votre intérêt. Quant à la politique, je suis devenu tellement indifférent, que c'est à peine si je lis les articles du *Times* ou les débats du Parlement pour me tenir au courant des événements. Je passe une grande partie de la journée en plein air, et je deviens un fermier enthousiaste. Pourtant j'ai trouvé le temps de lire la brochure que votre ami m'avait expédiée : ce récit touchant m'a navré; mais je me demande ce qu'on pourrait faire en Angleterre pour porter remède au terrible état de choses qui règne à Naples, et je crains bien qu'il n'y ait rien à faire.

Je crois même qu'une intervention directe dans les affaires de ce pays de la part du peuple ou du gouvernement anglais ferait plus de mal que de bien. La brochure de M. Gladstone en faveur de Poerio était une noble et éloquente revendication des droits de la vérité et de la justice. Et cependant il est possible qu'il ait aggravé la culpabilité des victimes aux yeux du gouvernement napolitain, et qu'il ait amené un redoublement de sévérité vis-à-vis des patriotes au lieu d'alléger leurs souffrances. Le roi de Naples s'est fait un point d'honneur de ne pas céder, et de ne pas se laisser convaincre ainsi d'injustice à l'endroit de ses propres sujets par un étranger. C'est une façon bien mesquine d'agir. Mais le roi de Naples est justement un de ces caractères étroits et têtus qui sont le plus enclins à éprouver des sentiments pareils. A la place de Poerio, j'aurais préféré que cette brochure ne fût pas publiée, et pourtant j'honore l'impulsion généreuse qui a poussé M. Gladstone à l'écrire. Je crois que peu de bien pourrait venir de l'agitation que notre correspondant voudrait exciter dans ce pays-ci à l'égard des affaires napolitaines. Quant aux deux Anglais que l'on juge actuellement à Salerne, il nous faut naturellement les laisser aux prises avec les lois du pays, à moins que nous ne soyons d'avis qu'après avoir modifié une de nos lois pour complaire aux colonels français [1], ce serait relever notre dignité

[1] Lord Palmerston avait présenté un bill pour changer la loi sur la conspiration pour meurtre, à la requête, pensait-on, de Louis-Napoléon, et à un moment où certains colonels français avaient prononcé des paroles offensantes pour l'Angleterre, On pensa et l'on dit que l'Angleterre était opprimée par la France.

nationale que de proposer notre exemple à l'imitation forcée d'un faible État comme Naples. Je suis content d'avoir de bonnes nouvelles de vous tous. Que de terribles catastrophes commerciales depuis que j'ai eu le plaisir de vous voir! Je vous renvoie la lettre que vous avez eu la bonté de m'envoyer. J'honore les sympathies généreuses de son auteur; mais vous connaissez mes opinions si nettes au sujet de la non-intervention dans les affaires d'autres pays. Ces opinions s'affermissent tous les jours, et elles m'empêchent naturellement de prêter aide à notre correspondant.

Croyez-moi, ma chère dame, à vous très sincèrement.

R. Cobden.

Midhurst, 27 février 1858.

Ma chère amie,

Je devrais bien me garder avec vous de toute inconséquence, du moment que vous me faites l'honneur de si bien vous rappeler tout ce que je vous ai écrit. C'est faire un compliment, dans ces temps où tout marche et passe si vite, que de citer à quelqu'un les opinions qu'il exprimait en 1851. Il me souvient fort bien d'avoir hautement approuvé M. Gladstone au moment où il publiait sa brochure en faveur de Poerio, et même, si le résultat en avait été contraire à l'intention de l'auteur à l'égard de Poerio, je ne dirais pas qu'il n'eût pas dû la publier. Je pense comme vous que l'humanité gagne en général quand la voix du génie s'élève pour la défense de la vérité et de la justice. Mais vous inter-

prétez justement ma façon de voir lorsque vous regardez comme absolument hostile toute intervention armée dans les affaires d'autres pays. Je ne veux pas que le gouvernement d'un pays se mêle des affaires d'un autre, dût-il même se borner à la persuasion morale. Je vais plus loin encore, et je désapprouve la formation d'une société en Angleterre dans le but d'intervention dans les affaires d'autres pays. Je n'ai jamais voulu accorder mon suffrage aux associations qui s'étaient formées ici pour combattre l'esclavage aux États-Unis. Or, je soupçonne votre correspondant de tendre à quelque chose de ce genre en faveur des Italiens. J'admire sa bienveillance, mais je me méfie de son jugement. Je craindrais qu'une telle association n'allât contre son but même, car elle éveillerait les appréhensions des gouvernements italiens et provoquerait de leur part de nouvelles tentatives de répression. J'ai toutefois trop de respect et de sympathie pour ceux qui veulent servir la cause de l'humanité, n'importe où, pour me poser en adversaire systématique de leurs projets. Je suis enchanté du résultat de la motion de Gibson. Il y avait certainement quelque chose de providentiel dans cet étrange spectacle de Bright et de Gibson, venant en pleine Chambre des communes prononcer l'arrêt de mort officielle du personnage qui se flattait, il y a quelques mois, de les avoir terrassés et foulés aux pieds[1].

[1] M. Gibson et M. Bright s'étaient avancés ensemble à la table comme représentants de leur division, pour y déposer une motion qui condamnait le gouvernement, et qui eut pour résultat la démission de lord Palmerston.

En lisant la description de cette scène, j'ai regretté pour la première fois de ne plus appartenir à la Chambre.

Ma femme joint ses bonnes amitiés aux miennes, en vous priant de les offrir aux membres de votre cercle intime.

Je suis à vous sincèrement.

R. COBDEN.

Midhurst, 23 décembre 1858.

Ma chère amie,

Depuis quelque temps, je désire avoir des nouvelles de votre santé et de vos mouvements. Je n'ai pas un seul mot de politique à vous dire. Je ne voudrais pas rentrer dans le tourbillon, d'autres affaires accaparent mon temps. M. Bright s'est jeté, avec toute son énergie, dans la question de la réforme électorale. Mais le peuple est prospère, partant point mécontent, et, dans ces circonstances, il est difficile de beaucoup l'émouvoir. Avec le froment à 50 francs le *quarter*, il n'y a jamais eu beaucoup d'agitation politique. L'aristocratie nous doit de la reconnaissance, à nous autres libres-échangistes, pour lui avoir appris qu'il est bon de donner libre carrière au travail et à l'*appétit* du peuple. La grosse miche de pain à bon marché a étouffé le « chartisme » ; elle a endormi jusqu'au radicalisme. Voici une petite lettre assez maigre, mais elle vous fera savoir que nous pensons souvent à vous et que nous désirons, en retour, ne pas être oubliés. Ma femme vous envoie ses amitiés, à vous ainsi qu'à tout votre cercle.

Croyez-moi, ma chère dame, toujours à vous bien sincèrement.

R. COBDEN.

LXIV

Lettre de M. Cobden à lord Palmerston.

6, rue de Berri.

Paris, 29 octobre 1859.

Mon cher lord Palmerston,

Il convient que je vous fasse connaître ce que j'ai appris et fait depuis mon séjour ici. Mardi, je me suis rencontré, pour la première fois, avec M. Rouher, ministre du commerce : c'était à table, en compagnie de M. Michel Chevalier. Il est bien disposé pour le libre-échange; mais il n'a pas plus le pouvoir de prendre l'initiative dans les conseils de l'Empereur qu'un écolier n'a le droit de diriger son professeur. Il m'a tout bonnement avoué que tout dépend de l'Empereur, et de l'Empereur seul. J'ai exprimé le désir d'avoir avec Sa Majesté une entrevue aussi peu cérémonieuse que possible, et le lendemain M. Rouher est venu m'annoncer qu'une audience me serait accordée jeudi, à Saint-Cloud. Dans l'intervalle, lord Cowley eut aussi l'amabilité de m'offrir de me procurer une audience par l'intermédiaire de M. Chevalier.

Après quelques banalités de présentation, l'Empereur entama la conversation, en se plaignant de la presse anglaise. Je lui répondis que moi-même j'avais été chargé de tous les crimes par cette même presse, y compris une tentative d'assassinat, et que j'avais appris à mépriser ses accusations. L'Empereur continua sur ce sujet en me demandant d'indiquer un seul acte pendant ses dix années de pouvoir qui ne fût pas dicté par le désir d'être en bons termes avec l'Angleterre, et de conserver les deux pays sur un pied d'amitié et de bon accord, mais la presse avait complètement trompé ses intentions. Je lui rappelai pour mon compte que j'avais blâmé, tant au Parlement que dans les meetings publics, les attaques dirigées en Angleterre contre le gouvernement français. Je le priai de ne pas oublier que son nom, qui a tant de prestige dans les chaumières de France, excitait encore dans les foyers anglais une alarme traditionnelle, et que ce sentiment était irrité par des gens qui, dans l'intérêt de leurs propres desseins, faisaient accroire au peuple anglais que Sa Majesté avait l'intention de répéter la carrière de son oncle. Avec les précautions convenables, j'osai lui faire entendre que sa manière d'entamer la guerre d'Italie, sans aucun exposé de ses motifs, avait beaucoup fortifié cette impression. Comme il m'interrompait en disant qu'il avait expliqué ses raisons, j'ai répliqué qu'il ne les avait pas fait connaître au monde par un manifeste précis et officiel de ses griefs et de ses desseins. J'ai ajouté que, s'il avait agi de la sorte, tout ce que je connaissais de l'opinion, soit en Angleterre, soit en Amérique, où le gouvernement autrichien compte

à peine un ami, me permettait d'affirmer qu'il y eût eu une telle explosion de sentiment public en sa faveur, qu'elle eût rendu une guerre inutile. Mais les choses avaient été décidées si secrètement et avaient éclaté si brusquement, que le monde ne pouvait s'empêcher de redouter la répétition de pareilles surprises.

L'Empereur continua à parler des sentiments hostiles qu'en ce moment les deux peuples nourrissaient l'un contre l'autre. J'avouai que le peuple anglais était presque hostile à la France, et il ne me cacha point que l'irritation en France était arrivée à un tel point, qu'à part lui-même, il n'y avait pas une seule personne qui fût animée d'un sentiment amical envers l'Angleterre. J'exprimai alors l'opinion que, les deux gouvernements prétendant être en bons rapports, c'était pour eux un devoir de s'efforcer de mettre fin à cette irritation mutuelle. Il répondit qu'il ne pouvait pas faire plus que ce qu'il avait déjà fait. J'entamai ensuite la question qui m'amenait près de lui, et j'insistai sur la nécessité de placer les deux pays sur un pied de dépendance commerciale réciproque. Sur ce sujet, l'Empereur a parlé plus d'une heure. Je crains un peu d'avoir trop parlé de mon côté, et de ne pas m'être assez souvenu que l'Empereur des Français n'est pas tout à fait le même personnage que celui en compagnie duquel j'ai déjeuné trois jours après son évasion du château de Ham. Il m'écoutait d'ailleurs avec attention, et ses observations donnent à croire qu'il est bien disposé envers le libre échange. J'avais déjà entendu parler de cette disposition, que ses adversaires mêmes lui prêtent, mais je trouve

qu'il est mal renseigné; par conséquent il a peur des protectionnistes, dont il s'exagère beaucoup le nombre, le pouvoir et l'influence. Naturellement j'ai fait de mon mieux pour les battre en brèche dans son esprit et le rassurer à leur endroit. Il me dit que la majorité du Corps législatif et du Sénat est composée de protectionnistes résolus, et que le seul moyen d'effectuer un changement à cet égard serait un traité conclu avec une puissance étrangère dont les dispositions acquerraient force de loi par un simple décret impérial. L'Empereur m'a demandé si l'Angleterre voulait faire un traité commercial. Je lui ai expliqué que nous ne pouvions conférer à la France aucun avantage exclusif, mais que notre gouvernement consentirait volontiers à faire quelques changements dans notre tarif douanier et à les incorporer dans un traité, si par là il pouvait faciliter à Sa Majesté le moyen d'agir dans le même sens. Je déclarai que, l'année prochaine, il serait peut-être possible à M. Gladstone de s'entendre avec lui pour une réduction réciproque de tarifs. J'annonçai comme probable l'abolition de tout droit d'entrée sur les articles de Paris, ce qui lui permettrait de dire aux Parisiens que les objets de leur industrie entreraient à Londres aussi librement qu'à Rouen. Cette idée a semblé sourire à l'Empereur, qui m'a avoué qu'il avait promis aux manufacturiers de ne pas toucher au système protecteur avant 1861. Je lui ai expliqué que, dans l'hypothèse même où le traité serait conclu dès l'année prochaine, il n'était pas nécessaire que toutes les dispositions fussent mises à effet avant deux ou trois ans. L'effet moral produit par le fait

qu'une nouvelle politique commerciale était adoptée, serait à lui seul d'une grande importance. J'ai pris cette occasion de déclarer en termes assez clairs que l'Angleterre n'avait pas besoin de consommateurs, que nous ne pouvions pas suffire à toutes les demandes; que, faute de bras, les machines de quelques fabriques chômaient, quoiqu'il y eût de grandes commandes à exécuter. Sa Majesté me demanda ce que je ferais à sa place. J'ai répondu que j'agirais exactement comme j'avais fait en Angleterre, en m'occupant premièrement de l'article principal, qui était la clef de voûte du système. En Angleterre, ç'avaient été les céréales; en France, ce devait être le fer. En conséquence, j'abolirais complètement et tout d'un coup le droit sur la fonte de fer, laissant seulement un faible droit, si j'en laissais même, sur les fers en barres, la tôle, etc.; je ferais taire l'opposition des maîtres de forges en nommant une commission qui leur allouerait une indemnité dont un emprunt spécial me fournirait les fonds. Ayant agi ainsi à l'égard du fer, il serait plus facile de traiter avec les autres industries qui se plaignaient que la cherté du fer et de la houille les empêchait en général de faire concurrence à l'Angleterre. (On me dit qu'il ne serait pas difficile d'affranchir le charbon de tout droit.) L'Empereur me fit exposer ces dernières observations une seconde fois, et il me pria de lui fournir la liste des articles français importés en Angleterre de la France dont je pensais que nous pourrions réduire les droits. Je promis de lui en donner une idée générale, ce que j'ai fait depuis dans une note transmise à M. Rouher. L'Empereur a voulu savoir si

beaucoup de terres sont demeurées en friche depuis l'abolition de la loi des céréales. Je l'ai assuré du contraire, en ajoutant qu'un des plus grands triomphes du libre-échange avaient été les améliorations qui s'en étaient suivies dans l'agriculture. Quand j'ai parlé de la grande vénération que le peuple portait à la mémoire de sir Robert Peel, Sa Majesté s'est écriée : « Je serais enchanté et flatté de l'idée d'accomplir la même œuvre en France; mais les difficultés sont bien grandes. Nous ne faisons pas de réformes en France : nous ne faisons que des révolutions. » Il fit alors allusion à l'opposition des protectionnistes à quelques petites réformes, telles que l'entrée en franchise du fer pour la construction des navires et la suppression de l'échelle mobile. Je fus frappé de ces nombreuses allusions à l'opposition, et de la peur qu'elles révélaient d'un petit noyau de monopoleurs. Je me suis servi de toutes sortes d'arguments pour convaincre l'Empereur qu'au lieu de nuire aux intérêts des protégés, il leur rendrait un grand service en les poussant à une concurrence salutaire. Mais, de même que presque tous les Français de ma connaissance, à l'exception de mon ami M. Chevalier, l'Empereur semble manquer de courage moral. J'ai rapporté de cette entrevue la conviction que, s'il était laissé à lui-même, il adopterait tout de suite la politique de la liberté commerciale; mais, comme il s'imagine que beaucoup d'obstacles se trouvent dans cette voie, je ne suis nullement sûr qu'il suivra son impulsion. Cependant M. Chevalier, qui avait eu une audience de lui immédiatement avant moi, est plein de confiance : il espère qu'il sera

fait quelque chose. En terminant, je dois dire que j'ai eu soin d'expliquer que je n'agissais qu'en mon nom particulier, que je n'avais nullement le caractère d'un délégué officiel, et que, par conséquent, je ne pouvais compromettre personne ni par ma maladresse comme courtisan, ni par mon inhabileté comme diplomate. Je communique tout ceci à lord Cowley, qui s'est montré envers moi très courtois et très aimable. Ne vous donnez pas la peine de me répondre.

Je suis à vous bien sincèrement.

R. Cobden.

P.-S. — Samedi soir.

Depuis que j'ai écrit cette lettre, j'ai vu M. Fould, avec qui lord Cowley m'avait ménagé un rendez-vous; il m'a dit que l'Empereur avait pris courage. M. Fould et M. Rouher doivent s'aboucher avec moi la semaine prochaine pour entrer dans les détails. Je devrais peut-être me méfier de ces hommes politiques, et les soupçonner de ne vouloir que m'amuser, afin de se trouver d'accord avec Votre Seigneurie et lord Cowley sur d'autres questions en litige qui leur tiennent beaucoup plus à cœur que l'objet de ma négociation. Quoi qu'il en soit, mon temps n'est guére précieux en ce moment, et tout cela ne peut faire grand mal. En attendant, je dois fourbir mes anciens arguments pour calmer leurs appréhensions « d'une inondation de produits britanniques » et pour écarter l'idée que « la population française serait privée d'ouvrage ». L'Empereur tient à ce que l'on observe la plus complète discrétion. Chose étrange ! M. Fould, à son tour, désire qu'aucun de ses collègues,

sauf M. Rouher, ne sache que nous devons discuter ces affaires. Il est vraiment amusant de voir que les mêmes hommes qui n'ont pas hésité à faire saisir leurs adversaires au lit et les jeter en prison, alors qu'il s'agissait d'employer la force brutale, manquent si complètement de courage moral, qu'ils se laissent effrayer aujourd'hui par une petite bande de protectionnistes. Mais il en est ainsi.

LXV

Lettre de M. Cobden à M. Chevalier.

Rue de Berri.

31 octobre 1859.

Cher ami,

Mon audience avec l'Empereur a eu un caractère assez satisfaisant, c'est-à-dire qu'il m'a écouté avec patience et posé des questions en rapport. Mais naturellement il n'a pas laissé percer ses intentions définitives, et je n'étais pas en droit de m'y attendre. Je serai forcé de retourner à Londres dans une semaine, pour arranger quelques affaires particulières, et je ne serai pas de retour à Paris avant quelques jours. Je voudrais bien que vous puissiez quitter un moment vos vignes et vos moutons de Lodène pour venir me voir avant mon départ. Que dois-je dire à M. Gladstone? Je doute que les ministres français s'aperçoivent aussi clairement

que moi de l'importance qu'il y aurait à convaincre le monde que l'Empereur veut suivre la tradition de sir Robert Peel plutôt que celle du premier Napoléon. M. de Persigny voit comme moi, parce qu'il est sur les lieux et qu'il connaît l'état de l'opinion publique en Angleterre. Les alarmistes et les incendiaires se sont emparés de l'oreille publique, et l'hostilité contre la France est plus forte que jamais. Pas une voix ne s'élève du côté de la modération. J'ai rencontré dans les bureaux de MM. Rothschild M. Meyer Rothschild, membre du Parlement, et je lui ai demandé des nouvelles d'outre-Manche ; il m'a répondu : « Il y a une méfiance universelle de Louis Napoléon. »

Il est aussi inutile d'en chercher la cause que d'en démontrer l'injustice. L'Empereur a des ennemis intéressés à le représenter comme un objet de haine et de méfiance, et il a des hommes en Angleterre qui encouragent cette panique dans des visées personnelles. Le rôle que les circonstances tracent à un homme prudent comme l'Empereur est tout simple : c'est de donner tort par un acte éclatant à ses ennemis, et de fournir en même temps aux personnes qui ne craignent pas plus que moi d'être impopulaires chez eux un argument qui nous permette de renvoyer la balle aux propagateurs de fausses alarmes. Il n'y a qu'une mesure décisive dans le sens de la réforme commerciale qui soit capable de calmer cette émotion. M. de Persigny le sait bien, et je voudrais qu'il fût ici pour communiquer un peu de son énergie à l'entourage impérial. Je désire vous voir ici avant mon retour en Angleterre, pour être assuré que MM. Fould

et Rouher comprennent bien toute l'importance de la proposition que j'ai soumise d'une manière informe à leur gouvernement. Je crois pouvoir donner l'assurance que tous les articles de fabrication française importés en Angleterre y entreront francs de droits. Le vin payerait 1 schelling (1 fr. 25 c.) par gallon, au lieu de 11 francs. Le cognac serait assujetti au droit dont l'*excise* frappe les alcools anglais. Les céréales, le bétail, l'huile de France, sont déjà exempts de tout droit. Que pourrions-nous faire de plus? Et est-il possible que votre gouvernement puisse hésiter à prendre le même chemin? Il semble que le gouvernement actuel est propice à l'inauguration de ce nouveau système. M. Fould dit qu'il reste encore huit à dix millions sterling disponibles sur le produit de l'emprunt sur la guerre. Cette somme suffirait largement à couvrir le déficit qui proviendrait de la réduction d'impôts, et à se débarrasser par une large indemnité des résistances de vos maîtres de forges. Voilà un meilleur emploi des deniers publics que de les faire servir à la construction de nouveaux bâtiments de guerre, ce qui fournirait un prétexte au gouvernement anglais pour en faire construire deux fois autant. Venez donc, si cela vous est possible. En tout cas, je ne pourrais faire davantage que je n'ai fait, car on me soupçonne déjà d'égoïsme national, et l'on me reproche d'agir uniquement dans le sens des intérêts britanniques. Mon unique objet cependant est d'encourager la paix et de favoriser les sentiments bienveillants entre les deux pays. Une guerre qui éclaterait entre l'Angleterre et la France, et qui par

conséquent intéresserait toute l'Europe, n'aurait d'autre résultat que de donner aux États-Unis un ascendant permanent. Les capitaux et un grand flot d'émigrants se dirigeraient vers l'hémisphère occidental, qui prendrait bientôt la même relation vis-à-vis de l'ancien monde que l'Europe occupe aujourd'hui vis-à-vis de l'Asie. La raison et la conscience se révoltent contre une idée aussi détestable que folle.

J'ai été honoré d'une invitation à Compiègne, mais la santé de ma femme m'a empêché de prendre part à ces fêtes magnifiques. Je désirerais avoir cependant une seconde occasion de rencontrer l'Empereur tête à tête ; mais il doit avoir l'esprit rempli d'autres affaires, — à mon avis d'une moindre importance que celles-là ! — Je suis sûr qu'après deux ou trois audiences, il arriverait à comprendre mon plan mieux qu'aucun membre de son entourage. Faites-moi savoir quand vous reviendrez.

Croyez-moi toujours à vous bien sincèrement.

R. Cobden.

LXVI

Lettres de M. Cobden à Mme Schwabe à Paris.

Lyon, 4 février 1860.

Chère madame Schwabe,

Nous sommes arrivés jusqu'ici en bonne santé. Je vous écris spécialement pour vous prier d'obtenir de votre

ami de Venise[1] quelques détails par écrit sur l'état actuel de la Vénétie semblables à ceux qu'il m'avait fournis de vive voix.

En arrivant ce matin à dix heures au numéro 82 de la rue de l'Université, pour reprendre mon fastidieux travail sur les pots et les casseroles avec les délégués de Birmingham, j'ai trouvé votre lettre datée de samedi. Si je n'étais pas prisonnier ici, — car une absence, même d'un seul jour, serait une trahison envers ma patrie et envers un grand principe, — je partirais sans bruit pour Vienne, pour essayer de passer un arrangement pareil à celui dont vous parlez. Je ne craindrais pas que l'on m'appelât utopiste, et je ne me laisserais pas intimider par les chances possibles d'insuccès, quoiqu'elles soient plus grandes, je l'avoue, que celles d'une réussite. L'empereur d'Autriche et ses ministres sont moins intelligents que Louis Napoléon. Ils sont orgueilleux et entêtés; par conséquent peu disposés à écouter la raison. Mais je ne puis m'absenter de mon poste ici, même pour une heure.

Nous envoyons nos amitiés respectueuses à vous et à votre cercle intime. Nous parlons souvent de vous, et nous n'oublions pas combien vous avez fait et souffert pour nous être agréable pendant que nous avons demeuré ensemble. Je crains que ni vous ni Harriet ne soyez très disposées à loger désormais dans la même maison qu'un diplomate !

A vous très sincèrement.

R. COBDEN.

[1] M. Pinckerle, à Paris.

Cannes, 10 février 1860.

Ma chère amie,

Je suis bien reconnaissant de la peine que vous vous donnez pour me faire parvenir les lettres et les paquets expédiés par l'ambassade. Veuillez ne pas hésiter à ouvrir tout ce qui semble demander une inspection. Les folles rapsodies de cette pauvre dame[1] paraissent chaque fois que quelque événement me met en avant. Il est bon que lord Cowley ait traité l'affaire aussi froidement. Soyez indulgente, soit dit en passant, pour Sa Seigneurie, si elle ne s'arrête pas à tous les sujets sur lesquels on appelle son attention. Elle est très occupée, en effet, plus même que je ne le supposais avant d'avoir pris connaissance des devoirs de l'ambassade. Son attention est en partie réclamée par des affaires qui ne mènent à aucun résultat utile, et qui n'en doivent être que plus ennuyeuses pour lui. Mais, dans un pays où tout est discuté, comme en Angleterre, les journaux ou quelques hommes politiques peuvent, à un moment imprévu, prêter une importance factice à ces mêmes affaires. Un ambassadeur est donc forcé de se tenir constamment sur ses gardes.

Je vois souvent le baron de Bunsen, dont la maison est à côté de la nôtre. C'est un privilège que d'avoir un tel voisin. Il est étrange que la chambre au-dessus de la nôtre soit occupée par Mlle Schnell, que je connais et qui avait autrefois un pensionnat à Brighton, où la fille

[1] Une admiratrice inconnue de Cobden.

de M. Bright était placée. C'est une Allemande qui a été convertie au quakerisme. Elle a cédé son pensionnat. Il est singulier de se rencontrer ainsi en différents endroits. Je suis bien reconnaissant des soins que vous donnez à mes enfants. Embrassez-les pour moi.

Veuillez présenter mes amitiés aux membres de votre famille.

Je suis à vous bien sincèrement.

R. COBDEN.

Ma femme vous écrira demain.

Cannes, 15 février 1860.

Ma chère amie,

J'ai écrit à M. Pinckerle pour le remercier de ses renseignements si exacts et si détaillés. Ses descriptions sont vraiment lamentables. Je l'ai chargé également d'assurer Mme Planat, notre chère, dévouée, enthousiaste et séduisante amie, que je n'entendais pas révoquer en doute l'exactitude de sa statistique : je n'avais fait qu'exprimer quelque doute quant à la méthode qui y avait présidé. M. Charles de Bunsen, qui habite depuis huit ans Turin, et qui est présentement en visite chez son père, confirme tout ce que dit M. Pinckerle sur la condition de la Vénétie. Le numéro du *Times* que vous avez bien voulu m'expédier de Londres m'est parvenu hier; il m'a fourni le compte rendu *in-extenso* du discours de M. Gladstone à la Chambre. Son budget est très habilement préparé. La remise de l'impôt sur le papier gagnera la presse, et la réduction de l'impôt

sur les vins fera plaisir aux riches, tandis que la perspective d'un large trafic avec la France, assurera au cabinet l'appui des classes manufacturières et industrielles. L'ensemble du plan est très bien conçu, et je crois que les tories auront toutes les peines du monde à le renverser. Mais je ne veux plus rien dire de la politique; depuis quelques jours, je fais tout pour l'oublier.

Croyez-moi à vous très sincèrement.

R. COBDEN.

Hôtel Meurice.

Paris, 26 mars 1860.

Chère madame Schwabe,

Nous sommes arrivés ici samedi soir. Nous n'avons pas été bien favorisés du temps pendant notre séjour à Cannes, il a fait du vent, il a plu et il a fait froid. La situation de notre appartement n'était pas des meilleures, placé qu'il était dans une rue poussiéreuse, près de la grande route. Mais nous avions en dédommagement le voisinage de la famille de Bunsen. J'allais chaque jour rendre visite au baron, et j'étais heureux de prêter l'oreille à ses charmantes causeries. Il parle l'anglais mieux que toutes les personnes de ma connaissance. Le charme doit être encore plus grand quand il s'exprime dans sa propre langue. Sa santé n'est pas tout à fait remise : il a eu dernièrement un accès de sa vieille maladie. Il marche peu, mais nous sommes sortis ensemble plusieurs fois en voiture. La baronne et son aimable

fille ont été pleines d'attentions amicales pour ma femme. En fait, tout ce que l'on pouvait désirer de la part de voisins, nous l'avons rencontré chez cette excellente famille. Notre santé s'est beaucoup améliorée, et nous avons trouvé le moyen de nous installer très confortablement dans notre petit appartement.

A vous très sincèrement.

R. COBDEN.

69, Champs-Élysées.

Paris, 8 juin 1860.

Ma chère amie,

J'ai appris par M. Bright qu'il avait été vous voir. Voilà la seule nouvelle de vous qui me soit parvenue. Vous avez dû être très chagrinée en apprenant le triste accident qui est arrivé à Mlle de Bunsen. Je crains que le baron ne se porte pas beaucoup mieux. Dès le commencement, vous avez été tenue au courant des négociations relatives au traité de commerce avec la France, et cependant on a trouvé que le secret en a été merveilleusement gardé. Il y a dans la *Revue d'Édimbourg* un article écrit par quelqu'un qui est au courant de presque tout ce qui concerne ces négociations. L'écrivain complimente les quatre ou cinq hommes qui étaient dans le secret du soin qu'ils ont mis à ne pas le divulguer. Mais il ne sait pas qu'une dame était dans notre confidence, et qu'elle n'en a rien laissé percer ! Les affaires ici marchent à ma grande satisfaction; le résultat, je le crois, sera meilleur que je ne l'avais espéré. Ne croyez pas à

ce que l'on dit de contraire. Personne à Londres ne sait aussi bien que moi ce qui s'est fait ici. Il y a des esprits diaboliques, pour parler comme M. Bright, qui prédisent un insuccès et qui font tout leur possible pour l'amener, mais ils seront désappointés.

Croyez-moi à vous sincèrement.

R. COBDEN.

Paris, 82, rue de l'Université.

5 juillet 1860.

Ma chère amie,

J'espère que vous avez reçu à temps la réponse à votre lettre. . . . . .

Garibaldi est un grand et honnête homme. — Grand par ses qualités morales, plus encore que par ses qualités intellectuelles. A cet égard, il ressemble à Washington, à qui on l'a comparé. Je voudrais qu'il eût affaire à un peuple qui ressemblât un peu à ces Anglo-Saxons d'Amérique qui avaient Washington pour chef. Je crains fort que la situation dégradée des populations siciliennes ne jette Garibadi en de grands embarras et de grandes difficultés. C'est un des peuples les plus ignorants et les plus avilis de l'Europe. Toutes les îles de la Méditerranée, à savoir la Sardaigne, la Corse, l'île d'Elbe et la Sicile, possèdent des populations beaucoup moins civilisées que celles du continent. Cette infériorité tient en partie à leur isolement, en partie au danger qu'elles couraient perpétuellement, jusqu'à une époque récente, de descentes des pirates algériens

et barbaresques. En ce qui touche la Sicile, je crains qu'il n'ait pas été avantageux à ses habitants que les Anglais en aient pris possession pendant la guerre avec Napoléon. Si celui-ci l'avait conquise, il aurait aboli son aristocratie féodale, — que nous-mêmes avons conservée partout, — et il y aurait introduit son code civil français. Grâce au système féodal et à la domination cléricale, les Siciliens sont restés encore plus ignorants et plus bas sur l'échelle sociale que les populations continentales elles-mêmes du royaume de Naples. Cependant Garibaldi est un vrai patriote ainsi qu'un honnête homme ; il n'est pas intéressé, et les dames, en lui faisant honneur, ne font rien qui déroge à leurs traditions.

Il est très probable que mes devoirs me retiendront ici pendant quelques mois. Lorsque, au mois de novembre dernier, nous commencions notre petit complot de la rue de Berri, je ne croyais guère m'embarquer pour une besogne de deux mois. Cependant le résultat vaudra bien le temps et la peine que j'y consacre. Ne vous laissez pas décourager par les faux bruits qui courent au sujet de notre entreprise, le gouvernement français agit de bonne foi, et en peu de temps le traité sera un fait accompli. Je n'ai trouvé ici que de la franchise et de la considération pour moi. Les mensonges et les empêchements que j'ai rencontrés sur mon chemin sont tous venus de l'autre bord de la Manche; mais je ne m'en suis guère soucié. . . . . .

RICHARD COBDEN.

Paris, 82, rue de l'Université.

12 août 1860.

Ma chère amie,

Je ne veux pas différer de répondre à votre lettre du 28 juillet, qui m'est parvenue tout à l'heure. Je suis d'ailleurs trop affairé pour pouvoir en écrire bien long. Je n'ai reçu aucune lettre de Bonn, et je n'ai pas de nouvelles du baron de Bunsen depuis qu'il y est allé. Je crains que son état de santé ne l'empêche d'écrire. Je ne doute pas que les affaires ici ne soient menées à bonne fin, mais cela demandera encore deux mois. Vous m'avertissez de me tenir sur mes gardes ; je vous assure de mon côté que mon expérience d'homme politique ne me prédispose point à un excès de confiance. Du reste, je n'ai pas autant l'innocence de la colombe que quelques-uns de mes amis le veulent bien supposer. Je répète encore ce que j'ai déjà écrit plusieurs fois : c'est-à-dire que jusqu'ici je n'ai trouvé de la part du gouvernement français que de la sincérité et de la droiture, tandis que les mensonges et les difficultés avec lesquels j'ai été aux prises sont venus de chez nous. La lâcheté et le manque de principes chez nos hommes politiques me déplaisent extrêmement. « Faire tout au monde pour exciter une clameur passagère qui puisse faire triompher d'un adversaire », tel semble être le plan de nos hommes de parti. Mais vous verrez qu'avant deux ans, beaucoup de ces mêmes hommes politiques seront désireux de revendiquer le mérite d'avoir toujours favorisé le traité avec la France. Le fragment du *Times* que

vous m'avez transmis, et qui raconte une conversation que j'aurais eue, est un de ces cancans écoutés aux portes, dont les journaux américains ne sont que trop coutumiers. Il y a bien des choses dans ce fragment qui s'accordent avec ce que je pensais; mais que je les aie exprimées de vive voix, c'est autre chose, et, si je l'ai fait, ce n'a pu être que d'une façon tout à fait privée et confidentielle. On devrait faire revivre le châtiment du pilori et du bloc pour ceux qui publient dans les journaux des propos tout privés, qui tombent de la bouche d'un homme parlant souvent dans la seule intention de provoquer une réplique, ou pour réveiller l'attention de son interlocuteur prête à s'endormir par suite d'un échange d'opinions trop sérieuses. Il n'est pas vrai que j'aie aidé l'Empereur à préparer sa brochure sur les armées et sur les marines de la France et de l'Angleterre. Il court chez nous beaucoup de mensonges au sujet des armements de la France, et notre gouvernement n'aurait pas réussi à nous faire payer 30 millions sterling par an pour l'armée et la marine, s'il n'avait d'abord effrayé les gens par l'idée que l'Empereur des Français allait venir les piller. Vous vous rappelez cette charmante vieille dame, propriétaire de la maison occupée par Mme Woolley; voici ce qu'elle nous dit une fois : « Pauvre John Bull, quand on veut lui enlever son argent, on lui fait peur de nous ! » J'ai honte de cette crédulité enfantine, qui fait que les Anglais ajoutent foi à tout ce qu'on veut bien leur dire des Français. Mais vous verrez bientôt un changement subit dans l'opinion publique. Aussitôt que le gouvernement sera sûr de son

budget, il n'aura plus d'intérêt à continuer cette mystification. Le sens commun, aidé par l'annonce du nouveau tarif français, mettra fin à toute cette panique. . .

. . . . . .

Toujours à vous sincèrement.

RICHARD COBDEN.

Paris, 82, rue de l'Université.

10 septembre 1860.

Ma chère amie,

Prétexter des occupations trop absorbantes comme excuse de ne pas écrire à un ami, ce n'est souvent qu'une défaite ; mais chez moi, en ce moment, c'est une vérité absolue. Il semble que mon travail ne fasse que commencer. L'enquête étant terminée, les plénipotentiaires sont arrivés à la dernière étape du traité ; ils déterminent le montant du droit à lever sur chaque article du tarif français. Une partie de cette besogne doit être achevée et publiée avant le 1er octobre. Elle a rapport au fer et aux autres métaux. En ce moment, nous sommes enfoncés dans l'étude des pots, des bouilloires, des serrures, des ciseaux, des ancres, etc. Comment pourrons-nous en finir à l'époque indiquée ? C'est ce que je ne comprends pas, bien que nous travaillions presque jour et nuit pour accomplir notre tâche. Quant à nos intentions pour l'hiver, elles sont encore dans les nuages. Tout dépend de l'achèvement de mon travail ici, dont je ne vois pas encore la fin. Je rêve de passer quelques mois de l'hiver dans un climat chaud, pour échapper aux brouil-

lards et aux « public meetings » d'Angleterre. Votre ami Garibaldi marche si vite que même la Renommée ne peut pas le rejoindre. Tout cède devant lui, sans qu'il ait même besoin de se battre. C'est une preuve de la complète corruption du royaume de Naples. Voici un pays, avec huit ou dix millions d'abitants, qui possède une armée, une marine, une Église de l'État, une aristocratie, et pourtant toutes ces institutions sont impuissantes à défendre le trône, parce que l'opinion générale du monde entier en avait sapé les bases dans l'esprit des Napolitains de toutes les classes. C'est un avertissement pour d'autres souverains et pour d'autres aristocraties. Si vous voyez les Bunsen, veuillez leur offrir mes meilleures amitiés. Je parle souvent du baron avec Garnier-Pagès, M. Regnault et Henri Martin. J'espère avoir de meilleures nouvelles de sa santé. Les enfants, à Dunford, se portent bien.

Croyez-moi à vous sincèrement.

R. COBDEN.

LXVII

Discours de M. Cobden sur le traité français, prononcé devant un meeting à Rochdale.

26 juin 1861.

Messieurs,

J'ai été chargé de préparer un traité commercial avec la France. Honoré de la confiance de notre souveraine

et aidé par des collègues qui ont rendu les plus grands services, je me suis efforcé de conclure des arrangements susceptibles de rapprocher deux pays qui semblent être destinés par la Providence à se rendre service réciproquement. La folie ou la méchanceté les avait conduits pendant des siècles à se faire du mal et à s'entre-détruire; mais nous espérons que désormais ces deux pays seront réunis par des liens de dépendance mutuelle et, j'espère, de future paix. La France était restée fidèle jusqu'à nos jours à ces principes de protection commerciale dont nous nous sommes récemment affranchis. Pour nous amener à notre état actuel de liberté commerciale, il a fallu trente années de travail et d'efforts et les services de trois ou quatre hommes d'état éminents. Les Français, au contraire, avaient à peine fait un seul pas dans cette voie. Il a été donné à l'Empereur Napoléon III, aidé par son ministre du commerce, qui pendant dix-huit mois ne s'est guère accordé vingt quatre heures de loisir, d'accomplir en France, en deux ans, ce qui en avait exigé trente en Angleterre. Je vous dis ceci pour que vous compreniez bien la grandeur de la tâche que le gouvernement français s'est imposée à cette occasion. Il a dû affronter des influences encore toutes-puissantes et s'attaquer au corps entier des monopoleurs français. Vous pouvez vous rappeler que nos hommes d'État, au contraire, ont commencé par miner et jeter à bas les plus petits intérêts protectionnistes avant d'entamer la lutte contre les grands monopoles. On a dû tout faire en France dans l'espace de dix-huit mois. Il reste encore quelque chose à accomplir, mais j'espère que

tout sera terminé dans peu de temps. La condition de l'industrie française ouvre la perspective d'une augmentation de commerce qui sera réciproquement avantageuse aux deux pays. Il est singulier, étant donnés l'organisation sociale de la France et ses principes politiques, qui en font un des pays les plus démocratiques du monde, que son peuple s'occupe presque exclusivement de la fabrication d'articles de grand luxe et qu'il dépende presque entièrement, sous le rapport de la consommation, des classes aristocratiques et des riches. L'Angleterre, au contraire, est le pays le plus aristocratique du monde, et son peuple s'occupe presque exclusivement de la fabrication d'objets qui servent au bien-être et aux besoins du plus grand nombre. Deux peuples se trouvent donc ici en présence qui, par la différence de leur génie national, sont admirablement faits pour échanger entre eux les produits de leurs industries réciproques. Ces faits que je viens de rappeler nous donnent toutes raisons de croire au grand bénéfice que la masse du peuple français retirera du nouveau traité de commerce. Les classes ouvrières de la France sont mal vêtues comparativement aux mêmes classes en Angleterre. Le voyageur qui va de Calais à Douvres pendant l'hiver, a dû remarquer le contraste qui existe entre la blouse que porte le Français et les chauds vêtements de laine de l'ouvrier anglais. La condition de la population française à l'égard du vêtement me rappelle l'état du peuple anglais, quant à la nourriture, il y a vingt-cinq ans, alors qu'on n'avait pas encore touché aux lois sur les céréales. A cette époque, le peuple anglais était

mal nourri; il y avait beaucoup de familles qui ne mangeaient que des racines, tandis que la consommation du blé restait de 6 ou 8 millions de *quarters* au-dessous de ce qu'elle aurait dû être et de ce qu'elle a été depuis qu'on a facilité à nos ouvriers et à nos paysans les moyens de s'en procurer. Ce que le libre-échange a fait pour la nourriture de l'ouvrier anglais, il le fera pour le vêtement de l'ouvrier français. Ce résultat sera atteint en partie par une importation considérable d'étoffes et de marchandises anglaises, en partie par la concurrence, qui amènera le fabricant français à perfectionner ses procédés de fabrication. Notre grand approvisionnement vient en partie de l'importation des produits des pays étrangers, et en partie des améliorations qui se sont produites dans notre agriculture sous le stimulant de la concurrence. Nous aussi, nous retirerons et nous avons retiré déjà de grands bénéfices de cette révolution commerciale.

Comme Anglais, c'est mon droit et aussi mon devoir de considérer cette affaire-là moins sous le rapport de ce qu'elle nous mettra à même d'importer en France que sous celui des bonnes choses qu'elle permettra à notre population de faire venir du dehors. J'attribue au gouvernement actuel et à son grand ministre des finances [1] le mérite d'avoir aboli les derniers droits protecteurs, et couronné enfin l'édifice de la liberté commerciale. Regardez le bénéfice que nous, peuple mercantile, nous retirerons de cette abolition; bénéfice, pour le dire en

[1] M. Gladstone.

passant, qui ne semble pas encore être suffisamment apprécié. En supprimant les droits d'entrée sur tout article manufacturé, nous avons rendu l'Angleterre un port libre pour les articles fabriqués, comme nous l'avons déjà rendue un port libre pour les blés et les matières premières. La conséquence qui en découle est que nous pourrons introduire en Angleterre, sans le moindre empêchement, tout article de fabrication étrangère, pour peu que nous y trouvions notre compte. Nos colons d'Australie, du Canada et d'Amérique trouveront ici non seulement les produits anglais, mais aussi tous les produits de l'Allemagne et de la France, qu'ils pourront acheter sans se rendre sur le continent. N'est-ce point là, je le répète, un grand avantage offert à un peuple commerçant, et ne devrait-il pas l'apprécier à toute sa valeur? Maintenant nous allons pouvoir importer de France des produits qui nous étaient inaccessibles jusqu'ici, et cela sera à notre avantage aussi bien qu'à l'avantage des Français. Prenez par exemple le commerce des vins. Tout le monde sait que, depuis un siècle, par suite d'un traité absurde avec le Portugal, notre pays a mis un droit prohibitif sur les vins français; le goût de notre peuple s'est perverti, et les meilleurs vins qui soient au monde sont restés presque inconnus chez nous. Mais, outre le droit qui exclut de fait les vins de France, les droits imposés aux vins en général sont si énormes, qu'on n'achète que des vins très forts et nécessairement capiteux, de telle sorte que le consommateur cherche exclusivement à cette heure le vin qui lui montera facilement à la tête, et qu'il dédaigne

les bons vins de France, parce qu'ils sont par comparaison faibles et légers. Tous les pays du monde, à l'exception du nôtre, ont reconnu la supériorité des vins de France. Mais nous nous sommes habitués à préférer des vins adultérés, et nos gens riches se sont engoués de ces mélanges forts et narcotiques qu'on appelle porto et xérès. Dernièrement, un de mes amis eut la curiosité de parcourir nos ballades nationales, dans l'intention d'y puiser un recueil de chansons à boire. Eh bien, il reconnut que toutes les chansons célébraient les vins de France, de Champagne, de Bourgogne et de Bordeaux. A l'époque où elles furent écrites, nos ancêtres préféraient donc les vins de France; mais depuis, dès qu'il ne fut plus possible de se les procurer, les chants qui célébraient le vin cessèrent. Mon ami en concluait que les vins de France égayaient notre peuple et le faisaient chanter, tandis que les vins de Porto et de Xérès l'ont hébété et engourdi. Je ne sais pas cependant si j'irais aussi loin qu'un autre de mes amis, ancien maire de Bordeaux, qui vint passer quelques jours chez nous à Manchester. A un dîner où l'on avait bu à sa santé, il s'écria : « Messieurs, la pierre de touche de la civilisation d'un peuple, pour moi, c'est le vin de Bordeaux ! » C'est peut-être dépasser la mesure; mais, sous quelque point de vue que l'on envisage la chose, intérêt commercial, sobriété ou hygiène, il est à désirer que le goût des Anglais puisse revenir à son penchant naturel, tel qu'il se manifestait chez nos ancêtres, quand un droit modéré, et qui était le même pour tous les vins, leur permettait de boire les vins français.

Messieurs, je n'oserais pas espérer qu'un grand commerce avec la France s'établît tout de suite. Cela demande du temps; mais la porte lui a été ouverte et ouverte honnêtement, en toute sincérité, et je ne doute pas que cette œuvre, lorsque nous aurons eu le temps de redresser les erreurs de nos pères, ne se trouve, comme toutes celles qui ont abattu des restrictions, avoir été avantageuse aux meilleurs intérêts de ce pays comme de la France. Mais, Messieurs, j'avoue que la besogne à laquelle je me suis livré ne m'aurait inspiré qu'un enthousiasme médiocre, si elle n'avait dû aboutir à rien de plus élevé qu'à une addition aux boissons du pays. Vous savez bien que le but que je m'étais assigné était non seulement le progrès du bien-être physique du peuple, mais un changement de nature à faire naître des sentiments de fraternité morale et politique entre les deux nations.

LXVIII

Discours prononcé par M. Cobden à « Mansion House » à l'occasion du titre de citoyen de la cité qui lui était offert.

17 juillet 1861.

Milord Maire, Milords et Messieurs,

Mon premier devoir est de penser aux autres plutôt qu'à moi-même, et mon premier mot doit être un *caveat* quant aux honneurs qui m'ont été si libéralement dé-

cernés par rapport au succès d'une grande cause, à laquelle j'ai sans doute apporté le concours de toute ma bonne volonté et une certaine aide, mais qui a eu en même temps que moi de nombreux champions. Quelques-uns sont ici présents, et beaucoup d'autres sont absents; mais je ne voudrais point qu'on oubliât leurs noms et leurs services dans une réunion où il s'agit du libre-échange. J'ai eu de fréquentes occasions de rendre justice à ceux de mes amis qui furent pendant vingt ans mes colloborateurs; mais il ne conviendrait pas de passer sous silence les hommes éminents qui nous ont précédés. Ce n'est ni dans la Cité, ni dans cette salle, que l'on pourrait oublier que les premières démonstrations en faveur des principes de libre-échange émanées d'hommes pratiques, furent faites il y a quarante ans par les marchands de Londres. Leur déclaration en ce sens avait été rédigée par M. Tooke, dont le nom mérite bien le respect de ceux qui lui ont survécu, et, suivant l'expression de M. Baring, depuis lord Ashburton, elle contenait en quelques mots à peu près tout ce que l'on a dit ou ce qui pouvait se dire en faveur du libre-échange. Je crois pouvoir la citer de mémoire : « La maxime d'acheter au meilleur marché et de vendre le plus cher possible, » y disait-on, « ce qui règle les transac-« tions d'un marchand individuellement, s'applique éga-« lement au commerce d'une nation entière. »

Je ne crois pas qu'aucune amplification puisse mieux définir la signification des mots « libre-échange ». Cela signifie que c'est l'intérêt de l'homme d'échanger le surplus contre le nécessaire, et cela n'a point le sens bas

et sordide que d'aucuns lui ont prêté. Cela veut dire seulement que l'intérêt des hommes est d'aller chercher une marchandise là où elle se vend à bon marché, c'est-à-dire où il y en a en abondance, pour la transporter à un autre endroit où elle se vend cher, en d'autres mots, où elle est rare. Voulez-vous un exemple de l'application de cette maxime sur la plus grande échelle : regardez les résultats de la dernière moisson chez nous. Je ne crains pas de dire que, si l'on tient compte de l'enorme étendue de terrain cultivé et de la population immensément accrue que notre agriculture doit nourrir, cette moisson présente le plus grand déficit qui ait été constaté dans ce pays. Je n'exagère rien en disant que, dans ces douze mois, il nous a été importé des pays étrangers plus de 15,000,000 de *quarters* de céréales de toute espèce propres à la nourriture, tant de l'homme que du bétail. Sur ces 15,000,000 de *quarters* 8,000,000 au moins étaient destinés à l'alimentation humaine. L'automne dernier, on sut que la nouvelle récolte serait médiocre, et que des millions de personnes seraient exposées à mourir de faim, si l'on ne disposait pour les nourrir que des approvisionnements tirés de notre propre sol. Que fallait-il faire ? Quelques personnes semblaient croire qu'il fallait s'en rapporter à l'énergie du gouvernement. Heureusement nous avions une meilleure ressource, et le salut devait nous venir de l'application de ce simple principe que je vous citais tout à l'heure : acheter au marché le plus bas, et revendre au plus élevé. Les récoltes qui mûrissaient sur les steppes de la Russie, dans les lointaines prairies de

l'Amérique, sur les plateaux presque inaccessibles de l'Espagne, furent transportées sur nos côtes, emmagasinées dans nos greniers, et finalement distribuées dans nos villes et dans nos hameaux. De cette façon tout se passa sans l'aide du gouvernement et sans le moindre trouble. Cela, Messieurs, fut le résultat du libre-échange. Après une telle expérience, on ne peut douter de son efficacité dans toutes les circonstances difficiles. L'action du libre-échange est plus grande que celle de la charité même, car il fait l'œuvre de la charité, et sur une échelle autrement gigantesque. Après un tel exemple, le libre-échange devrait avoir l'autorité d'un décret du Créateur, comme loi commune et internationale du Tout-Puissant. Et ce traité de commerce que nous venons de conclure avec la France, qu'est-il, sinon une extension aux transactions de deux grands pays voisins de ce principe du libre-échange que nous nous appropriions quand nous abolissions les lois sur les céréales? Mais ce traité n'est pas une convention dans l'ancien sens du terme. Autrefois, quand deux nations passaient une convention entre elles, il s'agissait pour elles de recevoir et d'accorder certains privilèges dont le reste du monde était exclu. Le principal effort de chacune des parties était de tromper l'autre, et généralement le résultat était qu'elles s'étaient trompées l'une l'autre. Tout autre est le caractère du traité actuel: ni l'Angleterre n'a demandé à la France des privilèges exclusifs, ni la France n'en eût demandé à l'Angleterre. Ce que nous avons accordé à la France, nous l'avons également accordé à tout le monde, et nous

n'avons rien demandé qui ne puisse s'étendre à toutes les nations. Il y a, paraît-il, des gens que cette convention mécontente ; mais il me semble en vérité qu'ils sont difficiles à contenter, et je ne voudrais certes pas faire partie avec eux d'un jury à Old Bailey par ces jours caniculaires. Pour peu que nous conservions la paix pendant cinq ou dix ans, ce traité ouvrira la porte à un commerce plus grand que tout ce qui existe entre deux pays quelconques du monde. Voilà près de 70,000,000 d'êtres humains placés les uns près des autres plutôt que séparés par un étroit bras de mer, qui possèdent une si grande variété de dons naturels, qu'ils semblent faits entre toutes les nations pour entretenir un avantageux trafic. Grâce à leurs détestables législations, ils ne semblent occupés depuis des siècles qu'à contrecarrer les desseins de la Providence et à se faire tout le mal qu'ils peuvent. On a dit que cette convention avait été conclue sans le consentement du peuple français, qu'il est à craindre par conséquent qu'au bout de dix ans, terme stipulé, le système actuel ne soit renversé. Pour moi, je ne me suis pas aperçu que l'opinion publique en France soit hostile à la politique du gouvernement en cette occasion. Quand le traité fut signé, tout indiquait au contraire que nos voisins, avec leur esprit logique et leur vive perception des choses, tendaient à pousser plus loin dans la même voie. C'est ainsi que, pendant que je négociais le traité à Paris, un vote du Corps législatif abolissait l'échelle mobile, et rendait ainsi libres l'exportation et l'importation des céréales.

La ville de Lyon s'est prononcée en faveur de la liberté de commerce absolue quant aux articles de son industrie spéciale : « Nous ne reconnaissons aucune supériorité dans les articles que nous fabriquons; nous ne demandons aucune protection; nous sommes prêts à affronter le monde entier dans le champ clos de la concurrence. » Voilà ce qu'elle a fièrement et noblement déclaré. Vous me demanderez peut-être si je pense que d'autres nations suivront l'exemple de la France et de l'Angleterre. J'avoue que la question ne me paraît pas d'une grande importance. Quand la France et l'Angleterre se réunissent pour soutenir une politique quelconque, soit belliqueuse, soit pacifique, il est certain qu'elles entraînent le monde civilisé dans leur mouvement. Une nation qui essaierait de se tenir en dehors, risquerait de s'attarder dans les voies de la civilisation et de la richesse, et, à défaut d'un mobile plus élevé, son propre intérêt la convierait à suivre leur exemple.

Mais le plus grand avantage de cette convention, c'est l'occasion qu'elle fournira aux Français et aux Anglais de se mieux connaître et de se mieux comprendre à l'avenir. L'ignorance est la mère des préjugés chez les nations comme chez les individus. Vous avez à moitié gagné le cœur d'un homme quand vous vous êtes découvert à lui et qu'il vous connaît. Vous savez que, dans l'ancien temps, l'ignorance populaire se figurait les habitants des pays non explorés sous les traits les plus singuliers; elles les ornait d'étranges appendices, ou ne leur accordait qu'un œil. A l'égard du continent même, nos idées n'étaient guère plus avancées, et ne

vous souvient-il pas que nous nous étions habitués à croire que nos voisins faisaient des soupes de grenouilles? Nous aimions aussi à les gratifier de sabots pour toute chaussure. Les Français n'étaient pas plus généreux envers nous : ils s'imaginaient que nous vendions nos femmes aux enchères publiques, et que nous ne pouvions pas dire trois mots sans nous servir d'un juron. Le temps de ces injustices et de ces méprises réciproques est passé; mais, pendant mes dix-huit mois de séjour en France, j'ai été très frappé de l'ignorance des deux peuples au sujet l'un de l'autre. Les Anglais et les Chinois doivent aussi bien se connaître! Je parle de l'idée générale que dans son ignorance le peuple anglais semble entretenir du peuple français, et j'envisage avec une vive satisfaction le changement qui se produira quand les Anglais et les Français seront amenés par la force des choses à se rapprocher, et par conséquent à se mieux comprendre. Nous avons donc à retirer de ce commerce des avantages d'une nature morale aussi bien que matérielle. Les Français sont plus polis, spécialement dans les classes ouvrières. Je me rappelle une lettre écrite par feu Sydney Smith à sa femme, pendant un court séjour en France. Cet homme d'esprit, qui était doublé d'un philosophe, trouvait que les manières d'une blanchisseuse française égalaient celles d'une duchesse anglaise. Aujourd'hui, on ne pourrait en dire autant; mais il est facile de constater que la masse du peuple est plus polie en France qu'en Angleterre. D'un autre côté, les Français peuvent beaucoup apprendre de nous quant à la conduite des affaires. Nous pouvons paraître

bourrus et sans gêne ; mais ils nous trouveront honnêtes et trop occupés pour beaucoup marchander dans nos transactions.

Messieurs, il m'est pénible de parler de ce qui n'est après tout qu'une question personnelle, et je me bornerai à vous dire quelques mots en passant de l'occasion qui nous réunit. Le lord maire a dit avec raison qu'autrefois le droit de citoyen était un honneur qui ne s'accordait qu'aux hommes qui s'étaient fait une place distinguée dans nos annales. Ces hommes, j'en suis sûr, s'inspiraient dans leurs actes glorieux du patriotisme le plus pur; mais il y avait alors dans la présentation de cet honneur quelque chose de très différent de ce que nous voyons aujourd'hui. En général, les hommes qui en étaient l'objet avaient remporté des triomphes sur d'autres nations. Aujourd'hui, on entend ici les voix des étrangers se mêler aux nôtres en se réjouissant du triomphe de la liberté commerciale. Nous avons parmi nous mon ami M. Chevalier, que je suis fier de voir dans une réunion anglaise, car c'est la première occasion qui m'est donnée de pouvoir dire, en toute sincérité, que tout pays civilisé lui doit de la reconnaissance, à cause de ses efforts dans la défense de la bonne cause. Ses compatriotes, sans faire tort à personne, peuvent bien lui accorder l'honneur d'avoir contribué, plus que personne dans son pays, au succès de nos principes. Le courage moral, je crois, n'est commun nulle part. Les Anglais ont plus de bravoure physique que de courage moral ; et de même, mes amis les Français admettront que, bien que doués de la bravoure du lion, ils n'aiment guère

à se trouver parmi la minorité à propos d'une question publique. Mais, malgré sa haute position morale et intellectuelle, M. Chevalier n'a jamais hésité à proclamer ses principes et à arborer le drapeau du libre-échange, quand la cause ne comptait que bien peu d'adhérents. Fort près de moi se trouve également M. Dufour, un autre ami, qui m'inspire la plus haute estime et la plus vive affection. Nous nous réjouissons d'avoir également parmi nous le représentant de l'agriculture de France, le représentant du grand port de Bordeaux et d'autres amis. Je regarde la présence de ces messieurs comme un signe de progrès. C'est une preuve que notre système s'étend, que nous arrivons à une époque où il conquerra des sympathies plus nombreuses. Il me semble que nous vivons dans un siècle où les intérêts se mêlent et se confondent. Serait-ce trop d'espérer que nous verrons s'éteindre des passions qui mènent à la guerre, et naître une ère de paix et de tranquillité ? Je l'espère pour mon compte, et l'étude de l'économie politique me confirme dans cette croyance. Je pourrais faire appel à une autorité encore plus élevée, qui nous a dit que toutes les nations sont nées du même sang.

Je demande, tant en mon nom qu'en celui de tous mes collaborateurs absents ou présents, à offrir nos meilleurs remercîments à vous, milord Maire, ainsi qu'à vous, Mesdames et Messieurs, pour la généreuse réception que vous nous avez faite.

LXIX

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Londres, 21 février 1862.

Ma chère amie,

Je vous suis obligé de l'envoi de la lettre de lady Clarence Paget. Vous auriez été en ville que je n'aurais pas eu le plaisir de vous rencontrer au dîner de l'Amirauté, m'étant fait une loi de ne pas dîner hors de chez moi de toute la saison. Les grands dîners m'ennuient beaucoup, et du reste ils ne s'accommodent point avec ma santé. Il me plairait de voir à cet égard un changement dans nos habitudes. Je préfère les manières de la société française, où l'on va et vient pour le seul plaisir de voir ses amis, et non pour prendre part à un grand dîner coûteux.

Tout est changé à l'égard de la motion que je devais proposer. Après la notification que j'en avais faite à la Chambre, M. Horsfall, le député tory de Liverpool, s'est plaint de ce que j'empiétais sur son terrain, puisqu'il avait, l'année dernière, annoncé officiellement une motion pareille. Très content de le voir prendre l'affaire en main, je lui cède le pas, car il est probable que la proposition sera appuyée par son parti dans la Chambre. Je seconderai la motion au lieu de la faire, et cela ne m'empêchera pas de prononcer mon discours.

. . . . . .

R. Cobden.

LXX

Lettre de M. Cobden à M. E. J. Simpson au sujet de l'impôt sur le malt.

Midhurst, 5 février 1864.

Cher Monsieur,

En votre qualité de président du club des fermiers de Wakefield, vous me priez de vous donner tous les renseignements qui pourraient servir à obtenir l'abolition de l'impôt sur le malt. Il n'y a qu'un seul moyen de réussir dans une agitation publique : il y faut un *principe* et une *pression*. Si vous vous décidez par exemple à former une *Anti-Malt-League*, comme nous fîmes jadis l'*Anti-Corn-Laws-League*, elle devra s'engager à provoquer le rappel immédiat et complet de cette taxe, et ne pas permettre que dans ses réunions il soit question d'un autre sujet quelconque. Vous avez une raison plus forte que la nôtre pour en agir ainsi, parce que vous avez affaire à une taxe « d'excise », tandis que nous, nous combattions un droit de douane, et que, suivant la jurisprudence invariable de nos chanceliers de l'Échiquier, une taxe de cette nature doit être complètement abolie du moment qu'on a résolu d'y toucher, parce que la grande objection que l'on fait aux impôts de cette nature, — c'est-à-dire l'intervention du fisc dans la production même, — subsiste, que l'impôt soit petit ou grand. Les agriculteurs ont un droit spécial à réclamer

l'application de cette règle dans le cas actuel, d'autant que les fermiers les plus intelligents ont protesté contre l'impôt en question, par cette raison qu'il restreint l'emploi de leurs capitaux à l'engraissement du bétail au moyen du malt, et empêche par conséquent la culture de l'orge sur des sols forts. J'ai souvent pensé que la position de l'agriculteur anglais était particulièrement dure et injuste. Quand il a récolté un boisseau d'orge, il est forcé de payer un impôt de 60 p. 100 pour avoir le droit de le transformer en une boisson à son propre usage. Je suis sûr que les viticulteurs français ou les propriétaires d'oliviers de l'Espagne ou de l'Italie ne s'accommoderaient pas d'un traitement pareil. Ce qui est surtout extraordinaire, c'est que l'impôt sur le malt constitue la seule exception à une règle autrement universelle.

En 1848, j'ai publié un programme sous le titre de « Budget national », dans lequel je recommandais l'abolition ou la réduction de nombreux droits et taxes, laquelle aurait entraîné une grande diminution de revenu. Votre lettre m'a fait parcourir de nouveau ce document, et il est de fait que tous les changements que j'y réclamais se sont effectués, à l'exception de celui qui regardait spécialement les fermiers. Dans mon projet de budget, je proposais la réduction de l'impôt sur le thé de 2 fr. 70 c. par livre à 1 fr. 25 c., l'égalisation de l'impôt sur le café, la révision des droits sur les vins, enfin l'application du droit sur les legs aux immeubles. Je proposais encore l'abolition des droits « d'excise » sur le malt, le houblon, le savon, le

papier et les briquets, ainsi que celle des impôts sur les fenêtres, les bois de construction, le beurre, le fromage et sur environ 150 autres petits articles. Telles étaient les propositions de mon budget, et toutes ont été accueillies, à l'exception, je le répète, de celle qui concernait l'impôt sur le malt. Celui-là reste aujourd'hui tel qu'il était en 1848, à savoir : de 3 fr. 20 c. par boisseau.

Je ne relève pas cette circonstance dans l'intention de me vanter, car je ne pris pas grande part à cette bonne œuvre, mais seulement pour vous faire remarquer que les réformes n'ont été accomplies que parce qu'elles ont trouvé des avocats sérieux et persévérants. J'avoue que je n'ai pas beaucoup d'espoir que les agriculteurs soient plus heureux dans les quinze années à venir qu'ils ne l'ont été dans le passé. La vérité est que les membres des comtés et les fermiers ne marchent pas bien d'accord, semble-t-il, dans cette affaire. Dès qu'il est question de supprimer l'impôt sur le malt, les ministres du jour ne manquent pas de donner à comprendre qu'il faudrait trouver son équivalent dans une taxe sur les immeubles, et l'affaire est enterrée. Soyez sûr que la Chambre des communes ne votera jamais un remplaçant à l'impôt sur le malt. Le motif pour lequel je serais heureux de voir les collèges électoraux des comtés s'agiter *bona fide* à ce propos est que le rappel de cette taxe amènerait, je crois, la réduction des dépenses inutiles de l'État. Nous avons vu pendant plusieurs sessions consécutives le chancelier de l'Échiquier pousser à la lettre des cris de détresse et inviter le pays à lui

venir en aide dans sa résistance aux dépenses qu'on lui imposait. Chaque membre un peu expérimenté de la Chambre sait que la manie de dépenser de certains départements ministériels, croît en proportion même de l'argent qu'il peut arracher au trésor. Otez au gouvernement quatre ou cinq millions de revenu, et ce qui lui restera dépassera encore de cinq ou six millions la somme qui suffit aux dépenses moyennes de l'administration de sir Robert Peel, de 1841 à 1846. Après y avoir bien et longuement réfléchi, je crois que c'est la seule méthode efficace de mettre fin au gaspillage des deniers publics, en fait surtout de constructions maritimes surannées et inutiles, comme d'expériences gigantesques et sans résultats en matière de manufactures, qui, sans profit aucun, ont fait monter nos budgets à des chiffres aussi énormes. Ce n'est qu'en refusant de l'argent au gouvernement que l'on peut espérer de voir une première diminution de notre budget colonial, où nous inscrivons chaque année des millions pour la défense de populations qui sont une fois plus en état de pourvoir à leur propre sûreté que nous-mêmes à la nôtre. Si le mouvement en faveur de l'abolition de cet impôt prend de la consistance, je vous assure que ni ma sympathie ni mon appui ne lui feront défaut.

Je suis à vous sincèrement.

Richard Cobden.

LXXI

Lettre de M. Cobden à Mme Schwabe.

Midhurst, 9 février 1864.

Ma chère amie,

Je vous renvoie le document sur l'affaire du Schleswig-Holstein [1], et j'ai également lu les lettres imprimées. Le point important ici est que la diète allemande n'a pas pris part au traité, et que les désirs du peuple des duchés n'ont pas été consultés. Je ne nie pas la force de ces arguments. En vérité, je suis tellement l'ennemi de la guerre, qu'il n'est pas impossible que le ton belliqueux des démocrates allemands m'ait indisposé, bien qu'à tort, contre leur cause. Certainement je ne suis pas et ne serai jamais contre les Allemands en tant que peuple, à quelque autre nation qu'ils soient opposés ou comparés; car je les regarde, sous le rapport de la morale et de l'intelligence, comme égaux à toutes les autres races.

Dans tout autre domaine que celui du « self government » politique, ils ont remporté des triomphes qui ne sont inférieurs à ceux de personne. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas mieux réussi en politique que nous autres, Anglais libéraux, que nous sommes un peu intolérants envers les Allemands, mais leur jour viendra.

[1] Une brochure sur le traité de Londres de 1853.

Qu'il y ait le pour et le contre dans cette question, c'est ce que prouve la lettre ci-incluse, écrite par Goldwin Smith, un des meilleurs écrivains du jour, professeur d'histoire moderne à l'Université d'Oxford. Je suis certain que nous n'aurons pas à prendre part à la querelle, ce qui est tout ce qui doit m'intéresser comme homme politique anglais.

J'apprends, d'un de mes amis à la Chambre, que les sympathies y sont plutôt pour les Allemands que pour les Danois. Je ne sais pas à quel point il en est ainsi.

Croyez-moi tout à vous.

R. Cobden.

APPENDICE

Les lecteurs de ce petit livre trouveront peut-être quelque intérêt à connaître l'origine, les progrès et le but de l'Institution modèle internationale fondée à Naples d'après le système Fröbel, puisque les profits de la publication de ces « Souvenirs » sont destinés à y fonder une bourse. — Cette bourse portera le nom de *Cobden*, et associera ainsi le nom de cet homme illustre à une création conçue tout à fait selon son esprit.

En 1861, époque mémorable de l'histoire d'Italie, le général Garibaldi fit appel aux femmes italiennes pour qu'elles tentassent un effort afin de relever l'état moral et intellectuel des populations ignorantes et pauvres de l'Italie méridionale par l'établissement en ce pays d'écoles élémentaires et industrielles. Un document officiel, daté de 1860, avait révélé ce fait regrettable : que, sur une population de 6,000,000 d'habitants, le royaume des Deux-Siciles n'en renfermait que 69,431 sachant lire et écrire, soit une proportion de 1 sur 96, quand la moyenne ordinaire des pays plus favorisés est de 1 sur 9. L'appel du général fut entendu, et il se forma à Turin un conseil de dames sous le titre d'*Association philanthropique des femmes italiennes*, et sous la prési-

dence de S. A. R. Mme la princesse Marie Pie. Mme Schwabe, qui comptait plusieurs amies parmi les membres du comité, fut invitée par elles à devenir leur déléguée auprès de leurs sœurs d'Angleterre, et elle accepta la mission de recueillir dans ce pays des souscriptions en vue d'encourager l'éducation parmi les classes inférieures de l'Italie méridionale.

Tout ce qui se rattachait alors au nom du défenseur de l'unité et de la régénération de l'Italie était sûr en Angleterre d'un accueil si enthousiaste, que Mms Schwabe réussit à recueillir en peu de temps la somme de 50,000 francs. Il lui fut ainsi permis de donner 5,000 lire pour la reconstruction de l'école de « Torre del Greco, » qui avait été détruite, en 1860, par un tremblement de terre, et d'ouvrir à Naples, en 1861, une école élémentaire pour les filles, placée sous la direction intelligente d'une dame anglaise, Mlle Reeve. Cette école fonctionna pendant plusieurs années avec les résultats les plus satisfaisants, et Mme Schwabe se proposait d'y ajouter une école industrielle, où les enfants pourraient apprendre différents métiers. Malheureusement cette œuvre fut interrompue par la difficulté de trouver une personne capable de remplacer Mlle Reeve, morte du choléra en 1865, victime de son double dévouement aux pauvres. L'œuvre fut ainsi arrêtée au milieu de son plus grand essor. Les 12,500 francs qui restaient encore entre les mains de Mme Schwabe furent placés à intérêt jusqu'au moment où l'on pourrait obtenir des professeurs capables dont le concours permettrait de rouvrir, à Naples, les écoles élémentaires de filles.

Pendant l'hiver de 1870-71, Mme Schwabe se rendit en Italie, où elle fit la connaissance du célèbre professeur Villari, de Florence, alors secrétaire de M. le commandeur Correnti, ministre de l'instruction publique, et ce dernier recommanda Mme Schwabe aux autorités de Naples. La municipalité mit à sa disposition une partie du vieux couvent appelé *Donna Regina*, et, ainsi encouragée, elle put reprendre l'œuvre in-

terrompue en 1868. Tout semblait donc conclu, le gouvernement ayant également promis une subvention de 24,000 fr. à sa municipalité pour aider à restaurer l'édifice et à l'adapter à sa nouvelle destination. Le bâtiment devait être complètement achevé et ouvert aux écoles en 1872. — Malheureusement, dans l'intervalle, et tandis que les travaux s'accomplissaient, le duc d'Afflitto, préfet de Naples, qui favorisait le projet, mourut, et la municipalité fut changée. — Les nouveaux fonctionnaires annulèrent alors la concession du couvent accordée par leurs prédécesseurs.

Mme Schwabe a elle-même décrit dans ses circulaires le découragement qu'elle éprouva par suite du contre-temps qui venait ainsi renverser tous ses projets; elle annonça même au ministre de l'instruction publique, M. Scialoja (le successeur de M. Correnti), son intention d'abandonner l'entreprise. Heureusement, M. Scialoja, économiste distingué, convaincu de la nécessité absolue de propager l'éducation parmi les populations ignorantes et superstitieuses de l'Italie méridionale, adressa le télégramme suivant à Mme Schwabe [1].

« Demain je donnerai des ordres directs et positifs pour « que tout soit arrangé aussi promptement que possible. « Restez, et vous serez satisfaite de l'ami de Cobden et de « Bastiat. Ayez foi et courage, nous triompherons des « résistances de l'ignorance.

« *Le ministre*, SCIALOJA. »

Mme Schwabe, complètement rassurée par ces paroles énergiques, se remit de nouveau à l'œuvre. Le ministre non seulement mit à sa disposition les 24,000 francs qui avaient été promis antérieurement à la municipalité pour la restau-

[1] Roma, 10/4-1873. Domani manderò disposizioni immediate ed ordini precisi per fare tutto occorrente senza menomo ritardo. Rimanete, e sarete contenta dell' amico di Cobden e Bastiat. Abbiate fede e coraggio, vinceremo resistenza dell' ignoranza.

Il ministro, SCIALOJA.

ration du couvent Donna Regina, mais encore il lui permit d'occuper pendant trois ans le grand bâtiment de l'ex-*Collegio Medico*, terme qui fut prolongé, en 1876, pour trente ans. La grandeur du nouveau local donna à Mme Schwabe l'idée de fonder un établissement d'éducation plus considérable où l'on mettrait en pratique, autant que les fonds disponibles le permettraient, la méthode de Fröbel. On devait commencer par le « jardin d'enfants » (Kindergarten) pour les enfants en bas âge, puis suivre les divers degrés de l'instruction primaire, jusqu'au moment où les élèves auraient acquis une profession ou un métier pouvant les mettre à même de gagner leur vie.

Mme Schwabe fut alors heureusement aidée par M. Castelli, architecte napolitain, qui lui offrit généreusement son concours gratuit pour la reconstruction de l'ex-*Collegio Medico*. Au mois de septembre 1873, eut lieu l'inauguration du jardin d'enfance, et plus tard, au mois de décembre, une école élémentaire pour les enfants d'un âge plus avancé fut ajoutée au premier établissement. Une dame allemande, ayant obtenu son diplôme en Prusse et étudié le système Fröbel à Hambourg, fut chargée de la direction du jardin d'enfance, et celle de l'école élémentaire fut confiée à un jeune Italien qui avait fait ses études avec le regretté M. Shields aux célèbres écoles Birbeck, établies par M. William Ellis à Peckham, près de Londres. Le jardin d'enfance et l'école élémentaire obtinrent dès leur inauguration un succès complet. En peu de temps, le nombre des élèves admis et inscrits dépassa de beaucoup le chiffre réglé par les fonds disponibles. Mme Schwabe s'occupa donc de recueillir de nouvelles souscriptions en Italie, en France, en Allemagne, et surtout en Angleterre.

Le gouvernement italien, convaincu lui-même de l'importance de l'œuvre ainsi que de la supériorité de la direction, avait accordé des crédits supplémentaires, indépendamment des subventions ordinaires. La *Provincia* de Naples et le

Municipio avaient également alloué des secours annuels.

Quelques années d'expérience ayant prouvé qu'on ne pouvait exercer aucune action utile sur le caractère et les mœurs des enfants des plus basses classes de la société pendant les seules heures consacrées à l'école, on décida d'admettre comme pensionnaires autant d'orphelins pauvres que les fonds le permettraient; l'admission à l'externat fut réservée aux enfants de la bourgeoisie et des classes aisées payant une pension minime; de plus, quelques enfants de pauvres familles honnêtes furent admis gratuitement.

Le prix d'admission, ajouté aux différentes subventions, ne suffit pourtant pas aux frais de l'entretien des écoles et de l'orphelinat. Les filles y sont élevées et préparées à tous les soins du ménage et à tous les travaux domestiques. Les internes de cet orphelinat sont au nombre de 42, et on espère porter ce nombre à 100 aussitôt que les fonds le permettront.

Les enfants appartenant à tous les cultes sont admis indistinctement, mais ils sont presque tous catholiques. Quoique tout enseignement théologique soit exclu des cours de l'école, les principes fondamentaux de la religion, c'est-à-dire l'amour et l'obéissance envers Dieu et envers son prochain, sont enseignés aux élèves tant en pratique qu'en théorie. Ils assistent, le dimanche, aux offices de leur religion [1].

Il n'est peut-être pas superflu de donner ici quelques explications sur le système Fröbel, peu connu jusqu'ici, même dans le pays de son auteur. Né en 1778, à Oberweissbach, petit village de la Saxe, et mort en 1852, à Marienthal.

Fröbel, après avoir étudié trois ans dans l'Institut de Pestalozzi, en vint à cette conclusion : qu'on ne peut réussir à porter l'homme au degré de perfection qui lui est possible,

[1] Mlle Baermann (une dame catholique de Munich) est la représentante de Mme Schwabe et demeure en permanence dans la maison. Elle est la *mère* des orphelines du *Convitto*, ainsi que des jeunes filles de l'*Educandato*.

qu'en développant harmonieusement toutes ses facultés physiques, intellectuelles et morales dès l'âge le plus tendre, surtout par l'accord d'occupations à la fois intellectuelles et physiques qui satisfassent son activité dans les limites de ses forces naissantes. Fröbel appelait ses écoles des jardins d'enfants (Kindergarten), comparant les enfants à de jeunes plantes; et, de même que tout bon jardinier doit étudier le développement de chaque plante en particulier, afin de lui donner l'air et la nourriture nécessaires, il démontrait que chaque mère ou institutrice doit étudier le tempérament et les aptitudes de chaque enfant, pour pouvoir développer convenablement les dons que la Providence lui a accordés.

L'application de cette méthode exige évidemment, outre la connaissance approfondie des idées d'éducation de Fröbel, des études spéciales en différentes sciences, comme l'hygiène et l'anthropologie, pour bien connaître cet être qu'on doit développer.

C'est pour répondre à ce besoin que Mme Schwabe a ajouté à l'établissement de l'*ex Collegio medico* une école normale appelée « *Seminario frobelliano femminile* », où l'on forme des jeunes filles à devenir de véritables jardinières pour ces précieuses plantes humaines.

Pour que cette œuvre soit complète, il ne lui manque plus qu'une école industrielle en harmonie avec les autres parties de l'institution; et, malgré les nombreuses difficultés qui se présentent pour recueillir les fonds nécessaires, Mme Schwabe, qui a trouvé tant de bon vouloir dans tous les pays et dans toutes les classes de la société, ne désespère pas de voir son but s'accomplir. Le succès d'une grande institution modèle, prenant l'enfant dès l'âge le plus tendre pour l'amener jusqu'au moment où il peut gagner sa vie et être un membre utile de la société, amènerait un changement salutaire dans le caractère et les mœurs des Napolitains, ce peuple si intelligent et si facile à guider. Ces gens « al cuor dolce », par suite de l'ignorance et de la paresse, sont aussi disposés

à accepter les bonnes influences que les mauvaises. Comme, de notre temps, aucune nation ne peut rester isolée, toute amélioration dans l'éducation sociale et politique de l'Italie méridionale, due aux efforts réunis des hommes éclairés de l'Italie et des autres nations, profitera au continent européen, en resserrant les liens qui unissent les amis de la liberté constitutionnelle et de la liberté de conscience, les seules libertés capables de garantir la stabilité de tout l'édifice social.

Ces grands principes de charité internationale ont déjà été mis en pratique en faveur de cette œuvre, non seulement par les donataires d'argent, mais aussi par les artistes de différentes nations. Bien des lecteurs de ce livre auront vu sans doute le catalogue où sont cités les noms des artistes qui ont fourni les objets d'art pour l'Exposition qui a eu lieu à Londres, en 1876, en faveur de l'Institution modèle de Naples (Exposition qui a donné un bénéfice net de 25,000 fr.), et pour l'Exposition de Berlin en 1877, accompagnée d'une loterie qui a produit une somme de 20,000 francs.

Qu'il nous soit permis également de faire mention ici de la générosité de MM. Burns et Mac Iver, de Liverpool, qui, depuis la fondation de l'Institution modèle de Naples, transportent gratuitement sur leurs navires tout ce qui est utile à l'établissement. Les directeurs de la « General Steam Navigation Compagny » de Londres, M. Sloman, de Hambourg, dont les navires font le service entre Naples et Hambourg, les directeurs du chemin de fer entre Hambourg et Berlin, ainsi que MM. Phaland et Dietrich, les expéditeurs du chemin de fer à Berlin, ont suivi ce noble exemple, et les tableaux pour l'Exposition ainsi que les prix de la loterie, au nombre de mille, ont été transportés gratuitement jusque dans les salles de l'Exposition de Berlin.

La réunion de ces efforts charitables a permis de tirer un profit considérable de ces Expositions de Londres et de Berlin, et nous espérons qu'une union semblable et plus

étendue se produira pour compléter l'œuvre internationale entreprise à Naples.

Les souscriptions sont reçues par MM. Ransom, Bouverie et Cᵉ, 1, Pall Mall East, Londres, the Cheque Bank (Limited, 124, Cannon Street, Londres), et par Mᵐᵉ Salis Schwabe, ex-*Collegio Medico*, Largo Sant'Aniello, Naples.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Lettres de Mme Salis Schwabe, écrites des Pyrénées et de l'Espagne, à ses amis en Angleterre, 1846..... 1
II. — Extraits d'articles publiés sur M. Cobden par des journaux de Madrid, en 1846..... 11
III. — Discours de M. Cobden à Madrid, au banquet des libres-échangistes, 14 octobre 1846..... 12
IV. — Mme Salis Schwabe, de l'Espagne, à ses amis en Angleterre, 1846..... 16
V. — M. Cobden à Sévllle (Le « Times »). Novembre 1846.... 26
VI. — Récit du banquet offert à M. Cobden par les partisans du libre-échange, à Séville, avec discours de M. Cobden, 2 novembre 1846..... 28
VII. — Mme Salis Schwabe, de Cadix, à ses amis en Angleterre. Novembre 1846..... 32
VIII. — Banquet de Cadix et discours de M. Cobden, 18 novembre 1846..... 33
IX. — Mme Salis Schwabe, de l'Espagne, à ses amis en Angleterre. Novembre et décembre 1846..... 37
X. — Mme Cobden à Mme Schwabe, et discours de M. Cobden à Gênes. Janvier 1847..... 49
XI. — Mme Cobden à Mme Schwabe. Février 1847..... 52
XII. — Rapport du dîner offert à M. Cobden à Rome. Février 1847..... 54
XIII. — Le comte Verzaglia au rédacteur du « Journal d'Annonces de Rome. » Février 1847..... 64
XIV. — Mme Cobden à Mme Schwabe. Avril 1847..... 67
XV. — Banquet offert à M. Cobden à Florence. Mai 1847..... 69
XVI. — Extrait d'un discours de Lord Palmerston à Mansion House, dans le même mois où Cobden haranguait les libres-échangistes à Florence. Mai 1847..... 73

XVII. — Mme Cobden à Mme Schwabe, 1847..... 74
XVIII. — M. Cobden à Mme Cobden, de Königsberg. Août 1847. 81
— — — de Saint-Pétersbourg. Août 1847. 83
— — — de Moscou. Août 1847..... 87
XIX. — Mme Cobden à Mme Schwabe. Janvier et octobre 1848. 89
XX. — Lettre de M. George Combe à M. Cobden. 1849.... 91
XXI. — Mme Cobden à Mme Schwabe, 1849..... 94
XXII. — Discours de M. Cobden contre l'emprunt pour la guerre, prononcé à une assemblée publique à Londres. Octobre 1849..... 95
XXIII. — M. Salis Schwabe à Mme Rich sur la concurrence, l'association et le socialisme, 1850..... 106
XXIV. — Le pasteur F. D. Maurice à Mme Rich, sur la concurrence, l'association et le socialisme. 1850..... 111
XXV. — M. Salis Schwabe à Mme Rich, sur le même sujet. 1850..... 115
XXVI. — Notes de M. Salis Schwabe, après sa visite à Paris, en 1850, avec un résumé de ses entretiens avec Lamennais, Girardin, Cormenin, Michel Chevalier, Bastiat, Guizot et Lamartine..... 118
XXVII. — Lettre de M. Cobden à ses commettants du West Riding, sur la politique étrangère. 17 juillet 1850. 128
XXVIII. — Discours de M. Cobden au congrès de la paix assemblé à Francfort. 22 août 1850..... 136
XXIX. — M. Cobden au chevalier de Bunsen. Octobre 1850... 142
XXX. — Discours de M. Cobden à l'Association nationale des Écoles publiques, Manchester, 30 octobre 1850. 144
XXXI. — Autre discours à l'association nationale des Écoles publiques. 31 octobre 1850..... 155
XXXII. — M. George Combe à M. Cobden. Novembre 1850... 173
XXXIII. — Mme Cobden à Mme Schwabe. Décembre 1850... 174
XXXIV. — M. Cobden à Mme Schwabe. Août 1851..... 175
XXXV. — Mme Cobden à Mme Schwabe. 9 octobre 1851..... 184
XXXVI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 10 octobre 1851..... 185
XXXVII. — Mme Cobden à Mme Schwabe. 30 octobre 1851..... 186
XXXVIII. — Discours de M. Cobden à l'Association nationale des Écoles publiques. Manchester, 1er décembre 1851. 188
XXXIX. — M. Horace Say à M Cobden. 28 décembre 1851.... 201
XL. — M. Cobden à Mme Schwabe. 3 janvier 1852..... 204
XLI. — Lettre de M. Cobden au rédacteur du « Times » sur les appréhensions d'une invasion française. 24 janvier 1852..... 205
XLII. — Discours de M. Cobden aux électeurs du West Riding, Yorkshire, 24 juin 1852..... 210
XLIII. — Extraits du discours de M. Cobden à la conférence sur la paix. Manchester, 28 janvier 1853..... 214
XLIV. — Mme Cobden à Mme Schwabe. Mai 1853..... 218

XLV. — Discours prononcé par M. Cobden à la conférence sur la paix. Édimbourg, 12 octobre 1853..... 219
XLVI. — Mme Cobden à Mme Schwabe. 29 octobre 1853..... 234
XLVII. — M. Cobden à Mme Schwabe. 31 octobre 1853..... 234
— — — 19 juillet 1854..... 235
— — — 25 août 1854..... 237
— — — 24 octobre 1854..... 239
XLVIII. — Discours de M. Cobden sur la guerre de Crimée à Leeds, 17 janvier 1855..... 240
XLIX. — M. Cobden à Mme Schwabe. 7 octobre 1855..... 262
L. — Extrait d'une lettre de M. X... à Mme Schwabe sur la guerre de Crimée. 18 octobre 1855..... 265
LI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 31 octobre 1855..... 265
LII. — Lettre de M. Cobden au rédacteur du « Leeds-Mercury » sur l'armée de Crimée. 31 octobre 1855.... 267
LIII. — M. X... à M. Cobden sur la guerre de Crimée. 12 novembre 1855..... 282
LIV. — M. Cobden à M. X... sur la guerre de Crimée. 17 novembre 1855 285
LV. — M. X. à M. Cobden sur le même sujet. 13 décembre 1855..... 287
LVI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 20 mars 1856..... 290
LVII. — Lettre du fils unique de M. Cobden, écrite à ses parents quelques jours avant sa mort..... 291
LVIII. — M. Cobden à Mme Schwabe. Avril 1856..... 295
LIX. — Le chevalier de Bunsen à M. Cobden. Avril 1856 .. 296
LX. — M. Cobden à Lord X... Avril 1856..... 299
LXI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 28 mai 1856..... 300
— — — 21 juin 1856..... 304
LXII. — M. Cobden au chevalier de Bunsen. 27 septembre 1856. 308
LXIII. — M. Cobden à Mme Schwabe. 24 novembre 1856..... 315
— — — 15 décembre 1856..... 316
— — — 11 avril 1857..... 318
— — — 26 avril 1857..... 320
— — — 15 mai 1857..... 320
— — — 31 août 1857..... 322
— — — 28 septembre 1857..... 323
— — — 16 février 1858..... 325
— — — 27 février 1858..... 327
— — — 23 décembre 1858..... 329
LXIV. — M. Cobden à Lord Palmerston. 29 octobre 1859.... 330
LXV. — M. Cobden à M. Chevalier. 31 octobre 1859..... 337
LXVI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 4 février 1860..... 340
— — — 10 février 1860 342
— — — 15 février 1860..... 343
— — — 26 mars 1860..... 344
— — — 8 juin 1860..... 345

LXVI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 5 juillet 1860..... 346
— — — 12 août 1860..... 348
— — — 10 septembre 1860.... 350
LXVII. — Discours prononcé par M. Cobden sur le traité avec la France. Rochdale, 26 juin 1860..... 351
LXVIII. — Discours prononcé par M. Cobden à Mansion-House, 17 juillet 1861..... 357
LXIX. — M. Cobden à Mme Schwabe. 21 février 1861..... 366
LXX. — M. Cobden à M. Simpson au sujet de l'impôt sur le malt. 5 février 1864..... 367
LXXI. — M. Cobden à Mme Schwabe. 9 février 1864..... 371

APPENDICE.— Une courte notice sur la maison d'éducation modèle à Naples en faveur de laquelle ce petit livre est publié..... 373

FIN DE LA TABLE.

Saint-Denis. — Imprimerie Ch. LAMBERT, 17, rue de Paris.

DA
536
C6S35

Salis-Schwabe, Julie
Richard Cobden

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY